

BULLETIN OFFICIEL

EDITION DES CONVENTIONS INTERNATIONALES

Prix du numéro : 20 DH

EDITIONS	TARIFS D'ABONNEMENT			ABONNEMENT IMPRIMERIE OFFICIELLE RABAT - CHELLAH Tél. : 05.37.76.50.24 - 05.37.76.50.25 05.37.76.54.13 Compte n°: 310 810 101402900442310133 ouvert à la Trésorerie Préfectorale de Rabat au nom du régisseur des recettes de l'Imprimerie officielle
	AU MAROC		A L'ETRANGER	
	6 mois	1 an		
Edition générale.....	250 DH	400 DH	A destination de l'étranger, par voies ordinaire, aérienne ou de la poste rapide internationale, les tarifs prévus ci-contre sont majorés des frais d'envoi, tels qu'ils sont fixés par la réglementation postale en vigueur.	
Edition de traduction officielle.....	150 DH	200 DH		
Edition des conventions internationales.....	150 DH	200 DH		
Edition des annonces légales, judiciaires et administratives....	250 DH	300 DH		
Edition des annonces relatives à l'immatriculation foncière..	250 DH	300 DH		

Sont insérés dans cette édition les textes des conventions internationales en langue arabe ou en langue étrangère lorsqu'aux termes de ces conventions, lesdits textes font foi soit seuls, soit concurremment avec les textes en langue arabe

SOMMAIRE	Pages	Pages	
Convention de coopération juridique et judiciaire entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar.		• Accord de coproduction cinématographique et audiovisuelle.	
<i>Dahir n° 1-18-38 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de coopération juridique et judiciaire, faite à Doha le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar.....</i>	107	<i>Dahir n° 1-18-92 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord de coproduction cinématographique et audiovisuelle, fait à Rabat le 5 décembre 2017 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise.</i>	114
Royaume du Maroc et République portugaise :		Accord relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne.	
• Accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure.		<i>Dahir n° 1-20-37 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité, fait à Rabat le 13 février 2019 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne.....</i>	122
<i>Dahir n° 1-18-42 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure, fait à Lisbonne le 20 avril 2015 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise.</i>	108	Traité portant création de l'Agence africaine du médicament.	
		<i>Dahir n° 1-21-05 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication du Traité portant création de l'Agence africaine du médicament, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 11 février 2019</i>	130

Royaume du Maroc et Japon :	Pages	Pages	
<ul style="list-style-type: none"> • Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales. <p><i>Dahir n° 1-21-10 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention entre le Royaume du Maroc et le Japon tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales, faite à Rabat le 8 janvier 2020.</i></p>	166	Accord portant amendement de la Convention de libre-échange entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie.	
<p>• Accord sur la promotion et la protection de l'investissement.</p> <p><i>Dahir n° 1-21-11 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord entre le Royaume du Maroc et le Japon sur la promotion et la protection de l'investissement, fait à Rabat le 8 janvier 2020.</i></p>	166	<i>Dahir n° 1-21-53 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord portant amendement de la Convention de libre-échange entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie, fait à Rabat le 24 août 2020.</i>	167
		Statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures.	
		<i>Dahir n° 1-21-55 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication des Statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, faits à Pékin le 29 juin 2015....</i>	168

Dahir n° 1-18-38 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention de coopération juridique et judiciaire, faite à Doha le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu la Convention de coopération juridique et judiciaire, faite à Doha le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar ;

Vu la loi n°43-16 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-18-05 du 28 jounada I 1439 (15 février 2018) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention de coopération juridique et judiciaire, faite à Doha le 5 avril 2016 entre le gouvernement du Royaume du Maroc et le gouvernement de l'Etat de Qatar.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

Dahir n° 1-18-42 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure, fait à Lisbonne le 20 avril 2015 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu l'Accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure, fait à Lisbonne le 20 avril 2015 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise ;

Vu la loi n°31-17 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-18-10 du 28 jounada I 1439 (15 février 2018) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coopération dans le domaine de la sécurité intérieure, fait à Lisbonne le 20 avril 2015 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**ACCORD DE COOPÉRATION
ENTRE LE ROYAUME DU MAROC ET LA RÉPUBLIQUE PORTUGAISE
DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE**

Le Royaume du Maroc

et

la République Portugaise

Dénommés ci-après les « **Parties**»,

Animés par le désir de renforcer les liens d'amitié et de fraternité entre les deux États et les deux peuples;

Déterminés à développer et à approfondir les relations de coopération, compte tenu de la proximité géographique de l'Afrique du Nord et du Sud Ouest de l'Europe;

Décidés à faire face, d'une façon énergique, à la recrudescence des phénomènes criminels dans la région, et dans le but de consolider les actions d'appui institutionnel pour renforcer l'échange des bonnes pratiques et de collaborer à la consolidation du système de sécurité intérieure ;

Considérant les instruments juridiques régissant la coopération bilatérale entre les deux États, en particulier dans le cadre du Traité d'Amitié, de Bon Voisinage et de Coopération entre le Royaume du Maroc et la République Portugaise, signé à Rabat le 30 mai 1994;

Sur la base de respect mutuel pour la pleine indépendance, pour la souveraineté et pour la non-ingérence dans les affaires intérieures et des intérêts réciproques,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1

Le présent Accord vise à renforcer la coopération et les échanges techniques dans le domaine de la sécurité intérieure entre le Royaume du Maroc et la République Portugaise, conformément à leur législation nationale en vigueur et les conventions internationales applicables.

Article 2

- 1.** La coopération technique dans le domaine de la Sécurité intérieure comprend:
 - a) La prévention et la lutte contre la criminalité;
 - b) La gestion de grands événements;
 - c) La gestion de foules, crises et urgences;
 - d) L'élaboration de stratégies collectives d'intervention;
 - e) L'échange d'information entre les différents services de Sécurité des deux États tel que convenu entre les Parties;
 - f) La police de proximité;
 - g) La gestion des flux migratoires et la lutte contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains;
 - h) Les procédures et systèmes de contrôle de frontières;
 - i) La documentation de sécurité et la fraude documentaire;
 - j) La protection civile, la sécurité et la prévention des risques majeurs;
 - k) La prévention et la sécurité routière;
 - l) La formation ;
 - m) Le perfectionnement et la mise-à-jour du cadre de la sécurité.
- 2.** L'échange comprendra les modalités définies par les programmes visés à l'article 3 du présent Accord.

Article 3

- 1.** La coopération en vertu du présent Accord peut s'intégrer dans les programmes de coopération dont la portée, le but et la responsabilité de la mise en œuvre seront définies au cas par cas, par les entités compétentes, avec l'approbation des responsables gouvernementaux chargés de la sécurité intérieure.
- 2.** Les modalités de coopération prévues par le présent Accord peuvent être définies par des accords spécifiques ou des protocoles additionnels.

Article 4

Pour l'exécution et l'application du présent Accord les Parties désignent comme entités compétentes:

- a) Pour la Partie Marocaine, le Ministère de l'Intérieur du Royaume du Maroc;
- b) Pour la Partie Portugaise, le Ministère de l'Administration Interne de la République Portugaise.

Article 5

La mise en œuvre de la coopération prévue peut se traduire par des échanges de personnels ou de missions d'experts sécuritaires, aussi bien que par des échanges de matériel et de logistique, si cela est convenu entre les Parties.

Article 6

Dans certains cas où un appui technique ou logistique est nécessaire, les deux Parties se mettront d'accord sur les modalités de sa mise en œuvre.

Article 7

1. Les Parties créeront une Commission mixte dans le but de favoriser la consultation sur le sujet du présent Accord, afin d'assurer sa mise en œuvre et de régler les différends découlant de son application.
2. La Commission mixte est composée de représentants dûment désignés par les autorités gouvernementales compétentes des deux Parties.
3. La Commission mixte se réunit alternativement sur le territoire de chacune des Parties, au moins une fois par an ou chaque fois que les circonstances l'exigent.
4. La Commission mixte peut établir un règlement interne.

Article 8

Tout différend concernant l'interprétation ou l'application du présent Accord n'ayant pas été réglé au niveau de la Commission mixte sera réglé par la négociation, par la voie diplomatique.

Article 9

1. Le présent Accord peut être révisé à la demande de l'une des Parties.
2. Tout amendement entrera en vigueur conformément à l'article 10 du présent Accord.

Article 10

Le présent Accord entre en vigueur trente (30) jours après que les deux Parties se soient通知ées mutuellement, par la voie diplomatique, de l'accomplissement des formalités requises par leur législations internes.

Article 11

1. Le présent Accord est conclu par une période de trois (3) ans renouvelable, par tacite reconduction pour des périodes égales.
2. Chacune des Parties peut dénoncer le présent Accord par notification écrite et par la voie diplomatique, avec un minimum de six (6) mois à l'avance quant au terme de la période en cours.
3. La dénonciation du présent Accord n'affectera pas les projets ou programmes en cours en vertu de l'Accord et non encore pleinement mis en œuvre à la date de son terme.

Article 12

1. L'application du présent Accord peut être suspendue provisoirement en cas de survenance d'une situation de force majeure.
2. La suspension de l'application du présent Accord ainsi que la reprise de son application doivent être通知ées par écrit et par la voie diplomatique, dès la survenance d'une telle situation.
3. La suspension du présent Accord n'affectera pas les projets ou programmes en cours en vertu de l'Accord et non encore pleinement mis en œuvre.

Article 13

La Partie dans laquelle le présent Accord est signé procède, dans le plus bref délai après son entrée en vigueur, à son enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies. L'accomplissement de cette procédure, ainsi que le numéro d'enregistrement qui lui a été attribué, sera notifiée à l'autre Partie.

Fait à Lisbonne, le 20 avril 2015, en deux originaux, en langues arabe, portugaise et française, tous les textes faisant également foi.

En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue française prévaudra.

**Pour
le Royaume du Maroc**

**Pour
la République Portugaise**

Cherki DRAIS
**Ministre Délégué auprès du
Ministre de l'Intérieur**

Anabela RODRIGUES
**Ministre de l'Administration
Interne**

Dahir n° 1-18-92 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord de coproduction cinématographique et audiovisuelle, fait à Rabat le 5 décembre 2017 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes - puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne ;

Vu l'Accord de coproduction cinématographique et audiovisuelle, fait à Rabat le 5 décembre 2017 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise ;

Vu la loi n° 10-18 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n°1-18-77 du 23 kaada 1439 (6 août 2018) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord de coproduction cinématographique et audiovisuelle, fait à Rabat le 5 décembre 2017 entre le Royaume du Maroc et la République portugaise.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**ACCORD DE COPRODUCTION
CINÉMATOGRAPHIQUE ET AUDIOVISUELLE
ENTRE LE ROYAUME DU MAROC ET LA REPUBLIQUE
PORTUGAISE**

Le Royaume du Maroc et la République Portugaise, ci-après dénommés les « Parties »

Soucieux de développer et d'élargir la coopération entre leurs cinématographies, décident de favoriser et de faciliter la réalisation en coproduction d'œuvres susceptibles de servir, par leurs qualités artistiques et techniques, le développement des industries de production cinématographique et audiovisuelle dans les deux pays et de participer à l'accroissement de leurs échanges culturels et commerciaux ;

Désireux de poursuivre cette coopération en œuvrant à son développement par les échanges et la coproduction des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ;

Convaincus que cette coopération peut contribuer au resserrement des relations entre les deux Pays,

Sont convenus de ce qui suit :

I – COPRODUCTION

Article 1 :

Aux fins du présent Accord, le terme « œuvre » désigne les œuvres cinématographiques de toutes durées et genres, et sur tous supports, ainsi que les œuvres destinées à une diffusion ou toute autre forme d'exploitation à la télévision ou par d'autres services audiovisuels, conformes aux dispositions législatives et réglementaires dans chacun des deux pays.

Les œuvres réalisées en coproduction et admises au bénéfice du présent accord sont considérées comme « œuvres nationales » par les autorités des deux pays.

Elles bénéficient de plein droit des avantages qui en résultent en vertu des dispositions en vigueur ou qui pourraient être édictées dans chacun des deux pays.

Ces avantages sont acquis seulement au producteur ressortissant du pays qui les accorde.

Article 2 :

Les coproductions réalisées en vertu du présent Accord doivent recevoir l'approbation, après consultation entre elles, des autorités compétentes des deux pays :

- au Maroc : le Centre Cinématographique Marocain (CCM)
- au Portugal : L’Institut du Cinéma et de l’Audiovisuel (ICA, IP)

Article 3 :

Pour être admises au bénéfice de la coproduction, les œuvres doivent être entreprises par des producteurs ayant une bonne organisation technique et financière et une expérience professionnelle reconnue par l'autorité nationale dont ils relèvent.

Le bénéfice de la coproduction peut être accordé :

- aux œuvres cinématographiques de tout genre et de toute durée ;
- aux œuvres audiovisuelles de production indépendante, de fiction, documentaire ou animation, soit des œuvres unitaires, soit des séries d'épisodes. Les œuvres de fiction de type « telenovela » ne sont pas admises au bénéfice de la coproduction.

Article 4 :

Toute œuvre de coproduction doit comporter un négatif, soit un contretype, soit un internégatif, soit un interpositif, soit une copie sur tout support numérique actuel ou à venir.

Chaque coproducteur est propriétaire d'un des éléments de tirage énumérés ci-dessus ainsi que d'une bande sonore internationale.

Article 5 :

La proportion des apports respectifs des coproducteurs des deux pays peut varier, par œuvre, de 20 à 80%. Dans des cas exceptionnels, la participation minoritaire peut être ramenée à 10%, avec l'accord des autorités compétentes des deux pays.

Toute œuvre de coproduction doit comporter de part et d'autre une participation artistique et technique effective. En principe, l'apport du coproducteur minoritaire en techniciens et en interprètes doit être proportionnel à son investissement.

Article 6 :

Les œuvres doivent être réalisés par des metteurs en scène, techniciens et artistes soit possédant la nationalité portugaise ou marocaine, soit ayant le statut de résident au Maroc ou au Portugal.

A titre exceptionnel, et afin de respecter des contraintes juridiques ou de coproduction, y compris celles liées au respect par le Portugal du droit de l'Union Européenne, la participation d'interprètes ou de techniciens n'ayant pas la nationalité de l'un ou de l'autre pays ou le statut de résident au Portugal ou au Maroc, peut être acceptée.

Les extérieurs d'une œuvre doivent être tournés sur le territoire national de l'un ou l'autre des pays ou sur le territoire des deux pays, sauf dans le cas où le scénario ou d'autres contraintes de production ou de coproduction multipartite, le justifie et après entente entre les autorités compétentes des deux pays.

Article 7 :

La répartition des recettes se fait proportionnellement aux apports de chacun des coproducteurs.

Cette répartition doit comporter soit un partage des recettes, soit un partage géographique en tenant compte, dans ce cas, de la différence de volume qui peut exister entre les marchés des deux Parties, soit une combinaison des deux formules. Cette répartition est approuvée selon les procédures propres à chacun des deux pays.

Article 8 :

En principe, l'exportation des œuvres coproduites est assurée par le coproducteur majoritaire.

Sauf convention particulière entre les coproducteurs, l'exportation est assurée, pour les œuvres ou les apports prévus à l'article 5 ci-dessus sont égaux, par le coproducteur ayant la même nationalité que le metteur en scène.

Dans le cas des pays appliquant des restrictions à l'importation, l'œuvre est imputée sur le contingent du pays ayant les meilleures possibilités d'exportation ; en cas de difficultés, l'œuvre est imputée sur le contingent du pays dont le metteur en scène est ressortissant.

Article 9 :

Les génériques, films annonces, matériels publicitaires et le matériel de promotion des œuvres réalisées dans le cadre du présent Accord, doivent être présentés avec la mention « coproduction Maroc-Portugal » ou « coproduction Portugal - Maroc ».

Sauf dispositions contraires convenues d'un commun accord, la présentation d'œuvres coproduites dans les manifestations et festivals internationaux, doit être assurée par le pays auquel appartient le producteur majoritaire ou, dans le cas d'œuvres où les apports sont égaux, par le pays dont le metteur en scène est ressortissant.

L'approbation d'un projet de coproduction par les autorités compétentes des deux pays ne lie aucune d'entre elles quant à l'octroi du visa d'exploitation de la coproduction ainsi réalisée.

Article 10 :

Les Parties conviennent de rechercher un équilibre général tant sur le plan artistique que sur celui de l'utilisation des moyens techniques des deux pays.

Article 11 :

Les autorités compétentes des deux pays examineront avec bienveillance la réalisation en coproduction d'œuvres de qualité internationale entre les producteurs du Royaume du Maroc et de la République Portugaise, et des producteurs des pays avec lesquels l'un ou l'autre est lié par des Accords de coproduction.

Les conditions d'agrément de telles œuvres font l'objet d'un examen au cas par cas, telles que définies à l'annexe 1, qui fait partie intégrante du présent Accord.

Article 12 :

Sous réserve des dispositions législatives et réglementaires en vigueur, toutes les facilités sont accordées pour la circulation et le séjour du personnel artistique et technique collaborant à la production des œuvres réalisées dans le cadre de cet Accord ainsi que pour l'importation et l'exportation dans chaque pays du matériel nécessaire à la réalisation, à l'exploitation et à l'exportation de ces œuvres (pellicule, matériel technique, costumes, éléments de décors, matériel de publicité, etc).

II DISPOSITIONS GENERALES

Article 13 :

Les autorités compétentes des deux pays se communiquent toutes informations concernant les coproductions et les échanges d'œuvres, comme, en général, toutes précisions relatives aux relations entre les deux pays dans les domaines du cinéma et de la production audiovisuelle indépendante.

Article 14 :

Dans le cadre de cet Accord, il est créé une commission mixte cinématographique et audiovisuelle composée de représentants de chaque pays. Cette

commission a pour mission d'examiner les conditions d'application du présent Accord, de résoudre les difficultés éventuelles et d'étudier les modifications souhaitables en vue de développer la coopération entre les deux pays.

Pendant la durée du présent Accord, cette commission se réunit en principe chaque année, alternativement au Maroc et au Portugal ; elle peut également se réunir en cas de modifications importantes, soit de la législation, soit de la réglementation applicable à la cinématographie et à la production audiovisuelle indépendante.

Article 15 :

La liquidation des recettes afférentes à des œuvres coproduites conformément au présent Accord n'est pas affectée par la dénonciation de l'Accord et se poursuit, dans ce cas, dans les conditions préalablement arrêtées en vertu des dispositions de l'article 7 ci-dessus.

Article 16 :

Pour relever le niveau du cinéma dans les deux pays, les autorités compétentes mettront à la disposition de la profession, le cas échéant, des stages, des séminaires, et des ateliers pour le perfectionnement des professionnels du cinéma et de l'audiovisuel.

Les conditions et les modalités de mise en œuvre de ces actions seront arrêtées, au cas par cas, d'un commun accord entre les deux Parties.

Article 17 :

Les deux Parties mettront tout en œuvre pour favoriser la promotion et la diffusion des œuvres en organisant périodiquement, selon un calendrier à déterminer d'un commun accord, « La semaine du cinéma marocain » au Portugal et « La semaine du cinéma portugais » au Maroc, avec la participation des œuvres et la présence effective des professionnels. Les frais de transport international des participants et de fret des copies des œuvres sont à la charge du pays d'envoi. Quant aux frais de séjour des participants, ils seront à la charge du pays d'accueil, dans le respect de leur droit national.

Article 18 :

Tout différend entre les Parties, découlant de l'interprétation, l'application ou l'exécution du présent Accord sera réglé par négociation par les voies diplomatiques.

Article 19 :

Le présent Accord peut être amendé à tout moment, par écrit, d'un commun accord entre les Parties.

Les amendements entrent en vigueur conformément aux procédures prévues à l'article 20 du présent Accord.

Article 20 :

Le présent Accord, ainsi que son annexe qui en fait partie intégrante, entre en vigueur trente (30) jours après la dernière notification, par écrit et par la voie diplomatique, de l'accomplissement des procédures nécessaires de droit interne de chaque Partie.

L'Accord est conclu pour une durée de deux années à compter de la date de son entrée en vigueur ; il est renouvelable, par périodes de deux années, par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des Parties, par écrit et par la voie diplomatique, trois mois avant son échéance.

La dénonciation du présent Accord n'affectera pas l'achèvement des activités de coopération entamées durant sa période de validité.

Fait à Rabat le 05 décembre 2017 en deux exemplaires originaux, en langues portugaise, arabe et française, tous les textes faisant également foi. En cas de divergence d'interprétation, le texte en langue française prévaudra.

Pour
le Royaume du Maroc

Pour
la République Portugaise

Mohamed EL AARAJ
Ministre de la Culture et de la
Communication

Teresa Ribeiro
Secrétaire d'Etat aux Affaires
Etrangères et à la Coopération

* * *

ANNEXE 1**PROCEDURE D'AGREEMENT**

Pour bénéficier des dispositions de l'accord, les producteurs de chacun des deux pays, doivent un mois avant le tournage, joindre à leurs demandes d'admission à la coproduction, adressées à leurs autorités compétentes respectives, un dossier comportant notamment :

- Le document concernant la cession des droits d'auteurs ;
- Le scénario détaillé ;
- Le contrat de coproduction passé entre les coproducteurs ;
- Le devis et le plan de financement détaillés ;
- La liste des éléments techniques et artistiques ;
- Le plan de travail de l'œuvre.

Les autorités du pays à participation financière minoritaire ne donnent leur agrément qu'après avoir reçu l'avavis des autorités du pays à participation financière majoritaire.

Dahir n° 1-20-37 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité, fait à Rabat le 13 février 2019 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éllever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifiennne,

Vu l'Accord relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité, fait à Rabat le 13 février 2019 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne ;

Vu la loi n°15-19 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-20-09 du 11 rejab 1441 (6 mars 2020) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à l'entrée en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord relatif à la coopération en matière de lutte contre la criminalité, fait à Rabat le 13 février 2019 entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

**ACCORD
ENTRE
LE ROYAUME DU MAROC
ET
LE ROYAUME D'ESPAGNE
RELATIF
À LA COOPÉRATION EN MATIÈRE DE LUTTE
CONTRE LA CRIMINALITÉ**

Le Royaume du Maroc,

et

Le Royaume d'Espagne

ci-après dénommés « les Parties » ;

RECONNAISSANT l'importance d'approfondir et de développer la coopération en matière de lutte contre toutes les formes de la criminalité ;

DESIRANT apporter une contribution au développement des relations bilatérales, sur la base du Traité d'Amitié, de Bon Voisinage et de Coopération entre le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne, signé à Rabat, le 4 juillet 1991 ;

TENANT COMPTE de l'ensemble des accords signés par les deux pays ;

GUIDES par les principes d'égalité, de réciprocité et d'assistance mutuelle ;

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1^r

1. Les Parties, conformément à leurs législations nationales respectives et au présent Accord, coopèrent dans le domaine de la lutte contre la criminalité, en particulier, la criminalité organisée sous toutes ses formes.

2. Les Parties coopèrent en matière de lutte contre les actions criminelles, en particulier :

- a. le terrorisme, y compris la collaboration et le financement ;
- b. les atteintes à la vie et à l'intégrité corporelle des personnes ;
- c. la détention arbitraire et l'enlèvement ;
- d. les infractions contre les biens ;
- e. le trafic illicite de stupéfiants, de substances psychotropes et de précurseurs ;
- f. la traite des êtres humains et l'immigration illégale ;
- g. l'exploitation sexuelle des enfants et la production, la distribution ou la détention de matériel à caractère pornographique impliquant des enfants ;
- h. l'extorsion ;
- i. le vol, le trafic et le commerce illégal d'armes, de munitions, d'explosifs, de substances radioactives, de matériels biologiques ou nucléaires, de biens à double usage et d'autres substances dangereuses ;
- j. le blanchiment d'argent et les transactions financières irrégulières ;

- k. les infractions dans les domaines économique et financier ;
- l. le faux monnayage ;
- m. les falsifications et contrefaçons des moyens de paiement et titres, ainsi que leur distribution et leur usage ;
- n. les délits contre des objets culturels avec une valeur historique, ainsi que le vol et le trafic illégal d'œuvres d'art et d'objets anciens ;
- o. le vol, le commerce illicite, la falsification et l'utilisation frauduleuse des documents de véhicules à moteur ;
- p. la falsification et l'utilisation frauduleuse de documents d'identité ;
- q. la cybercriminalité ;
- r. les délits contre les ressources naturelles et l'environnement.

3. Les Parties coopèrent aussi dans la lutte contre toute autre infraction dont la prévention, la détection et l'investigation imposent la coopération des autorités compétentes des deux Parties.
4. Par ailleurs, les Parties peuvent, d'un commun accord, coopérer dans tout autre domaine en matière de sécurité, pour autant qu'il soit compatible avec les dispositions de cet Accord.

Article 2

1. La coopération entre les Parties comprend, dans le cadre de la lutte contre la criminalité à laquelle fait référence l'article 1, l'échange d'informations et l'assistance dans l'activité opérationnelle d'investigation dans les domaines suivants :
 - a. l'identification et la recherche de personnes disparues ;
 - b. l'investigation et la recherche des personnes ayant commis ou suspectées d'avoir commis des délits sur le territoire de l'une ou de l'autre Partie dont l'investigation est sous sa responsabilité, et de leurs complices ;
 - c. l'identification des corps et des personnes présentant un intérêt pour la police ;
 - d. la recherche sur le territoire de l'une des Parties d'objets, d'effets ou d'instruments procédant de l'activité délictuelle ou ayant servi à la commettre, à la demande de l'autre Partie ;
 - e. le financement des activités illégales.
2. Les Parties coopèrent aussi, par l'échange d'informations, l'assistance et la collaboration mutuelle, dans les domaines suivants :

- a. le transfert de substances radioactives, explosives et toxiques, et d'armes ;
- b. la réalisation de livraisons surveillées de substances narcotiques et psychotropes.

Article 3

En vue d'atteindre les objectifs de la coopération, les organes compétents respectifs des Parties :

- a. s'informent mutuellement des enquêtes en cours sur les différentes formes de criminalité organisée, y compris le terrorisme, ses relations, structures, fonctionnements et méthodes ;
- b. mettent en œuvre des actions coordonnées et d'assistance mutuelle au titre des accords additionnels signés par les organes compétents ;
- c. échangent les informations sur les méthodes et les nouvelles formes de la criminalité internationale ;
- d. échangent les résultats des enquêtes criminalistiques et criminologiques réalisées, aussi bien que l'information mutuelle sur les techniques d'information et les moyens pour lutter contre la criminalité organisée.
- e. tiennent, lorsque nécessaire, des réunions de travail, pour la préparation et l'assistance dans la mise en œuvre des mesures coordonnées.

Article 4

Les Parties coopèrent, dans les domaines qui font l'objet du présent Accord par :

- a. l'échange d'informations sur la situation générale et les tendances de la criminalité dans leurs États respectifs ;
- e. l'échange d'expériences dans l'utilisation des technologies criminelles, ainsi que de méthodes et de moyens d'enquête criminelle ; échange de brochures, de publications et des résultats de recherches scientifiques dans les domaines qui font l'objet du présent Accord ;
- f. l'échange d'informations dans les domaines de compétence des services de protection de la légalité pénale et d'autres services chargés de la défense de la sécurité nationale, de l'ordre public et de la lutte contre la criminalité ;
- g. l'assistance technique et scientifique et l'échange d'expertises et d'équipes techniques spécialisées ;
- h. l'échange d'expériences, d'experts et de consultations ;
- i. la coopération dans le domaine de la formation professionnelle.

Article 5

Le présent Accord ne couvre pas les questions concernant l'entraide judiciaire en matière pénale et d'extradition.

Article 6

Les organes compétents pour la réalisation pratique du présent Accord sont :

- pour le Royaume du Maroc : le Ministère de l'Intérieur, sans préjudice des compétences relevant d'autres ministères ;
- pour le Royaume d'Espagne : le Ministère de l'Intérieur, sans préjudice des compétences relevant d'autres ministères.

Article 7

1. L'échange d'informations et les demandes de réalisation des activités prévues dans cet Accord sont remises par écrit directement aux organes compétents ou par l'intermédiaire des officiers de liaison. À cette fin, les Parties se communiquent la nomination de ces derniers.

En cas d'urgence, les organes compétents peuvent avancer les communications verbalement pour assurer le respect des dispositions du présent Accord, et confirmer les démarches par écrit immédiatement après.

2. Les demandes d'échange d'informations ou de réalisation des activités prévues par cet Accord sont réalisées par les organes compétents dans un délai aussi bref que possible.

3. Les frais afférents à l'exécution d'une demande ou à la réalisation d'une action sont assumés par la Partie requérante. Ces dépenses sont engagées sous réserves des disponibilités correspondantes dans le budget annuel ordinaire et dans le respect de la législation en vigueur. Les autorités des Parties peuvent en décider autrement au cas par cas, d'un commun accord.

Article 8

1. Chaque Partie peut rejeter, tout ou partie de la demande d'aide ou d'informations, ou soumettre son exécution à certaines conditions, si elle estime que l'exécution de la demande constitue une menace pour la souveraineté ou la sécurité nationale ou est contraire aux principes fondamentaux de sa législation ou à d'autres intérêts essentiels.

2. La Partie requérante est informée des motifs du rejet.

Article 9

1. L'échange d'informations entre les Parties conformément au présent Accord est effectué dans les conditions suivantes :

- a. La Partie requérante ne peut utiliser les données qu'aux seules fins et conditions définies par la Partie requise, en prenant en considération le délai au-delà duquel elles doivent être détruites, conformément à sa législation nationale.
- b. A la demande de la Partie requise, la Partie requérante communique des informations sur l'utilisation des données qui lui ont été fournies et sur les résultats atteints.
- c. S'il s'avère que les données fournies sont inexactes ou incomplètes, la Partie requise informe sans délai la Partie requérante.
- d. Chaque Partie tient un registre contenant les rapports sur les données fournies et leur destruction.

2. Les Parties assurent la protection des données fournies pour empêcher tout accès, modification, divulgation ou destruction non autorisés, conformément à leurs législations nationales.

Elles s'engagent également à ne pas céder les données personnelles visées au présent article à aucun tiers autre que l'organe demandeur de la Partie requérante, ou, si cette dernière en fait la demande, ces données ne peuvent être transmises qu'à l'un des organes prévus à l'article 6, sous réserve de l'autorisation de l'organe requis.

3. L'une ou l'autre Partie peut à tout moment invoquer le non-respect par la Partie requérante des dispositions de cet article pour demander la suspension immédiate de l'application de l'Accord et, le cas échéant, sa dénonciation automatique.

Article 10

1. Les Parties peuvent constituer une Commission Mixte pour le développement et l'examen de la coopération prévue par cet Accord.

2. La Commission Mixte est composée d'un nombre maximum de trois membres de chaque État. Ces membres sont désignés parmi les experts dans la matière concernée.

3. La Commission Mixte peut se réunir en session ordinaire une fois par an et en session extraordinaire à la demande de l'une des deux Parties, la date, le lieu et l'ordre du jour étant fixé par voie diplomatique.

4. Sauf accord spécial entre les deux Parties, les réunions ont lieu alternativement au Maroc et en Espagne. Les travaux des réunions sont présidés par le chef de la délégation de la Partie sur le territoire de laquelle la réunion a lieu.

5. Les dépenses encourues par la délégation participante sont à la charge de la Partie l'ayant dépechée. La Partie hôte prend en charge uniquement les dépenses liées à l'organisation des réunions. Ces dépenses ne sont engagées que s'il existe des disponibilités dans le budget annuel ordinaire.

Article 11

Les différends résultant de l'application ou de l'interprétation du présent Accord sont réglés par la négociation entre les deux Parties.

Article 12

Les dispositions du présent Accord ne portent pas préjudice à l'accomplissement des dispositions d'autres accords ou engagements internationaux, bilatéraux ou multilatéraux, pris par le Royaume du Maroc et le Royaume d'Espagne.

Article 13

Les modalités pratiques et les termes de l'assistance et de la coopération mises en œuvre des domaines prévus par le présent Accord peuvent faire l'objet de développements par des accords additionnels, qui seront signés par les organes dûment autorisés des ministères respectifs.

Article 14

Le présent Accord entre en vigueur le dernier jour du mois suivant la date de la dernière notification entre les Parties, par voie diplomatique, relative à l'accomplissement des procédures internes respectives requises pour son entrée en vigueur.

Article 15

Le présent Accord est conclu pour une durée indéterminée et reste en vigueur tant que l'une des Parties ne le dénonce, par voie diplomatique. Dans ce cas, la dénonciation prend effet six (6) mois après la date de réception de la notification de dénonciation de l'une ou l'autre Partie, étant entendu que celle-ci n'affecte pas l'accomplissement des obligations assumées par les Parties, jusqu'à la date effective de leur réalisation, sauf décision contraire des deux Parties.

En foi de quoi, les représentants des deux Parties, dûment autorisés à cet effet par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Rabat, le 13 février 2019, en deux exemplaires originaux en langues arabe, espagnole et française, les trois textes faisant également foi.

Pour
Le Royaume du Maroc

Pour
Le Royaume d'Espagne

Abdelouafi LAFTIT
Ministre de l'Intérieur

Fernando GRANDE-
~~MARLAASKA GOMEZ~~
Ministre de l'Intérieur

**Dahir n° 1-21-05 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication du Traité portant création
de l'Agence africaine du médicament, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 11 février 2019**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Traité portant création de l'Agence africaine du médicament, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 11 février 2019 ;

Vu la loi n° 09-20 portant approbation du Traité précité, promulguée par le dahir n° 1-20-93 du 16 jounada I 1442 (31 décembre 2020) ;

Vu le procès-verbal de dépôt des instruments de ratification du Royaume du Maroc du Traité précité, fait à Addis -Abeba le 12 avril 2022, assorti de la déclaration interprétative suivante :

« La ratification du Royaume du Maroc du Traité portant création de l'Agence africaine du médicament, ne saurait être interprétée, en aucune manière, comme une reconnaissance par le Royaume du Maroc d'un acte, d'un fait, d'une situation ou d'une entité qui n'est pas reconnue par le Royaume du Maroc susceptible de porter atteinte à son unité nationale et à son intégrité territoriale. »

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, le Traité portant création de l'Agence africaine du médicament, adopté à Addis-Abeba (Ethiopie) le 11 février 2019.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*

* * *

TRAITÉ PORTANT CRÉATION DE L'AGENCE AFRICAINE DU MEDICAMENT

Nous, États membres de l'Union africaine,

AFFIRMAN T QUE les produits médicaux de qualité, sûrs et efficaces sont essentiels à la santé et à la sûreté des populations africaines ;

CONSCIENTS QUE la faiblesse des systèmes de réglementation a favorisé la circulation de produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés dans de nombreux États membres de l'Union africaine ;

CONSCIENTS QUE l'existence de produits de qualité inférieure et falsifiés présente un risque pour la santé publique, nuit aux patients et sape la confiance dans les systèmes de prestation de soins de santé ;

RAPPELANT la cinquante-cinquième décision de l'Union africaine (UA) {Assembly /AU/Dec55(IV)} prise au cours du Sommet d'Abuja en janvier 2005, qui demandait à la Commission de l'UA d'élaborer un Plan de fabrication de produits pharmaceutiques pour l'Afrique (PMPA) dans le cadre du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), en vue d'améliorer l'accès des populations africaines à des produits médicaux et à des technologies sanitaires de bonne qualité, sans risque et efficaces ;

RAPPELANT ÉGALEMENT le paragraphe 6 de la décision de la dix-huitième session ordinaire des 29 et 30 janvier 2012 du Comité d'orientation des chefs d'État et de gouvernement {Assembly/AU/DEC-413(XVIII)} approuvant le Programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique mis en oeuvre par le biais des Communautés économiques régionales (CER) ;

RAPPELANT EN OUTRE les aspirations du deuxième axe stratégique de la Feuille de route de l'UA pour une responsabilité partagée et une solidarité

mondiale dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme en Afrique {Assembly AU/Dec.442 (XIX)}, qui porte sur l'accès aux médicaments et vise à accélérer et à renforcer les initiatives régionales d'harmonisation de la réglementation des médicaments, ainsi qu'à jeter les bases d'une agence africaine de réglementation unique ;

CONSCIENTS des défis que pose l'indisponibilité des médicaments et des vaccins durant les urgences de santé publique de portée internationale et que celle-ci a posé, en particulier, durant la récente épidémie de maladie à virus Ébola en Afrique, ainsi que la concomitante pénurie de produits médicaux candidats pour des essais cliniques ;

RECONNAISSANT la contribution du Forum africain de réglementation des vaccins (AVAREF) dans la facilitation de l'approbation de traitements et de vaccins candidats contre la maladie à virus Ébola et les efforts de l'Union africaine, des Communautés économiques régionales et des organisations sanitaires régionales dans la mobilisation de ressources humaines, financières et matérielles et de l'expertise continentale pour faire face à l'épidémie de ladite maladie ; et la création ultérieure de groupes d'experts régionaux pour l'encadrement des essais cliniques dans la Communauté de l'Afrique de l'Est (EAC) et la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans le cadre de la mise en œuvre de la Déclaration de la Conférence de l'Union, {Assembly/AU/Dec.553(XXIV) sur l'épidémie de la maladie à virus Ébola en janvier 2015} ;

DÉSIREUX d'utiliser des ressources institutionnelles, scientifiques et réglementaires du continent pour améliorer l'accès à des médicaments sans risques, efficaces et de qualité ; et **CONSCIENTS** de la création de l'Initiative d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique en 2009, sous la direction et l'orientation de l'Agence du NEPAD, travaillant de concert avec les

communautés économiques régionales et les organisations sanitaires régionales, afin de faciliter l'harmonisation des critères et des pratiques réglementaires parmi les États membres de l'UA et de leur permettre ainsi d'atteindre des normes internationalement acceptables et de fournir un environnement réglementaire favorable pour la recherche et le développement pharmaceutiques, la production locale et le commerce à travers les pays du continent ;

SALUANT le lancement et la mise en œuvre ultérieure de Programmes d'harmonisation de la réglementation des médicaments, ainsi que les efforts consentis en leur sein et conjointement par la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), ainsi que la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ;

RECONNAISSANT l'existence d'autres initiatives de coopération, à l'instar de celle entre la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) et l'Organisation de coordination pour la lutte contre les endémies en Afrique centrale (OCEAC) pour la mise en œuvre du programme d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique centrale, ainsi que de la collaboration et de l'harmonisation régionale en Afrique du Nord-Est sous le leadership de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) ;

NOTANT l'engagement pris par les ministres de la Santé africains au cours de leur première réunion qui s'est tenue le 17 avril 2014 à Luanda, en Angola, organisée conjointement par la Commission de l'Union africaine et l'Organisation mondiale de la Santé pour accorder la priorité à l'investissement dans le développement des capacités de réglementation, poursuivre les efforts de convergence et d'harmonisation de la réglementation des produits médicaux dans les Communautés économiques régionales, et allouer suffisamment de

ressources à la mise en place de l'Agence africaine du médicament et à l'approbation ultérieure de la création du groupe de travail de l'Agence censé mener à bien le processus ;

RAPPELANT la Déclaration de la Conférence de l'UA Assembly/AU/Decl.2(XIX) de juillet 2012 sur le rapport du Comité d'action des chefs d'États et de gouvernement de l'Observatoire du SIDA en Afrique (AWA)faisant de l'Initiative d'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique la base de la mise en place de l'Agence africaine du médicament ;

RAPPELANT EN OUTRE la Décision Assembly/AU/Dec.589(XXVI)de janvier 2016 sur le 1^{er} CTS sur la Justice et les questions juridiques, doc.EX.CL/935(XXVIII) dans laquelle la Conférence a adopté la loi-type de l'UA sur la réglementation des produits médicaux comme un instrument devant guider les États membres dans la promulgation ou la révision des lois nationales sur les médicaments, et comme un appel aux États membres à signer et à ratifier ledit instrument juridique, le cas échéant, le plus rapidement possible afin de permettre son entrée en vigueur ;

CONVAINCUS que les efforts de coordination de l'initiative de renforcement et d'harmonisation des systèmes réglementaires sous l'autorité de l'Agence africaine du médicament amélioreront le contrôle et la réglementation souverains des produits médicaux qui permettront aux États membres de l'Union africaine d'assurer une protection efficiente et efficace de la santé publique contre les risques liés à l'utilisation de médicaments de qualité inférieure et falsifiés, et faciliteront l'approbation rapide de produits répondant aux besoins sanitaires de la population africaine, particulièrement en ce qui concerne les maladies qui affectent l'Afrique de façon disproportionnée ;

SOMMES CONVENUS DE CE QUI SUIT :

**PREMIÈRE PARTIE
L'AGENCE AFRICAINE DU MÉDICAMENT ET SES OBJECTIFS**

**ARTICLE 1
ACRONYMES ET ABREVIATIONS**

Aux fins du présent Traité, on entend par :

« UA », l'Union Africaine ;

« CDC Afrique », les Centres de contrôle et de prévention des maladies d'Afrique ;

« AMA », l'Agence africaine du médicament ;

« AMRC », la Conférence des régulateurs africains des médicaments ;

« AMRH », l'Initiative de l'Union africaine pour l'harmonisation de la réglementation des médicaments en Afrique ;

« API », le principe actif ;

« CER », la Communauté économique régionale reconnue par l'Union africaine ;

« GMP », les bonnes pratiques de fabrication ;

« NEPAD », le Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique ;

« NMRA », l'Autorité nationale de réglementation pharmaceutique ;

« OUA », l'Organisation de l'Unité africaine ;

« PMPA », le Plan de Fabrication des Produits Pharmaceutiques pour l'Afrique ;

- « RCORE », le Centre régional d'excellence réglementaire ;
- « CT », Comité technique ;
- « GTT », le Groupe de travail technique composé d'experts constitué en vertu du présent Traité ;
- « OMS », l'Organisation mondiale de la Santé.
- « OSR », l'Organisation sanitaire régionale.

ARTICLE 2 DEFINITIONS

Aux fins du présent Traité, et à moins que le contexte n'exige autrement, les termes et expressions suivants signifient :

- « Agence », l'Agence créée en vertu de l'article 3 ;
- « Conférence », la Conférence des chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine ;
- « Produits sanguins », toute substance thérapeutique élaborée à partir du sang humain aux fins d'utilisation dans le traitement de maladies ou d'autres affections médicales ;
- « Conseil », le Conseil d'administration de l'Agence africaine du médicament ;
- « Bureau », le Bureau de la Conférence des États Parties ;
- « Commission », la Commission de l'Union africaine ;

« **Médicaments complémentaires** », tout traitement médical classé en dehors du champ des médicaments traditionnels, mais susceptible d'être utilisé en même temps que ceux-ci dans la prise en charge de maladies ou d'autres affections médicales ;

« **Conférence des Etats Parties** », la Conférence des Parties au présent Traité ;

« **Acte constitutif** », l'Acte constitutif de l'Union africaine ;

« **Diagnostic** », tout médicament, dispositif médical ou substance utilisé(e) pour l'analyse ou la détection de maladies ou d'autres affections médicales ;

« **Directeur général** », le Directeur général de l'Agence africaine du médicament ;

« **Complément alimentaire** », tout produit destiné à être ingéré et contenant un ingrédient **diététique** censé ajouter une valeur **nutritionnelle** au régime alimentaire (afin de le compléter) ;

« **Dispositif médical** », tout instrument, appareillage, outil, machine, appareil, implant, réactif in vitro ou étalonneur, logiciel, matériau ou autre article similaire ou connexe :

(a) prévu par le fabricant pour être utilisé, seul ou en combinaison avec d'autres, pour des êtres humains ou pour des animaux aux fins de :-

- (i) diagnostic, prévention, contrôle, traitement ou atténuation d'une maladie ;
- (ii) diagnostic, contrôle, traitement, atténuation ou compensation d'une blessure ;

- (iii) enquête, remplacement, modification ou appui à l'anatomie ou à un processus physiologique ;
 - (iv) survie ou maintien en vie ;
 - (v) maîtrise de la conception ;
 - (vi) désinfection des dispositifs médicaux ; ou
 - (vii) fourniture d'informations pour des besoins médicaux ou diagnostiques au moyen d'examens *in vitro* d'échantillons provenant du corps humain ; et
- (b) dont l'action principale voulue dans ou sur le corps humain ou animal n'est pas obtenue par des moyens pharmacologiques, immunologiques ou métaboliques, mais dont la fonction prévue peut être assistée par de tels moyens ;

« Produits médicaux », tous médicaments, vaccins, sang et produits sanguins, diagnostics et dispositifs médicaux ;

« Médicament », toute substance ou mélange de substances utilisé(e), censé(e) être approprié(e) pour être utilisé(e), fabriqué(e) ou vendu(e) pour être utilisé(e) dans :

- (a) le diagnostic, le traitement, l'atténuation, la modification ou la prévention de maladies, d'états physiques ou mentaux anormaux ou des symptômes de ceux-ci chez les êtres humains ; ou

(b) le rétablissement, la correction ou la modification de toute fonction somatique, psychique ou organique de l'être humain. Il inclut tout médicament vétérinaire ;

« **États membres** », les États membres de l'Union africaine ;

« **Autres produits réglementés** », tous médicaments complémentaires, produits médicaux traditionnels, produits cosmétiques, compléments alimentaires et produits connexes ;

« **Partie** », tout État membre de l'Union africaine ayant ratifié le présent Traité ou y ayant adhéré ;

« **Produit médical traditionnel** », tout objet ou substance utilisé(e) dans la pratique sanitaire traditionnelle pour :

- (a) le diagnostic, le traitement ou la prévention d'une maladie physique ou mentale ; ou
- (b) tout objet curatif ou thérapeutique, y compris le maintien ou le rétablissement de la santé physique ou mentale ou du bien-être de l'être humain, mais n'incluant pas de substance ou de médicament entraînant une dépendance ou dangereux.

« **Traité** », le Traité portant création de l'Agence africaine du médicament.

ARTICLE 3

CREATION DE L'AGENCE AFRICAINE DU MEDICAMENT

Le présent Traité porte création de l'Agence africaine du médicament en tant qu'agence spécialisée de l'UA.

ARTICLE 4 OBJECTIFS DE L'AGENCE

L'objectif principal de l'Agence africaine du médicament est d'améliorer les capacités des Etats membres et des CER à réglementer les produits médicaux en vue d'améliorer l'accès à des produits médicaux de qualité, sans risque et efficaces sur le continent.

ARTICLE 5 PRINCIPES DIRECTEURS

Les principes directeurs de l'Agence africaine du médicament sont les suivants :

1. **Leadership** : L'Agence africaine du médicament est une institution qui fournit une orientation stratégique et promeut, auprès des Etats, des pratiques optimales de santé publique par le renforcement des capacités et la promotion de l'amélioration continue de la qualité de l'offre de réglementation des produits médicaux ;
2. **Crédibilité** : L'avantage majeur de l'Agence africaine du médicament réside dans la confiance qu'elle cultive auprès de ses bénéficiaires et parties prenantes en tant qu'institution respectée et se fondant sur des données probantes. Elle jouera un rôle important dans la défense d'une communication et d'un échange d'informations efficaces sur l'ensemble du continent ;
3. **Propriété** : L'Agence africaine du médicament est une institution appartenant à l'Afrique. Elle appartient principalement aux Parties, qui s'assurent qu'elle dispose de ressources financières, humaines, en

infrastructures et de ressources suffisantes de toute autre nature pour l'exécution de ses fonctions ;

4. **Transparence et responsabilité :** L'Agence africaine du médicament fonctionne conformément aux normes internationales généralement acceptées de bonne gouvernance, de transparence et de responsabilité :

- (a) La diffusion des informations en temps opportun, une interaction ouverte et le libre échange d'informations entre l'Agence africaine du médicament, d'une part, et les Communautés économiques régionales et les États membres, d'autre part, sont inhérents à la mission de l'AMA ;
- (b) L'Agence africaine du médicament est responsable devant les Etats Parties dans l'ensemble de ses opérations ;
- (c) Elle prend ses décisions de manière indépendante, sur la base de données scientifiques probantes et actuelles, de l'éthique professionnelle et de l'intégrité. Les données factuelles détaillées de son processus décisionnel et la justification de ses décisions sont pleinement respectées.

5. **Ajout de valeur :** Dans tous ses buts, objectifs et activités stratégiques, l'Agence africaine du médicament démontrera comment son initiative apporte une valeur ajoutée aux activités de réglementation des produits médicaux des États Parties et d'autres partenaires ;

6. **Confidentialité :** L'Agence africaine du médicament appliquera les principes de confidentialité dans l'ensemble de ses opérations ;

7. **Engagement en faveur d'une saine gestion de la qualité :** Dans toutes ses fonctions, l'Agence africaine du médicament respectera les normes internationales de gestion de la qualité et créera les conditions d'une amélioration continue de ses pratiques en matière de réglementation, ainsi que de celles des autorités nationales de réglementation pharmaceutique des États membres de l'Union africaine.

ARTICLE 6 FONCTIONS

L'Agence africaine du médicament assure les fonctions suivantes :

- (a) coordonner et renforcer les initiatives en cours visant l'harmonisation de la réglementation des produits médicaux ainsi que l'amélioration des compétences des inspecteurs chargés du contrôle des bonnes pratiques de fabrication ;
- (b) coordonner la collecte, la gestion, le stockage et l'échange d'informations sur la qualité et la sécurité de tous les produits médicaux, y compris les produits médicaux de qualité inférieure et falsifiés avec tous ses Etats parties et à l'échelle internationale ;
- (c) coordonner les examens conjoints des demandes de réalisation d'essais cliniques ; fournir un appui technique en matière de contrôle de la qualité des médicaments à la demande des États membres qui ne disposent pas des structures nécessaires pour mener à bien ces examens, contrôles ou vérifications ;
- (d) promouvoir l'adoption et l'harmonisation de politiques et de normes de réglementation des produits médicaux, ainsi que de directives scientifiques, et coordonner les efforts d'harmonisation de la réglementation en cours

dans les Communautés économiques régionales et les organisations sanitaires régionales ;

- (e) désigner, promouvoir, renforcer, coordonner et suivre les centres régionaux d'excellence réglementaire en vue de développer les capacités des professionnels de la réglementation des produits médicaux ;
- (f) coordonner et collaborer, le cas échéant et de manière régulière, l'inspection des sites de fabrication de médicaments, y compris le suivi de la réglementation et le contrôle des produits médicaux, comme déterminé par les États Parties et/ou l'Agence africaine du médicament, et mettre les rapports à la disposition des États Parties ;
- (g) promouvoir la coopération et le partenariat ainsi que la reconnaissance mutuelle des décisions réglementaires en appui aux structures régionales et aux Autorités nationales de réglementation pharmaceutique (NMRA) en vue d'une mobilisation des ressources financières et techniques pour assurer la pérennité de l'Agence africaine du médicament ;
- (h) convoquer, en collaboration avec l'OMS, la Conférence des régulateurs africains des médicaments et d'autres organismes, des réunions relatives à la réglementation des produits médicaux en Afrique ;
- (i) fournir des orientations en matière de réglementation, des avis scientifiques et un cadre commun pour les mesures réglementaires sur les produits médicaux, ainsi que sur les questions et pandémies prioritaires et émergentes ; en cas d'urgence de santé publique sur le continent ayant des incidences au-delà des frontières ou au niveau régional, lorsque de nouveaux produits médicaux doivent être déployés aux fins d'enquête et d'essais cliniques ;

- (j) examiner, discuter et/ou émettre des conseils en matière de réglementation sur toute question relevant de son mandat, de sa propre initiative ou à la demande de l'Union africaine, des Communautés économiques régionales ou des États Parties ;
- (k) fournir des orientations sur la réglementation des produits médicaux traditionnels ;
- (l) fournir des orientations sur la procédure de demande d'autorisation de mise sur le marché pour les médicaments prioritaires décrits par les États Parties ou sur les produits proposés par les laboratoires pharmaceutiques ;
- (m) surveiller le marché des médicaments par le prélèvement d'échantillons dans tous les États Parties afin d'assurer la qualité de certains médicaments, de les faire analyser et de fournir les résultats aux États Parties et autres parties concernées qui disposeront ainsi d'informations fiables sur la qualité des médicaments circulant dans leurs pays et, le cas échéant, prendra les mesures appropriées ;
- (n) élaborer des systèmes pour surveiller, évaluer et apprécier l'exhaustivité des systèmes nationaux de réglementation des produits médicaux afin de recommander des interventions qui en amélioreront l'efficience et l'efficacité ;
- (o) évaluer et décider des produits médicaux sélectionnés, y compris les molécules complexes, pour le traitement de maladies ou d'affections prioritaires, telles que déterminées par l'Union africaine et l'Organisation mondiale de la santé ;

- (p) fournir une assistance technique et les ressources, dans la mesure du possible, sur les questions réglementaires aux États Parties sollicitant une assistance ; mutualiser l'expertise et les capacités ainsi que le renforcement des réseaux pour une utilisation optimale des ressources disponibles limitées ;
- (q) et coordonner, entre les autorités nationales et régionales de réglementation, l'accès aux services disponibles de laboratoires de contrôle de la qualité ainsi que leur mise en réseau ;
- (r) promouvoir et défendre l'utilisation de la loi-type de l'UA sur la réglementation des produits médicaux dans les États Parties et les communautés économiques régionales afin de faciliter les réformes réglementaires et juridiques aux niveaux continental, régional et national.

**DEUXIÈME PARTIE
STATUT DE L'AGENCE AFRICAINE DU MÉDICAMENT ET DE SON
PERSONNEL**

**ARTICLE 7
PERSONNALITE JURIDIQUE**

1. L'Agence africaine du médicament est dotée de la personnalité juridique nécessaire à l'atteinte de ses objectifs et à l'exercice de ses fonctions, conformément aux dispositions du présent Traité ;
2. Pour la réalisation harmonieuse de ses objectifs, l'Agence africaine du médicament dispose, en particulier, de la capacité juridique de :
 - (a) conclure des accords ;
 - (b) acquérir des biens meubles et immeubles et en disposer ; et
 - (c) ester en justice comme demandeur et comme défendeur.

ARTICLE 8 PRIVILEGES ET IMMUNITES

La Convention générale sur les priviléges et immunités de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et le Protocole additionnel à la Convention de l'OUA sur les priviléges et immunités de l'OUA s'appliquent à l'AMA, ses membres, son personnel international, ses locaux, ainsi que ses biens et avoirs.

ARTICLE 9 SIEGE DE L'AGENCE AFRICAINE DU MEDICAMENT

1. Le siège de l'Agence africaine du médicament est choisi par la Conférence de l'Union ;

2. La Commission de l'Union africaine conclut un accord de siège avec le gouvernement du pays qui abritera le siège de l'Agence africaine du médicament en ce qui concerne la mise à disposition des locaux, des installations, des services et des priviléges et immunités, aux fins du bon fonctionnement de l'AMA.

TROISIÈME PARTIE ADMINISTRATION ET CADRE INSTITUTIONNEL

ARTICLE 10 ORGANES DE L'AGENCE AFRICAINE DU MEDICAMENT

L'Agence africaine du médicament se compose des organes suivants :

- (a) la Conférence des États parties ;
- (b) le Conseil d'administration ;
- (c) le Secrétariat ; et
- (d) les comités techniques.

ARTICLE 11 CREATION DE LA CONFERENCE DES ÉTATS PARTIES

Il est institué une Conférence des États parties, organe suprême de l'Agence africaine du médicament. Il est doté du pouvoir de remplir les fonctions prévues par le présent Traité et toute autre fonction qu'elle jugerait nécessaire pour en atteindre les objectifs.

ARTICLE 12 COMPOSITION DE LA CONFERENCE DES ÉTATS PARTIES

1. La Conférence des États Parties se compose de tous les Etats membres de l'union africaine qui ont ratifié, ou adhéré au présent Traité ;
2. Les États Parties sont représentés par les ministres en charge de la Santé ou leurs représentants dûment autorisés ;
3. La Conférence des États parties élit, après consultations et sur la base du principe de rotation et de répartition géographique, un président et les autres membres du Bureau, à savoir trois (3) vice-présidents et un rapporteur ;
4. Les membres du Bureau sont élus pour un mandat de deux (2) ans ;
5. Le Bureau se réunit au moins une fois par an ;
6. En l'absence du Président ou en cas de vacance, les Vice-présidents ou le Rapporteur, dans l'ordre de leur élection, **assumera** la fonction de Président ;
7. La Conférence des États parties peut inviter des observateurs à assister, sans voix délibérative, à ses réunions.

ARTICLE 13
SESSIONS DE LA CONFERENCE DES ÉTATS PARTIES

1. La Conférence des États Parties se réunit au moins une fois tous les deux ans en session ordinaire, et en session extraordinaire à la demande du Président, du Bureau, du Conseil d'administration ou des deux tiers des États Parties ;
2. Le quorum de la Conférence des Etats Parties est constitué par la majorité simple des États Parties à l'Agence africaine du médicament ;
3. Les décisions de la Conférence des Etats Parties sont prises par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers des États Parties présents et votants.

ARTICLE 14
FONCTIONS DE LA CONFERENCE DES ÉTATS PARTIES

1. La Conférence des Etats Parties est chargée de :
 - (a) fixer le montant de la contribution annuelle et de la contribution spéciale des Etats Parties au budget de l'Agence africaine du médicament ;
 - (b) désigner les membres et dissoudre, pour raison valable, le Conseil d'administration ;
 - (c) adopter des règlements définissant les pouvoirs, les obligations et les conditions d'emploi du Directeur général ;
 - (d) approuver la structure et les directives administratives du Secrétariat, et adopter les règles et règlements régissant son fonctionnement ;

- (e) donner une orientation politique à l'Agence africaine du médicament ;
- (f) recommander un lieu pour abriter le siège de l'Agence africaine du médicament, conformément aux critères adoptés par l'UA en 2005 ;
- (g) approuver les Centres régionaux d'excellence réglementaire (RCORES) sur la recommandation du Conseil de gestion après concertation avec le Bureau ;
- (h) adopter un mécanisme d'alternance des mandats des membres du Conseil d'administration, afin de s'assurer que le Conseil d'administration comprenne, à tout moment, une combinaison de nouveaux et d'anciens membres ;
- (i) adopter son règlement intérieur et ceux de ses organes subsidiaires ;
- (j) recommander toute modification au présent Traité à l'examen de la Conférence.

ARTICLE 15 CREATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Il est institué, par le présent Traité, le Conseil d'administration de l'Agence africaine du médicament dont les membres sont nommés par la Conférence des Etats Parties. Il est responsable devant Conférence des Etats Parties.

ARTICLE 16
COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le Conseil d'administration se compose de neuf (9) membres, répartis comme suit :
 - (a) cinq (5) responsables d'autorités nationales de réglementation pharmaceutique, dont un (1) issu de chacune des régions reconnues par l'UA ;
 - (b) un (1) représentant des Communautés économiques régionales responsable des affaires réglementaires, désignés par ces institutions sur une base tournante ;
 - (c) un (1) représentant des organisations sanitaires régionales responsable des affaires réglementaires, désigné par ces institutions sur une base tournante ;
 - (d) un (1) représentant des comités nationaux responsables de la bioéthique, désigné par les Communautés économiques régionales sur une base tournante ;
 - (e) le Commissaire aux affaires sociales de la Commission de l'Union africaine.
2. Le Conseil d'administration élit son Président et son Vice-président parmi les chefs des autorités nationales de réglementation pharmaceutique ;
3. Le Conseil juridique de l'Agence ou son représentant est, ex officio, membre du Conseil d'administration et prend part aux réunions afin de fournir des orientations juridiques ;

4. La rémunération des membres du Conseil d'administration est déterminée par la Conférence des États Parties ;
5. Le Directeur général de l'Agence africaine du médicament est le secrétaire du Conseil d'administration.

ARTICLE 17 SESSIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Le Conseil d'administration se réunit :
 - (a) au moins une fois par an en session ordinaire ;
 - (b) en session extraordinaire à la demande du Président du Conseil d'administration, du Bureau de la Conférence des Etats Parties, ou de la majorité simple des membres du Conseil d'administration.
2. Le quorum des réunions du Conseil d'administration est constitué par les deux tiers de ses membres ;
3. Les décisions du Conseil d'administration sont prises par consensus et, à défaut, par un vote à la majorité simple des membres présents ;
4. Si un membre n'est pas en mesure de participer personnellement à une réunion, il se fait représenter par une personne dûment accréditée selon les règles et procédures du Conseil d'administration ;
5. Le Conseil d'administration examine et recommande son règlement intérieur et celui de ses comités techniques à l'adoption de la Conférence des États Parties ;

6. Tous les membres du Conseil d'administration sont soumis aux règles de confidentialité, ainsi qu'à une déclaration d'intérêts et de conflit d'intérêts ;
7. Le Conseil d'administration peut inviter des experts à ses sessions lorsqu'il le juge nécessaire.

ARTICLE 18 **FONCTIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

1. Le Conseil d'administration est chargé de fournir des orientations stratégiques, de prendre des décisions techniques, de prodiguer des conseils et d'assurer le suivi des performances de l'Agence africaine du médicament ;
2. Les fonctions du Conseil d'administration sont :
 - (a) approuver le plan stratégique, le programme de travail, les budgets, les activités et les rapports soumis par le Directeur général ;
 - (b) recommander à l'approbation de la Conférence des Etats Parties la nomination ou la révocation du Directeur général de l'Agence africaine du médicament ;
 - (c) nommer et révoquer, le cas échéant, le commissaire aux comptes indépendant de l'Agence africaine du médicament ;
 - (d) recommander des règlements fixant les conditions d'emploi du personnel du Secrétariat ;
 - (e) prêter son concours au Secrétariat dans la mobilisation des ressources ;

- (f) créer des comités techniques ayant pour rôle de fournir des orientations techniques sur les fonctions de l'Agence africaine du médicament ;
- (g) instituer des règles régissant l'émission d'avis et d'orientations scientifiques à l'endroit des Etats Parties, y compris l'approbation accélérée de produits au cours d'épidémies ;
- (h) approuver les recommandations présentées par les comités techniques ;
- (i) créer, en tant que de besoin, des filiales ou des entités affiliées aux fins de l'exercice des fonctions de l'Agence africaine du médicament ;
- (j) remplir toute autre fonction qui lui serait confiée par la Conférence des Etats Parties ou par le Bureau sur mandat de la Conférence des Etats Parties.

ARTICLE 19
DUREE DU MANDAT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

1. Les membres du Conseil d'administration sont élus pour un mandat non renouvelable de trois (3) ans, sous réserve des dispositions du présent Article ;
2. Les membres du Conseil d'administration représentant les Communautés économiques régionales et les organisations sanitaires régionales sont élus pour un mandat non renouvelable de deux (2) ans ;
3. Le Commissaire en charge des Affaires sociales est titulaire d'un siège permanent ;

4. Le Conseil d'administration élit, à la majorité simple et pour un mandat non renouvelable de trois (3) ans, un président et un vice-président du Conseil d'administration parmi les responsables des autorités nationales de réglementation pharmaceutique en tenant compte du principe de la rotation régionale et l'égalité entre les hommes et les femmes de l'Union.

ARTICLE 20

CREATION DES COMITES TECHNIQUES DE L'AGENCE AFRICAINE DU MEDICAMENT

1. Le Conseil d'administration crée des Comités techniques permanents ou ad hoc pour fournir des orientations techniques sur des domaines spécifiques de l'expertise réglementaire ;
2. Les domaines à considérer peuvent comprendre, entre autres : l'évaluation des dossiers pour des thérapies avancées, les produits biologiques (y compris les bio similaires et les vaccins) ; les médicaments pour les situations d'urgence, les médicaments orphelins ; les essais cliniques de médicaments et de vaccins ; les inspections des principes actifs et des produits pharmaceutiques finis dans les sites de fabrication, et les laboratoires de contrôle de la qualité ; les études de biodisponibilité et de bioéquivalence ; l'évaluation des risques en matière de pharmacovigilance ; et les médicaments traditionnels africains.

ARTICLE 21

FONCTIONS DES COMITES TECHNIQUES

1. Les comités techniques sont chargés d'effectuer des évaluations et des examens scientifiques des dossiers, y compris les aspects qualitatifs, et des demandes d'essais cliniques ; d'inspecter les installations de fabrication ; et de fournir des avis scientifiques pour faciliter le bon fonctionnement de l'Agence africaine du médicament ;

2. Les Comités techniques remplissent toute autre fonction que pourrait leur confier le Conseil d'administration.

ARTICLE 22
COMPOSITION DES COMITES TECHNIQUES

1. Les comités techniques se composent de neuf (9) experts au plus, représentant un large éventail de compétences et d'expériences ;
2. Les membres des comités techniques sont issus des autorités nationales de réglementation pharmaceutique des États Parties désignées par le Conseil d'administration en tenant compte de la représentation géographique.
3. D'autres experts techniques dans les domaines pertinents peuvent, le cas échéant, provenir du continent ou de l'extérieur du continent.
4. Chaque comité technique est dirigé par un président et un vice-président, tel que spécifié dans son mandat adopté par le Conseil d'administration.
5. Tous les membres des comités techniques sont soumis aux règles de confidentialité, ainsi qu'à la déclaration d'intérêts et de conflit d'intérêts.

ARTICLE 23
LE SECRETARIAT DE L'AGENCE AFRICAINE DU MEDICAMENT

1. Le Secrétariat de l'Agence africaine du médicament logé au siège, est responsable de la coordination de la mise en œuvre des décisions de la Conférence des Etats Parties, des organes chargés des politiques de l'Union africaine et du Conseil d'administration de l'AMA.
2. Le Secrétariat a est chargé :

- (a) de coordonner la mise en œuvre des activités et d'assurer l'efficacité des performances de l'Agence africaine du médicament, dans l'accomplissement de ses objectifs et fonctions ;
- (b) d'assurer la mise en œuvre effective des décisions du Conseil d'administration et de la Conférence des Etats Parties ;
- (c) de coordonner les programmes et le travail de tous les comités techniques et du Conseil d'administration ;
- (d) d'instituer et maintenir des programmes de renforcement des capacités et d'amélioration des systèmes de réglementation pour le compte des États membres ;
- (e) d'élaborer le plan stratégique, les programmes de travail, le budget, les états financiers et le rapport d'activités annuel de l'Agence africaine du médicament, pour examen et approbation par le Conseil d'administration et la Conférence des Etats Parties ;
- (f) d'effectuer toute autre tâche qui lui serait assignée par le Conseil d'administration, la Conférence des Etats Parties et les autres structures concernées de l'Union africaine.

ARTICLE 24
LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE AFRICAINE DU MEDICAMENT

1. Le Directeur général est le chef du Secrétariat et est responsable de la gestion quotidienne de l'Agence africaine du médicament ;
2. Le Directeur général est nommé par la Conférence des États Parties sur recommandation du Conseil d'administration ;

3. Le Directeur général assure les fonctions de Directeur exécutif, de représentant légal de l'Agence africaine du médicament en toute matière, et rend compte de sa gestion au Conseil d'administration, à la Conférence des États Parties et à l'Union africaine, le cas échéant ;
4. Le Directeur général est nommé pour un mandat de quatre (4) ans renouvelable une fois conformément au principe de rotation régionale ;
5. Le Directeur général recrute le personnel du Secrétariat conformément à la structure et aux procédures approuvées par la Conférence des États Parties ;
6. Le Directeur général est une personne aux compétences, au leadership, à l'intégrité, à l'expertise et à l'expérience prouvée sur les questions visées par le présent Traité ou sur toute autre question connexe ;
7. Le Directeur général est un ressortissant d'un État Partie ;
8. Le Directeur général est responsable du suivi du code de conduite du personnel et des experts de l'Agence africaine du médicament ;
9. Dans l'exercice de ses fonctions, le Directeur général ne sollicite, ni n'accepte d'instructions d'aucun État, d'aucune autorité ni d'aucune personne extérieure à l'Agence africaine du médicament.

ARTICLE 25
OBJECTIONS AUX AVIS SCIENTIFIQUES

1. Au cas où une personne ou une entité oppose une objection dûment motivée à un avis scientifique, à une orientation ou à une décision de

l'Agence africaine du médicament, elle peut en saisir le Conseil d'administration ;

2. Le Conseil d'administration met en place un panel indépendant pour connaître de l'objection conformément aux procédures convenues ;
3. Le Conseil d'administration élabore des procédures relatives à l'objection.

QUATRIÈME PARTIE DISPOSITIONS FINANCIÈRES

ARTICLE 26 RESSOURCES FINANCIERES

1. La Conférence des Etats Parties :
 - (a) fixe la contribution annuelle des Etats parties ;
 - (b) adopte le budget annuel de l'Agence africaine du médicament ;
 - (c) détermine les sanctions appropriées à infliger à toute partie en défaut de paiement de ses contributions au budget de l'Agence africaine du médicament, conformément au régime des sanctions adopté par la Conférence.
2. L'Agence africaine du médicament définit les modalités de mobilisation des ressources ;
3. L'Agence africaine du médicament peut également recevoir des subventions, des dons et des recettes pour ses activités de la part d'organisations internationales, de gouvernements, du secteur privé, de fondations et d'autres entités, conformément aux lignes directrices

établies par le Conseil d'administration et approuvées par la Conférence des États Parties, pour autant qu'il n'y ait pas de conflit d'intérêts ;

4. Dans l'attente de l'adoption du Règlement financier de l'Agence africaine du médicament par la Conférence des États Parties, l'Agence se conforme au Règlement financier et aux Règles de gestion financière de l'UA, le cas échéant.

ARTICLE 27 DÉPENSES

1. Les dépenses faites à des fins administratives, opérationnelles et d'investissement, sont conformes au Programme de travail approuvé, au budget et au Règlement financier ainsi qu'aux Règles de gestion financière de l'Agence africaine du médicament tels qu'approuvés par le Conseil d'administration et adoptés par la Conférence des États Parties ;
2. Les finances et les comptes de l'Agence africaine du médicament sont vérifiés par un commissaire aux comptes indépendant nommé par le Conseil d'administration.

CINQUIÈME PARTIE RELATIONS AVEC L'UNION AFRICAINE, LES ETATS MEMBRES ET D'AUTRES INSTITUTIONS PARTENAIRES

ARTICLE 28 RELATIONS AVEC L'UNION AFRICAINE

1. L'Agence africaine du médicament entretient d'étroites relations de travail avec l'UA ;

2. L'Agence africaine du médicament présente un rapport d'activités annuel écrit à la Conférence de l'Union africaine par l'entremise du comité technique spécialisé concerné et du Conseil exécutif.

**ARTICLE 29
RELATIONS AVEC LES ÉTATS**

1. L'Agence africaine du médicament peut établir et entretenir une coopération active avec les États membres et les États non membres de l'Union africaine ;
2. Les États Parties désignent des points focaux pour coordonner les activités de l'Agence africaine du médicament au niveau des pays.

**ARTICLE 30
RELATIONS AVEC D'AUTRES ORGANISATIONS ET INSTITUTIONS**

1. L'Agence africaine du médicament établit et entretient des relations de travail et une collaboration étroites avec les organisations et institutions suivantes :
 - a) organisation mondiale de la Santé ;
 - b) centres de contrôle et de prévention des maladies d'Afrique ;
 - c) communautés économiques régionales ;
 - d) toute autre institution des Nations Unies, organisation intergouvernementale, organisation non gouvernementale ou autre institution, y compris d'autres institutions spécialisées autres que celles expressément prévues par le présent Traité, dont l'Agence africaine du médicament juge l'apport nécessaire pour atteindre ses objectifs.

SIXIÈME PARTIE DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 31 LANGUES DE TRAVAIL

Les langues de travail de l'Agence africaine du médicament sont celles de l'Union africaine, à savoir, l'arabe, l'anglais, le français et le portugais.

ARTICLE 32 REGLEMENT DES DIFFERENDS

1. Tout différend qui pourrait surgir entre les États parties pour ce qui concerne l'interprétation, l'application et la mise en œuvre des présents Statuts est réglé d'un commun accord entre les États concernés, y compris par la négociation, la médiation, la conciliation ou par d'autres moyens pacifiques ;
2. En cas d'échec dans le règlement du différend, les parties peuvent, d'un accord mutuel, soumettre ledit différend à :
 - (a) UN Tribunal arbitral composé de trois (3) arbitres dont la nomination est faite comme suit :
 - (i) chaque Partie au différend désigne un arbitre ;
 - (ii) le troisième arbitre qui est le Président du Tribunal arbitral est choisi de commun accord par les arbitres désignés par les Parties au différend, et
 - (iii) la décision du tribunal d'arbitral est contraignante,
 - ou
 - (b) ou la Cour africaine de justice, des droits de l'homme et des peuples.

**ARTICLE 33
RESERVES**

1. Tout État partie peut, lors de la ratification ou de l'adhésion au présent Traité, émettre, par écrit, une réserve à l'égard de toute disposition du présent Traité;
2. Les réserves ne seront pas incompatibles avec l'objet et le but du présent Traité ;
3. A moins qu'il n'en soit disposé autrement, les réserves peuvent être retirée à tout moment ;
4. Le retrait d'une réserve est soumis par écrit au Président de la Commission, qui en informe les autres États Parties.

**ARTICLE 34
DENONCIATION**

1. À tout moment après trois ans à compter de la date d'entrée en vigueur du présent Traité, un État partie peut se retirer en notifiant, par écrit, le dépositaire ;
2. Le retrait prend effet un an après la réception de la notification par le dépositaire ou à une date ultérieure spécifiée dans la notification ;
3. Le retrait n'affecte pas les obligations de l'Etat Parties concerné, antérieure au retrait.

**ARTICLE 35
DISSOLUTION**

1. L'Agence africaine du médicament peut être dissoute par l'accord de deux tiers des États Parties au présent Traité, lors d'une réunion de la Conférence des États Parties, avec l'approbation de la Conférence de l'Union africaine ;
2. Un préavis d'au moins six (6) mois est nécessaire pour toute réunion de la Conférence des États Parties devant débattre de la dissolution de l'Agence africaine du médicament ;
3. Une fois qu'un accord est trouvé pour la dissolution de l'Agence africaine du médicament, la Conférence des États Parties établit les modalités de la liquidation des actifs de l'AMA.

**ARTICLE 36
AMENDEMENT ET REVISION**

1. Tout État partie peut soumettre des propositions d'amendement ou de révision du présent Traité. Cette proposition est adoptée lors d'une réunion de la Conférence des États parties ;
2. Les propositions d'amendement ou de révision sont soumises au Président de la Commission, qui les transmet au Président du Conseil d'administration dans un délai de trente jours (30) à compter de leur réception ;
3. Sur l'avis du Conseil d'administration, la Conférence des États parties examine ces propositions dans un délai d'un an à compter de la date de réception de telles propositions ;

4. L'amendement ou la révision est adoptée par la Conférence des États parties par consensus ou, à défaut, à la majorité des deux tiers ;
5. L'amendement ou la révision entre en vigueur conformément aux procédures définie à l'article 38 du présent Traité.

ARTICLE 37
SIGNATURE, RATIFICATION ET ADHESION

1. Le présent Traité est ouvert à la signature et est soumis à ratification, ou adhésion par les États membres de l'Union africaine ;
2. Les instruments de ratification ou d'adhésion au présent Traité sont déposés auprès du Président de la Commission de l'Union africaine qui en notifie tous les Etats membres de l'Union.

ARTICLE 38
ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent Traité entre en vigueur trente (30) jours après le dépôt du quinzième (15^{ème}) instrument de ratification ;
2. Le président de la Commission informe tous les États membres de l'Union de l'entrée en vigueur du présent Traité ;
3. Pour tout Etat membre de l'Union adhérant au présent Traité, le Traité entre en vigueur à l'égard de cet Etat à la date du dépôt de ses instruments d'adhésion.

**ARTICLE 39
DEPOSITAIRE**

Le présent Traité est déposé auprès du Président de la Commission de l'Union africaine qui transmettra une copie certifiée conforme du Traité au Gouvernement de chaque État signataire.

**ARTICLE 40
ENREGISTREMENT**

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, le Président de la Commission procède à l'enregistrement du présent Traité auprès du Secrétaire général des Nations Unies, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies.

**ARTICLE 41
TEXTES FAISANT FOI**

Le présent Traité est établi en quatre (4) exemplaires originaux en anglais, arabe, français et portugais, tous les textes faisant également foi.

EN FOI DE QUOI, NOUS, les Chefs d'État et de gouvernement ou les représentants dûment autorisés des États membres de l'Union africaine, avons signé le présent Traité en quatre exemplaires originaux en anglais, arabe, français et portugais, tous les textes faisant également foi.

**ADOPTÉ PAR LA TRENTÉ- DEUXIÈME SESSION ORDINAIRE DE LA
CONFÉRENCE TENUE À ADDIS-ABEBA, ETHIOPIE**

LE 11 FEVRIER 2019

Dahir n° 1-21-10 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de la Convention entre le Royaume du Maroc et le Japon tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales, faite à Rabat le 8 janvier 2020.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu la Convention entre le Royaume du Maroc et le Japon tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales, faite à Rabat le 8 janvier 2020 ;

Vu la loi n° 33-20 portant approbation de la Convention précitée, promulguée par le dahir n° 1-20-97 du 16 jounada I 1442 (31 décembre 2020) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de la Convention précitée,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publiée au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, la Convention entre le Royaume du Maroc et le Japon tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales, faite à Rabat le 8 janvier 2020,

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de la Convention en langue arabe.

Dahir n° 1-21-11 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord entre le Royaume du Maroc et le Japon sur la promotion et la protection de l'investissement, fait à Rabat le 8 janvier 2020.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en éléver et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord entre le Royaume du Maroc et le Japon sur la promotion et la protection de l'investissement, fait à Rabat le 8 janvier 2020 ;

Vu la loi n° 34-20 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-20-98 du 16 jounada I 1442 (31 décembre 2020) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord entre le Royaume du Maroc et le Japon sur la promotion et la protection de l'investissement, fait à Rabat le 8 janvier 2020.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de l'Accord en langue arabe.

Dahir n° 1-21-53 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication de l'Accord portant amendement de la Convention de libre-échange entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie, fait à Rabat le 24 août 2020.

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu l'Accord portant amendement de la Convention de libre-échange entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie, fait à Rabat le 24 août 2020 ;

Vu la loi n° 54-20 portant approbation de l'Accord précité, promulguée par le dahir n° 1-21-44 du 8 ramadan 1442 (21 avril 2021) ;

Considérant les notifications réciproques de l'accomplissement des formalités nécessaires à la mise en vigueur de l'Accord précité,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Sera publié au *Bulletin officiel*, à la suite du présent dahir, l'Accord portant amendement de la Convention de libre-échange entre le Royaume du Maroc et la République de Turquie, fait à Rabat le 24 août 2020.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

Voir dans ce numéro le texte de l'Accord en langue arabe.

Dahir n° 1-21-55 du 30 kaada 1443 (30 juin 2022) portant publication des Statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, faits à Pékin le 29 juin 2015

LOUANGE A DIEU SEUL !

(*Grand Sceau de Sa Majesté Mohammed VI*)

Que l'on sache par les présentes – puisse Dieu en élever et en fortifier la teneur !

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu les Statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, faits à Pékin le 29 juin 2015 ;

Vu la loi n° 60-20 portant approbation des Statuts précités, promulguée par le dahir n°1-21-46 du 8 ramadan 1442 (21 avril 2021) ;

Considérant la notification portant dépôt des instruments d'adhésion du Royaume du Maroc aux Statuts précités, faite à Pékin le 4 mai 2022,

A DÉCIDÉ CE QUI SUIT :

Seront publiés au *Bulletin Officiel*, à la suite du présent dahir, les Statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, faits à Pékin le 29 juin 2015.

Fait le 30 kaada 1443 (30 juin 2022).

Pour contreseing :

Le Chef du gouvernement,

AZIZ AKHANNOUCH.

*
* * *

Statuts de la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures

Les pays au nom desquels est signé le présent Accord,

Considérant l'importance que revêt la coopération régionale pour soutenir la croissance et promouvoir le développement économique et social des économies d'Asie et, par là-même, pour contribuer à la capacité de résistance de la région face aux crises financières et autres chocs extérieurs potentiels dans le contexte de la mondialisation ;

Reconnaissant que le développement des infrastructures est essentiel pour étendre la connectivité de la région et développer l'intégration régionale, permettant ainsi de favoriser la croissance économique, de soutenir le développement social des peuples d'Asie et de contribuer au dynamisme de l'économie mondiale ;

Conscients du fait que les besoins considérables de financement à long terme en matière de développement des infrastructures en Asie seront satisfaits de manière plus appropriée par un partenariat entre les banques multilatérales de développement existantes et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (ci-après dénommée « la Banque ») ;

Convaincus que la création de la Banque en qualité d'institution financière multilatérale axée sur le développement des infrastructures permettra de mobiliser, tant en Asie qu'à l'extérieur, des ressources complémentaires hautement nécessaires et d'éliminer les goulets d'étranglement financiers que connaissent les économies des différents pays d'Asie, et complétera l'action des banques multilatérales de développement existantes en faveur d'une croissance soutenue et stable en Asie,

Sont convenus d'établir la Banque, laquelle est régie par les dispositions suivantes:

CHAPITRE PREMIER : OBJET, FONCTIONS ET MEMBRES

Article premier : Objet

1. La Banque a pour objet : (i) de favoriser le développement économique durable, de créer de la richesse et d'améliorer la connectivité des infrastructures en Asie en investissant dans les infrastructures et dans d'autres secteurs productifs, et (ii) de promouvoir la coopération et le partenariat régionaux pour traiter les enjeux de développement, en agissant en étroite collaboration avec d'autres institutions multilatérales et bilatérales du développement.

2. Toute mention des termes « Asie » ou « région » dans le présent Accord inclut les régions géographiques classées comme Asie et Océanie par les Nations Unies et leur composition, sauf décision contraire du Conseil des gouverneurs.

Article 2 : Fonctions

Pour la poursuite de son objet, la Banque exerce les fonctions ci-après :

- (i) promouvoir l'investissement de capitaux publics et privés dans la région à des fins de développement, en particulier pour le développement des infrastructures et d'autres secteurs productifs;
- (ii) utiliser les ressources dont elle dispose pour financer ce développement dans la région, y compris les projets et programmes qui contribuent le plus efficacement à la croissance économique harmonieuse de la région dans son ensemble, en accordant une attention particulière aux besoins des membres les moins avancés de la région ;
- (iii) encourager les investissements privés dans des projets, des entreprises et des activités qui contribuent au développement économique de la région, en particulier dans l'infrastructure et d'autres secteurs productifs, et suppléer l'investissement privé lorsque des capitaux privés ne sont pas disponibles selon des modalités et à des conditions raisonnables ; et
- (iv) mener toute autre action et fournir tout autre service susceptibles de favoriser l'exercice de ces fonctions.

Article 3 : Membres

1. Peuvent acquérir la qualité de membre de la Banque, les membres de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou de la Banque asiatique de développement.

- (a) Les membres régionaux sont ceux qui figurent dans la section A de l'Annexe A et les autres membres compris dans la région asiatique conformément à l'article premier. Tous les autres membres sont des membres non-régionaux.
- (b) Les membres fondateurs sont ceux qui figurent à l'Annexe A et qui, à la date mentionnée à l'article 57 ou avant cette date, auront signé le présent Accord et satisfait à toutes les autres conditions

d'adhésion avant la date finale mentionnée à l'article 58, paragraphe 1.

2. Les membres de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement ou de la Banque asiatique de développement qui ne deviennent pas membres conformément à l'article 58 peuvent, selon les modalités et conditions définies par la Banque, être admis à devenir membres de la Banque par vote à la majorité spéciale du Conseil des gouverneurs visée à l'article 28.

3. Si un candidat n'est pas souverain ou responsable de la conduite de ses relations internationales, sa demande pour devenir membre de la Banque doit être présentée ou acceptée par le membre de la Banque responsable de ses relations internationales.

CHAPITRE II : CAPITAL

Article 4 : Capital autorisé

1. Le capital social autorisé de la Banque s'élève à cent milliards de dollars des États-Unis (\$ 100.000.000.000) divisé en un million (1.000.000) de parts d'une valeur nominale de 100.000 dollars (\$ 100.000) chacune, qui ne peuvent être souscrites que par les membres conformément aux dispositions de l'article 5.

2. Le capital social autorisé initial se compose de parts libérées et de parts sujettes à appel. La valeur nominale totale des parts libérées s'élève à vingt milliards de dollars (\$ 20.000.000.000), celle des parts sujettes à appel s'élève à quatre-vingts milliards de dollars (\$ 80.000.000.000).

3. Le capital social autorisé de la Banque peut être augmenté par le Conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée visée à l'article 28, au moment et selon les modalités et conditions qu'il estime opportuns, y compris le rapport entre parts libérées et parts sujettes à appel.

4. Aux fins du présent Accord, le terme « dollar » et le symbole « \$ » désignent la monnaie de règlement officielle des États-Unis d'Amérique.

Article 5 : Souscription des parts

1. Chaque membre souscrit à des parts du capital de la Banque. Chaque souscription au capital social autorisé initial porte sur des parts libérées et sur des parts sujettes à appel dans un rapport de deux (2) à huit (8). Le nombre initial des parts ouvertes à la souscription par les pays qui deviennent membres conformément à l'article 58 figure à l'Annexe A.

2. Le nombre initial de parts à souscrire par les pays admis à devenir membres conformément à l'article 3, paragraphe 2, est fixé par le Conseil des gouverneurs, étant entendu toutefois qu'aucune souscription de ce type ne peut être autorisée si elle a pour effet de réduire le pourcentage du capital détenu par les membres régionaux en-deçà de soixante-quinze (75) pour cent du capital

social souscrit total, sauf décision contraire du Conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée visée à l'article 28.

3. Le Conseil des gouverneurs peut, à la demande d'un membre, augmenter la souscription de ce membre selon les modalités et conditions qu'il arrête par vote à la majorité qualifiée visée à l'article 28, étant entendu toutefois qu'aucune augmentation de souscription d'un membre ne peut être autorisée si elle a pour effet de réduire le pourcentage du capital détenu par les membres régionaux en-deçà de soixante-quinze (75) pour cent du capital souscrit total, sauf décision contraire du Conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée visée à l'article 28.

4. Le Conseil des gouverneurs procède tous les cinq (5) ans au moins à une révision du capital social de la Banque. En cas d'augmentation du capital social autorisé, chaque membre dispose d'une possibilité raisonnable de souscrire, selon les modalités et conditions arrêtées par le Conseil des gouverneurs, à une fraction de l'augmentation de capital équivalant au rapport entre sa part souscrite antérieurement et le capital social souscrit total immédiatement avant cette augmentation. Aucun membre n'est tenu de souscrire à une fraction quelconque de l'augmentation du capital social.

Article 6 : Versement des souscriptions

1. Le versement du montant initialement souscrit au capital libéré de la Banque par chacun des Signataires du présent Accord qui devient membre conformément à l'article 58 s'opère en cinq (5) tranches de vingt (20) pour cent chacune, sauf dans les cas prévus au paragraphe 5 du présent article. La première tranche est versée par chaque membre dans un délai de trente (30) jours suivant l'entrée en vigueur du présent Accord ou, au plus tard, à la date du dépôt en son nom de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation conformément à l'article 58, paragraphe 1, la plus tardive de ces dates étant retenue. La deuxième tranche est versée un (1) an après l'entrée en vigueur du présent Accord. Les trois (3) tranches restantes le sont chacune un (1) an après la date d'échéance de la tranche précédente.

2. Chaque tranche du montant des premières souscriptions au capital libéré initial est versée en dollars ou dans une autre monnaie convertible, exception faite des dispositions du paragraphe 5 du présent article. La Banque peut à tout moment convertir ces versements en dollars. Tous les droits, y compris les droits de vote, acquis au titre des parts libérées et des parts sujettes à appel associées pour lesquelles ces versements sont exigibles mais n'ont pas été reçus, sont suspendus jusqu'à réception par la Banque de l'intégralité du versement.

3. Le versement du montant souscrit au capital sujet à appel de la Banque peut donner lieu à appel uniquement si et quand cela est nécessaire pour que la Banque puisse honorer ses engagements. Dans ce cas, le versement peut, au choix du membre, s'effectuer en dollars ou dans la devise requise pour honorer

les engagements de la Banque qui ont nécessité l'appel. Le pourcentage des appels de souscriptions à libérer est uniforme pour toutes les parts sujettes à appel.

4. La Banque fixe le lieu des versements à effectuer en vertu du présent article, étant entendu qu'en l'attente de la réunion inaugurale du Conseil des gouverneurs, la première tranche mentionnée au paragraphe 1 du présent article est versée au Gouvernement de la République populaire de Chine en qualité de mandataire (trustee) de la Banque.

5. Un membre considéré comme pays moins avancé aux fins du présent paragraphe peut également verser sa souscription au titre des paragraphes 1 et 2 du présent article :

- (a) soit entièrement en dollars ou dans une autre devise convertible en dix (10) tranches au maximum, égales chacune à dix (10) pour cent du montant total, dont la première et la deuxième sont versées conformément aux dispositions du paragraphe 1, les troisième à dixième tranches devant être versées au deuxième anniversaire et aux anniversaires suivants de l'entrée en vigueur du présent Accord ; ou
- (b) soit en partie en dollars ou dans une autre devise convertible et en partie, à raison de cinquante (50) pour cent au maximum de chaque tranche, dans la monnaie de ce membre, conformément à l'échéancier des versements figurant au paragraphe 1 du présent article. Les dispositions ci-après s'appliquent aux versements opérés en vertu du présent alinéa b :
 - (i) Le membre informe la Banque, au moment de souscrire conformément au paragraphe 1 du présent article, de la part des versements qui interviendra dans sa propre monnaie.
 - (ii) Chaque versement d'un membre dans sa propre monnaie en vertu du présent paragraphe 5 porte sur le montant déterminé par la Banque comme équivalent à la pleine valeur en dollars de la fraction de la souscription qui fait l'objet du versement. Le versement initial porte sur le montant que le membre considère comme approprié à ce titre, sous réserve de l'ajustement, à effectuer dans un délai de quatre-vingt-dix (90) jours à compter de la date à laquelle ledit versement était exigible, que la Banque considère comme nécessaire pour constituer le plein équivalent en dollars dudit versement.
 - (iii) Si la Banque estime que la valeur de change de la monnaie d'un membre s'est dépréciée dans une mesure significative, ce membre lui verse, dans un délai raisonnable, le montant complémentaire dans sa monnaie nécessaire pour maintenir

la valeur de l'ensemble des montants détenus dans cette monnaie par la Banque au titre de sa souscription.

- (iv) Si la Banque estime que la valeur de change de la monnaie d'un membre s'est appréciée dans une mesure significative, elle verse à ce membre, dans un délai raisonnable, le montant dans cette monnaie nécessaire pour ajuster la valeur de l'ensemble des montants détenus dans cette monnaie par la Banque au titre de sa souscription.
- (v) La Banque peut renoncer à ses droits à versement découlant du point (iii) et le membre peut renoncer à ses droits à versement découlant du point (iv).

6. La Banque accepte de tout membre qui verse sa souscription en vertu du paragraphe 5, alinéa b, du présent article des billets à ordre ou tout autre instrument émis par le Gouvernement de ce membre, ou par le dépositaire désigné par ce membre, en lieu et place du montant à verser dans la monnaie de ce membre, à condition que la Banque n'ait pas besoin de ce montant pour réaliser ses opérations. Lesdits billets ou obligations, incessibles et non porteurs d'intérêts, sont encaissés à leur valeur nominale à la demande de la Banque.

Article 7 : Modalités applicables aux parts

1. Les parts de capital initialement souscrites par les membres sont émises au pair. Les autres parts sont émises au pair à moins que le Conseil des gouverneurs ne décide, dans des circonstances particulières, à la majorité spéciale visée à l'article 28, d'une émission selon d'autres modalités.

2. Les parts de capital ne peuvent être ni données en nantissement ni être grevées de charges de quelque manière que ce soit, ni cédées sauf à la Banque.

3. La responsabilité des membres au titre des parts est limitée à la partie non versée de leur prix d'émission.

4. Aucun membre ne peut, du fait de sa qualité de membre, être tenu pour responsable des obligations contractées par la Banque.

Article 8 : Ressources ordinaires

Aux fins du présent Accord, l'expression « ressources ordinaires » de la Banque comprend :

- (i) le capital social autorisé de la Banque, comprenant à la fois les parts à libérer et les parts sujettes à appel, souscrit conformément à l'article 5 ;
- (ii) les fonds obtenus par la Banque en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 16, paragraphe 1, et auxquels s'appliquent les dispositions relatives aux appels mentionnés à l'article 6, paragraphe 3 ;
- (iii) les fonds perçus en remboursement de prêts ou de garanties accordés sur les ressources mentionnées aux points (i) et (ii) du présent article ou à titre de

retour sur les prises de participation et autres types de financement approuvés en vertu de l'article 11, paragraphe 2, alinéa (vi), réalisés au moyen de ces ressources ;

(iv) les revenus provenant des prêts financés au moyen des ressources susmentionnées ou provenant de garanties auxquelles s'appliquent les appels visés à l'article 6, paragraphe 3 ; et

(v) tous les autres fonds ou revenus perçus par la Banque qui ne font pas partie des ressources de ses fonds spéciaux visés à l'article 17 du présent Accord.

CHAPITRE III : OPERATIONS DE LA BANQUE

Article 9 : Emploi des ressources

Les ressources et instruments de la Banque sont exclusivement employés pour la poursuite de l'objet et l'exercice des fonctions visés respectivement aux articles premier et 2, et conformément aux principes d'une saine gestion bancaire.

Article 10 : Opérations ordinaires et spéciales

1. Les opérations de la Banque se composent :

(i) d'opérations ordinaires financées par ses ressources ordinaires visées à l'article 8 ; et

(ii) d'opérations spéciales financées par les ressources des fonds spéciaux visés à l'article 17.

Ces deux types d'opérations peuvent financer séparément des éléments d'un même projet ou programme.

2. Les ressources ordinaires et les ressources des fonds spéciaux de la Banque sont à tout moment et à tous égards détenues, utilisées, engagées, investies ou aliénées de manière totalement distincte. Les états financiers de la Banque font apparaître, de manière séparée, les opérations ordinaires et les opérations spéciales.

3. Les ressources ordinaires de la Banque ne peuvent en aucun cas se voir imputer ou servir à apurer des pertes ou obligations résultant d'opérations spéciales ou d'autres activités pour lesquelles des ressources de fonds spéciaux ont été initialement utilisées ou engagées.

4. Les dépenses qui relèvent directement des opérations ordinaires sont imputées sur les ressources ordinaires de la Banque. Les dépenses qui relèvent directement des opérations spéciales sont imputées sur les ressources des fonds spéciaux. Toute autre dépense est imputée conformément aux décisions de la Banque.

Article 11 : Bénéficiaires et méthodes de fonctionnement

1. (a) La Banque peut accorder un financement, ou faciliter l'octroi d'un financement, à ses membres, leurs agences, administrations et subdivisions politiques ou aux entités ou entreprises actives sur leur territoire, ainsi qu'aux organismes ou entités internationaux ou régionaux intéressés par le développement économique de la région.

(b) La Banque peut, dans des circonstances particulières, prêter assistance à un bénéficiaire non visé à l'alinéa a ci-dessus à condition que le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée visée à l'article 28 : (i) estime que cette assistance est compatible avec l'objet de la Banque, relève de ses fonctions et répond à l'intérêt de ses membres, et (ii) précise les types d'assistance relevant du paragraphe 2 du présent article qui peuvent être accordés à ce bénéficiaire.

2. La Banque peut réaliser ses opérations sous les formes suivantes :

- (i) en accordant des prêts directs, en les cofinançant ou en y participant ;
- (ii) en investissant des fonds dans le capital d'une institution ou d'une entreprise ;
- (iii) en garantissant, en qualité de débiteur principal ou secondaire, tout ou partie de prêts pour le développement économique ;
- (iv) en affectant des ressources de fonds spéciaux conformément aux accords qui en définissent l'usage ;
- (v) en accordant une assistance technique conformément aux dispositions de l'article 15 ; ou
- (vi) au moyen d'autres types de financement tels que définis par le Conseil des gouverneurs statuant à la majorité spéciale visée à l'article 28.

Article 12 : Limitations applicables aux opérations ordinaires

1. Le montant total de l'encours des prêts, prises de participation, garanties et autres types de financement accordés par la Banque dans le cadre de ses opérations ordinaires visées à l'article 11, paragraphe 2, alinéas (i), (ii), (iii) et (vi), ne peut à aucun moment être augmenté si cette augmentation a pour effet d'excéder le montant total de son capital souscrit net d'obligations, de ses réserves et des bénéfices non distribués qui font partie de ses ressources ordinaires. Nonobstant les dispositions de la phrase précédente, le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée visée à l'article 28, peut décider à tout moment qu'au vu de la situation financière de la Banque et de sa capacité financière, la limite visée au présent paragraphe peut être augmentée jusqu'à 250 % du capital souscrit net d'obligations de la Banque, de ses réserves et des bénéfices non distribués qui font partie de ses ressources ordinaires.

2. Le montant des prises de participation décaissées par la Banque ne peut à aucun moment excéder un montant correspondant au total de son capital souscrit en parts libérées net d'obligations et augmenté de ses réserves générales.

Article 13 : Principes régissant les opérations

Les opérations de la Banque sont réalisées conformément aux principes énoncés ci-après.

1. La Banque est guidée par les principes d'une saine gestion bancaire.

2. Les opérations de la Banque assurent principalement le financement de projets ou de programmes d'investissement spécifiques, de prises de participation et d'actions d'assistance technique conformes à l'article 15.

3. La Banque ne peut financer aucune action sur le territoire d'un membre si ce membre s'y oppose.

4. La Banque s'assure que chacune de ses opérations est conforme à ses politiques opérationnelle et financière, notamment et de manière non limitative en matière d'incidences environnementales et sociales.

5. Dans le cadre de l'examen d'une demande de financement, la Banque prend dûment en considération la capacité du bénéficiaire à obtenir d'une autre source des financements ou des instruments dont elle estime les modalités et conditions raisonnables pour le bénéficiaire, compte tenu de l'ensemble des facteurs pertinents.

6. Dans le cadre de l'octroi ou de la garantie d'un financement, la Banque prend dûment en considération la capacité prévisionnelle du bénéficiaire et du garant éventuel à honorer les obligations qui découlent pour eux du contrat de financement.

7. Dans le cadre de l'octroi ou de la garantie d'un financement, les modalités financières telles que taux d'intérêt et autres charges et l'échéancier de remboursement du principal sont définies de façon à être, de l'avis de la Banque, appropriées au financement considéré et aux risques encourus par la Banque.

8. Dans l'utilisation du produit d'un financement réalisé dans le cadre de ses opérations ordinaires ou spéciales, la Banque n'impose aucune restriction à l'acquisition de biens et de services au regard de leur pays de provenance.

9. La Banque prend les mesures nécessaires pour faire en sorte que le produit de tout financement accordé ou garanti par elle ou auquel elle a participé soit utilisé uniquement aux fins pour lesquelles le financement a été accordé et en tenant dûment compte des considérations d'économie et d'efficacité.

10. La Banque tient dûment compte du besoin d'éviter qu'une part disproportionnée de ses ressources soit utilisée au profit de l'un quelconque de ses membres.

11. La Banque s'efforce de maintenir une diversification raisonnable de ses prises de participation. Dans le cadre de ceux-ci, elle n'assume aucune responsabilité dans la gestion des entités ou entreprises dans lesquelles elle a investi et ne cherche pas à obtenir le contrôle des entités ou entreprises concernées, sauf si cela est nécessaire pour protéger son investissement.

Article 14 : Modalités et conditions des financements

1. Dans le cas des prêts accordés ou garantis par la Banque ou de ceux auxquels elle participe, le contrat stipule, conformément aux principes énoncés à l'article 13 et sous réserve des autres dispositions du présent Accord, les modalités et conditions du prêt ou de la garantie concerné. Pour définir ces modalités et conditions, la Banque prend dûment en considération la nécessité de protéger ses revenus et sa situation financière.

2. Si le bénéficiaire de prêts ou de garanties de prêts n'est pas lui-même membre, la Banque peut, si elle l'estime opportun, demander que le membre sur le territoire duquel le projet concerné doit être réalisé, un organisme public ou une autorité de ce membre acceptable pour la Banque garantisse le remboursement du principal et le versement des intérêts et autres charges afférents au prêt conformément aux modalités de celui-ci.

3. Le montant d'une prise de participation ne peut excéder le pourcentage des capitaux propres de l'entité ou entreprise concernée qui est autorisé en vertu des politiques approuvées par le Conseil d'administration.

4. La Banque peut accorder un financement dans la monnaie du pays concerné, dans le respect des politiques de minimisation des risques de change.

Article 15 : Assistance technique

1. La Banque peut dispenser des conseils d'ordre technique et accorder de l'assistance technique et d'autres formes analogues d'assistance qui correspondent à son objet et relèvent de ses fonctions.

2. Si les frais encourus dans le cadre de la prestation de ces services ne sont pas remboursables, ils sont imputés sur les recettes de la Banque.

CHAPITRE IV : FINANCES DE LA BANQUE

Article 16 : Pouvoirs généraux

Outre les pouvoirs spécifiés par ailleurs dans le présent Accord, la Banque dispose des pouvoirs énoncés ci-après.

1. La Banque peut, par emprunt ou par d'autres moyens, lever des fonds dans les pays membres ou ailleurs conformément aux dispositions légales pertinentes.

2. La Banque peut acquérir et vendre les titres qu'elle a émis ou garantis ou dans lesquels elle a investi.

3. La Banque peut garantir les titres dans lesquels elle a investi afin d'en faciliter la vente.

4. La Banque peut, seule ou en participation, garantir l'émission de titres d'entités ou d'entreprises pour des raisons compatibles avec son objet.

5. La Banque peut placer ou mettre en dépôt les fonds non nécessaires à ses opérations.

6. La Banque veille à ce qu'il soit clairement indiqué au recto de tout titre émis ou garanti par elle que ce titre ne constitue pas un engagement pour un gouvernement quel qu'il soit, à moins que la responsabilité d'un gouvernement déterminé ne soit effectivement engagée, auquel cas mention expresse en est portée sur le titre.

7. La Banque peut, conformément à un cadre applicable aux fonds en fiducie approuvé par le Conseil des gouverneurs, établir et gérer des fonds en fiducie pour d'autres parties, pour autant qu'ils correspondent à son objet et relèvent de ses fonctions.

8. La Banque peut établir des filiales qui correspondent à son objet et relèvent de ses fonctions, , sous réserve d'obtenir l'approbation du Conseil des gouverneurs statuant à la majorité spéciale visée à l'article 28.

9. La Banque peut exercer les autres pouvoirs et instituer les règles et règlements nécessaires ou appropriés à la poursuite de son objet et à l'exercice de ses fonctions qui sont compatibles avec les dispositions du présent Accord.

Article 17 : Fonds spéciaux

1. La Banque peut accepter des fonds spéciaux qui correspondent à son objet et relèvent de ses fonctions ; ces fonds spéciaux constituent des ressources de la Banque. La totalité des frais de gestion d'un fonds spécial est imputée à celui-ci.

2. Les fonds spéciaux acceptés par la Banque peuvent être utilisés selon des modalités et conditions compatibles avec l'objet et les fonctions de la Banque et conformes à l'accord relatif à ces fonds.

3. La Banque adopte les règles et règlements particuliers qui sont requis pour la mise en place, la gestion et l'utilisation de chaque fonds spécial. Ces règles et règlements doivent être compatibles avec les dispositions du présent Accord, à l'exception des dispositions expressément applicables aux seules opérations ordinaires de la Banque.

4. L'expression « ressources de fonds spéciaux » s'entend des ressources de tout fonds spécial et comprend :

- (i) les fonds acceptés par la Banque afin d'être versés à un fonds spécial ;
- (ii) les fonds reçus au titre des prêts ou des garanties et le produit des prises de participation financés par les ressources d'un fonds spécial et qui, en

vertu des règles et règlements de la Banque régissant le fonds spécial concerné, sont reçus par ce fonds spécial ;

- (iii) les revenus tirés du placement des ressources de fonds spéciaux ; et
- (iv) toutes autres ressources mises à la disposition d'un fonds spécial.

Article 18 : Affectation et répartition des revenus nets

1. Le Conseil des gouverneurs définit au moins une fois par an la part des revenus nets de la Banque à affecter, après constitution des réserves, aux bénéfices non distribués ou à d'autres emplois et la part à répartir éventuellement entre les membres. Toute décision d'affectation des revenus nets de la Banque à d'autres emplois est prise à la majorité qualifiée visée à l'article 28.

2. La répartition visée au paragraphe précédent est proportionnelle au nombre des parts détenues par chaque membre ; les versements s'effectuent sous la forme arrêtée par le Conseil des gouverneurs et dans la devise choisie par celui-ci.

Article 19 : Monnaies

1. Les membres ne peuvent imposer aucune restriction portant sur les monnaies, y compris leur réception, leur détention, leur usage ou leur transfert par la Banque ou par tout bénéficiaire de celle-ci, destinées aux versements dans quelque pays que ce soit.

2. S'il est nécessaire en vertu du présent Accord d'évaluer une monnaie par rapport à une autre ou de décider si une monnaie est convertible, l'évaluation ou la décision revient à la Banque.

Article 20 : Moyens d'honorer les engagements de la Banque

1. Dans le cadre des opérations ordinaires de la Banque, en cas d'arriérés ou de défaillance portant sur des prêts accordés ou garantis par la Banque ou auxquels celle-ci a participé et en cas de pertes sur les prises de participation ou autres types de financement visés à l'article 11, paragraphe 2, alinéa (vi), la Banque prend les décisions qu'elle estime appropriées. La Banque constitue des provisions adéquates pour couvrir les pertes éventuelles.

2. Les pertes survenant dans le cadre des opérations ordinaires de la Banque sont imputées :

- (i) en premier lieu, sur les provisions visées au paragraphe 1 ci-dessus ;
- (ii) en deuxième lieu, sur les revenus nets ;
- (iii) en troisième lieu, sur les réserves et bénéfices non distribués ;
- (iv) en quatrième lieu, sur le capital libéré net d'obligations ; et

- (v) en dernier lieu, sur un montant adéquat du capital souscrit sujet à appel qui n'a pas fait l'objet d'appel, lequel donne lieu à appel conformément aux dispositions de l'article 6, paragraphe 3.

CHAPITRE V : GOUVERNANCE

Article 21 : Structure

La Banque est dotée d'un Conseil des gouverneurs, d'un Conseil d'administration, d'un président, d'un ou plusieurs vice-présidents et de tous autres cadres et employés estimés nécessaires.

Article 22 : Conseil des gouverneurs : composition

1. Chaque membre est représenté au Conseil des gouverneurs et nomme un gouverneur et un gouverneur suppléant. Chaque gouverneur ou gouverneur suppléant est révocable au gré du membre qui le nomme. Un gouverneur suppléant ne peut voter qu'en l'absence du gouverneur titulaire.
2. Lors de chacune de ses réunions annuelles, le Conseil élit l'un des gouverneurs à sa présidence ; le président du Conseil des gouverneurs reste en fonctions jusqu'à l'élection du président suivant.

3. Les gouverneurs et gouverneurs suppléants exercent leurs fonctions sans percevoir aucune rémunération de la Banque ; celle-ci peut toutefois les défrayer, dans une limite raisonnable, des dépenses encourues du fait de leur présence aux réunions.

Article 23 : Conseil des gouverneurs : pouvoirs

1. Tous les pouvoirs de la Banque sont conférés au Conseil des gouverneurs.
2. Le Conseil des gouverneurs peut déléguer au Conseil d'administration tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception du pouvoir :
 - (i) d'admettre de nouveaux membres et de définir les conditions de leur admission;
 - (ii) d'augmenter ou de réduire le capital social autorisé de la Banque;
 - (iii) de suspendre un membre;
 - (iv) de statuer sur les recours contre les interprétations ou applications du présent Accord faites par le Conseil d'administration;
 - (v) d'élire les administrateurs de la Banque et de déterminer les frais à rembourser aux administrateurs et administrateurs suppléants et leur rémunération éventuelle conformément à l'article 25, paragraphe 6;
 - (vi) d'élire le président, de le suspendre ou de le relever de ses fonctions et de déterminer sa rémunération et les autres conditions d'exercice de ses fonctions;

- (vii) d'approuver, après examen du rapport des commissaires aux comptes, le bilan général et le compte de profits et pertes de la Banque;
- (viii) de déterminer le montant des réserves ainsi que l'affectation et la répartition des bénéfices nets de la Banque;
- (ix) de modifier le présent Accord;
- (x) de décider de mettre fin aux opérations de la Banque et d'en répartir les actifs; et
- (xi) d'exercer les autres pouvoirs expressément conférés par le présent Accord au Conseil des gouverneurs.

3. Le Conseil des gouverneurs conserve tout pouvoir pour exercer son autorité sur toute question qu'il a déléguée au Conseil d'administration en vertu du paragraphe 2 du présent article.

Article 24 : Le Conseil des gouverneurs : procédure

1. Le Conseil des gouverneurs tient une assemblée annuelle et peut également se réunir de sa propre initiative ou sur convocation du Conseil d'administration. Le Conseil des gouverneurs est convoqué par le Conseil d'administration à la demande de cinq (5) membres de la Banque.

2. Le quorum des réunions du Conseil des gouverneurs est constitué par la majorité des gouverneurs pour autant que cette majorité représente au moins les deux tiers du total des voix des membres.

3. Le Conseil des gouverneurs établit, par règlement, des procédures permettant au Conseil d'administration de recueillir le vote des gouverneurs sur une question donnée sans les convoquer en assemblée et, dans des circonstances particulières, d'organiser des réunions électroniques du Conseil des gouverneurs.

4. Le Conseil des gouverneurs et le Conseil d'administration, dans la mesure où il y est autorisé, peuvent établir des filiales et adopter les règles et règlements nécessaires ou appropriés à l'exercice des activités de la Banque.

Article 25 : Le Conseil d'administration : composition

1. Le Conseil d'administration se compose de douze (12) membres qui ne doivent pas être membres du Conseil des gouverneurs et dont :

- (i) neuf (9) sont élus par les gouverneurs qui représentent les membres régionaux ; et
- (ii) trois (3) sont élus par les gouverneurs qui représentent les membres non-regionaux.

Les administrateurs sont des personnes hautement compétentes en matière économique et financière ; ils sont élus conformément aux règles de l'Annexe B. Ils représentent les membres dont les gouverneurs les ont élus ainsi que ceux dont les gouverneurs leur attribuent leurs voix.

2. Le Conseil des gouverneurs réexamine, de temps à autre, le nombre des membres du Conseil d'administration et sa composition ; il peut augmenter ou réduire le nombre de ses membres ou modifier sa composition en tant que de besoin par vote à la majorité qualifiée visée à l'article 28.

3. Chaque administrateur nomme un administrateur suppléant pleinement habilité à agir en son nom en son absence. Le Conseil des gouverneurs adopte des règles permettant à un administrateur élu par un nombre de membres supérieur à un nombre donné de nommer un administrateur suppléant supplémentaire.

4. Les administrateurs et administrateurs suppléants sont des ressortissants des pays membres. Deux ou plusieurs administrateurs ne peuvent pas posséder la même nationalité, non plus que deux ou plusieurs administrateurs suppléants. Les administrateurs suppléants peuvent prendre part aux réunions du Conseil d'administration ; ils ne peuvent toutefois voter que lorsqu'ils agissent en lieu et place d'un administrateur.

5. Le mandat des administrateurs est d'une durée de deux (2) ans ; les administrateurs peuvent être réélus.

- (a) Les administrateurs restent en fonctions jusqu'à ce que leurs successeurs aient été choisis et soient entrés en fonctions.
- (b) Si un poste d'administrateur devient vacant plus de cent quatre-vingts (180) jours avant la fin de son mandat, un successeur est choisi pour le reliquat dudit mandat, conformément aux règles de l'Annexe B, par les gouverneurs qui ont élu l'administrateur précédent. La majorité des voix desdits gouverneurs est requise pour cette élection. Les gouverneurs qui ont élu un administrateur ont, de même, la possibilité de choisir un successeur si un poste d'administrateur devient vacant cent quatre-vingts (180) jours ou moins avant la fin de son mandat.
- (c) Durant la vacance d'un poste d'administrateur, ses pouvoirs sont exercés par l'un de ses suppléants, à l'exception du pouvoir de nommer un administrateur suppléant.

6. Les administrateurs et administrateurs suppléants exercent leurs fonctions sans percevoir aucune rémunération de la Banque, sauf décision contraire du Conseil des gouverneurs ; la Banque peut toutefois les défrayer, dans une limite raisonnable, des dépenses encourues du fait de leur présence aux réunions.

Article 26 : Le Conseil d'administration : pouvoirs

Le Conseil d'administration est responsable de la direction des activités générales de la Banque ; à cette fin, outre les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par le présent Accord, il exerce tous les pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des gouverneurs, et en particulier :

- (i) prépare les travaux du Conseil des gouverneurs ;
- (ii) définit les politiques de la Banque et, à la majorité d'au moins trois quarts du total des voix des membres, adopte les décisions relatives aux principales politiques opérationnelles et financières et à toute délégation de pouvoirs en faveur du président au titre des politiques de la Banque ;
- (iii) adopte les décisions relatives aux opérations de la Banque visées à l'article 11, paragraphe 2, et, à la majorité d'au moins trois quarts du total des voix des membres, statue sur toute délégation des pouvoirs correspondants en faveur du président ;
- (iv) supervise régulièrement la gestion et le fonctionnement de la Banque et établit à cette fin un mécanisme de surveillance conforme aux principes de transparence, d'ouverture, d'indépendance et de responsabilité ;
- (v) approuve la stratégie, le plan annuel et le budget de la Banque ;
- (vi) établit les comités estimés nécessaires ; et
- (vii) soumet à l'approbation du Conseil des gouverneurs les comptes audités de chaque exercice financier.

Article 27 : Le Conseil d'administration : procédure

1. Le Conseil d'administration se réunit périodiquement tout au long de l'année, aussi souvent que les activités de la Banque le nécessitent. Le Conseil d'administration fonctionne de façon non-résidente, sauf décision contraire du Conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée visée à l'article 28. Il peut être convoqué par le président du Conseil des gouverneurs ou à la demande de trois (3) administrateurs.

2. Le quorum des réunions du Conseil d'administration est constitué par la majorité des administrateurs pour autant que cette majorité représente au moins les deux tiers du total des voix des membres.

3. Le Conseil des gouverneurs adopte des règles permettant à un membre, en l'absence d'administrateur de sa nationalité, de dépêcher un représentant afin d'assister sans droit de vote à une réunion du Conseil d'administration lorsqu'une question qui concerne particulièrement ce membre est soumise à examen.

4. Le Conseil d'administration établit des procédures permettant d'organiser une réunion électronique ou de voter sur une question sans réunion.

Article 28 : Vote

1. Le total des voix de chaque membre se compose de la somme de ses voix de base, des voix attachées à ses parts et, dans le cas d'un membre fondateur, de ses voix de membre fondateur.

- (i) Le nombre des voix de base de chaque membre est le nombre de voix résultant de la répartition égale entre tous les membres de douze (12) pour cent du total des voix de base, des voix attachées aux parts et des voix de membre fondateur de l'ensemble des membres.
- (ii) Le nombre des voix attachées aux parts de chaque membre est égal au nombre de parts du capital social de la Banque détenues par ce membre.
- (iii) Chaque membre fondateur se voit attribuer six cents (600) voix de membre fondateur.

En cas de non-versement par un membre d'une fraction quelconque du montant dû au titre de ses obligations afférentes aux parts libérées en vertu de l'article 6, le nombre de voix attachées aux parts revenant à ce membre est, tant que cette situation persiste, réduit à proportion du pourcentage de la valeur nominale totale des parts libérées souscrites par ce membre que représente le montant dû et non versé.

2. Pour tout vote du Conseil des gouverneurs, chaque gouverneur dispose du nombre de voix du membre qu'il représente.

- (i) Sauf disposition contraire expressément énoncée par le présent Accord, le Conseil des gouverneurs statue sur toutes les questions qui lui sont soumises à la majorité des suffrages exprimés.
- (ii) La majorité qualifiée du Conseil des gouverneurs requiert un vote affirmatif de deux tiers du nombre total des gouverneurs représentant au moins les trois quarts du total des voix des membres.
- (iii) La majorité spéciale du Conseil des gouverneurs requiert un vote affirmatif de la majorité du nombre total des gouverneurs représentant au moins la majorité du total des voix des membres.

3. Pour tout vote au Conseil d'administration, chaque administrateur dispose du nombre de voix dont disposent les gouverneurs qui l'ont élu et de celui dont disposent les gouverneurs qui lui ont attribué leurs voix conformément aux dispositions de l'Annexe B.

- (i) Un administrateur qui dispose des voix de plus d'un membre peut voter séparément pour ces membres.
- (ii) Sauf disposition contraire expressément énoncée par le présent Accord, le Conseil d'administration statue sur toutes les questions qui lui sont soumises à la majorité des suffrages exprimés.

Article 29 : Le président

1. Le Conseil des gouverneurs élit un président de la Banque à la majorité qualifiée des voix visée à l'article 28, dans le cadre d'un processus ouvert, transparent et fondé sur le mérite. Le président est un ressortissant d'un pays membre de la région. Pendant toute la durée de son mandat, le président ne peut

être ni un gouverneur, ni un administrateur, ni un de leurs suppléants.

2. La durée du mandat du président est de cinq (5) ans. Celui-ci peut être réélu une fois. Le président peut être suspendu ou démis de ses fonctions sur décision du Conseil des gouverneurs à la majorité qualifiée des voix visée à l'article 28.

(a) Si le poste du président devient vacant pour une raison quelconque durant le mandat, le Conseil des gouverneurs nomme un président par intérim à titre temporaire ou élit un nouveau président conformément au paragraphe 1 du présent article.

3. Le président ne prend pas part au vote, sauf en cas de partage égal des voix, auquel cas il peut voter et sa voix est alors prépondérante. Il peut participer aux réunions du Conseil des gouverneurs, sans prendre part au vote, et préside le Conseil d'administration.

4. Le président est le représentant légal de la Banque. Il est l'autorité hiérarchique des employés de la Banque et conduit, sous la direction du Conseil d'administration, les affaires courantes de la Banque.

Article 30 : Cadres et employés de la Banque

1. Le Conseil d'administration nomme un ou plusieurs vice-présidents sur recommandation du président, sur la base d'un processus ouvert, transparent et fondé sur le mérite. La durée du mandat, les pouvoirs et les fonctions de tout vice-président dans l'administration de la Banque sont déterminés par le Conseil d'administration. En l'absence du président ou en cas d'incapacité de celui-ci, un vice-président exerce les pouvoirs et les fonctions du président.

2. Le président est chargé d'organiser, de nommer et de démettre de leurs fonctions les cadres et employés conformément aux règlements adoptés par le Conseil d'administration, à l'exception des vice-présidents dans la mesure prévue au paragraphe 1 ci-dessus.

3. Pour la nomination des cadres et des employés et la recommandation des vice-présidents, le président s'attache à recruter du personnel sur la base géographique la plus large possible tout en gardant à l'esprit la nécessité primordiale de garantir les normes les plus exigeantes d'efficacité et de compétence technique.

Article 31 : Caractère international de la Banque

1. La Banque ne peut pas accepter de fonds spéciaux, ni de prêts ou d'assistance susceptibles de compromettre, de limiter, de détourner ou de modifier de quelque manière que ce soit son objet ou ses fonctions.

2. La Banque, son président, ses cadres et ses employés ne s'ingèrent pas dans les affaires politiques de l'un quelconque des membres de la Banque ni ne se laisser influencer dans leurs décisions par la nature politique du membre concerné. Leurs décisions sont guidées exclusivement par des considérations économiques.

Ces considérations sont prises en compte de manière impartiale afin de mettre en œuvre et de réaliser l'objet et les fonctions de la Banque.

3. Dans l'exercice de leurs fonctions, le président, les cadres et les employés de la Banque ont un devoir de loyauté exclusif envers la Banque et aucune autre autorité. Chaque membre de la Banque respecte le caractère international de ce devoir et s'abstient de toute tentative d'influencer l'un ou l'autre d'entre eux dans l'exercice de ses responsabilités.

CHAPITRE VI

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 32 : Bureaux de la Banque

1. Le siège de la Banque est situé à Pékin (République populaire de Chine).
2. La Banque peut établir des agences ou des bureaux en d'autres lieux.

Article 33 : Moyen de communication ; dépositaires

1. Chaque membre désigne une entité officielle appropriée avec laquelle la Banque peut communiquer pour toute question relevant du présent Accord.
2. Chaque membre désigne sa banque centrale ou toute autre institution définie d'un commun accord avec la Banque comme dépositaire auprès duquel la Banque peut conserver ses avoirs dans la monnaie de ce membre ainsi que d'autres actifs de la Banque.
3. La Banque peut détenir ses actifs auprès des dépositaires définis par décision du Conseil d'administration.

Article 34 : Rapports et informations

1. La langue de travail de la Banque est l'anglais et la Banque se repose sur le texte anglais du présent Accord pour toute décision et toute interprétation au titre de l'article 54.
2. Les membres fournissent à la Banque les informations que celle-ci peut raisonnablement leur demander afin de faciliter l'exercice de ses fonctions.
3. La Banque transmet à ses membres un rapport annuel comprenant un état financier audité de ses comptes et publie ce rapport. Elle transmet chaque trimestre à ses membres un état sommaire de sa situation financière et un compte de profits et pertes mettant en évidence le résultat de ses opérations.
4. La Banque adopte une politique de divulgation d'informations afin de promouvoir la transparence de ses opérations. La Banque peut publier les rapports qu'elle juge nécessaires à la mise en œuvre de son objet et de ses fonctions.

Article 35 : Coopération avec les membres et les organisations internationales

1. La Banque travaille en étroite coopération avec tous ses membres et, de la manière qu'elle juge appropriée dans le respect du présent Accord, avec d'autres institutions financières internationales et organisations internationales concernées par le développement économique de la région ou des zones dans lesquelles la Banque opère.

2. La Banque peut conclure des arrangements avec ces organisations à des fins compatibles avec le présent Accord et avec l'accord du Conseil d'administration.

Article 36 : Références

1. Dans le présent Accord, sauf indication contraire, toute référence à un article ou à une annexe renvoie aux articles ou aux annexes du présent Accord.

2. Dans le présent Accord, toute référence à un genre donné s'applique également à tout autre genre.

CHAPITRE VII

RETRAIT ET SUSPENSION DES MEMBRES

Article 37 : Retrait d'un membre

1. Tout membre peut se retirer de la Banque à tout moment en adressant un préavis écrit à la Banque à son siège.

2. Le retrait du membre prend effet et sa qualité de membre cesse à la date indiquée dans le préavis mais en aucun cas moins de six (6) mois après la date de réception du préavis par la Banque. Cependant, à tout moment avant que le retrait ne prenne effet définitivement, le membre peut notifier à la Banque par écrit l'annulation de son préavis de retrait.

3. Le membre qui se retire demeure responsable de tous ses engagements directs et conditionnels envers la Banque auxquels il était tenu à la date de remise du préavis de retrait. Si le retrait prend effet définitivement, le membre n'encourt aucune responsabilité au titre d'engagements résultant d'opérations effectuées par la Banque après la date de réception par celle-ci du préavis de retrait.

Article 38 : Suspension d'un membre

1. Si un membre n'honore pas l'une quelconque de ses obligations envers la Banque, le Conseil des gouverneurs peut suspendre ce membre à la majorité qualifiée des voix visée à l'article 28.

2. Le membre suspendu cesse automatiquement d'être membre un (1) an après la date de sa suspension, à moins que le Conseil des gouverneurs ne décide de rétablir le membre dans ses droits, à la majorité qualifiée des voix visée à l'article 28.

3. Pendant qu'il est suspendu, le membre n'est pas autorisé à exercer l'un quelconque de ses droits en vertu du présent Accord, à l'exception du droit de retrait, mais reste tenu d'honorer toutes ses obligations.

Article 39 : Apurement des comptes

1. Après la date à laquelle un pays cesse d'être membre, celui-ci demeure responsable de ses engagements directs et de ses engagements conditionnels envers la Banque tant que figure au bilan une partie des prêts, garanties, prises de participation ou toute autre forme de financement visée à l', paragraphe 2, alinéa (vi) (ci-après dénommés « autres financements ») contractés avant qu'il ne cesse d'être membre, mais il n'encourt aucune responsabilité pour les prêts, garanties, prises de participation ou autres financements contractés ultérieurement par la Banque, et ne participe ni aux revenus ni aux dépenses de la Banque.

2. Lorsqu'un pays cesse d'être membre, la Banque organise le rachat par elle des parts de ce pays dans le cadre de l'apurement des comptes avec celui-ci, conformément aux dispositions des paragraphes 3 et 4 du présent article. À cet effet, le prix de rachat des parts est égal à leur valeur telle qu'elle ressort des livres de la Banque à la date à laquelle le pays cesse d'être membre.

3. Le paiement des parts rachetées par la Banque conformément au présent article est régi par les conditions suivantes :

- (i) Toute somme due au pays concerné au titre de ses parts est retenue aussi longtemps que ce pays, sa banque centrale ou l'une quelconque de ses agences, administrations et subdivisions politiques demeure redevable envers la Banque, en tant qu'emprunteur, garant ou partie contractante de toute autre nature au titre d'une prise de participation ou d'autres financements ; si la Banque le souhaite, cette somme peut être déduite de la dette devenue exigible. Aucune somme n'est retenue au titre des obligations conditionnelles du pays pour de futurs appels à souscription de parts conformément à l'article 6, paragraphe 3. En tout état de cause, aucune somme due à un membre pour ses parts n'est payée moins de six (6) mois après la date à laquelle le pays cesse d'être membre.
- (ii) Les paiements pour des parts peuvent être effectués par acomptes, sur remise du certificat d'action correspondant par le pays concerné, pour autant que la somme correspondant au prix de rachat conformément au paragraphe 2 du présent article, excède le montant global des engagements au titre de prêts, de garanties, de prises de participation et d'autres financements visés à l'alinéa (i) du présent paragraphe, jusqu'à ce que l'ancien membre ait reçu la totalité du prix de rachat.
- (iii) Les paiements sont effectués dans les monnaies qui sont à la disposition de la Banque et qu'elle détermine en tenant compte de sa situation financière.

(iv) Si la Banque subit des pertes sur des prêts, garanties, prises de participation ou autres financements figurant à son bilan à la date à laquelle le pays cesse d'être membre et que le montant de ces pertes excède le montant de la réserve pour pertes à cette date, le pays concerné rembourse, sur demande, le montant à hauteur duquel le prix de rachat de ses parts aurait été réduit si les pertes avaient été prises en compte à la date de détermination du prix de rachat. En outre, l'ancien membre reste redevable de tout appel à souscription non libérée conformément à l'article 6, paragraphe 3, dans la même mesure qu'il aurait été tenu d'y répondre si l'insuffisance des capitaux propres et l'appel étaient intervenus à la date de détermination du prix de rachat de ses parts.

4. Si la Banque met fin à ses opérations conformément à l'article 41 dans les six (6) mois suivant la date à laquelle un pays cesse d'être membre, tous les droits du pays concerné sont déterminés conformément aux dispositions des articles 41 à 43. Ce pays est considéré comme étant toujours membre aux fins de ces articles mais n'a pas le droit de vote.

CHAPITRE VIII

SUSPENSION ET CESSATION DES OPÉRATIONS DE LA BANQUE

Article 40 : Suspension temporaire des opérations

En cas d'urgence, le Conseil d'administration peut suspendre temporairement les opérations relatives aux nouveaux prêts, garanties, prises de participation et autres formes de financement visés à l'article 11, paragraphe 2, alinéa (vi), en attendant que le Conseil des gouverneurs ait la possibilité de procéder à un examen approfondi et de prendre des mesures.

Article 41 : Cessation des opérations

1. La Banque peut mettre fin à ses opérations sur décision du Conseil des gouverneurs à la majorité qualifiée des voix visée à l'article 28.

2. Une fois cette cessation décidée, la Banque met fin immédiatement à toutes ses activités, à l'exception de celles qui sont liées à la réalisation ordonnée, à la conservation et à la sauvegarde de ses actifs ainsi qu'au règlement de ses obligations.

Article 42 : Responsabilité des membres et liquidation des créances

1. En cas de cessation des opérations de la Banque, la responsabilité de tous les membres au regard des souscriptions non appelées au capital social de la Banque et de la dépréciation de leurs devises est maintenue jusqu'à ce que toutes les créances, y compris les créances conditionnelles, soient liquidées.

2. Tous les créanciers détenant des créances directes sont payés en premier lieu sur les avoirs de la Banque, puis sur les paiements adressés à la Banque ou sur les souscriptions non libérées ou sujettes à appel. Avant de payer les créanciers détenant des créances directes, le Conseil d'administration prend les dispositions qu'il juge

nécessaires pour assurer une répartition proportionnelle entre les titulaires de créances directes et conditionnelles.

Article 43 : Distribution des actifs

1. Les actifs ne sauraient être distribués entre les membres à raison de leur souscription au capital social de la Banque tant que :
 - (i) tous les engagements envers les créanciers n'ont pas été honorés ou provisionnés ; et que
 - (ii) le Conseil des gouverneurs n'a pas décidé de procéder à cette distribution à la majorité qualifiée des voix visée à l'article 28.
2. Toute distribution des actifs de la Banque entre les membres se fait au prorata du capital social détenu par chaque membre et à la date et dans les conditions que la Banque estime justes et équitables. Les parts d'actifs distribués ne doivent pas nécessairement être uniformes quant à la catégorie d'actifs. Aucun membre n'a le droit de recevoir sa part dans la distribution des actifs s'il n'est pas à jour de l'ensemble de ses engagements envers la Banque.
3. Tout membre recevant des actifs distribués conformément au présent article bénéficie des mêmes droits au titre de ces avoirs que ceux dont bénéficiait la Banque avant leur distribution.

CHAPITRE IX STATUT, IMMUNITÉS, PRIVILÈGES ET EXONÉRATIONS

Article 44 : Objets du chapitre

1. Pour permettre à la Banque de poursuivre son objet et d'exercer les fonctions qui lui ont été confiées, les statut, immunités, privilèges et exonérations définis dans le présent chapitre sont accordés à la Banque sur le territoire de chaque membre.
2. Chaque membre prend rapidement les mesures nécessaires pour rendre effectives sur son propre territoire les dispositions énoncées dans le présent chapitre et informe la Banque des mesures qu'il a prises.

Article 45 : Statut de la Banque

La Banque est dotée de la pleine personnalité morale et, en particulier, de la pleine capacité juridique

- (i) de conclure des contrats ;
- (ii) d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers ;
- (iii) d'ester et de se défendre en justice ; et
- (iv) de prendre toutes les autres mesures nécessaires ou utiles aux fins de son objet et de ses activités.

Article 46 : Immunité de procédure judiciaire

1. La Banque jouit de l'immunité contre toute forme de procédure judiciaire, sauf dans les cas résultant ou découlant de l'exercice de son pouvoir de lever des fonds, par emprunt ou par tout autre moyen, de garantir des obligations, ou d'acheter ou de vendre des titres ou d'en garantir l'émission, auquel cas une action ne peut être intentée contre la Banque que devant un tribunal compétent sur le territoire d'un pays dans lequel la Banque dispose d'un bureau ou a nommé un agent aux fins de la réception de toute assignation en justice ou d'une sommation, ou a émis ou garanti des titres.
2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, aucune action ne peut être intentée contre la Banque par un membre, un organisme ou une autorité d'un membre, ou par une entité ou une personne agissant directement ou indirectement pour un membre, un organisme ou une autorité d'un membre, ou détenant une créance à leur égard. Les membres ont recours, pour le règlement des litiges entre la Banque et ses membres, aux procédures spéciales prévues dans le présent Accord, dans les règlements et règles de la Banque, ou dans les contrats conclus avec la Banque.
3. Aucun des biens et actifs de la Banque, quels que soient l'endroit où ils se trouvent et leur détenteur, ne peut faire l'objet de saisie, de saisie-arrêt ou d'exécution avant le prononcé d'un jugement définitif à l'encontre de la Banque.

Article 47 : Immunité des actifs et des archives

1. Les biens et actifs de la Banque, où qu'ils se trouvent et quel que soit leur détenteur, ne peuvent faire l'objet de perquisition, réquisition, confiscation, expropriation ou de toute autre forme de contrainte ou de forclusion exécutive ou législative.
2. Les archives de la Banque et, d'une manière générale, tous les documents lui appartenant ou détenus par elle, sont inviolables, où qu'ils se trouvent et quelle que soit la personne qui les détient.

Article 48 : Exemption des actifs de toute restriction

Dans la mesure où cela est nécessaire pour poursuivre l'objet et exercer les fonctions de la Banque efficacement, et sous réserve des dispositions du présent Accord, aucun des biens et actifs de la Banque ne peut faire l'objet de restrictions, de règlements, de contrôles et de moratoires de quelque nature que ce soit.

Article 49 : Priviléges de communications

Chaque membre accorde aux communications officielles de la Banque le même traitement que celui qu'il accorde aux communications officielles des autres membres.

Article 50 : Immunités et priviléges des cadres et des employés

Tous les gouverneurs, administrateurs, suppléants, le président, les vice-présidents et les autres cadres et employés de la Banque, y compris les experts et consultants exécutant des missions ou des services pour la Banque :

- (i) jouissent de l'immunité contre toute forme de procédure judiciaire pour les actions menées dans l'exercice de leurs fonctions officielles, sauf si la Banque lève leur immunité, et bénéficient de l'inviolabilité de tous leurs documents et dossiers officiels ;
- (ii) s'ils ne sont pas des citoyens ou des ressortissants du pays concerné, bénéficient des mêmes immunités au regard des restrictions à l'immigration, des obligations d'enregistrement des étrangers et des obligations du service national, ainsi que des mêmes facilités au regard de la législation sur les changes, que celles que les membres accordent aux représentants, cadres et employés de rang comparable des autres membres ; et
- (iii) bénéficient du même traitement, au regard des facilités de déplacement, que celles que les membres accordent aux représentants, cadres et employés de rang comparable des autres membres.

Article 51 : Exonération fiscale

1. La Banque, ses avoirs, biens et revenus et ses opérations et transactions conformément au présent Accord sont exonérés de tous impôts et de tous droits de douane. La Banque est également exonérée de toute obligation de paiement, de prélèvement ou de collecte d'impôts ou de droits de douane.

2. Aucun impôt de quelque nature que ce soit n'est prélevé sur les salaires, les émoluments et les frais que la Banque verse, selon le cas, aux administrateurs, administrateurs suppléants, au président, aux vice-présidents et aux autres cadres ou employés de la Banque, y compris aux experts et consultants exécutant des missions ou des services pour la Banque, ou au titre de ces salaires, émoluments ou frais, à moins qu'un membre ne dépose, avec son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, une déclaration selon laquelle il se réserve le droit, pour lui ou pour ses subdivisions politiques, d'imposer les salaires et les émoluments, selon le cas, que la Banque verse aux citoyens ou ressortissants de ce membre.

3. Aucun impôt de quelque nature que ce soit ne peut être prélevé sur les obligations ou titres émis par la Banque, y compris les dividendes ou intérêts y afférents, quel qu'en soit le détenteur :

- (i) s'il instaure une discrimination contre cette obligation ou ce titre du seul fait qu'il est émis par la Banque ; ou
- (ii) si la seule base juridictionnelle de cette imposition est le lieu ou la devise dans laquelle cette obligation ou ce titre est émis, payable ou payé, ou le

lieu d'un bureau ou établissement de la Banque.

4. Aucun impôt de quelque nature que ce soit ne peut être prélevé sur les obligations ou titres garantis par la Banque, y compris les dividendes ou intérêts y afférents, quel qu'en soit le détenteur :
 - (i) s'il instaure une discrimination contre cette obligation ou ce titre du seul fait qu'il est garanti par la Banque ; ou
 - (ii) si la seule base juridictionnelle de cette imposition est le lieu d'un bureau ou établissement de la Banque.

Article 52 : Renonciation aux priviléges, immunités et exonérations

1. La Banque peut, à sa discrétion, renoncer aux priviléges, immunités et exonérations accordés en vertu du présent chapitre dans tous les cas où elle estime que cela est dans l'intérêt supérieur de la Banque, et de la manière et dans les conditions qu'elle juge appropriées.

CHAPITRE X

AMENDEMENT, INTERPRÉTATION ET ARBITRAGE

Article 53 : Amendements

1. Le présent Accord ne peut être amendé que sur décision du Conseil des gouverneurs à la majorité qualifiée des voix visée à l'article 28.

2. Nonobstant les dispositions du paragraphe 1 du présent article, l'accord unanime du Conseil des gouverneurs est requis pour l'approbation de tout amendement modifiant:

- (i) le droit de se retirer de la Banque;
- (ii) les limites à la responsabilité visées à l'article 7, paragraphes 3 et 4; et
- (iii) les droits relatifs à l'achat du capital social, visés à l'article 5, paragraphe 4.

3. Toute proposition d'amendement du présent Accord, émanant d'un membre ou du Conseil d'administration, est communiquée au président du Conseil des gouverneurs qui la soumet audit Conseil. Si un amendement a été adopté, la Banque l'atteste dans une communication officielle adressée à l'ensemble des membres. Les amendements entrent en vigueur pour tous les membres trois (3) mois après la date de leur communication officielle à moins que le Conseil des gouverneurs n'y ait spécifié une période différente.

Article 54 : Interprétation

1. Toute question relative à l'interprétation ou à l'application des dispositions du présent Accord, entre l'un des membres et la Banque ou entre deux ou plusieurs membres de la Banque, est soumise au Conseil d'administration pour décision. Si la question affecte particulièrement un membre qui n'est pas représenté par un administrateur de sa nationalité, ce membre est autorisé à se faire représenter

directement au Conseil d'administration pour l'examen de cette question ; le représentant de ce membre ne dispose toutefois d'aucun droit de vote. Ce droit de représentation est réglementé par le Conseil des gouverneurs.

2. Dans tous les cas où le Conseil d'administration rend sa décision en vertu du paragraphe 1 du présent article, l'un des membres peut demander que la question soit renvoyée devant le Conseil des gouverneurs, dont la décision est définitive. Dans l'attente de la décision du Conseil des gouverneurs, la Banque peut, dans la mesure où elle le juge nécessaire, agir sur la base de la décision du Conseil d'administration.

Article 55 : Arbitrage

En cas de désaccord entre la Banque et un pays qui a cessé d'être membre ou entre la Banque et un membre après l'adoption d'une décision visant à mettre fin aux opérations de la Banque, celui-ci est soumis pour arbitrage à un tribunal composé de trois arbitres. L'un des arbitres est désigné par la Banque, le deuxième par le pays concerné et le troisième, sauf accord contraire entre les parties, par le président de la Cour internationale de justice ou de toute autre organisation prévue par le règlement adopté par le Conseil des gouverneurs. Un vote à la majorité des arbitres suffit pour prendre une décision définitive et contraignante pour les parties. Le troisième arbitre est habilité à régler toutes les questions de procédure dans tous les cas où les parties seraient en désaccord à ce sujet.

Article 56 : Accord tacite

Lorsque l'accord d'un membre est requis avant que la Banque ne puisse prendre une mesure, sauf en vertu de l'article 53, paragraphe 2, l'accord est réputé avoir été donné à moins que ce membre ne présente une objection dans un délai raisonnable que la Banque peut fixer en informant le membre concerné de la mesure envisagée.

CHAPITRE XI

DISPOSITIONS FINALES

Article 57 : Signature et dépôt

1. Le présent Accord, déposé auprès du Gouvernement de la République populaire de Chine (ci-après dénommé « le dépositaire »), restera ouvert à la signature des gouvernements des pays énumérés à l'Annexe A jusqu'au 31 décembre 2015.

2. Le dépositaire adresse des copies certifiées du présent Accord à tous les Signataires et à tous les pays qui deviennent membres de la Banque.

Article 58 : Ratification, acceptation et approbation

1. Le présent Accord est soumis à la ratification, à l'acceptation ou à l'approbation des Signataires. Les instruments de ratification, d'acceptation ou

d'approbation sont déposés auprès du dépositaire au plus tard le 31 décembre 2016 ou, si nécessaire, au plus tard à la date décidée par le Conseil des gouverneurs à la majorité spéciale des voix visée à l'article 28. Le dépositaire informe dûment les autres Signataires de chaque dépôt et de la date de dépôt.

2. Le Signataire dont l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation est déposé avant la date à laquelle le présent Accord entre en vigueur devient membre de la Banque à cette date. Tout autre Signataire qui se conforme aux dispositions du paragraphe précédent devient membre de la Banque à la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 59 : Entrée en vigueur

Le présent Accord entrera en vigueur lorsqu'auront été déposés les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation d'au moins dix (10) Signataires, dont les souscriptions initiales cumulées telles que visées à l'Annexe A du présent Accord représentent au moins cinquante (50) pour cent du total des souscriptions.

Article 60 : Réunion inaugurale et commencement des opérations

1. Dès l'entrée en vigueur du présent Accord, chaque membre désigne un gouverneur et le dépositaire convoque une réunion inaugurale du Conseil des gouverneurs.
2. Lors de sa réunion inaugurale, le Conseil des gouverneurs :
 - (i) élit le président ;
 - (ii) élit les administrateurs de la Banque conformément à l'article 25, paragraphe 1, étant entendu qu'il peut décider d'élire un nombre inférieur d'administrateurs pour une période initiale de moins de deux ans pour tenir compte du nombre de membres et de celui des Signataires qui ne sont pas encore devenus membres ;
 - (iii) prend des dispositions pour déterminer la date à laquelle la Banque commencera ses opérations ; et
 - (iv) prend toute autre disposition nécessaire pour préparer le commencement des opérations de la Banque.
3. La Banque informe ses membres de la date de commencement de ses opérations.

Fait à Pékin (République populaire de Chine) le 29 juin 2015, en un seul original déposé aux archives du dépositaire, dont les textes anglais, chinois et français font également foi.

ANNEXE A

Souscriptions initiales au capital social autorisé pour les pays pouvant devenir membres conformément à l'article 58

SECTION A. MEMBRES RÉGIONAUX	Nombre d'actions	Souscription au capital (en millions de dollars)
Arabie saoudite	25 446	2 544,6
Australie	36 912	3 691,2
Azerbaïdjan	2 541	254,1
Bangladesh	6 605	660,5
Birmanie	2 645	264,5
Brunei Darussalam	524	52,4
Cambodge	623	62,3
Chine	297 804	29 780,4
Corée	37 388	3 738,8
Émirats arabes unis	11 857	1 185,7
Géorgie	539	53,9
Inde	83 673	8 367,3
Indonésie	33 607	3 360,7
Iran	15 808	1 580,8
Israël	7 499	749,9
Jordanie	1 192	119,2
Kazakhstan	7 293	729,3
Kirghizstan	268	26,8
Koweït	5 360	536,0
Laos	430	43,0
Malaisie	1 095	109,5
Maldives	72	7,2
Mongolie	411	41,1
Népal	809	80,9
Nouvelle-Zélande	4 615	461,5
Oman	2 592	259,2

Ouzbékistan	2 198	219,8
Pakistan	10 341	1 034,1
Philippines	9 791	979,1
Qatar	6 044	604,4
Russie	65 362	6 536,2
Singapour	2 500	250,0
Sri Lanka	2 690	269,0
Tadjikistan	309	30,9
Thaïlande	14 275	1 427,5
Turquie	26 099	2 609,9
Viêt Nam	6 633	663,3
Non affecté	16 150	1 615,0
TOTAL	750 000	75 000,0

SECTION B.**MEMBRES NON-RÉGIONAUX**

Afrique du Sud	5 905	590,5
Allemagne	44 842	4 484,2
Autriche	5 008	500,8
Brésil	31 810	3 181,0
Danemark	3 695	369,5
Égypte	6 505	650,5
Espagne	17 615	1 761,5
Finlande	3 103	310,3
France	33 756	3 375,6
Islande	176	17,6
Italie	25 718	2 571,8
Luxembourg	697	69,7
Malte	136	13,6
Norvège	5 506	550,6
Pays-Bas	10 313	1 031,3
Pologne	8 318	831,8

Portugal	650	65,0
Royaume-Uni	30 547	3 054,7
Suède	6 300	630,0
Suisse	7 064	706,4
Non affecté	2 336	233,6
TOTAL	250 000	25 000,0
TOTAL GÉNÉRAL	1 000 000	100 000,0

* * *

ANNEXE B

ÉLECTION DES ADMINISTRATEURS

Le Conseil des gouverneurs définit les règles d'organisation de chaque élection des administrateurs conformément aux dispositions suivantes.

1. **Circonscriptions.** Chaque administrateur représente un ou plusieurs membres regroupés en circonscription. Le total des droits de vote cumulés de chaque circonscription est égal au nombre de voix dont dispose l'administrateur conformément à l'article 28, paragraphe 3.
2. **Droits de vote d'une circonscription.** Pour chaque élection, le Conseil des gouverneurs définit un pourcentage minimum des droits de vote d'une circonscription permettant aux administrateurs d'être élus par les gouverneurs qui représentent les membres régionaux (administrateurs régionaux) et un pourcentage minimum des droits de vote d'une circonscription pour les administrateurs élus par les gouverneurs qui représentent les membres non-régionaux (administrateurs non-régionaux).
 - (a) Le pourcentage minimum pour les administrateurs régionaux est fixé comme un pourcentage du total des voix dont disposent les gouverneurs représentant les membres régionaux (gouverneurs régionaux). Le pourcentage minimum initial pour les administrateurs régionaux est fixé à 6 %.
 - (b) Le pourcentage minimum pour les administrateurs non-régionaux est fixé comme un pourcentage du total des voix dont disposent les gouverneurs représentant les membres non-régionaux (gouverneurs non-régionaux). Le pourcentage minimum initial pour les administrateurs non-régionaux est fixé à 15 %.
3. **Pourcentage d'ajustement.** Pour ajuster les droits de vote entre les circonscriptions lorsque plusieurs tours de scrutin sont nécessaires conformément au paragraphe 7 ci-dessous, le Conseil des gouverneurs définit, pour chaque élection, un pourcentage d'ajustement pour les administrateurs régionaux et un pourcentage d'ajustement pour les administrateurs non-régionaux. Chacun des pourcentages d'ajustement doit être supérieur au pourcentage minimum correspondant.
 - (a) Le pourcentage d'ajustement pour les administrateurs régionaux est fixé comme un pourcentage du total des voix dont disposent les gouverneurs régionaux. Le pourcentage d'ajustement initial pour les administrateurs régionaux est fixé à 15 %.

(b) Le pourcentage d'ajustement pour les administrateurs non-régionaux est fixé comme un pourcentage du total des voix dont disposent les gouverneurs non-régionaux. Le pourcentage d'ajustement initial pour les administrateurs non-régionaux est fixé à 60 %.

4. Nombre de candidats. Pour chaque élection, le Conseil des gouverneurs détermine le nombre d'administrateurs régionaux et d'administrateurs non-régionaux à élire compte tenu des décisions prises quant à la taille et à la composition du Conseil d'administration conformément à l'article 25, paragraphe 2.

- (a) Le nombre initial des administrateurs régionaux est fixé à neuf.
- (b) Le nombre initial des administrateurs non-régionaux est fixé à trois.

5. Désignations. Chaque gouverneur ne peut désigner qu'un candidat. Les candidats à un poste d'administrateur régional sont désignés par les gouverneurs régionaux. Les candidats à un poste d'administrateur non-régional sont désignés par les gouverneurs non-régionaux.

6. Vote. Chaque gouverneur peut voter pour un candidat, toutes les voix dont dispose le membre qui l'a désigné, en vertu de l'article 28, paragraphe 1, allant à ce candidat. Les administrateurs régionaux sont élus au scrutin des gouverneurs régionaux. Les administrateurs non-régionaux sont élus au scrutin des gouverneurs non-régionaux.

7. Premier tour de scrutin. Au premier tour de scrutin, les candidats recueillant le nombre de voix le plus élevé, à concurrence du nombre d'administrateurs à élire, sont élus administrateurs à condition d'avoir recueilli un nombre de voix suffisant pour atteindre le pourcentage minimum applicable.

- (a) Si le nombre d'administrateurs requis n'est pas élu au premier tour et que le nombre de candidats était égal au nombre d'administrateurs à élire, le Conseil des gouverneurs détermine la marche à suivre pour mener à bien l'élection des administrateurs régionaux ou des administrateurs non-régionaux, selon le cas.

8. Tours de scrutin successifs. Si le nombre d'administrateurs requis n'est pas élu au premier tour et que le nombre de candidats était supérieur au nombre d'administrateurs à élire, il est organisé autant de tours de scrutin successifs que nécessaire. Lors des scrutins suivants :

- (a) Le candidat ayant recueilli le nombre de voix le plus faible

lors du tour précédent n'est pas candidat au tour suivant.

- (b) Seuls votent : (i) les gouverneurs qui ont voté au tour précédent pour un candidat qui n'a pas été élu ; et (ii) les gouverneurs dont le vote pour un candidat qui a été élu est réputé avoir fait passer le nombre de voix au profit de ce candidat au-dessus du pourcentage d'ajustement applicable prévu au paragraphe c) ci-dessous.
- (c) Les voix de tous les gouverneurs qui votent pour chaque candidat sont additionnées par ordre décroissant jusqu'à ce que soit dépassé le nombre de voix représentant le pourcentage d'ajustement applicable. Les gouverneurs dont les voix ont été prises en compte dans ce calcul sont considérés comme ayant donné toutes leurs voix à cet administrateur, y compris le gouverneur dont les voix ont fait passer le total des voix au-dessus du pourcentage d'ajustement. Les autres gouverneurs dont les voix n'ont pas été prises en compte dans ce calcul sont réputés avoir fait passer le nombre de voix au profit de ce candidat au-dessus du pourcentage d'ajustement et les voix de ces gouverneurs ne sont pas prises en compte dans l'élection de ce candidat. Ces autres gouverneurs peuvent voter au tour suivant.
- (d) Si lors d'un tour suivant, il reste un seul administrateur à élire, celui-ci peut être élu à la majorité simple des voix restantes. Toutes ces voix restantes sont réputées avoir été prises en compte pour l'élection de ce dernier administrateur.

9. **Attribution des voix.** Tout gouverneur qui ne participe pas à l'élection ou dont les voix ne contribuent pas à l'élection d'un administrateur peut attribuer les voix dont il dispose à un administrateur élu, sous réserve d'avoir obtenu à cet effet l'accord préalable de tous les gouverneurs qui ont élu cet administrateur.

10. **Privilège de membre fondateur.** La désignation et le vote des gouverneurs au profit des administrateurs, ainsi que la désignation des administrateurs suppléants par les administrateurs, respectent le principe selon lequel chaque membre fondateur a le privilège de désigner l'administrateur ou un administrateur suppléant de sa circonscription à titre permanent ou sur une base tournante.

ظهير شريف رقم 1.21.55 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر النظام الأساسي للبنك الآسيوي
للاستثمار في البنية التحتية، الموقع ببكين في 29 يونيو 2015

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على النظام الأساسي للبنك الآسيوي للاستثمار في البنية التحتية، الموقع ببكين في 29 يونيو 2015 :

وعلى القانون رقم 60.20 الموافق بموجبه على النظام الأساسي المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.21.46
بتاريخ 8 رمضان 1442 (21 أبريل 2021) :

وعلى الإشعار الذي يفيد بإيداع وثائق انضمام المملكة المغربية إلى النظام الأساسي المذكور، الموقع ببكين في 4 ماي 2022،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، النظام الأساسي للبنك الآسيوي للاستثمار في البنية التحتية، الموقع
بكين في 29 يونيو 2015.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة

الإمضاء : عزيز أخنوش.

انظر في هذا العدد نص النظام الأساسي باللغة الفرنسية.

7225301200	7225929091	7226190021	7226200069	7305311000
7225301900	7225929099	7226190029	7226200091	7305319900
7225302100	7225991010	7226190031	7226200099	7306191090
7225302200	7225991091	7226190039	7226910010	7306199900
7225302900	7225991099	7226190040	7226910020	7306301099
7225303100	7225999010	7226190050	7226910091	7306309900
7225303200	7225999091	7226190091	7226910092	7306501090
7225303900	7225999099	7226190099	7226910099	7306509900
7225309100	7226110010	7226200011	7226920010	7306611000
7225309200	7226110021	7226200019	7226920091	7306619000
7225309900	7226110029	7226200021	7226920099	7306691000
7225401000	7226110031	7226200029	7226992000	7306699000
7225402000	7226110039	7226200030	7226999011	7306901090
7225409000	7226110040	7226200040	7226999019	7306909900
7225501000	7226110050	7226200051	7226999020	
7225509000	7226110091	7226200052	7226999030	
7225921000	7226110099	7226200059	7226999091	
7225929010	7226190010	7226200061	7226999099	

الملحق II

4410112011	7208389031	7209260099	7211130090	7211290069
4410112019	7208389039	7209270010	7211140010	7211290090
4410112090	7208389090	7209270090	7211140021	7211901000
4410113011	7208391000	7209280010	7211140022	7211902010
4410113019	7208399010	7209280090	7211140029	7211902020
4410113090	7208399020	7209901000	7211140031	7211902090
4410199211	7208399031	7209902010	7211140039	7211909000
4410199219	7208399039	7209902090	7211140040	7212301000
4410199290	7208399090	7209909000	7211140050	7212302100
4410199311	7208400010	7210201000	7211140061	7212302900
4410199319	7208400091	7210202100	7211140069	7212309100
4410199390	7208400099	7210202200	7211140090	7212309200
7208100010	7208510010	7210202900	7211190010	7212309300
7208100091	7208510090	7210209000	7211190020	7212309400
7208100099	7208520010	7210411000	7211190031	7212309900
7208250010	7208520091	7210412000	7211190039	7212401000
7208250020	7208520099	7210419000	7211190041	7212403100
7208250031	7208530010	7210491000	7211190049	7212403990
7208250039	7208530020	7210492000	7211190051	7212409100
7208250090	7208530090	7210499000	7211190059	7212409900
7208260010	7208540010	7210611000	7211190060	7212501000
7208260020	7208540020	7210612000	7211190071	7212503100
7208260031	7208540030	7210619000	7211190072	7212503200
7208260039	7208540041	7210691000	7211190073	7212503300
7208260090	7208540049	7210692000	7211190074	7212503900
7208270010	7208540090	7210699000	7211190079	7212504000
7208270020	7208901000	7210701000	7211190090	7212505100
7208270031	7208902010	7210702100	7211230021	7212505200
7208270039	7208902090	7210702900	7211230029	7212505900
7208270090	7208909010	7210709000	7211230030	7212506100
7208360010	7208909090	7210901000	7211230051	7212506200
7208360020	7209150010	7210902911	7211230052	7212506900
7208360031	7209150090	7210902919	7211230053	7212509000
7208360039	7209160010	7210902999	7211230054	7212601000
7208360090	7209160091	7210909010	7211230059	7212602100
7208371000	7209160099	7210909020	7211230090	7212602900
7208379010	7209170010	7210909090	7211290010	7212603000
7208379020	7209170090	7211130010	7211290031	7212609110
7208379031	7209180010	7211130021	7211290039	7212609190
7208379039	7209180090	7211130029	7211290040	7212609900
7208379090	7209250010	7211130030	7211290061	7213919000
7208381000	7209250090	7211130040	7211290062	7214209000
7208389010	7209260010	7211130051	7211290063	7214999100
7208389020	7209260091	7211130059	7211290064	7225301100

6210409043	6211390015	6214900090	6302910010	6306290000
6210409049	6211390017	6215100000	6302910090	6306300000
6210409091	6211390023	6216001000	6302939090	6306400010
6210409092	6211390027	6301300010	6303120000	6306400090
6210409099	6211390040	6301300090	6303190010	6306900010
6210501000	6211390080	6301401000	6303190080	6402200011
6210509010	6211420011	6301409010	6303910010	6402910094
6210509021	6211420012	6301409090	6303910020	6403400020
6210509029	6211420019	6301901000	6303910091	6404209012
6210509035	6211420020	6301909090	6303910099	6404209019
6210509036	6211420030	6302100010	6303920010	6405100029
6210509037	6211420040	6302100020	6303920020	6813810090
6210509038	6211420090	6302100090	6303920091	7007111000
6210509093	6211430011	6302210010	6303920099	7007193000
6210509095	6211430012	6302210090	6303990010	7320101000
6210509097	6211430019	6302229010	6303990020	7326909998
6211110010	6211430020	6302229090	6303990091	8409993010
6211110090	6211430030	6302290011	6303990099	8409995000
6211120010	6211430040	6302290019	6304110010	8418100011
6211120090	6211430091	6302290091	6304110020	8418100019
6211200011	6211430099	6302290099	6304110090	8418210010
6211200012	6211490013	6302310010	6304199010	8418210093
6211200013	6211490015	6302310090	6304199090	8418210099
6211200019	6211490017	6302329010	6304200000	8421239000
6211200092	6211490023	6302329090	6304910010	8421291000
6211200093	6211490027	6302390011	6304910040	8421310000
6211200099	6211490050	6302390019	6304910090	8484100000
6211320011	6211490080	6302390091	6304920010	8484200000
6211320012	6212100010	6302390099	6304920090	8484900000
6211320019	6212100090	6302400010	6304930010	8507100010
6211320021	6212200090	6302400020	6304930021	8507800500
6211320029	6212300000	6302400090	6304930029	8536501300
6211320030	6213200010	6302510011	6304930090	8536691000
6211320090	6213200091	6302510012	6304990011	8538100000
6211330011	6213900012	6302510019	6304990019	8708301000
6211330012	6213900018	6302510091	6304990091	8708309091
6211330019	6213900092	6302510092	6304990092	8708911020
6211330021	6214100000	6302510099	6304990093	8708939200
6211330029	6214200010	6302539010	6304990099	8708993000
6211330030	6214200090	6302539090	6306120000	
6211330091	6214300000	6302590020	6306190010	
6211330099	6214400000	6302590080	6306190080	
6211390013	6214900010	6302600000	6306220000	

6110200099	6114900080	6203190020	6204510000	6208920098
6110300010	6115290013	6203190090	6204520000	6208990010
6110300021	6115300019	6203220000	6204530000	6208990080
6110300029	6115941010	6203230000	6204590010	6209200010
6110300091	6115941090	6203290010	6204590090	6209200020
6110300099	6115959090	6203290080	6204610010	6209300010
6110900010	6115961099	6203310000	6204620010	6209300020
6110900020	6115991000	6203320000	6204620090	6209900015
6110900099	6115999010	6203330000	6204630010	6209900025
6111200010	6116100010	6203390010	6204630090	6209900055
6111200030	6116100020	6203390090	6204690011	6210100011
6111200080	6116100094	6203410020	6204690019	6210100015
6111300010	6117100020	6203410090	6204690091	6210100017
6111300031	6117100090	6203420010	6204690099	6210100030
6111300039	6117801010	6203420020	6205200000	6210100041
6111300080	6117802100	6203420090	6205300010	6210100042
6111900040	6117802900	6203430010	6205300090	6210100049
6111900050	6117809100	6203430020	6205900000	6210100050
6111900060	6117809910	6203430090	6206300000	6210100061
6111900092	6117809990	6203490011	6206400000	6210100069
6111900098	6117900000	6203490013	6206900000	6210100071
6112110000	6201110000	6203490019	6207110000	6210100072
6112120000	6201120010	6203490091	6207190010	6210100073
6112190000	6201120090	6203490093	6207190090	6210100079
6112200010	6201130010	6203490099	6207210000	6210100081
6112200020	6201130090	6204110000	6207220010	6210100082
6112310010	6201190000	6204120000	6207220090	6210100089
6112310090	6201910000	6204130000	6207290000	6210100091
6112390019	6201920000	6204190010	6207910010	6210100092
6112390090	6201930000	6204190090	6207910090	6210100099
6112410090	6201990000	6204210000	6207990020	6210200010
6112490011	6202110000	6204220000	6207990080	6210200091
6112490019	6202120010	6204230000	6208110010	6210200092
6112490090	6202120090	6204290010	6208110090	6210200093
6113000015	6202130010	6204290090	6208190010	6210200099
6113000022	6202130090	6204310000	6208190090	6210300010
6113000024	6202190000	6204320000	6208210000	6210300092
6113000028	6202910000	6204330000	6208220010	6210300093
6113000080	6202920000	6204390010	6208220090	6210300099
6113000091	6202930000	6204390090	6208290000	6210401000
6113000099	6202990000	6204420000	6208910010	6210409011
6114200090	6203110000	6204430000	6208910080	6210409019
6114300090	6203120000	6204440000	6208920010	6210409030
6114900020	6203190010	6204490090	6208920092	6210409042

قائمة المنتجات ذات منشأ جمهورية تركيا الخاضعة للإجراءات الاستثنائية لمدة محددة على شكل إعادة فرض الرسوم الجمركية على وارداتها في المملكة المغربية، حسب ترتيبها في النظام المنسي المغربي

الملحق I

3926909290	5702100000	5801271000	6104330000	6107990080
4202121092	5702320000	5801361000	6104390020	6108110010
4202199090	5702390010	5801362100	6104390090	6108110090
4202921091	5702390090	5801371000	6104410000	6108190010
4203109000	5702420000	5801901000	6104420000	6108190020
5407439930	5702490010	6001109929	6104430000	6108190090
5407539930	5702490090	6001929919	6104440000	6108210000
5407619970	5702500010	6101200000	6104490000	6108220020
5407699970	5702500020	6101300010	6104520000	6108220080
5407739730	5702500091	6101300090	6104530000	6108290020
5407839991	5702500099	6101900000	6104590000	6108310010
5408239931	5702910000	6102200000	6104610000	6108310090
5408339991	5702920000	6102300010	6104620000	6108320011
5512119010	5702990010	6102300090	6104630000	6108320019
5512219010	5702990090	6102900000	6104690000	6108320090
5512999010	5703100010	6103100000	6105100000	6108390010
5514119010	5703100091	6103220000	6105200010	6108390090
5514129010	5703100099	6103230000	6105200090	6108910000
5514198010	5703200010	6103290000	6105900010	6108920000
5514219010	5703200091	6103320000	6105900090	6108990010
5514239010	5703200099	6103330000	6106100000	6108990090
5514299010	5703300010	6103390090	6106200010	6109100010
5514301020	5703300091	6103410010	6106200090	6109100091
5514303020	5703900010	6103410090	6106900010	6109100099
5514419010	5703900091	6103420010	6106900020	6109900010
5514439010	5703900092	6103420090	6106900090	6109900092
5514499010	5703900099	6103430010	6107110000	6109900093
5515119010	5704100000	6103430090	6107120010	6109900099
5515129010	5704200000	6103490010	6107120090	6110110010
5515139010	5704900000	6103490091	6107190000	6110110020
5515199010	5705000010	6103490099	6107210010	6110110091
5515219010	5705000029	6104130000	6107210090	6110110099
5515229010	5705000030	6104190010	6107220011	6110120020
5515299010	5705000040	6104190080	6107220019	6110190010
5515919010	5705000051	6104220000	6107220090	6110190020
5515998010	5705000059	6104230000	6107290010	6110190091
5516239020	5705000060	6104290010	6107290090	6110190099
5701100090	5705000090	6104290080	6107910000	6110200010
5701900090	5801261000	6104320000	6107990010	6110200091

التي ستطبق عليها قبل تطبيقها. وعند اتخاذ تلك الإجراءات، يجب على الطرفين تقديم جدول زمني للجنة المشتركة حول إلغاء الرسوم الجمركية المطبقة بموجب هذه المادة. ويجب أن يتضمن هذا الجدول الإلغاء التدريجي لتلك الرسوم بتدريج ستين على الأكثر بعد تطبيقها وبنسب متساوية، ويمكن للجنة المشتركة أن تقرر جدواً زمنياً مخالفًا لذلك."

2. لا تسري الفقرة 5 من المادة 17 من الاتفاقية، بصيغتها المعدلة في هذا الاتفاق، على الإجراءات المطبقة من الأطراف بموجب المادة 17 من الاتفاقية قبل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ.

المادة 9

1. يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بتاريخ استلام آخر إشعار كتابي يخبر من خلاله الطرفان بعضهما البعض، عبر القنوات الدبلوماسية، باستكمال إجراءاتهما القانونية الداخلية الازمة لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ.

2. يشكل هذا الاتفاق جزءاً لا يتجزأ من "اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا"، الموقعة في 7 أبريل 2004.

وابنائنا لذلك، وقع المفوضان، المخول لهم بذلك قانوناً، هذا الاتفاق.

وحرر في الرباط في 24 أغسطس 2020 في نظيرين أصليين باللغات العربية والتركية والإنجليزية وللنوصوص الثلاثة نفس الحجية. في حال الاختلاف في التأويل، يرجح النص الإنجليزي.

عن
جمهورية تركيا

روهصار بكجان
وزيرة التجارة

عن
المملكة المغربية

مولاي حفيظ العلمي
وزير الصناعة والتجارة
والاقتصاد الأخضر والرقمي

*

**

المادة 5

1. تدرج، بالملحق I من هذا الاتفاق، المنتجات الواردة في الملحق II من هذا الاتفاق، الخاضعة للتدابير الوقائية من قبل الجانب المغربي طبقاً للمادة التاسعة عشر من اتفاقية الغات 1994 واتفاقية التدابير الوقائية للمنظمة العالمية للتجارة، وبالتالي تخضع للرسوم الجمركية المشار إليها في المادة 2 من هذا الاتفاق، وذلك عند انتهاء مدة تطبيق التدابير الوقائية المذكورة.

2. يقوم الجانب المغربي بإخطار الجانب التركي كتابة، وذلك بانتهاء مدة تطبيق التدابير الوقائية المتعلقة بالمنتجات المدرجة في الملحق II من هذا الاتفاق، ثلاثة أشهر قبل تاريخ انتهائها.

المادة 6

تنعقد اللجنة المشتركة 3 أشهر قبل تاريخ انتهاء فترة الخمس سنوات الأولى لتقدير بحسن نية ما إذا كانت هناك حاجة لفترة الخمس سنوات الثانية. يمكن للجنة المشتركة، بتوافق مشترك، تمديد فترة الخمس سنوات الأولى لمدة 5 سنوات إضافية.

المادة 7

1. بعد ستة أشهر من دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ، تقوم اللجنة المشتركة كل سنة بتقدير تطور التجارة الثنائية. وتقوم اللجنة المشتركة أيضاً بمراجعة تطبيق هذا الاتفاق بهدف تقليل المنتجات التي يشملها الملحق I أو تخفيض، إن أمكن، الرسوم الجمركية المشار إليها في المادة 2 من هذا الاتفاق وإجراء التعديلات اللازمة عليها بتوافق مشترك.

2. عند الحاجة، يمكن للطرفين أن يقررا إدراج منتجات إضافية في الملحق I من هذا الاتفاق، بقرار من اللجنة المشتركة.

المادة 8

1. تعدل المادة 17 من الاتفاقية وتقرأ على النحو التالي:

"المادة 17"**إجراءات التقويم المؤقتة**

1. يمكن للطرفين اتخاذ إجراءات التقويم المؤقتة لمدة محددة، والتي تستثنى من تطبيق

مقتضيات المادة الرابعة، على شكل زيادة في الرسوم الجمركية.

2. تهم هذه الإجراءات فقط الصناعات الناشئة أو بعض الصناعات التي هي في طور إعادة هيكلتها أو التي تواجه صعوبات جدية.

3. لا يمكن أن تتجاوز الرسوم الجمركية المطبقة من الطرفين بموجب تلك الإجراءات على المنتجات ذات منشأ أحد الطرفين 30% من قيمتها. كما يجب أن تحافظ بعنصر الأفضلية لفائدة المنتجات ذات منشأ أحد الطرفين. ويجب ألا تتجاوز القيمة الإجمالية لواردات المنتجات الخاضعة لهذه الإجراءات 15% من مجموع واردات المنتجات الصناعية من الطرف الآخر كما هي معرفة في المادة الثالثة وذلك اعتماداً على إحصائيات آخر سنة متوفرة.

4. تطبق هذه الإجراءات لفترة لا تتجاوز خمس سنوات ما لم تقرر اللجنة المشتركة مدة أطول.

5. لا يمكن إدخال تلك الإجراءات بالنسبة لأي منتج بعد مرور أكثر من ثلاث سنوات على إلغاء الإجراءات المشار إليها في الفقرة الرابعة من هذه المادة.

6. يجب على الطرفين إخبار اللجنة المشتركة بأي إجراءات استثنائية ينويان اتخاذها. وتنتمي، بطلب من أحد الطرفين، مشاورات في إطار اللجنة المشتركة حول تلك الإجراءات والقطاعات

اتفاق تعديل اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا

إن المملكة المغربية وجمهورية تركيا (المشار إليها فيما بعد "بالطرفين"، "الجانب المغربي" أو "الجانب التركي" عند الاقتضاء)؛

بناء على اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا لإقامة منطقة تجارة حرة، الموقعة في 7 أبريل 2004 (المشار إليها فيما بعد "بالاتفاقية")؛

مراعاة للمادتين 30 و31 من الاتفاقية بخصوص إنشاء لجنة مشتركة لتدبير الاتفاقية؛

مراعاة للمادتين 36 و37 من الاتفاقية، التي تمكن الأطراف من تعديل الاتفاقية؛

وأخذًا بعين الاعتبار طلب الجانب المغربي باتخاذ تدابير استثنائية لمدة محددة، تستثنى من أحكام المادة 4 من الاتفاقية، على شكل إعادة فرض رسوم جمركية على بعض المنتجات الصناعية ذات منشأ جمهورية تركيا، وذلك بسبب العجز التجاري للملكة المغربية مع جمهورية تركيا وتزايد حاجة المملكة المغربية لحماية الصناعات الناشئة والصناعات المعرضة لتهديد اضطرابات السوق؛

اتفقنا على ما يلي:

المادة 1

يعيد الجانب المغربي، كتدابير استثنائي واستثناء لأحكام المادتين 1 و4 من الاتفاقية، فرض الرسوم الجمركية المحددة في المادة 2 من هذا الاتفاق، لمدة خمس سنوات، على المنتجات الصناعية ذات منشأ جمهورية تركيا والمدرجة بالملحق I لهذا الاتفاق.

المادة 2

تبلغ الرسوم الجمركية المشار إليها في المادة 1 من هذا الاتفاق 90% من قيمة الرسوم الجمركية المطبقة وفق "الدولة الأكثر رعاية" الجاري بها العمل.

المادة 3

1. بالنسبة للمنتجات المدرجة في الملحق I من هذا الاتفاق، لا يطبق الجانب المغربي أي رسوم أخرى ذات أثر مماثل للرسوم الجمركية، على الواردات ذات منشأ جمهورية تركيا.

2. على الرغم من أحكام الفقرة الأولى من هذه المادة، يجوز للجانب المغربي إخضاع الواردات ذات منشأ جمهورية تركيا، بما في ذلك المنتجات المدرجة بالملحق I من هذا الاتفاق، لتدابير بموجب أحكام المادتين 18 و19 من الاتفاقية.

المادة 4

بالنسبة للمنتجات المدرجة في الملحق I من هذا الاتفاق، لا يطبق الجانب المغربي أي قيود كمية على الواردات ذات منشأ جمهورية تركيا، وذلك وفقاً للمادة 7 من الاتفاقية.

ظهير شريف رقم 1.21.53 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاقية تعديل اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا، الموقع بالرباط في 24 أغسطس 2020

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على اتفاق تعديل اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا، الموقع بالرباط في 24 أغسطس 2020؛

وعلى القانون رقم 54.20 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.21.44 بتاريخ

رمضان 1442 (21 أبريل 2021)؛

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، اتفاق تعديل اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية

تركيا، الموقع بالرباط في 24 أغسطس 2020.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة.

الإمضاء: عزيز أخنوش.

*

* * *

الملاحق
المشار إليه في المادة 9
نزع الملكية والتعويض

- 1- يؤكّد الطرفان المتعاقدان فهم بما المشترك بأن الفقرة 1 من المادة 9 يقصد بها أن تعكس القانون الدولي العربي فيما يتعلق بالتزام الدول فيما يخص نزع الملكية.
- 2- تتناول الفقرة 1 من المادة 9 الحالتين التاليتين:
 - أ- تتعلق الحالة الأولى بالنزع المباشر للملكية حيث يتم تأميم الاستثمارات أو نزع ملكيتها بشكل مباشر عبر نقل الملكية رسمياً أو الحجز الصريح؛ و
 - ب- تتعلق الحالة الثانية بالنزع غير المباشر للملكية عندما يكون لإجراء أو سلسلة من الإجراءات لطرف متعاقد تأثير معادل للنزع المباشر للملكية دون نقل رسمي للملكية أو حجز صريح.
- 3- إن تحديد ما إذا كان إجراء أو سلسلة من الإجراءات المتخذة من قبل الطرف المتعاقد، في حالة واقعة معينة، يشكل نزعاً غير مباشر للملكية تتطلب تحقيقاً لكل حالة على حدة على أساس الواقع ويؤخذ في الاعتبار من بين عوامل أخرى:
 - أ- الأثر الاقتصادي للإجراء أو لسلسلة الإجراءات، على الرغم من كون مثل هذا الإجراء أو سلسلة الإجراءات، كل على حدة، له تأثير سلبي على القيمة الاقتصادية للاستثمارات، لا يثبت أن نزعاً غير مباشر للملكية قد حدث؛
 - ب- إلى أي مدى يتداخل الإجراء أو سلسلة الإجراءات مع التوقعات المختلفة والمعقولة الناشئة عن الاستثمارات؛ و
 - ج- طابع الإجراء أو سلسلة الإجراءات، بما في ذلك مدة هذا الإجراء، وما إذا كان هذا الإجراء غير تميّز أو غير مناسب مع غرض المصلحة العامة.
- 4- باستثناء حالات نادرة، كأن يكون إجراء أو سلسلة من الإجراءات المتخذة من طرف متعاقد جد قاسية وغير مناسبة بالنظر لهدفها، لا تعتبر الإجراءات التي اعتمدت وطبقت من قبل طرف متعاقد لحماية أهداف الرعاية العامة المشروعة، مثل الصحة العامة والسلامة والبيئة، نزعاً غير مباشر للملكية.

المادة 22**تطبيق الاتفاق**

يطبق هذا الاتفاق أيضا على جميع استثمارات مستثمر أي طرف متعاقد المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر طبقا لقوانين وأنظمة هذا الطرف المتعاقد قبل دخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ، غير أن هذا الاتفاق لا يطبق على النزاعات التي قد تنشأ قبل دخوله حيز التنفيذ.

المادة 23**مقتضيات ختامية**

1- يبعث كل طرف متعاقد عن طريق القنوات الدبلوماسية للطرف المتعاقد الآخر إشعارا يؤكد من خلاله استكماله للمساطر الداخلية الضرورية لدخول هذا الاتفاق حيز التنفيذ، ويدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ بعد ثلاثة أيام ابتداء من تاريخ التوصل بأخر إشعار.

2- يبقى هذا الاتفاق ساريا المفعول لمدة عشر سنوات، مالم يتم إنهاؤه كما هو منصوص عليه في الفقرة 3.

3- يجوز لأي طرف متعاقد أن ينهي هذا الاتفاق في نهاية فترة العشر سنوات الأولى أو في أي وقت بعد ذلك، عبر توجيه إشعار كتابي مسبق بسنة للطرف المتعاقد الآخر.

4- تحت طلب طرف متعاقد، يقوم الطرفان المتعاقدين بمراجعة هذا الاتفاق، وذلك بهدف زيادة تشجيع الاستثمار بين الطرفين المتعاقدين.

5- بالنسبة للاستثمارات التي أنجزت قبل تاريخ إنتهاء هذا الاتفاق، فإن مقتضيات هذا الاتفاق تظل سارية المفعول وذلك لفترة عشر سنوات ابتداء من تاريخ انتهائه.

6- يشكل ملحق هذا الاتفاق جزءا لا يتجزأ من هذا الاتفاق.

وإشهادا على ذلك، تم التوقيع على هذا الاتفاق من طرف الموقعين أسفله المفوضين من طرف حكومتهما لذلك.

وحرر بالرباط، في 08 يناير 2020، في نظيرين أصليين باللغات العربية واليابانية والإنجليزية، ولكل النصوص نفس الحجية. وفي حالة الاختلاف في التأويل يرجح النص الإنجليزي.

عن حكومة اليابان

عن حكومة المملكة المغربية

سوزوكي كيسوكى
وزير الدولة للشؤون الخارجية

محسن الجزوئي
الوزير المنتدب لدى وزير الشؤون الخارجية
والتعاون الأفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج

*

**

- أ- لا يحتفظ بعلاقات دبلوماسية مع الطرف غير المتعاقد؛ أو
- ب- يتبع أو يبقى على تدابير متعلقة بالطرف غير المتعاقد التي تحظر المعاملات مع المؤسسة أو التي يمكن انتهاكيها أو تجاوزها إذا منحت مزايا هذا الاتفاق للمقاولة أو لاستثماراتها.
- 2- بناء على إخطار وتشاور مسبق، يجوز لطرف متعاقد أن يحرم مستثمر الطرف المتعاقد الآخر الذي يعد مقاولة للطرف المتعاقد الآخر واستثماراته من مزايا هذا الاتفاق، إذا كانت المقاولة مملوكة أو مسيطر عليها من قبل مستثمر طرف غير متعاقد ولم يكن للمقاولة أي أنشطة تجارية جوهرية فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 21

الاستثناءات العامة والأمنية

1- أخذنا في الاعتبار ضرورة عدم قيام أي طرف متعاقد بتطبيق هذه الإجراءات على نحو يشكل وسيلة للتمييز التعسفي أو غير المبرر، أو ما يشبه تقييداً لمستثمري الطرف المتعاقد الآخر واستثماراتهم فوق تراب الطرف المتعاقد الأول، لا يفسر أي شيء في هذا الاتفاق على نحو يمنع الطرف المتعاقد الأول من اعتماد أو تنفيذ الإجراءات:

- أ- الضرورية لحماية حياة أو صحة الإنسان أو الحيوان أو النبات؛
- ب- الضرورية لحماية الأخلاق العامة أو الحفاظ على النظام العام، شريطة ألا يتم التذرع باستثناء النظام العام إلا إذا كان هناك تهديد حقيقي وجاد بما يكفي لإحدى مصالح المجتمع الأساسية؛
- ج- الضرورية لضمان الامتثال للقوانين أو الأنظمة التي لا تتعارض مع مقتضيات هذا الاتفاق بما في ذلك تلك المتعلقة بما يلي:

 - 1- منع الممارسات المضللة والاحتيالية أو للتعامل مع آثار التخلف عن تنفيذ عقد؛
 - 2- حماية خصوصية الفرد فيما يتعلق بمعالجة ونشر المعلومات الشخصية وحماية سرية السجلات والحسابات الشخصية؛ أو
 - 3- السلامة؛ أو
 - د- المفروضة لحماية الثروات الوطنية ذات القيمة الفنية أو التاريخية أو الأثرية.

- 2- بصرف النظر عن أي أحكام أخرى في هذا الاتفاق بخلاف أحكام المادة 10 والفقرة 15 من المادة 16، يجوز لأي طرف متعاقد أن يتخذ أي تدابير:

- أ- يعتبر ضرورياً لحماية مصالحه الأساسية:
- 1- المتخد في وقت الحرب، أو التزاعسلح أو غيرها من الطوارئ في ذلك الطرف المتعاقد أو في العلاقات الدولية، أو
- 2- المتعلق بتنفيذ السياسات الوطنية أو الاتفاقيات الدولية بالنسبة لعدم انتشار الأسلحة؛ أو
- ب- عملاً بالتزاماته بموجب ميثاق الأمم المتحدة للمحافظة على السلام والأمن الدوليين.

الوظيفة، تتم دعوة نائب رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بالتعيين الضروري. وإذا كان نائب الرئيس يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقددين أو إذا حال عائق دون ممارسته لوظيفته، تتم دعوة العضو الأكثر قدمة في محكمة العدل الدولية، الذي لا ينتمي لمواطنة أحد الطرفين المتعاقددين، ليقوم بالتعيين المذكور.

5- تتخذ هيئة التحكيم قراراتها على أساس مقتضيات هذا الاتفاق وقواعد ومبادئ القانون الدولي.

6- مالم يتفق الطرفان المتعاقدان على شيء آخر، تتخذ هيئة التحكيم، خلال فترة زمنية معقولة، قرارها بأغلبية الأصوات ويكون هذا القرار نهائياً وملزماً بالنسبة للطرفين المتعاقددين.

7- يتحمل كل طرف متعاقد مصاريف محكمه المعين وتمثيله في مسطرة التحكيم. أما باقي المصاريف بما فيها مصاريف الرئيس فتوزع مناصفة بين الطرفين المتعاقددين.

المادة 18

فرض الضرائب

1- لا يؤثر أي مما جاء في هذا الاتفاق على حقوق والتزامات أي من الطرفين المتعاقددين بموجب أي اتفاقية ضريبية. وفي حالة وجود أي اختلاف بين هذا الاتفاق وأي اتفاقية مماثلة أخرى، فإن تلك الاتفاقية تسود بقدر الاختلاف.

2- لا تخول لهيئة التحكيم المنشأة بموجب المادة 16 سلطة تأويل أو تطبيق القوانين الضريبية لأي من الطرفين المتعاقددين.

المادة 19

تداير الصحة والسلامة والبيئة ومعايير العمل

يمتنع كل طرف متعاقد عن تشجيع مستثمرى الطرف المتعاقد الآخر وذلك عن طريق تخفيف تداير الصحة أو السلامة أو البيئة أو عن طريق تخفيف معايير العمل لديه. ولپذا الغرض لا ينبغي على كل طرف متعاقد التخلص أو على نحو آخر التهاون عن هذه التداير أو المعايير لتشجيع تأسيس الاستثمارات أو اقتنائها أو توسيعها فوق ترابه من خلال مستثمرين من الطرف المتعاقد الآخر.

المادة 20

الحرمان من المزايا

1- يجوز لطرف متعاقد حرمان مستثمر الطرف المتعاقد الآخر الذي يعد مقاولة للطرف المتعاقد الآخر واستثماراته من مزايا هذا الاتفاق إذا كانت المقاولة مملوكة أو مسيطر عليها من قبل مستثمر طرف غير متعاقد، وكان الطرف المتعاقد الذي يقوم بالحرمان:

15- لا تتخذ أية إجراءات جبرية مثل التعليق وتقييد الحجز أو التنفيذ المتعلقة بالتحكيم المشار إليه في الفقرة 4 أو أي مسطرة أمام محكمة دولة أخرى غير دولة الطرف المتنازع بشأن قرار التحكيم، قبل أو بعد هذا القرار، ضد ممتلكات الطرف المتنازع مستخدمة أو مزمع استخدامها لأغراض حكومية غير تجارية.

تعتبر فئات ممتلكات الطرف المتنازع التالي ذكرها، على وجه الخصوص، كممتلكات مستخدمة أو مزمع استخدامها من قبل الطرف المتنازع لأغراض حكومية غير تجارية بموجب هذه الفقرة:

أ- الممتلكات، بما فيها أي حساب بنكي، المستخدمة أو المزمع استخدامها في أداء مهام البعثة الدبلوماسية للطرف المتنازع أو مراكزه الفنصلية أو بعثاته الخاصة، أو بعثاته لدى المنظمات الدولية، أو وفوده إلىأجهزة المنظمات الدولية أو إلى المؤتمرات الدولية:

ب- الممتلكات ذات الطابع العسكري أو المستخدمة أو المزمع استخدامها في أداء مهام عسكرية:

ج- ممتلكات البنك المركزي أو غيره من السلطات النقدية في الطرف المتنازع؛

د- الممتلكات التي تكون جزءاً من التراث الثقافي للطرف المتنازع أو جزءاً من محفوظاتها وغير المعروضة أو غير المزمع عرضها للبيع؛ و

هـ- الممتلكات التي تكون جزءاً من معروضات ذات أهمية علمية أو ثقافية أو تاريخية وغير المعروضة أو غير المزمع عرضها للبيع.

المادة 17

تسوية النزاعات بين الطرفين المتعاقددين

1- إن أي نزاع ينشأ بين الطرفين المتعاقددين يتعلق بتأويل أو تطبيق هذا الاتفاق تتم تسويته، بقدر الإمكان، عن طريق المشاورات بين الطرفين المتعاقددين.

2- إذا تعذر تسوية هذا النزاع عن طريق التراضي في غضون (6) ستة أشهر من تاريخ التوصل باشعار النزاع، فإنه يعرض، بطلب من أحد الطرفين المتعاقددين، على هيئة تحكيم وفقاً لمقتضيات هذه المادة.

3- تتشكل هيئة التحكيم على النحو التالي: يقوم كل طرف متعاقد بتعيين محكم ويتفق المحكمان معاً بشأن محكم ثالث، يكون من رعايا طرف غير متعاقد، ويعين رئيس هيئة التحكيم. يعين المحكمان في ظرف (3) ثلاثة أشهر ويعين الرئيس في ظرف (5) خمسة أشهر، ابتداء من تاريخ استلام أحد الطرفين المتعاقددين بمنزلة بطلب عرض النزاع على هيئة التحكيم.

4- إذا لم يتم القيام بتعيين الضروري للمحكم الثالث خلال الأجال المحددة في الفقرة 3 يمكن لكلا الطرفين المتعاقددين دعوة رئيس محكمة العدل الدولية للقيام بتعيين الضروري، مالم يتم الاتفاق على خلاف ذلك. وإذا كان رئيس محكمة العدل الدولية يحمل جنسية أحد الطرفين المتعاقددين أو إذا حال عائق دون ممارسته بهذه

- أ- إخطاراً كتابياً بشأن نزاع الاستثمار المحال إلى التحكيم في فترة لا تتجاوز (30) ثلاثة أيام بعد تاريخ إحالة نزاع الاستثمار؛ و
- بـ- نسخاً من جميع المرافعتات المقدمة للتحكيم.
- 9- يجوز للطرف المتعاقد، الذي لا يكون طرفاً متنازعاً، وبعد إخطار الأطراف المتنازعة كتابياً، تقديم مستندات لهيئة التحكيم، بشأن مسألة تفسير هذا الاتفاق. ويجوز للطرف المتنازع تقديم التعليق على التفسير المذكور.
- 10- يمكن لهيئة التحكيم أن تصدر فقط:
- أـ- حكماً فيما إذا كان هناك إخلال من قبل الطرف المتنازع أم لا، لأي التزام بموجب هذا الاتفاق بالنسبة للمستثمر المتنازع واستثماراته؛ و
- بـ- أحد أو كلا الحللين الآتيين، فقط في حالة وجود إخلال من ذلك القبيل:
- (1) تعويضاً نقدياً عن الأضرار والفوائد المطبقة؛ و
- (2) إعادة الممتلكات إلى ما كانت عليها، وفي هذه الحالة يجب أن ينص القرار على جواز دفع الطرف المتنازع تعويضاً نقدياً عن الأضرار وأي فوائد مطبقة، عوضاً عن إعادة الأوضاع إلى ما كانت عليه.
- يجوز لهيئة التحكيم أيضاً أن تصدر قراراً بشأن التكاليف والأتعاب وفقاً لقواعد التحكيم المعمول بها.
- لا يجوز لهيئة التحكيم منع تعويضات عقابية.
- 11- يجوز للطرف المتنازع إتاحة جميع المستندات للعامة، في وقت مناسب، والتي تتضمن قراراً، محلاً إلى أو صادراً عن هيئة تحكيم منشأة بموجب الفقرة 4، مع مراعاة حذف:
- أـ- المعلومات التجارية السرية؛
- بـ- المعلومات المصنفة أو المحمية على نحو آخر من الإفصاح عنها بموجب القوانين واللوائح المعمول بها في أي طرف متعاقد؛ و
- جـ- المعلومات التي يجب حجبها بمقتضى قواعد التحكيم ذات الصلة.
- 12- لم يتفق الطرفان المتنازعان على خلاف ذلك، يعقد التحكيم في بلد يكون طرفاً في اتفاقية الاعتراف بقرارات التحكيم الأجنبية وتنفيذها، والتي حررت بنيويورك، في 10 من يونيو عام 1958 (يشار إليها في هذه المادة بـ"اتفاقية نيويورك").
- 13- لا يجوز للطرف المتنازع أن يؤكد، كدفاع أو مطالبة مقابلة أو حق المقاومة أو لأي سبب آخر، أن المستثمر المتنازع قد تلقى أو سيحصل على مكافأة أو تعويض آخر عن كل أو جزء من الأضرار المزعومة عملاً بعقد تأمين أو ضمان.
- 14- يكون القرار الصادر عن هيئة التحكيم نهائياً وملزماً للطرفين المتنازعين. وينفذ هذا القرار وفقاً للقوانين والأنظمة المعمول بها، بالإضافة إلى القانون الدولي ذي الصلة، والذي يتضمن اتفاقية المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار، واتفاقية نيويورك، حول تنفيذ القرار المعمول به في البلد الذي يراد التنفيذ فيه.

- 4- إذا لم يتم الوصول لتسوية نزاع الاستثمار عن طريق المشاورات خلال (6) ستة أشهر من تاريخ التوصل من قبل الطرف المتنازع بطلب كتابي للمستثمر المتنازع من أجل إجراء المشاورات حسب ما هو مبين في الفقرة 3، يجوز للمستثمر المتنازع مع مراعاة الفقرة 6 (ب)، أن يحيل نزاع الاستثمار إلى إحدى آليات التحكيم الدولي الآتية:
- التحكيم وفقاً لاتفاقية تسوية منازعات الاستثمار بين الدول ومواطني دول أخرى، والتي حررت في واشنطن، في 18 مارس من عام 1965 (يشار إليها فيما يأتي في هذه المادة بـ"اتفاقية المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار"). طلما أن اتفاقية المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار سارية المفعول بين الطرفين المتعاقددين؛
 - التحكيم بموجب قواعد التسهيلات الإضافية للمركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار. شريطة أن يكون أحد الطرفين المتعاقددين، وليس كليهما طرفاً في اتفاقية المركز الدولي لتسوية منازعات الاستثمار؛
 - التحكيم بموجب قواعد التحكيم الخاصة بلجنة الأمم المتحدة لقانون التجارة الدولي؛ و
 - أي تحكيم وفقاً لقواعد تحكيم أخرى، إذا وافق الطرف المتنازع.
- 5- مع مراعاة المادة 5، يوافق كل طرف على إحالة نزاع الاستثمار من قبل مستثمر متنازع إلى التحكيم المنصوص عليه في الفقرة 4 المختار من قبل المستثمر المتنازع، باستثناء منازعات الاستثمار بشأن التزامات الطرف المتنازع بموجب الفقرات 5 إلى 8 من المادة 2.
- 6- أ- بصرف النظر عمّا ورد في الفقرة 5، لا يجوز إحالة منازعات الاستثمار إلى آلية التحكيم المنصوص عليها في الفقرة 4، في حالة انقضائه أكثر من (3) ثلاث سنوات من تاريخ علم المستثمر المتنازع، أو افتراض علمه الأول، أيهما أسبق، بأن المستثمر المتنازع قد تكبد خسارة أو ضرراً كما هو مشار إليه في الفقرة 1.
- ب- حالما يحيل المستثمر المتنازع نزاع الاستثمار إلى المحكمة المختصة أو المحكمة الإدارية للعرف المتنازع أو إلى إحدى آليات التحكيم المنصوص عليها في الفقرة 4، يكون اختيار المستثمر المتنازع نهائياً ولا يجوز للمستثمر المتنازع بعد ذلك إحالة نفس النزاع على آليات التحكيم أو المحكمة المختصة أو المحكمة الإدارية الأخرى.
- ج- بصرف النظر عن الفقرتين 4 و 5، لا يجوز إحالة أي نزاع استثماري إلى التحكيم المنصوص عليه في الفقرة 4 ما لم يمنع المستثمر المتنازع للطرف المتنازع تنازلاً مكتوباً عن أي حق في اللجوء لأي محكمة مختصة أو محكمة إدارية تابعة للطرف المتنازع بشأن أي إجراء للطرف المتنازع الذي يزعم أنه يشكل خرقاً على نحو ماتمت الإشارة إليه في الفقرة 1.
- 7- تقرر هيئة التحكيم المؤسسة بموجب الفقرة 4 بشأن المسائل المتنازع عليها وفقاً لهذا الاتفاق وقواعد القانون الدولي المطبق. وفي هذا السياق، يؤخذ في الاعتبار بالقانون الداخلي للطرف المتنازع، عندما يكون ذا صلة بالشكابة، في واقع الأمر.
- 8- يسلم الطرف المتنازع للطرف المتعاقد الآخر:

المادة 14

الحلول محل الدائن

1- إذا قام أحد الطرفين المتعاقدين أو وكيله المعين (المشار إليه فيما يلي بـ "المؤمن") بأداء مبلغ إلى أحد مستثمره بموجب تعويض، أو ضمان، أو عقد تأمين يتعلق باستثمار ذلك المستثمر في تراب الطرف المتعاقد الآخر، فعلى الطرف المتعاقد الآخر الاعتراف بالإضافة إلى المؤمن لأي حق أو مطالبة لذلك المستثمر تم بسببها سداد هذه الدفعه، والاعتراف بحق المؤمن، بموجب الحلول محل الدائن، بممارسة أي حق أو مطالبة بالقدر نفسه للحق والمطالبة الأصلية للمستثمر. وفيما يتعلق بالدفعه المسددة للمؤمن بموجب تلك الإحالة للحق أو المطالبة وتحويل تلك الدفعه، فإن أحكام المواد 9، 10 و 11 يجب أن تطبق كما هي واردة مع إجراء التعديلات اللازمة.

2- لا يمكن للحقوق أو المطالبات المعنية بالحلول أن تتجاوز الحقوق أو المطالبات الأصلية للمستثمر.

المادة 15

المشاورات

يجوز لممثلي الطرفين المتعاقدين، عند الضرورة، إجراء مشاورات بشأن أي مسألة تؤثر في تنفيذ هذا الاتفاق. تعقد هذه المشاورات بناء على اقتراح أحد الطرفين المتعاقدين في وقت يتفق عليه من خلال القنوات الدبلوماسية.

المادة 16

تسوية نزاعات الاستثمار بين طرف متعاقد ومستثمر الطرف المتعاقد الآخر

1- لأغراض هذه المادة، يقصد بـ "نزاع الاستثمار" نزاع بين طرف متعاقد ومستثمر الطرف المتعاقد الآخر الذي تکبد خسارة أو ضرراً بسبب، أو نتيجة، إخلال مزعوم لأي التزام للطرف المتعاقد الأول بموجب هذا الاتفاق بالنسبة لمستثمر ذلك الطرف المتعاقد الآخر أو استثماراته المنجزة فوق تراب الطرف المتعاقد الأول.

2- مع مراعاة الفقرة 6 (ب). لا يفسر أي مما جاء في هذه المادة على نحو يمنع أي مستثمر طرف في نزاع الاستثمار (يشار إليه فيما يأتي في هذه المادة بـ "مستثمر متنازع") من طلب تسوية إدارية أو قضائية فوق تراب طرف متعاقد الذي هو طرف في نزاع الاستثمار (يشار إليه فيما يأتي في هذه المادة بـ "طرف متنازع").

3- يسوى أي نزاع استثمار وديا - قدر المستطاع - عن طريق المشاورات بين المستثمر المتنازع والطرف المتنازع (يشار إليها فيما يلي في هذه المادة بـ "الطرفين المتنازعين"). وتحقيقاً لهذه الغاية، يجب على المستثمر المتنازع أن يقدم للطرف المتنازع طلباً مكتوباً لإجراء مشاورات مرفقة بوصف موجز للحقائق المتعلقة بالتدابير أو التدابير المعنية. تبدأ المشاورات في موعد لا يتجاوز ثلاثة أيام من تاريخ استلام الطرف المتنازع للطلب المكتوب. لا تمنع هذه الفقرة من اللجوء لمساطر غير ملزمة لطرف ثالث، مثل المساعي الحميد أو المصالحة أو الوساطة.

- أ- عند حدوث عجز جسيم يواجه ميزان المدفوعات وصعوبات مالية خارجية أو التخوف من حدوثها؛ أو
- بـ- في الحالات الاستثنائية التي تسبب حركة رؤوس الأموال أو تهدد بالتسبيب في حدوث صعوبات جسيمة في إدارة الاقتصاد الكلي، وعلى وجه الخصوص، سياسات النقد وسعر الصرف.

2- التدابير المشار إليها في الفقرة 1:

- أ- تكون متناسبة مع مواد اتفاق تأسيس صندوق النقد الدولي، طالما أن الطرف المتعاقد المتخد للتدابير طرفاً في هذه المواد؛
- بـ- يجب ألا تتجاوز تلك الضرورية للتعامل مع الظروف المنصوص عليها في الفقرة 1؛
- جـ- تكون مؤقتة وتلغي حالما تسمح الظروف؛
- دـ- تبلغ فوراً للطرف المتعاقد الآخر؛ و
- هـ- تتجنب الأضرار غير الضرورية بالمصالح التجارية والاقتصادية والمالية للطرف المتعاقد الآخر.

3- لا يعتبر أي مما جاء في هذا الاتفاق كتغيير للحقوق التي يتمتع بها، والالتزامات المتخذة من قبل طرف متعاقد كطرف في مواد اتفاق تأسيس صندوق النقد الدولي.

المادة 13

تدابير احترازية

- 1- بصرف النظر عن أي مقتضيات أخرى في هذا الاتفاق، لا يجوز أن يمنع أي طرف متعاقد من اتخاذ تدابير تتعلق بالخدمات المالية لأسباب احترازية، وتشمل تدابير حماية المستثمرين، والمودعين، وحاملي البوليصات أو الأشخاص المستحقين للالتزامات ائتمانية من قبل مؤسسة موردة للخدمات المالية، أو لضمان سلامة واستقرار نظامها المالي.
- 2- لا يجوز أن يمنع أي طرف متعاقد من اتخاذ تدابير غير تمييزية ذات التطبيق العام تتعلق بسياسات نقدية أو سياسات ائتمانية أو سياسات سعر الصرف ذات الصلة.
- 3- إذا كانت التدابير المتخذة من قبل الطرف المتعاقد بموجب الفقرتين 1 و 2 لا تتوافق مع أي مقتضيات أخرى من هذا الاتفاق، يتم اتخاذها للأغراض المشار إليها في الفقرتين المذكورتين ولا تستخدم كوسيلة لتجنب التزامات طرف متعاقد بموجب هذا الاتفاق.

المادة 11**التحويلات**

1- يضمن كل طرف متعاقد لجميع التحويلات المتعلقة بالاستثمارات المنجزة فوق ترابه من قبل مستثمرى الطرف المتعاقد الآخر، بعد أدائهم لواجباتهم الجبائية وفقاً لأنظمة الضريبة المعمول بها في الطرف المتعاقد الأول، أن تتم بحرية من وإلى ترابه بدون تأخير. تشمل هذه التحويلات، على وجه الخصوص، لا الحصر:

- أ- رأس المال الأصلي والمبالغ الإضافية للمحافظة على الاستثمارات أو زراديها؛
 - ب- الأرباح، والنفاذ، والأرباح الرأسمالية وأرباح الأسهم، والإتاوات، والرسوم، والمدخلات الجارية الأخرى المتحصلة من الاستثمارات؛
 - ج- الدفعات المسددة بموجب عقد مرتبط بالاستثمارات؛
 - د- حصيلة البيع أو التصفية الكلية أو الجزئية للاستثمارات؛
 - هـ- أجور ومرتبات الموظفين من الطرف المتعاقد الآخر العاملين بالأنشطة المتعلقة بالاستثمارات فوق تراب الطرف المتعاقد الأول؛
 - و- الدفعات المسددة وفقاً للمادتين 9 و 10؛ و
 - ز- الدفعات الناشئة عن تسوية النزاع بموجب المادة 16.
- 2- يضمن كذلك كل طرف متعاقد أن تتم هذه التحويلات بدون تأخير بعمليات قابلة للاستعمال بحرية بسعر الصرف السائد في السوق في تاريخ التحويل.
- 3- بصرف النظر عن الفقرتين 1 و 2، يجوز لطرف متعاقد أن يؤخر أو يمنع تحويلاً عن طريق تطبيق منصف وغير تميزي وبحسن نية لقوانينه وأنظمته فيما يتعلق بـ:

- أ- الإفلاس أو الإعسار أو حماية حقوق الدائنين؛
- ب- إصدار أو تداول أو المتاجرة في الأوراق المالية؛
- ج- المخالفات الجنائية أو الجزائية؛ أو
- د- ضمان الامتثال لأوامر أو أحكام متعلقة بمساطر قضائية.

المادة 12**تدابير الحماية المؤقتة**

1- بصرف النظر عن المادة 11، يمكن للطرف المتعاقد تبني أو الإبقاء على تدابير متعلقة بالمعاملات الرأسمالية العابرة للحدود وكذلك المدفوعات أو التحويلات الخاصة بالمعاملات المتعلقة بالاستثمارات:

بـ- بأسلوب غير تميّز؛

جـ- مقابل دفع تعويض فوري ومناسب وفعال حسب الفقرات 2، 3 و4؛ و

دـ- وفقاً للمساطر القانونية المعمول بها.

2- يعادل التعويض القيمة السوقية العادلة للاستثمارات التي نزعها ملكيتها مباشرة قبل الإعلان للعموم عن نزع ملكيتها، أو عند حدوث نزع الملكية، أمهما يأتي أولاً. يجب لا تعكس القيمة السوقية العادلة أي تغيير في القيمة يحدث بسبب أن نزع الملكية قد أصبح معروفاً للعموم مسبقاً.

3- يدفع التعويض بدون تأخير غير مبرر، ويتضمن فائدة بسعر معقول تجاري، مع الأخذ في الاعتبار طول الفترة الزمنية حتى تاريخ الدفع، ويكون قابلاً للأداء بفعالية والتحويل بحرية، ويكون قابلاً للصرف بحرية لعمالت قابلة للاستعمال بحرية، بسعر الصرف السائد في السوق في تاريخ نزع الملكية.

4- للمستثمرين المتضررين من نزع الملكية، وفقاً لقوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الذي قام بنزع الملكية، الحق في اللجوء لسلطة قضائية أو محاكم إدارية أو وكالات مرخص لها من قبل هذا الطرف المتعاقد من أجل مراجعة فورية لقانونية نزع الملكية ولقيمة التعويض وفقاً للمبادئ الموضحة في هذه المادة.

5- لا تطبق هذه المادة على إصدار التراخيص الاجبارية المتعلقة بحقوق الملكية الفكرية أو على الغايات أو على تحديدها أو على خلق حقوق الملكية الفكرية مادام هذا الإصدار أو الإلغاء أو التعديل أو الخلق يحترم الاتفاques الدولية بشأن الملكية الفكرية والتي ينخرط فيها كلاً الطرفين المتعاقدين.

ملاحظة: لمزيد من التأكيد، يفسر نزع الملكية وفقاً للملحق.

المادة 10

التعويض عن الخسائر والأضرار

1- يمنع كل طرف متعاقد لمستثمرى الطرف المتعاقد الآخر الذين تعرضوا للخسارة أو ضرر متعلق باستثمارتهم فوق تراب الطرف المتعاقد الأول نتيجة نزاع مسلح أو حالة طوارى ثورة، أو تمرد، أو اضطراب مدنى، أو أي حدث مشابه آخر فوق تراب ذلك الطرف المتعاقد الأول، معاملة بشأن إعادة الأوضاع إلى ما كانت عليه، أو رد الخسائر، أو التعويض أو أي تسوية أخرى، والتي لا تقل أفضليتها عن تلك التي يمنحها لمستثمره أو لمستثمر طرف غير متعاقد، أمهما كان أكثر أفضلية لمستثمرى الطرف المتعاقد الآخر.

2- يكون أي تعويض لغرض التسوية المشار إليها في الفقرة 1 قابلاً للأداء بفعالية، والتحويل بحرية ويعملة قابلة للصرف بحرية بسعر الصرف السائد في السوق لعمالت قابلة للاستعمال بحرية.

3- دون الإخلال بمقتضيات الفقرة 1، يحق لمستثمرى طرف متعاقد، في أي من الحالات المشار إليها في تلك الفقرة، الذين لحقت بهم ممتلكاتهم أو جزء منها فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر خسائر ناتجة عن حجز، أو تدمير لم تدعوه إليه ضرورة الموقف، من لدن قوات أو سلطات الطرف المتعاقد الآخر، الاستفادة من قبل هذا الطرف المتعاقد من استرجاع أو تعويض فوري وملائم وفعال.

4- لا يجوز لأي طرف متعاقد، ضمن ترايه، بأي طريقة كانت إعاقة الأنشطة الاستثمارية لمستثمر الطرف المتعاقد الآخر عبر تدابير غير معقولة أو اعتباطية أو تميزية.

المادة 5**حظر متطلبات الأداء**

يؤكد الطرفان المتعاقدان التزاماهما باتفاق تدابير الاستثمار المتصلة بالتجارة الواردة في الملحق A1 من اتفاق منظمة التجارة العالمية. ولا يخضع أي نزاع يتعلق بتطبيق هذه المادة لأحكام المادة 16 المتعلقة بالتحكيم الدولي.

المادة 6**العلاقة مع الاتفاques الأخرى**

لا يجوز تفسير أي من مقتضيات هذا الاتفاق بشكل ينتقص من حقوق والتزامات الطرفين المتعاقدين بموجب اتفاق منظمة التجارة العالمية والاتفاques متعددة الأطراف فيما يتعلق بحماية حقوق الملكية الفكرية التي يكون الطرفان المتعاقدان طرفين فيها.

المادة 7**تدابير مكافحة الفساد**

يسعى كل طرف متعاقد إلى اتخاذ التدابير وبذل الجبود لمنع ومكافحة الفساد بشأن الموضوعات التي يغطها هذا الاتفاق وفقاً لقوانينه وأنظمته الجاري بها العمل.

المادة 8**دخول المستثمرين والإقامة المؤقتة والإقامة**

يسمح كل طرف متعاقد، أخذًا في الاعتبار قوانينه وأنظمته، والمرتبطة بدخول والإقامة المؤقتة وإقامة الأجانب، للشخص الطبيعي الذي يحمل جنسية الطرف المتعاقد الآخر، بالدخول إلى ترايه والبقاء فيه لغرض الاتخراط في الأنشطة المتعلقة بالاستثمارات.

المادة 9**نزع الملكية والتعويض**

1- لا يجوز لأي طرف متعاقد فوق ترايه نزع ملكية أو تأمين استثمارات مستثمر الطرف المتعاقد الآخر، أو اتخاذ أي تدبير معادل لنزع الملكية أو التأمين (يشار إليها فيما يلي بـ"نزع الملكية") باستثناء:
أ- أن يكون لغرض عام؛

بأنشطة استثمارية لمستثمر الطرف المتعاقد الآخر فوق ترابه، شريطة ألا تعيق هذه الإجراءات الخاصة جوهر حقوق هؤلاء المستثمرين بموجب هذا الاتفاق.

5- يمنع كل طرف متعاقد فوق ترابه لمستثمر الطرف المتعاقد الآخر ولاستثماراتهم معاملة لا تقل أفضلية عن تلك التي يمنحها في ظروف مماثلة لمستثمر طرف غير متعاقد ولاستثماراتهم، بالنسبة لأنشطة الاستثمارية.

6- لمزيد من اليقين، لا تشمل المعاملة المشار إليها في الفقرة 5 الإجراءات أو الآليات لتسوية النزاعات الدولية.

7- لا تفسر الفقرة 5 بشكل يلزم طرفاً متعاقداً بمنع مستثمر الطرف المتعاقد الآخر ولاستثماراتهم فوائد أي معاملة أو تفضيل أو امتياز ناتجة عن:

أ- منطقة تجارة حرة أو اتحاد جمركي أو اتحاد اقتصادي أو نقدي أو سوق مشتركة أو أي شكل آخر من أشكال الاتفاques الإقليمية حالية أو مستقبلية؛

ب- الاتفاques المتعددة الأطراف الحالية أو المستقبلية المتعلقة بحماية حقوق الملكية الفكرية؛ أو

ج- اتفاق أو توافق دولي حالي أو مستقبلي متعلق كلياً أو أساساً بالضرائب،

التي يكون الطرف المتعاقد السابق طرفاً فيها أو قد يصبح طرفاً فيها مستقبلاً.

المادة 4

المعاملة العامة

1- يمنع كل طرف متعاقد فوق ترابه لاستثمارات مستثمر الطرف المتعاقد الآخر معاملة وفقاً للقانون الدولي العربي، والتي تشمل المعاملة العادلة والمنصفة والحماية والأمن الكاملين.

ملاحظة: يؤكد الطرفان المتعاقدان تفاهماً مشترك على أن "القانون الدولي العربي" المشار إليه عموماً وتحديداً في هذه المادة ناتج عن ممارسة عامة وثابتة انتهتها الدول من منطلق التزام قانوني. كما يؤكد الطرفان المتعاقدان أيضاً على أن المعايير الدنيا للقانون الدولي العربي فيما يخص معاملة الأجانب تشير إلى جميع مبادئ القانون الدولي العربي التي تحمي استثمارات الأجانب.

2- لمزيد من اليقين، لا يشكل تغيير في أنظمة طرف متعاقد في حد ذاته انتهاكاً للفقرة 1.

3- من المفهوم أن:

أ- "معاملة عادلة ومنصفة" تشمل التزام الطرفين المتعاقدين بضمان الولوج للمحاكم والمحاكم الإدارية وبعدم إنكار العدالة في المساطر القضائية الجنائية أو المدنية أو الإدارية وفقاً لمبدأ مراعاة الأصول القانونية؛

و

ب- "الحماية والأمن الكاملين" تقتضي من كل طرف توفير المستوى الضروري من حماية الشرطة المطلوبة بموجب القانون الدولي العربي.

- 3- لمزيد من اليقين، تتمتع مداخل الاستثمار التي يعاد استثمارها وفقاً لقوانين وأنظمه الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار فوق ترابه، بنفس الحماية الممنوحة للاستثمار الأصلي.
- 4- من أجل التشجيع لتدفقات الاستثمار المتبادل، يجوز لكل طرف متعاقد تقديم معلومات للطرف المتعاقد الآخر ولستمري الطرف المتعاقد الآخر، فيما يتعلق بفرص الاستثمار فوق ترابه.
- 5- على كل طرف متعاقد أن ينشر قدر الإمكان، وفي غضون فترة زمنية معقولة، أن ينشر أو يسمح بنشر قوانينه وأنظمته وإجراءاته الإدارية وأحكامه الإدارية ذات التطبيق العام وكذلك الاتفاques الدولية ذات الصلة أو التي تؤثر على تنفيذ أو إنجاز هذا الاتفاق.
- 6- على كل طرف متعاقد، بناء على طلب الطرف المتعاقد الآخر وفي غضون فترة زمنية معقولة، أن يجيب على أسئلة محددة وأن يزود هذا الطرف المتعاقد الآخر بمعلومات عن القرارات القضائية ذات التطبيق العام والمسائل المبينة في الفقرة 5، بما في ذلك تلك المتعلقة بعقد يلتزم به كل طرف متعاقد فيما يتعلق بالاستثمار.
- 7- لا يجوز تفسير الفقرتين 5 و 6 بشكل يلزم أي من الطرفين المتعاقدين بالكشف عن معلومات سرية، يؤدي الكشف عنها إلى عرقلة إنفاذ القانون أو المس بالملائحة العامة، أو من شأنه المساس بالخصوصية أو المصالح التجارية المشروعة.
- 8- يسعى كل طرف متعاقد، وفقاً لقوانينه وأنظمته الجاري بها العمل، إلى إتاحة فرصة معقولة لتعليقات العموم قبل اعتماد أو تعديل أو إلغاء أنظمة التطبيق العام التي تؤثر على المسائل التي يغفلها هذا الاتفاق، إلا في حالات الطوارئ أو ذات طبيعة طفيفة بحثة.

المادة 3

المعاملة الوطنية ومعاملة الدولة الأكثر رعاية

- 1- يمنع كل طرف متعاقد فوق ترابه لستمري الطرف المتعاقد الآخر واستثماراهم معاملة لا تقل أفضلية عن المعاملة التي يمنحها في ظروف مماثلة لستمريه واستثماراهم بالنسبة لأنشطة الاستثمارية.
- 2- لا تمنع الفقرة 1 أي من الطرفين المتعاقدين من التفريق بين المعاملات الممنوحة وفقاً لتشريعاته المتعلقة بالضرائب.
- 3- لا تطبق أحكام الفقرة 1 على:
- أ- الدعم المالي بما في ذلك المنح، والقروض المدعومة من الحكومة، والضمادات، والتأمينات؛ أو
 - ب- المعاملة الممنوحة بموجب أحكام وشروط عقد التوريد الحكومي المبرم من طرف متعاقد أو مقاولة عمومية.
- 4- لا تفسر الفقرة 1 على أنها تمنع طرفاً متعاقداً من اعتماد أو الإبقاء على تدبير يحدد إجراءات خاصة مرتبطة

- 1- "مملوكة" من قبل مستثمر إذا كان أكثر من خمسين في المائة من حصة رأس المال المقاولة م المملوكة من قبل هذا المستثمر؛ و
- 2- "مسيطر عليها" من قبل مستثمر إذا كانت لدى هذا المستثمر سلطة تعيين غالبية أعضاء مجلس إدارتها أو بخلاف ذلك سلطة إدارة أنشطتها بشكل قانوني.
- د- يقصد بمصطلح "مقاولة طرف متعاقد" أي شخص معنوي أو أي كيان آخر أنشئ أو أسس وفقا للقوانين والأنظمة المعمول بها لدى هذا الطرف المتعاقد، سواء أكان مملوكاً أو مسيطرًا عليها من طرف الخواص أو الحكومة؛
- هـ- يقصد بمصطلح "أنشطة استثمارية" تشغيل الاستثمارات وإدارتها وتسييرها وصيانتها واستعمالها والتتمتع بها وبيعها أو أي تصرف آخر؛
- وـ- يقصد بمصطلح "تراب":
- 1- بالنسبة لليابان، تراها والمنطقة الاقتصادية الخالصة والجرف القاري بينما تمارس اليابان حقوق السيادة أو الولاية وفقاً للقانون الدولي؛ و
 - 2- بالنسبة للمملكة المغربية، تراب المملكة المغربية، وأية منطقة بحرية واقعة وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية التي تم تعيينها أو سيتم تعيينها فيما بعد بموجب قوانين المملكة المغربية، وفقاً لاتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار، كمنطقة يمكن أن تمارس ضمنها المملكة المغربية حقوقها المتعلقة بأعماق البحار وتحت قاع البحر وكذا الموارد الطبيعية.
- زـ- يقصد بمصطلح "عملة قابلة للاستعمال بحرية" عملة قابلة للاستعمال بحرية كما تم تعريفها بموجب مواد اتفاق صندوق النقد الدولي؛ و
- حـ- يقصد بمصطلح "اتفاق منظمة التجارة العالمية" اتفاق مراكش المنصى لمنظمة التجارة العالمية، التي وقعت في مراكش بتاريخ 15 أبريل 1994.

المادة 2

قبول وتشجيع الاستثمار

- 1- على كل طرف متعاقد أن يقبل باستثمار مستثمرى الطرف المتعاقد الآخر وفقاً لقوانينه وأنظمته الجاري بها العمل، بما في ذلك تلك المتعلقة بملكية وسيطرة الأجانب، وأن يقوم، قدر الإمكان، بتشجيع وتهيئة الظروف المواتية لمستثمرى الطرف المتعاقد الآخر لإنجاز الاستثمارات فوق ترابه.
- 2- يعتبر أي توسيع أو تغير أو تحويل كبير في استثمار، تم قبوله وإنجازه وفقاً للقوانين والأنظمة الجاري بها العمل لدى الطرف المتعاقد الذي يجري الاستثمار فوق ترابه، بمثابة استثمار جديد.

- 5- الديون النقدية أو أي أداء بموجب عقد له قيمة مالية؛
- 6- حقوق الملكية الفكرية، على النحو المشار إليه في اتفاق الجوانب المتصلة بالتجارة من حقوق الملكية الفكرية المضمن في الملحق ١٠ من اتفاق منظمة التجارة العالمية والاتفاques الدولية المماثلة التي يكون الطرفان المتعاقدان طرفين فيها؛
- 7- الامتيازات والتراخيص والتوكييلات والتصاريح والحقوق المماثلة التي تمنحها القوانين والأنظمة أو العقود، بما في ذلك المتعلقة بالبحث عن الموارد الطبيعية أو زراعتها أو استخراجها أو استغلالها؛ و
- 8- أية ممتلكات أخرى منقولة وغير منقولة وأي حقوق ملكية متعلقة بها مثل عقود الإيجار والرهون العقارية وحقوق الحجز والتعبدات؛

ملاحظة: لغرض هذا الاتفاق، لا يشمل الاستثمار ما يلي:

- 1- سندات الدين الصادرة عن طرف متعاقد أو قرض لطرف متعاقد أو مقاولة عمومية؛ أو
- 2- الديون النقدية التي تنشأ فقط عن:
 - أ- العقود التجارية لبيع السلع أو الخدمات من قبل مواطن أو مقاولة في تراب طرف متعاقد لمواطن أو مقاولة في تراب الطرف المتعاقد الآخر؛ أو
 - ب- تمديد الدين المرتبط بصفقة تجارية، مثل تمويل التجارة، عدا القروض المشار إليها في الفقرة أ-(٣).

يشمل الاستثمار المبالغ المتأتية من الاستثمار، على وجه الخصوص الأرباح والفوائد وعواائد رأس المال وأرباح الأسماء والإتاوات والرسوم (يشار إليها فيما يلي بـ "عواائد الاستثمار").

لا يؤثر أي تغيير في الشكل الذي يتم فيه استثمار الأصول على خاصيتها كاستثمار، شريطة ألا يتعارض التغيير مع قوانين وأنظمة الطرف المتعاقد الذي أنجز الاستثمار.

ب- يقصد بمصطلح "مستثمر الطرف المتعاقد":

- 1- الشخص الطبيعي الذي يحمل جنسية ذلك الطرف المتعاقد وفقاً لقوانينه وأنظمته المعمول بها، بشرط أن يعتبر الشخص الطبيعي الذي يحمل جنسية مزدوجة مواطناً حسرياً لدولة الجنسية السائدة والفعالية؛ أو
- 2- مقاولة تابعة لهذا الطرف المتعاقد تقوم بأنشطة تجارية كبيرة فوق تراب هذا الطرف المتعاقد، و الذي يقوم أو قام باستثمار فوق تراب الطرف المتعاقد الآخر؛

ملاحظة: لمزيد من اليقين، لا يعتبر فرع مقاولة طرف غير متعاقد، يقع فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين، مستثمراً لهذا الطرف المتعاقد. لأغراض هذا الاتفاق، يعني مصطلح "فرع مقاولة" الفرع الموجود فوق تراب أحد الطرفين المتعاقدين ويمارس فيه أنشطته التجارية.

ج- تعداد المقاؤلة:

اتفاق

بين المملكة المغربية واليابان حول تشجيع وحماية الاستثمار

إن حكومة المملكة المغربية وحكومة اليابان،

رغبة منها في زيادة تشجيع الاستثمار من أجل تعزيز العلاقات الاقتصادية بين المملكة المغربية واليابان (المشار إليها فيما يلي بـ "الطرفين المتعاقددين"):

وإرادة منها في خلق مزيد من الظروف المستقرة والمنصفة والمواتية والشفافة لزيادة الاستثمار من قبل مستثمرى أحد الطرفين المتعاقددين في تراب الطرف المتعاقد الآخر:

وإدراكا منها بأن التعزيز والحماية المتبادلين مثل هذا الاستثمار سيؤدي إلى تنشيط مبادرة الأعمال وزيادة الرخاء في كلا الطرفين المتعاقددين:

وإدراكا منها بأن هذه الأهداف يمكن تحقيقها دون تخفيف تدابير الصحة والسلامة والتدابير البيئية ذات التطبيق العام؛

وعتارفا منها بالحق الأصيل للطرفين المتعاقددين في التشريع والتنظيم بغية الحفاظ على مرونتهما في تحديد الأولويات التشريعية والتنظيمية، وحماية الرفاهية العامة، وحماية الأهداف المشروعة للرعاية العامة، مثل الصحة العامة، والسلامة، والبيئة، والحفاظ على الموارد الطبيعية الحية أو غير الحية الغير قابلة للتتجدد وسلامة واستقرار النظام المالي والأخلاق العامة؛

قد اتفقنا على ما يلي:

المادة 1

التعريف

لأغراض هذا الاتفاق:

أ. يقصد بمصطلح "استثمار" كل نوع من الأصول ينجز وفقا للقوانين والأنظمة المعهود بها، ويمثلها المستثمر أو يسيطر عليها، بشكل مباشر أو غير مباشر، والتي تتسم بخصائص الاستثمار، كالالتزام برأس المال أو غيره من الموارد أو توقيع تحقيق المكاسب أو الأرباح، أو افتراض المخاطرة أو مدة معينة، يشمل على وجه الخصوص، وليس على سبيل الحصر:

1- مقاولة وفرع مقاولة:

2- الأسهم والحقوق وأي شكل من أشكال المساعدة في رأس المال المقابلة؛

3- الصكوك والسنادات والقرض والأشكال الأخرى من الديون؛

4- الحقوق بموجب العقود، بما في ذلك عقود التسلیم أو التشييد أو الإداره أو الإنتاج أو عقود المشاركة في الإيرادات؛

ظهير شريف رقم 1.21.11 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق بين المملكة المغربية واليابان حول تشجيع وحماية الاستثمار، الموقع بالرباط في 8 يناير 2020

الحمد لله وحده.

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

علم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أننا :

بناء على الاتفاق بين المملكة المغربية واليابان حول تشجيع وحماية الاستثمار، الموقع بالرباط في 8 يناير 2020 :

وعلى القانون رقم 34.20 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.20.98

بتاريخ 16 من جمادى الأولى 1442 (31 ديسمبر 2020) :

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريف بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق بين المملكة المغربية واليابان حول تشجيع وحماية الاستثمار، الموقع بالرباط في 8 يناير 2020.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* * *

بروتوكول

عند التوقيع على الاتفاقية بين اليابان والمملكة المغربية لتقاضي الأزدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ومنع التهرب والغش الضريبيين (المشار إليها فيما يلي بالاتفاقية)، اتفق اليابان والمملكة المغربية على المقتضيات التالية التي تشكل جزءا لا يتجزأ من الاتفاقية.

1- بالإشارة إلى المادة 5 من الاتفاقية:

يفهم أن كلا من أماكن العمل الثابت الوارد في الفقرة 2 من هذه المادة، لا تشكل مؤسسة مستقرة كما تم تعريفها في الفقرة 1 من تلك المادة إلا إذا استوفت شروط الفقرة 1 من هذه المادة.

2- بالإشارة إلى الفقرة 3 من المادة 7 من الاتفاقية:

يفهم أنه عند حساب دخل المؤسسة المستقرة المفروضة عليه الضريبة لأغراض فرض الضريبة بالنسبة للدولة المتعاقدة التي توجد بها المؤسسة المستقرة، فإن تحديد شروط خصم النفقات المنسوبة إلى المؤسسة المستقرة وفقا لاحكام هذه الفقرة يعود لقوانين تلك الدولة المتعاقدة، وذلك دون الإخلال بمقتضيات المادة 24 من الاتفاقية.

3- بالإشارة إلى الفقرة الفرعية (أ) من الفقرة 3 من المادة 12 من الاتفاقية:

يفهم أن التجهيزات الصناعية تشمل التجهيزات الفلاحية وأن التجربة المكتسبة في الميدان الصناعي تشمل التجربة المكتسبة في الميدان الفلاحي.

إثباتا لما تقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذا البروتوكول.

حرر في نظيرتين في الرباط بتاريخ 08 يناير 2020 باللغات العربية واليابانية والإنجليزية، ولكافحة النصوص نفس الحجية. وفي حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن اليابان

عن المملكة المغربية

وزير المنتدب لدى وزير الشؤون الخارجية وزير الأفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج	محسن الجزوily وزير الشؤون الخارجية وزير الأفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج
وزير وزير	وزير وزير

وبثنا لما نقدم، قام الموقعان أدناه بموجب السلطة المخولة لهما في هذا الصدد من طرف حكومتيهما بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حرر في نظيرين في الرباط بتاريخ 08 يناير 2020 باللغات العربية واليابانية والإنجليزية، ولكافحة النصوص نفس الحجية. وفي حالة وجود خلاف في تأويل مقتضيات هذه الاتفاقية، يرجح النص باللغة الإنجليزية.

عن اليابان

سوزوكى كيسوكى
وزير الدولة للشؤون الخارجية

عن المملكة المغربية

محسن الجزوبي
الوزير المنتدب لدى وزير الشؤون الخارجية
والتعاون الأفريقي والمغاربة المقيمين بالخارج

*
* * *

2- تطبق هذه الاتفاقية:

(أ) فيما يخص اليابان:

(i) بالنسبة للضرائب المفروضة على أساس سنة ضريبية، على ضرائب السنوات الضريبية التي تبدأ في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ؛ و

(ii) بالنسبة للضرائب المفروضة على أساس غير السنة الضريبية، على الضرائب المفروضة في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول الاتفاقية حيز التنفيذ؛ و

(ب) فيما يخص المغرب:

(i) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة ابتداء من فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ؛ و

(ii) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ من فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة دخول هذه الاتفاقية حيز التنفيذ.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، تطبق مقتضيات المادتين 26 و 27 ابتداء من تاريخ دخول الاتفاقية حيز التنفيذ بغض النظر عن تاريخ فرض الضريبة أو السنة الضريبية التي تتعلق بها الضرائب.

المادة الثانية والثلاثون

إلغاء الاتفاقية

تظل هذه الاتفاقية سارية المفعول ما لم يتم إلغاء العمل بها من طرف دولة متعاقدة. يمكن لأي من الدولتين المتعاقدين إلغاء الاتفاقية بواسطة إخطار موجه بالطرق الدبلوماسية إلى الدولة المتعاقدة الأخرى في حدود ستة أشهر على الأقل قبل نهاية أي سنة مدنية تبدأ بعد انتهاء خمس سنوات من تاريخ دخول الاتفاقية حيز التنفيذ. وفي هذه الحالة، ينتهي العمل بالاتفاقية:

(أ) فيما يخص اليابان:

(i) بالنسبة للضرائب المفروضة على أساس سنة ضريبية، على ضرائب السنوات الضريبية التي تبدأ في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛ و

(ii) بالنسبة للضرائب المفروضة على أساس غير السنة الضريبية، على الضرائب المفروضة في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛ و

(ب) فيما يخص المغرب:

(i) بالنسبة للضرائب المستحقة من المصدر، عن المبالغ المؤداة أو المقرضة في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية؛ و

(ii) بالنسبة للضرائب الأخرى، عن كل سنة أو فترة ضريبية تبدأ في أو بعد فاتح يناير من السنة المدنية المولالية لسنة الإخطار بإلغاء الاتفاقية.

٩- لا تنشر مقتضيات هذه المادة، بأي حال، على أنها تفرض على دولة متعاقدة الالتزام:

- أ) باتخاذ تدابير إدارية مخالفة للقوانين والمارسات الإدارية في تلك الدولة أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛
- ب) باتخاذ تدابير قد تكون متعارضة مع السياسة العامة (النظام العام)؛
- ج) بتقديم المساعدة إذا لم تتخذ الدولة المتعاقدة الأخرى، جميع التدابير المعقولة للتحصيل أو الحفظ، حسب
الحالة، المتاحة بموجب قوانينها أو ممارساتها الإدارية؛
- د) بتقديم المساعدة في الحالات التي يكون فيها العبء الإداري لتلك الدولة المتعاقدة غير مناسب بشكل
واضح مع المنفعة التي ستحققها الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة الثامنة والعشرون

أعضاء البعثات الدبلوماسية والمناصب القنصلية

لا تمس مقتضيات هذه الاتفاقية بالامتيازات الجبائية التي يستفيد منها أعضاء البعثات الدبلوماسية أو المناصب الفضلى سواء بموجب القواعد العامة للقانون الدولى أو بموجب مقتضيات اتفاقيات خاصة.

المادة التاسعة والعشرون

الحق، في الاستفادة من الامتيازات

على الرغم من المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية، لا يمنح امتياز بموجب الاتفاقية برسم عنصر من عناصر الدخل إذا كان من المعقول الاستنتاج، باعتبار جميع الواقع والظروف ذات الصلة، أن الحصول على هذا الامتياز كان أحد الأغراض الرئيسية لأي ترتيب أو معاملة نتج عنها، بشكل مباشر أو غير مباشر، الحصول على هذا الامتياز، ما لم يثبت أن منع ذلك الامتياز في هذه الظروف سيكون متوافقاً مع موضوع وأغراض المقتضيات ذات الصلة من الاتفاقية.

المادة الثالثة

العناوين

إن عناوين مواد هذه الاتفاقية مدرجة فقط لأغراض الاحالة ولا تؤثر على تفسير الاتفاقية.

المادة الحادية والثلاثون

الدخول حين التنفيذ

١- تُخطر كل دولة متعاقدة كتابياً عبر الفنوات الدبلوماسية الدولة المتعاقدة الأخرى، باستيفاء المساطر الداخلية اللازمة لدخول الاتفاقية حيز التنفيذ. تدخل الاتفاقية حيز التنفيذ في اليوم الثلاثين الموالي لتاريخ التوصل بأخر الأخطارين.

تدابير الحفظ فيما يتعلق بذلك الدين الضريبي وفقاً لمقتضيات قوانينها كما لو كان ذلك الدين الضريبي ديناً ضريبياً لها حتى لو كان ذلك الدين الضريبي، في الوقت الذي تكون فيه هذه التدابير مطبقة، غير نافذ في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً أو يدين به شخص له الحق في منع تحصيله.

5- بغض النظر عن مقتضيات الفقرتين 3 و 4، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل السلطة المختصة لدولة متعاقدة لأغراض الفقرة 3 أو 4، لا يجب أن يخضع للقيود الزمنية ولا تمنح له أية أولوية، في تلك الدولة المتعاقدة، كالتالي تطبق على دين ضريبي بحكم طبيعته وفقاً لقوانين تلك الدولة المتعاقدة. بالإضافة إلى ذلك، فإن الدين الضريبي المقبول من قبل السلطة المختصة لدولة متعاقدة لأغراض الفقرة 3 أو 4، لا يجب أن يمنح أية أولوية، في تلك الدولة المتعاقدة، بموجب قوانين الدولة المتعاقدة الأخرى.

6- إن الإجراءات التي تتخذها دولة متعاقدة لتحصيل دين ضريبي تم قبوله من قبل السلطة المختصة لتلك الدولة المتعاقدة لأغراض الفقرة 3 أو 4 والتي إذا تم اتخاذها من قبل الدولة المتعاقدة الأخرى تؤدي إلى تعليق أو وقف الأجال المطبقة على الدين الضريبي بموجب قوانين تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، يكون لها نفس الأثر بموجب قوانين تلك الدولة المتعاقدة الأخرى. يجب على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً أن تخبر السلطة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى باتخاذها لتلك التدابير.

7- لا تُعرض المتابعات المتعلقة بوجود أو صحة أو مبلغ دين ضريبي لدولة متعاقدة أمام المحاكم أو الهيئات الإدارية لدولة متعاقدة أخرى.

8- حيثما يتم، في أي وقت، بعد تقديم طلب من قبل السلطة المختصة لدولة متعاقدة بموجب الفقرة 3 أو 4 وقبل أن تحصل وتحوّل الدولة المتعاقدة الأخرى مبلغ الدين الضريبي إلى الدولة المذكورة أولاً، فإن ذلك الدين الضريبي يتوقف أن يكون

أ) في حالة طلب طبقاً للفقرة 3، ديناً ضريبياً للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً يمكن تحصيله وفقاً لقوانين تلك الدولة المتعاقدة ويدين به شخص لا يمكنه في ذلك الوقت وبموجب قوانين تلك الدولة المتعاقدة منع تحصيله، أو

ب) في حالة طلب بموجب الفقرة 4، ديناً ضريبياً للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً قد تتخذ تلك الدولة المتعاقدة بموجب قوانينها، تدابير الحفظ لفرض ضمان تحصيله

على السلطة المختصة للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً أن تسارع بإبلاغ السلطة المختصة في الدولة المتعاقدة الأخرى بذلك الواقع، وعلى السلطة المختصة للدولة المتعاقدة المذكورة أولاً تعليق أو سحب طلبها حسب اختيار الدولة المتعاقدة الأخرى.

- (iii) الضريبة على الاستهلاك (the consumption tax);
- (iv) الضريبة المحلية على الاستهلاك (the local consumption tax);
- (v) الضريبة على الميراث (the inheritance tax); و
- (vi) الضريبة على الهبات (the gift tax);

ب) في المغرب:

- (i) الضرائب المشار إليها في الفقرة الفرعية (ب) من الفقرة 3 من المادة 2;
- (ii) الضريبة على القيمة المضافة;
- (iii) واجبات التسجيل و التبرير;
- (iv) الرسم على عقود التأمين;
- (v) المساهمة الاجتماعية للتضامن؛ و
- (vi) الضريبة الخصوصية على المركبات;

ج) أي ضريبة أخرى تكون محل اتفاق من وقت آخر بين حكومتي الدولتين المتعاقدين عبر تبادل مذكرات دبلوماسية؛

د) أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاف إلى الضرائب المشار إليها في الفقرة الفرعية أ) أو ب) أو ج) أو تحل محلها.

3- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة قابلا للإنفاذ وفقا لقوانين تلك الدولة المتعاقدة ويدين به شخص لا يمكنه، في ذلك الوقت، بموجب قوانين تلك الدولة المتعاقدة، منع تحصيله، يجب أن يقبل هذا الدين الضريبي، بناء على طلب السلطة المختصة لتلك الدولة المتعاقدة، لغرض تحصيله من قبل السلطة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى. يجب تحصيل هذا الدين الضريبي من طرف تلك الدولة المتعاقدة الأخرى وفقا لمقتضيات قوانينها المطبقة للإنفاذ وتحصيل الضرائب الخاصة بها كما لو كان الدين الضريبي دينا ضريبيا لتلك الدولة المتعاقدة الأخرى مستوفيا للشروط التي تسمح للدولة المتعاقدة الأخرى أن تقدم بطلب بموجب هذه الفقرة.

4- عندما يكون الدين الضريبي لدولة متعاقدة دينا قد تتخذ تلك الدولة المتعاقدة بشأنه وطبقا لقانونها تدابير الحفظ لضمان تحصيله، يجب أن يقبل بناء على طلب السلطة المختصة لتلك الدولة المتعاقدة لغرض اتخاذ تدابير الحفظ من قبل السلطة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى. على تلك الدولة المتعاقدة الأخرى أن تتخذ

ب) بتقديم معلومات لا يمكن الحصول عليها حسب التشريع أو في إطار الممارسة الإدارية العادلة المعهود بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

ج) بتقديم معلومات من شأنها كشف سر تجاري أو صناعي أو مهني أو أسلوب تجاري أو تقديم معلومات يعتبر الكشف عنها مخالفًا للسياسة العامة (النظام العام).

4- إذا طلبت المعلومات من طرف دولة متعاقدة عملاً بهذه المادة، وجب على الدولة المتعاقدة الأخرى استخدام التدابير التي توفر عليها للحصول على المعلومات المطلوبة حتى وإن كانت الدولة المتعاقدة الأخرى لا تحتاج إلى تلك المعلومات لأغراض ضريبية خاصة بها. ويُخضع الالتزام المشار إليه في الجملة السابقة للقيود المنصوص عليها في الفقرة 3، لكن لا يمكن بأي حال تأويل هذه القيود على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن تقديم المعلومات لمجرد أن هذه المعلومات لا تشكل مصلحة داخلية بالنسبة إليها.

5- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرة 3 على أنها تسمح لدولة متعاقدة بالامتناع عن توفير معلومات لمجرد أنها توجد في حوزة مصرف أو مؤسسة مالية أخرى أو وكيل أو شخص يعمل بصفة وكيل أو بصفة مؤتمن أو لأن المعلومات المطلوبة ترتبط بحقوق ملكية أحد الأشخاص.

المادة السابعة والعشرون

المساعدة لتحصيل الضرائب

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين تقديم المساعدة لبعضهما البعض في تحصيل ديونهما الضريبية. ولا تُفْرَد هذه المساعدة بالموادتين 1 و 2. تحدد السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بالاتفاق المشترك طريقة تطبيق هذه المادة.

2- مصطلح "الدين الضريبي" كما هو مستخدم في هذه المادة يعني مبلغاً مستحقاً يتعلق بالضرائب التالية، ما دام فرض الضريبة تلك لا يتعارض مع هذه الاتفاقية أو أيه اتفاقية أخرى تكون الدولتان المتعاقدتان طرفاً فيها، بما في ذلك الفوائد والغرامات والتكاليف الإدارية لـتحصيل أو الحفظ المرتبطة بهذا المبلغ:

(أ) في اليابان:

(i) الضرائب المشار إليها في البنود (أ) إلى (iv) من الفقرة الفرعية (أ) من الفقرة 3 من المادة

; 2

(ii) الضريبة الخاصة على الشركات لإعادة الإعمار (the special corporation tax for reconstruction)

3- تعمل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين باتفاق ودي على تسوية الصعوبات أو تبديد الشكوك التي قد تترتب عن تأويل أو تطبيق هذه الاتفاقية. ويمكنها كذلك أن تتشاور فيما بينها قصد تجنب الازدواج الضريبي في الحالات غير المنصوص عليها في الاتفاقية.

4- يمكن للسلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين أن تتصل مباشرة فيما بينها، بما في ذلك بواسطة لجنة مشتركة تتكون من تلك السلطات أو من ممثليها، لعرض التوصل إلى اتفاق بالمفهوم الوارد في الفقرات السابقة من هذه المادة.

المادة السادسة والعشرون

تبادل المعلومات

1- تتبادل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدين المعلومات المفترض أن لها صلة بتطبيق مقتضيات هذه الاتفاقية أو لتدبير أو تطبيق التشريع الداخلي المتعلق بالضرائب، مهما كانت طبيعتها أو تسميتها والتي يتم تحصيلها لحساب الدولتين المتعاقدين، أو فروعهما السياسية أو سلطاتها المحلية ما دامت الضريبة المقررة فرضها لا تتعارض مع الاتفاقية. ولا يُقيد تبادل المعلومات بالمادتين 1 و 2.

2- تظل المعلومات المحصل عليها عملاً بالفقرة 1 من طرف دولة متعاقدة سرية بنفس الصفة التي تطبع المعلومات المحصل عليها عملاً بالتشريع الداخلي لهذه الدولة المتعاقدة. ولا يجوز الكشف عنها إلا للأشخاص أو للسلطات (بما فيها المحاكم والهيئات الإدارية) المكلفة بوضع أو تحصيل الضرائب المشار إليها في الفقرة 1، أو بالمساطر أو المتابعات أو القرارات الناتجة عن الطعون المتعلقة بهذه الضرائب، أو هيئات المراقبة المتعلقة بهؤلاء الأشخاص أو هذه السلطات. ولا يجوز للأشخاص أو السلطات المذكورة استعمال هذه المعلومات إلا لهذه الأغراض. ويمكنهم الكشف عنها أثناء الجلسات العمومية للمحاكم أو عند إصدار الأحكام. وبغض النظر عما سبق، فإنه يجوز استعمال المعلومات التي تحصل عليها دولة متعاقدة لأغراض أخرى عندما تجيز قوانين كلتا الدولتين المتعاقدين استعمالها لمثل هذه الأغراض الأخرى وتسمح السلطات المختصة في الدولة المتعاقدة التي تقدم المعلومات بهذا الاستعمال.

3- لا يمكن بأي حال تأويل مقتضيات الفقرتين 1 و 2 على أنها تلزم دولة متعاقدة:
 أ) باتخاذ تدابير إدارية تتعارض مع التشريع والممارسة الإدارية المعمول بها فيها أو في الدولة المتعاقدة الأخرى؛

المقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى خصوصاً شخصية أو إسقاطات أو تخفيضات ضريبية بالقدر الذي تمنحه لمقيمها اعتباراً لوضعياتهم المدنية أو لأعبانهم العائلية.

3- باستثناء الحالات التي تطبق فيها مقتضيات الفقرة 1 من المادة 9 أو الفقرة 7 من المادة 11 أو الفقرة 6 من المادة 12 أو الفقرة 3 من المادة 22، فإن الفوائد والإتاوات والمصاريف الأخرى المؤداة من طرف مقاولة دولة متعاقدة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تخصم، عند تحديد أرباح تلك المقاولة المفروضة عليها الضريبة، طبقاً لنفس الشروط كما لو كانت مؤداة إلى مقيم بالدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

4- إن مقاولات دولة متعاقدة يوجد رأس المالها كلياً أو جزئياً، بصفة مباشرة أو غير مباشرة، في حوزة أو تحت مراقبة مقيم أو عدة مقيمين بالدولة المتعاقدة الأخرى لا تخضع في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً لـ ضريبة أو التزامات تتعلق بها تختلف أو تكون أكثر عبئاً من تلك التي تخضع أو يمكن أن تخضع لها المقاولات المماثلة الأخرى في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً.

5- لا يمكن تأويل أي مقتضى من هذه المادة على أنه يمنع أي من الدولتين المتعاقدين من فرض الضريبة المشار إليها في الفقرة 6 من المادة 7.

6- تطبق مقتضيات هذه المادة، على الرغم من مقتضيات المادة 2، على الضرائب بمختلف أنواعها وتنسيقاتها المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية.

المادة الخامسة والعشرون المسطرة الودية

1- عندما يعتبر شخص أن التدابير المتخذة من طرف الدولتين المتعاقدين تؤدي أو ستؤدي بالنسبة له إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية، فبإمكانه، وبصرف النظر عن وسائل الطعن المنصوص عليها في التشريع الداخلي لهاتين الدولتين، أن يعرض حالته على السلطة المختصة لأي من الدولتين المتعاقدين. ويجب أن ت تعرض هذه الحالة خلال الثلاث سنوات المولالية لأول إخطار بالتدابير الذي أدى إلى فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية.

2- إذا ثبتت للسلطة المختصة أن الاعتراض له ما يبرره ولم تستطع بنفسها أن تصل إلى حل مرض، فإنها تسعى جاهدة لأن تسوى الحالة بالاتفاق الودي مع السلطة المختصة للدولة المتعاقدة الأخرى قصد تجنب فرض ضريبة غير مطابقة لمقتضيات هذه الاتفاقية. ويطبق الاتفاق مهما كانت الأجال المنصوص عليها في التشريع الداخلي للدولتين المتعاقدين.

المادة الثالثة والعشرون

تفادي الازدواج الضريبي

1- في اليابان، يتم تفادي الازدواج الضريبي كالتالي:

مع مراعاة أحكام قوانين اليابان المتعلقة بمنح خصم من الضريبة اليابانية للضريبة المؤداة في أي دولة أخرى غير اليابان، عندما يحصل مقيم باليابان على مدخل من المغرب خاضعة للضريبة في المغرب طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإنه يخصم من الضريبة اليابانية المفروضة على هذا المقيم، مبلغ الضريبة المغربية المؤدى برسم هذه المدخل. إلا أن مبلغ الخصم لا يمكنه أن يتجاوز مبلغ الضريبة اليابانية المتعلقة بهذه المدخل.

2- في المغرب، يتم تفادي الازدواج الضريبي كالتالي:

(أ) عندما يحصل مقيم بالمغرب على مدخل خاضعة للضريبة في اليابان طبقاً لمقتضيات هذه الاتفاقية، فإن المغرب يمنح على الضريبة التي يستخلاصها عن مدخل هذا المقيم خصماً يساوي مبلغ الضريبة اليابانية المؤداة في اليابان. إلا أن هذا الخصم لا يمكنه أن يتجاوز الجزء من الضريبة المغربية، المحسوبة قبل الخصم، المنسوب إلى المدخل المفروضة عليها الضريبة في اليابان.

(ب) عندما تكون المدخل التي يحصل عليها مقيم في المغرب معفاة من الضريبة في المغرب وفقاً لأي مقتضى من الاتفاقية، فإن المغرب يأخذ بعين الاعتبار المدخل المعفاة من أجل احتساب مبلغ الضريبة على باقي مدخل المقيم.

المادة الرابعة والعشرون

عدم التمييز

1- لا يخضع مواطنو دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لآية ضريبة أو التزامات تتعلق بها، تختلف أو تكون أكثر عيناً من تلك التي يخضع لها أو يمكن أن يخضع لها مواطنو تلك الدولة المتعاقدة الأخرى الذين يوجدون في نفس الوضعية خصوصاً بالنظر إلى الإقامة. ويطبق هذا المقتضى كذلك، على الرغم من مقتضيات المادة 1، على الأشخاص غير المقيمين بدولة متعاقدة أو بالدولتين المتعاقدتين.

2- إن فرض الضريبة على مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لا يتم في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى بصفة تكون أقل أفضليّة من فرض الضريبة على مقاولات تلك الدولة المتعاقدة الأخرى التي تمارس نفس الأنشطة. ولا يمكن تأويل هذا المقتضى على أنه يلزم دولة متعاقدة بأن تمنع

المادة الواحدة والعشرون
شركة الأشخاص الصامدة

على الرغم من أي مقتضيات أخرى من هذه الاتفاقية، فإن أي دخل يحصل عليه شخص مقيم في دولة متعاقدة برسم عقد شركة أشخاص صامدة (في حالة اليابان، Tokumei Kumiai) أو عقد آخر مماثل، تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى حسب قوانين تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، شريطة أن ينشأ ذلك الدخل في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى وإن يكون قابلاً للخصم لدى الشخص المؤدي للدخل عند حساب الدخل المفروضة عليه الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة الثانية والعشرون
مداخيل أخرى

1- إن عناصر الدخل التي يكون المستفيد الفعلي منها مقيناً بدولة متعاقدة، أيا كان مصدرها، والتي لم يتم تناولها في المواد السابقة من هذه الاتفاقية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة.

2- لا تطبق مقتضيات الفقرة 1 على الدخل غير دخل الممتلكات العقارية كما تم تعريفها في الفقرة 2 من المادة 6 إذا كان المستفيد الفعلي من ذلك الدخل مقيناً بدولة متعاقدة ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي يتولد عنه الدخل مرتبطاً فعلياً بتلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

3- إذا تجاوز مبلغ الدخل المشار إليه في الفقرة 1 بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من هذا الدخل أو تربط كليهما بشخص آخر المبلغ المنفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي من الدخل في غياب مثل هذه العلاقات، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

**المادة التاسعة عشرة
الوظائف العمومية**

- ١- أ) إن الأجر والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية لشخص ذاتي مقابل خدمات مقدمة لهذه الدولة المتعاقدة أو لهذا الفرع السياسي أو لهذه السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة؛
- ب) غير أن هذه الأجر والرواتب والمرتبات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت الخدمات مقدمة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى وكان الشخص ذاتي مقيمًا بتلك الدولة المتعاقدة الأخرى و:
- (i) مواطنًا لتلك الدولة المتعاقدة الأخرى؛ أو
- (ii) لم يصبح مقيمًا بتلك الدولة المتعاقدة الأخرى فقط لغرض تقديم الخدمات.
- ٢- أ) على الرغم من مقتضيات الفقرة ١، فإن المعاشات والأداءات المماثلة الأخرى المؤداة من طرف دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية لشخص ذاتي أو المؤداة لهذا الشخص عن طريق الاقطاع من صناديق أنشأتها أو ساهمت فيها، وذلك برسم خدمات قدمها لتلك الدولة المتعاقدة أو لذلك الفرع السياسي أو لتلك السلطة المحلية تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة؛
- ب) غير أن هذه المعاشات والأداءات المماثلة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان الشخص ذاتي مقيمًا بتلك الدولة المتعاقدة الأخرى ومواطنًا لها.
- ٣- تطبق مقتضيات المواد ١٥ و ١٦ و ١٧ و ١٨ على الأجر والرواتب والمعاشات وغيرها من المرتبات والأداءات المماثلة الأخرى المؤداة مقابل خدمات مقدمة في إطار أنشطة أعمال تمارسها دولة متعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية.

المادة العشرون**الطلبة**

إن المبالغ التي يحصل عليها طالب أو متمن مقيم، أو كان قبل التحاقه مباشرة بدولة متعاقدة، مقيمًا بالدولة المتعاقدة الأخرى ويقطن بالدولة المتعاقدة المذكورة أولاً فقط لغرض متابعة دراسته أو تكوينه، والتي يتلقاها لأجل تغطية مصاريف معيشته أو دراسته أو تكوينه لا تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة شريطة أن تكون متأتية من مصادر خارج تلك الدولة المتعاقدة. بالنسبة للمتمن، يمنح الإعفاء المنصوص عليه في هذه المادة فقط لمدة لا تتجاوز ثلاثة سنوات من التاريخ الذي بدأ فيه تكوينه في تلك الدولة المتعاقدة.

ج) كانت أعباء المرتبات لا تتحملها مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يملكتها المشغل في الدولة المتعاقدة الأخرى.

3- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة برسم عمل مأجور، كعضو في الطاقم المنظم لسفينة أو طائرة، والممارس على متى سفينة أو طائرة مستغلة في النقل الدولي، غير السفينة أو الطائرة المستغلة فقط داخل الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة المذكورة أعلاه.

المادة السادسة عشرة

مكافآت المديرين

إن مكافآت المديرين والتعويضات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة بصفته عضواً في مجلس الإدارة أو جهاز مماثل لشركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة السابعة عشرة

الفنانون الاستعراضيون والرياضيون

1- على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و15، فإن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة يمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى أنشطته الشخصية باعتباره فناناً استعراضياً كفنان المسرح أو السينما أو الإذاعة أو التلفزة، أو كموسيقي أو كرياضي تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- عندما لا يعود دخل الأنشطة الممارسة شخصياً وبهذه الصفة من طرف فنان استعراضي أو رياضي للفنان أو للرياضي نفسه لكن لشخص آخر، فإن هذا الدخل، على الرغم من مقتضيات المادتين 14 و15، تفرض عليه الضريبة في الدولة المتعاقدة التي تمارس فيها أنشطة الفنان الاستعراضي أو الرياضي.

المادة الثامنة عشرة

المعاشات

مع مراعاة مقتضيات الفقرة 2 من المادة 19، فإن المعاشات وغيرها من المرتبات المماثلة التي يكون المستفيد الفعلي منها مقيماً بدولة متعاقدة، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة.

المادة الرابعة عشرة

المهن المستقلة

1- إن الدخل الذي يحصل عليه شخص ذاتي مقيم بدولة متعاقدة من خلال ممارسته لمهنة حرة أو أنشطة أخرى ذات طابع مستقل تفرض عليه الضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة؛ غير أن هذا الدخل تفرض عليه الضريبة كذلك في الدولة المتعاقدة الأخرى في الحالات التالية:

(أ) إذا كان هذا المقيم يتتوفر بصفة احتيادية في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى على قاعدة ثابتة لممارسة أنشطته، وفي هذه الحالة، تفرض الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى على الجزء من الدخل المنسوب لهذه القاعدة الثابتة فقط؛ أو

(ب) إذا كان يقطن بتلك الدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو لفترات تساوي أو تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال أي فترة إثنى عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية. في هذه الحالة، تفرض الضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى، فقط على الجزء من الدخل الناتج عن الأنشطة الممارسة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- تشمل عبارة "مهنة حرة" بالخصوص الأنشطة المستقلة ذات الطابع العلمي أو الأدبي أو الفني أو التربوي أو البيداغوجي، وكذلك الأنشطة المستقلة للأطباء والمحامين والمهندسين والمهندسين المعماريين وأطباء الأسنان والمحاسبين.

المادة الخامسة عشرة

الدخل من العمل المأجور

1- مع مراعاة مقتضيات المواد 16 و 18 و 19، فإن الأجور والرواتب والمرتبات الأخرى المماثلة التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة، ما عدا إذا كان العمل ممارسا في الدولة المتعاقدة الأخرى. فإذا كان هذا العمل ممارسا فيها، فإن المرتبات المحصل عليها بهذه الصفة تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- على الرغم من مقتضيات الفقرة 1، فإن المرتبات التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة برسم عمل مأجور يمارسه في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً إذا:

(أ) كان المستفيد يقطن بالدولة المتعاقدة الأخرى لفترة أو فترات لا تتجاوز في مجموعها 183 يوما خلال أي فترة إثنى عشر شهرا تبدأ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية، و

(ب) كانت المرتبات مؤداة من طرف مشغل أو لحساب مشغل غير مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى، و

- 2- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية أي أموال ، غير الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6، التي تدخل في أصول مؤسسة مستقرة تملكها مقاولة دولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى أو أي أموال ، غير الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6، التي تنتهي إلى قاعدة ثابتة متاحة لمقيم بدولة متعاقدة في الدولة المتعاقدة الأخرى لغرض ممارسة مهنة مستقلة، بما في ذلك الأرباح الناتجة عن نقل ملكية هذه المؤسسة المستقرة (بمفردها أو مع مجموع المقاييس) أو هذه القاعدة الثابتة، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.
- 3- إن أرباح مقاولة دولة متعاقدة تعمل في النقل الدولي بواسطة سفن أو طائرات، والناتجة عن نقل ملكية تلك السفن أو الطائرات أو أي أموال، غير الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6، مخصصة لاستغلال هذه السفن أو الطائرات، تفرض عليها الضريبة فقط في تلك الدولة المتعاقدة.
- 4- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم في دولة متعاقدة من نقل ملكية أسهم شركة أو حصص مشابهة، مثل حصص في شركات الأشخاص أو صناديق الائتمان، تخضع للضريبة في الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كانت تلك الأسهم أو الحصص المشابهة، في أي وقت خلال فترة لا 365 يوما التي سبقت نقل الملكية، قد استمدت أكثر من 50 في المائة من قيمتها بصورة مباشرة أو غير مباشرة من ممتلكات عقارية، كما تم تعريفها في المادة 6، توجد في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.
- 5- مع مراعاة مقتضيات الفقرتين 2 و4، فإن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من تقويت أسهم شركة مقيمة في الدولة المتعاقدة الأخرى تخضع للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى إذا كان البائع قد ملك بصورة مباشرة أسهما تمت على الأقل 50 في المائة من رأس المال تلك الشركة، على ألا تتعدي هذه الضريبة 5 في المائة من مبلغ الأرباح. إلا أن هذه الفقرة لا تطبق على الأرباح المتاثرة من التغيير في الملكية الناتج مباشرة عن إعادة هيكلة الشركة عن طريق اندماج أو انقسام هذه الشركة أو هذا البائع.
- 6- إن الأرباح الناتجة عن نقل ملكية آية أموال أخرى غير تلك المشار إليها في الفقرات 1 و2 و3 و4 و5 تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة التي يقيم بها ناقل الملكية.

3- يقصد بلفظ "الإتاوات" المستعمل في هذه المادة الأداءات على اختلاف أنواعها مقابل استعمال أو الحق في استعمال حق المؤلف عن عمل أدبي أو فني أو علمي، بما في ذلك الأفلام السينمائية والأشرطة والتسجيلات الخاصة بالبث الإذاعي أو التلفزي، أو براءات الاختراع، أو علامات الصنع أو علامات تجارية، أو رسم أو نموذج، أو تصميم، أو صيغة أو طريقة سرية، أو مقابل استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو علمي، أو مقابل معلومات لها صلة بتجربة مكتسبة في الميدان الصناعي أو التجاري أو العلمي.

4- لا تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و 2 إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقينا بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقد الأخرى الناشئة فيها الإتاوات أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكان الحق أو الملك الذي تتولد عنه الإتاوات مرتبطا فعليا بتلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. في هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

5- تعتبر الإتاوات ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقينا بتلك الدولة المتعاقدة. غير أنه إذا كان للمدين بالإتاوات، سواء كان مقينا بدولة متعاقدة أو لا، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة، في دولة متعاقدة، يرتبط بها الالتزام بأداء الإتاوات وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الإتاوات، فإن تلك الإتاوات تعتبر ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

6- إذا تجاوز مبلغ الإتاوات بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الإتاوات أو تربط كليهما بشخص آخر المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الاستعمال أو الحق أو المعلومات التي تنفع من أجلها، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير. في هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعا للضريبة وفقا لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثالثة عشرة

أرباح رأس المال

1- إن الأرباح التي يحصل عليها مقيم بدولة متعاقدة من نقل ملكية الممتلكات العقارية المشار إليها في المادة 6 والتي توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

مستقلة بواسطة ثابتة توجد فيها، و كان الدين الذي تولد عنه الفوائد مرتبطة فعلياً بتلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.
وفي هذه الحالة، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

6- تعتبر الفوائد ناشئة في دولة متعاقدة إذا كان المدين مقيناً بتلك الدولة المتعاقدة. غير أنه إذا كان المدين بالفوائد في دولة متعاقدة، سواء كان مقيناً بدولة متعاقدة أو لا، مؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة يرتبط بها الدين الذي تولد عنه أداء الفوائد وتحملت من أجله تلك المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة تلك الفوائد، فإن تلك الفوائد تعتبر ناشئة في الدولة المتعاقدة التي توجد فيها المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة.

7- إذا تجاوز مبلغ الفوائد بسبب علاقات خاصة تربط المدين بالمستفيد الفعلي من الفوائد أو تربط كلّيهما بشخص آخر المبلغ المتفق عليه بين المدين والمستفيد الفعلي في غياب مثل هذه العلاقات، باعتبار الدين الذي تدفع من أجله، فإن مقتضيات هذه المادة لا تطبق إلا على هذا المبلغ الأخير . وفي هذه الحالة، يبقى الجزء الزائد من الأداءات خاضعاً للضريبة وفقاً لتشريع كل دولة متعاقدة مع مراعاة المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية.

المادة الثانية عشرة

الإتاوات

1- إن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة والمؤداة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- غير أن الإتاوات الناشئة في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة المتعاقدة وفقاً لتشريع تلك الدولة المتعاقدة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الإتاوات مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز:

- أ) 5% من المبلغ الإجمالي للإتاوات الناتجة عن استعمال أو الحق في استعمال تجهيز صناعي أو تجاري أو علمي؛
- ب) 10% من المبلغ الإجمالي للإتاوات في جميع الحالات الأخرى.

7- عندما تستمد شركة مقيدة بدولة متعاقدة أرباحاً أو دخلاً من الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن تلك الدولة المتعاقدة الأخرى لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الأسهم المؤددة من قبل هذه الشركة، ما عدا الحالة التي يتم فيها دفع أرباح الأسهم تلك إلى مقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى أو بمدى ما تكون المساهمة التي تولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بمؤسسة مستقرة أو قاعدة ثابتة توجد في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، كما لا يجوز لها أن تفرض أية ضريبة على أرباح الشركة غير الموزعة في إطار تضريب الأرباح غير الموزعة، حتى لو كانت أرباح الأسهم المؤددة أو الأرباح غير الموزعة تتكون كلياً أو جزئياً من أرباح أو دخل ناشئ في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

المادة الحادية عشرة

الفوائد

1- إن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة والمؤددة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- غير أن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة المتعاقدة وفقاً لتشريع تلك الدولة المتعاقدة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% من المبلغ الإجمالي للفوائد.

3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن الفوائد الناشئة في دولة متعاقدة تفرض عليها الضريبة فقط في الدولة المتعاقدة الأخرى، إذا كان المستفيد الفعلي من هذه الفوائد هو تلك الدولة المتعاقدة الأخرى أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية أو البنك المركزي لتلك الدولة المتعاقدة الأخرى أو أي مؤسسة مملوكة كلياً من قبل تلك الدولة المتعاقدة الأخرى أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية.

4- يعني لفظ "الفوائد" المستعمل في هذه المادة الدخل الناتج عن سندات الديون بكل أنواعها سواء كانت مضمونة برهن أو لا وسواء كانت تحمل حق المشاركة في أرباح المدين أو لا، وعلى وجه التحديد الدخل الناتج عن السندات الحكومية وسندات الإقراض، بما في ذلك العلاوات والجوائز المتعلقة بهذه السندات، وكذا المدخلات الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على الدخول الناتجة عن الإقراض بمقتضى تشريع الدولة المتعاقدة التي ينشأ فيها الدخل. ولا تعتبر الدخول المشار إليها في المادة 10 والغرامات المفروضة على التأخير في الدفع فوائد لأغراض هذه المادة.

5- لا تطبق مقتضيات الفقرات 1 و 2 و 3 إذا كان المستفيد الفعلي من الفوائد، مقيناً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى الناشئة فيها الفوائد أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة

2- غير أن أرباح الأسهم المؤدأة من قبل شركة مقيدة بدولة متعاقدة قد تفرض عليها الضريبة كذلك في تلك الدولة المتعاقدة وذلك حسب التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة المتعاقدة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيناً بالدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز:

(أ) 5% من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم إذا كان المستفيد الفعلي شركة تملك بصورة مباشرة 10% على الأقل:

(i) من حقوق التصويت في الشركة الموزعة لأرباح الأسهم، إذا كانت هذه الشركة مقيدة في اليابان؛
(ii) من رأس المال الشركة الموزعة لأرباح الأسهم إذا كانت هذه الشركة مقيدة في المغرب؛

ب) 10% من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم في جميع الحالات الأخرى.

-3- على الرغم من مقتضيات الفقرة 2، فإن أرباح الأسهم القابلة للخصم عند حساب دخل الشركة التي تؤدي أرباح الأسهم الخاضع للضريبة في الدولة المتعاقدة التي تكون تلك الشركة مقيدة فيها، تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة حسب تشريع تلك الدولة المتعاقدة، لكن إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم مقيناً في الدولة المتعاقدة الأخرى، فإن الضريبة المفروضة على هذا النحو لا يمكن أن تتجاوز 10% من المبلغ الإجمالي لأرباح الأسهم.

-4- إن مقتضيات الفقرتين 2 و 3 لا تؤثر على فرض الضريبة على الشركة فيما يتعلق بالأرباح التي تؤدي منها أرباح الأسهم.

5- تعني عبارة "أرباح الأسهم" المستعملة في هذه المادة الدخل الناتج عن الأسهم وأسهم أو سندات الانتفاع ومحصص المناجم ومحصص المؤسسين أو حصص أخرى مساهمة في الأرباح باستثناء الديون وكذا المداخل الأخرى الخاضعة لنفس النظام الضريبي المطبق على دخل الأسهم بمقتضى تشريع الدولة المتعاقدة التي تقيم بها الشركة الموزعة لأرباح الأسهم.

6- لا تطبق مقتضيات الفقرات 1 و 2 و 3 إذا كان المستفيد الفعلي من أرباح الأسهم، مقيناً بدولة متعاقدة، ويمارس في الدولة المتعاقدة الأخرى حيث تقيم الشركة الموزعة لأرباح الأسهم أنشطة أعمال بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها، أو مهنة مستقلة بواسطة قاعدة ثابتة توجد فيها، وكانت المساهمة التي تتولد عنها أرباح الأسهم مرتبطة فعلياً بهذه المؤسسة المستقرة أو القاعدة الثابتة. وفي هذه الحالات، تطبق مقتضيات المادة 7 أو المادة 14 حسبما يقتضيه الحال.

3- لأغراض هذه المادة، فإن أرباح مقاولة دولة متعاقدة الناتجة عن استغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي تشمل الأرباح الناتجة عن استغلال أو تأجير الحاويات إذا كان هذا الاستغلال أو التأجير تابعاً لاستغلال السفن أو الطائرات في النقل الدولي من قبل المقاولة.

المادة التاسعة**المقاولات الشريكية**

1- عندما

(أ) تساهم مقاولة دولة متعاقدة بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، أو

(ب) يساهم نفس الأشخاص بشكل مباشر أو غير مباشر في إدارة أو مراقبة أو رأس المال مقاولة دولة متعاقدة ومقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى،

وفي كلتا الحالتين، تكون المقاولتان مرتبطتين في علاقاتهما التجارية أو المالية بشروط متتفق عليها أو مفروضة بحيث تختلف عن تلك التي يمكن أن تتفق عليها المقاولات المستقلة، فإن الأرباح التي، لو لا هذه الشروط، كانت ستحصل عليها إحدى المقاولتين، ولكنها لم تحصل عليها بسبب تلك الشروط، يمكن أن تدرج ضمن أرباح تلك المقاولة وتفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك.

2- عندما تدرج دولة متعاقدة ضمن أرباح مقاولة تلك الدولة المتعاقدة - وتفرض عليها الضريبة تبعاً لذلك - أرباحاً تم بسببها فرض الضريبة على مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى وكان من الممكن تحقيق الأرباح التي أدرجت على هذا النحو بواسطة مقاولة الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً لو كانت الشروط المتتفق عليها بين المقاولتين هي نفس الشروط التي قد تتفق عليها مقاولات مستقلة، فإن الدولة المتعاقدة الأخرى تقوم بالتسوية المناسبة لمبلغ الضريبة المؤدى عن هذه الأرباح. ولتحديد هذه التسوية، توخذ المقتضيات الأخرى من هذه الاتفاقية بعين الاعتبار، وتقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بالتشاور فيما بينها عند الضرورة.

المادة العاشرة**أرباح الأسهم**

1- إن أرباح الأسهم المؤداة من قبل شركة مقيمة بدولة متعاقدة لمقيم بالدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليها الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

- 2- مع مراعاة مقتضيات الفقرة 3، عندما تمارس مقاولة دولة متعاقدة نشاطاً في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها تنسـب، في كل دولة متعاقدة، إلى تلك المؤسسة المستقرة الأرباح التي يتوقع أن تجنيها لو كانت مقاولة ممـية ومنفصلة تمارس نفس الأنشطة أو أنشطة ممـاثلة في نفس الشروط أو شروط ممـاثلة وتعامل باستقلالية تامة مع المقـولة التي هي مؤسسة مستقرة لها.
- 3- لتحديد أرباح مؤسسة مستقرة، يـسمـح بـخصـمـ النـفـقـاتـ التيـ بـذـلتـ لـأـغـرـاضـ المـؤـسـسـةـ المـسـتـقـرـةـ بماـ فـيـ ذـلـكـ نـفـقـاتـ الإـدـارـةـ والمـصـارـيفـ العـامـةـ لـلـإـدـارـةـ الـتـيـ يـتـمـ بـذـلـهـ عـلـىـ هـذـاـ شـكـلـ سـوـاءـ كـانـ ذـلـكـ فـيـ الدـوـلـةـ المـعـاـقـدـةـ الـتـيـ تـوـجـدـ فـيـ هـذـهـ مـؤـسـسـةـ المـسـتـقـرـةـ أـوـ فـيـ جـهـةـ أـخـرىـ.
- 4- لا تـنـسـبـ أـربـاحـ إـلـىـ مـؤـسـسـةـ مـسـتـقـرـةـ لـمـحـرـدـ قـيـامـ تـلـكـ المـؤـسـسـةـ المـسـتـقـرـةـ بـشـرـاءـ سـلـعـ أـوـ بـضـائـعـ لـلـمـقاـولـةـ.
- 5- لأـغـرـاضـ الـفـقـرـاتـ السـابـقـةـ مـنـ هـذـهـ الـمـادـةـ، تـحـدـدـ كـلـ سـنـةـ وـ حـسـبـ نـفـسـ الـطـرـيقـ الـأـرـبـاحـ الـمـنـسـوبـةـ لـلـمـؤـسـسـةـ الـمـسـتـقـرـةـ مـاـ لـمـ تـكـنـ هـنـاكـ أـسـبـابـ مـقـبـولـةـ وـ كـافـيـةـ لـلـعـلـمـ بـعـكـسـ ذـلـكـ.
- 6- عندما تـمـلـكـ شـرـكـةـ مـقـيمـةـ بـدـوـلـةـ مـعـاـقـدـةـ مـؤـسـسـةـ مـسـتـقـرـةـ فـيـ الدـوـلـةـ المـعـاـقـدـةـ الـأـخـرىـ، فـانـ الـأـرـبـاحـ الـمـنـسـوبـةـ إـلـىـ الـمـؤـسـسـةـ الـمـسـتـقـرـةـ يـمـكـنـ أـنـ تـخـضـعـ لـضـرـبـيـةـ إـضـافـيـةـ فـيـ تـلـكـ الدـوـلـةـ المـعـاـقـدـةـ الـأـخـرىـ وـفـقـاـ لـتـشـرـيعـهـ الـضـرـبـيـيـ، عـنـدـمـاـ يـتـمـ تـحـوـيلـ الـأـرـبـاحـ مـنـ الـمـؤـسـسـةـ الـمـسـتـقـرـةـ إـلـىـ الـمـقـرـ المـرـكـزـيـ أـوـ الـرـئـيـسيـ أـوـ إـلـىـ أـجـزـاءـ أـخـرىـ مـنـ الـمـقاـولـةـ تـوـجـدـ خـارـجـ تـلـكـ الدـوـلـةـ المـعـاـقـدـةـ الـأـخـرىـ، غـيـرـ أـنـ الـضـرـبـيـةـ الـمـفـرـوضـةـ عـلـىـ هـذـاـ النـحـوـ لـاـ يـمـكـنـهـ أـنـ تـتـجاـوزـ 5ـ بـالـمـائـةـ مـنـ مـلـحـ الـأـرـبـاحـ الـمـحـوـلـةـ.
- 7- عندما تـشـمـلـ الـأـرـبـاحـ عـنـاصـرـ مـنـ الدـخـلـ تـتـناـولـهـ بـصـفـةـ مـنـفـصـلـةـ موـادـ أـخـرىـ مـنـ هـذـهـ الـإـنـفـاقـيـةـ، فـانـ مـقـضـيـاتـ تـلـكـ الـموـادـ لـمـ تـتأـثـرـ بـمـقـضـيـاتـ هـذـهـ الـمـادـةـ.

المادة الثامنة

الملاحة البحرية والجوية الدولية

- 1- إن أرباح مقـاـولـةـ دـوـلـةـ مـعـاـقـدـةـ النـاتـجـةـ عـنـ اـسـتـغـالـ السـفـنـ أـوـ الطـائـرـاتـ فـيـ النـقـلـ الدـوـلـيـ تـرـضـعـ عـلـيـهـ الـضـرـبـيـةـ فـقـطـ فـيـ تـلـكـ الدـوـلـةـ المـعـاـقـدـةـ.
- 2- تـطـبـقـ مـقـضـيـاتـ الفـقـرـةـ 1ـ كـذـلـكـ عـلـىـ الـأـرـبـاحـ النـاتـجـةـ عـنـ الـمـسـاـهـمـةـ فـيـ مـجـمـوعـةـ أـوـ فـيـ اـسـتـغـالـ مشـتـركـ أـوـ فـيـ وـكـالـةـ دـوـلـيـةـ لـلـاسـتـغـالـ.

يملك بصورة مباشرة أو غير مباشرة أكثر من 50 في المائة من ملكية الانتفاع في الآخر (أو في حالة الشركة، أكثر من 50 في المائة من مجموع الأصوات ومن قيمة أسهم الشركة أو رأس المال الشركة) أو إذا كان شخص آخر أو مقاولة أخرى يملك بصورة مباشرة أو غير مباشرة أكثر من 50 في المائة من حق الانتفاع (أو في حالة الشركة، أكثر من 50 في المائة من مجموع الأصوات ومن قيمة أسهم الشركة أو رأس المال الشركة) في الشخص والمقاولة أو في المقاولتين.

المادة السادسة**المداخيل العقارية**

1- إن الدخل الذي يحصل عليه مقيم بدولة متعاقدة من ممتلكات عقارية (بما فيه دخل استغلال الفلاحة أو الغابات) توجد في الدولة المتعاقدة الأخرى تفرض عليه الضريبة في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى.

2- لعبارة "ممتلكات عقارية" المدلول الذي يمنحه تشريع الدولة المتعاقدة التي توجد فيها هذه الممتلكات. وتشمل العبارة في جميع الحالات توابع هذه الممتلكات العقارية والماشية والتجهيزات المستعملة في استغلال الفلاحة والغابات، والحقوق التي تطبق عليها مقتضيات القانون المتعلقة بالملكية العقارية وحق الانتفاع بالممتلكات العقارية، والحقوق الخاصة بالمدفووعات المتغيرة أو الثابتة لاستغلال أو حق استغلال المنتاج المعدينية والمنابع والموارد الطبيعية الأخرى؛ ولا تعتبر السفن والطائرات ممتلكات عقارية.

3- تطبق مقتضيات الفقرة 1 على المداخيل الناتجة عن الاستغلال المباشر أو الإيجار، وكذا عن أي شكل آخر من أشكال استغلال الممتلكات العقارية.

4- تطبق مقتضيات الفقرتين 1 و3 كذلك على الدخل الناتج عن الممتلكات العقارية لمقاولة وكذا على دخل الممتلكات العقارية المستعملة في ممارسة مهنة مستقلة.

المادة السابعة**أرباح المقاولات**

1- تفرض الضريبة على أرباح مقاولة دولة متعاقدة فقط في تلك الدولة المتعاقدة، إلا إذا كانت المقاولة تمارس نشاطها في الدولة المتعاقدة الأخرى بواسطة مؤسسة مستقرة توجد فيها. فإذا مارست المقاولة نشاطها بهذه الكيفية، تفرض الضريبة على أرباحها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى، ولكن فقط بقدر ما يناسب منها إلى المؤسسة المستقرة.

ب) لا يكون مجموع النشاط الناتج عن الجمع بين الأنشطة المزاولة من طرف المقاولتين في نفس المكان، أو من طرف نفس المقاولة أو المقاولة المرتبطة ارتباطاً وثيقاً بها في المكانين، إذا طاب تحضيري أو مساعد،

شرطية أن يشكل النشاط المزاول من قبل المقاولتين في نفس المكان أو من قبل نفس المقاولة أو مقاولات مرتبطة ارتباطاً وثيقاً فيما بينها في المكانين، وظائف تكميلية تمثل جزءاً من عملية تجارية متربطة.

6- على الرغم من مقتضيات الفقرتين 1 و 2، ولكن مع مراعاة مقتضيات الفقرة 7، عندما يعمل شخص في دولة متعاقدة لحساب مقاولة، ويقوم في إطار ذلك بإبرام عقود بصفة اعتيادية أو يقوم بصفة اعتيادية بالدور الرئيسي المفضي إلى إبرام عقود من قبل المقاولة بشكل روتيني دون تعديل مادي، وتكون هذه العقود:

أ) باسم المقاولة؛ أو

ب) لنقل ملكية، أو منح حق استعمال، الممتلكات التي تملكها تلك المقاولة أو التي لها الحق في استخدامها؛ أو

ج) لتقديم الخدمات من قبل تلك المقاولة،

فإن تلك المقاولة تعتبر بأن لها مؤسسة مستقرة في تلك الدولة المتعاقدة فيما يتعلق بأي أنشطة يقوم بها ذلك الشخص لصالح المقاولة إلا إذا كانت أنشطة ذلك الشخص منحصرة في تلك الأنشطة المشار إليها في الفقرة 4 والتي إذا تمت ممارستها من خلال مكان عمل ثابت (غير مكان العمل الثابت الذي تطبق عليه أحكام الفقرة 5) لا تجعل من ذلك المكان الثابت مؤسسة مستقرة في مفهوم الفقرة 4.

7- لا تطبق الفقرة (6) عندما يكون الشخص الذي يعمل في دولة متعاقدة لحساب مقاولة الدولة المتعاقدة الأخرى، يمارس نشاطاً في الدولة المتعاقدة المذكورة أولاً كوكيل مستقل ويعمل لصالح المقاولة في الإطار العادي لذلك النشاط. ولكن عندما يعمل شخص بصفة حصرية أو شبه حصرية لحساب مقاولة أو أكثر والتي يرتبط بها ارتباطاً وثيقاً، لا يعتبر ذلك الشخص وكيلًا مستقلاً في مفهوم هذه الفقرة بالنسبة لهذه المقاولة.

8- إن كون شركة مقيمة بدولة متعاقدة تراقب أو تخضع لمراقبة شركة مقيمة بالدولة المتعاقدة الأخرى، أو تزاول نشاطها في تلك الدولة المتعاقدة الأخرى (سواء بواسطة مؤسسة مستقرة أو بطريقة أخرى) لا يكفي في حد ذاته ليجعل من إحدى الشركات مؤسسة مستقرة للأخرى.

9- لأغراض هذه المادة، يكون شخص أو مقاولة مرتبطة ارتباطاً وثيقاً بمقاولة، إذا كان أحدهما يراقب الآخر أو كان كلاهما يخضع لمراقبة نفس الأشخاص أو نفس المقاولات، وذلكأخذًا بعين الاعتبار جميع الورقان والظروف ذات صلة. وعلى كل حال، يعتبر شخص أو مقاولة مرتبطة ارتباطاً وثيقاً بمقاولة إذا كان أحدهما

هـ) المشغل؛ و
و) المنجم، بئر البترول أو الغاز، المقلع أو أي مكان آخر لاستكشاف واستخراج الموارد الطبيعية.

3- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" كذلك:

أ) ورشة بناء أو مشروع بناء أو تجميع أو تركيب أو أنشطة الإشراف المتعلقة بها، لكن فقط إذا استمرت الورشة أو المشروع لأكثر من ستة أشهر؛

ب) تقديم الخدمات، بما في ذلك الخدمات الاستشارية من طرف مقاولة بواسطة مأجورين أو مستخدمين آخرين تم توظيفهم من طرف المقاولة لهذا الغرض، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة (نفس المشروع أو مشروع مرتبط به) في دولة متعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من 183 يوماً خلال أي فترة اثنى عشر شهراً تبتدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية.

ج) تقديم خدمات أو مراقب أو تجهيزات وألات على سبيل الإيجار، تستعمل في استكشاف أو استغلال أو استخراج الزيوت المعدنية في دولة متعاقدة، لكن فقط إذا استمرت مثل هذه الأنشطة في تلك الدولة المتعاقدة لفترة أو فترات تتجاوز في مجموعها أكثر من 90 يوماً خلال أي فترة اثنى عشر شهراً تبتدئ أو تنتهي خلال السنة الضريبية المعنية.

4- على الرغم من المقتضيات السابقة من هذه المادة، لا يمكن اعتبار أن عبارة "مؤسسة مستقرة" تشمل:

أ) استعمال المنشآت فقط لغرض تخزين أو عرض أو تسليم بضائع أو سلع تملكها المقاولة؛

ب) الاحتفاظ ببضائع أو سلع تملكها المقاولة فقط لغرض التخزين أو العرض أو التسليم؛

ج) الاحتفاظ بمخزون بضائع أو سلع تملكها المقاولة فقط لغرض التحويل من قبل مقاولة أخرى؛

د) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض شراء بضائع أو سلع أو جمع معلومات للمقاولة؛

هـ) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض ممارسة أي نشاط آخر؛

و) استعمال مكان عمل ثابت فقط لغرض الجمع بين ممارسة الأنشطة المشار إليها في الفقرات الفرعية

من (أ) إلى (هـ)،

شرطية أن يحتفظ هذا النشاط أو مجموع النشاط المشار إليه في الفقرة الفرعية (و) الممارس في مكان العمل الثابت، بطبع تحضيري أو مساعد.

5- لا تطبق الفقرة 4 على مكان عمل ثابت تستخدمنه أو تحتفظ به مقاولة إذا كانت هذه المقاولة أو مقاولة مرتبطة ارتباطاً وثيقاً بها، تزاول نشاطها في نفس المكان أو في مكان آخر في نفس الدولة المتعاقدة و:

أ) يشكل هذا المكان أو المكان الآخر، بموجب مقتضيات هذه المادة، مؤسسة مستقرة للمقاولة أو للمقاولة المرتبطة ارتباطاً وثيقاً بها؛ أو

لا تشمل الأشخاص الذين لا يخضعون للضريبة في تلك الدولة المتعاقدة إلا على الدخل المتأتي من مصادر موجودة في تلك الدولة المتعاقدة.

2- عندما يكون شخص ذاتي تبعاً لمقتضيات الفقرة 1، مقيماً بكلتا الدولتين المتعاقدتين، تسوى وضعيته بالكيفية التالية:

(أ) يعتبر هذا الشخص مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يوجد له فيها سكن دائم؛ وإذا كان له سكن دائم في كلتا الدولتين المتعاقدتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي تربطه بها علاقات شخصية واقتصادية أوثق (مركز المصالح الحيوية)؛

(ب) إذا تعذر تحديد الدولة المتعاقدة التي يوجد فيها مركز المصالح الحيوية لهذا الشخص، أو لم يوجد له سكن دائم في أي من الدولتين المتعاقدتين، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي يقطن فيها بصفة اعتيادية؛

(ج) إذا كان هذا الشخص يقطن بصفة اعتيادية في كلتا الدولتين المتعاقدتين أو لا يقطن في أي منها، يعتبر مقيماً فقط بالدولة المتعاقدة التي هو مواطنها؛

(د) إذا كان هذا الشخص مواطناً لكلاً من الدولتين المتعاقدتين أو لم يكن مواطناً لأيٍّ منهما، تفصل السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين في القضية باتفاق مشترك.

3- إذا كان شخص غير الشخص ذاتي مقيماً بالدولتين المتعاقدتين وفقاً لمقتضيات الفقرة 1، تقوم السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين عن طريق المسطرة الودية بتحديد الدولة المتعاقدة التي يعتبر هذا الشخص مقيماً فيها لأغراض هذه الاتفاقية، وذلك بالنظر إلى مقره المركزي أو الرئيسي أو مقر إدارته الفعلية أو مكان تأسيسه أو أي عامل آخر ذي صلة. في حالة عدم التوصل إلى اتفاق، لا يحق لهذا الشخص الاستفادة من أي إسقاط أو إعفاء من الضريبة منصوص عليه في الاتفاقية.

المادة الخامسة

المؤسسة المستقرة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، تعني عبارة "مؤسسة مستقرة" مكان عمل ثابت تمارس من خلاله مقاولة نشاطها كلياً أو جزئياً.

2- تشمل عبارة "مؤسسة مستقرة" بالخصوص:

(أ) مقر الإدارة؛

(ب) الفرع؛

(ج) المكتب؛

(د) المصنع؛

(ii) أي شخص اعتباري أو شركة أشخاص أو جمعية تستمد وضعها القانوني من التشريع الجاري به العمل في تلك الدولة المتعاقدة؛

ي) تعني عبارة "صناديق المعاشات التقاعدية المعترف بها" لدولة متعاقدة، كياناً أو نظاماً تم تأسيسه طبقاً لقانون تلك الدولة المتعاقدة يعامل كشخص منفصل بموجب القوانين الضريبية لتلك الدولة المتعاقدة و:

(i) الذي يتم تأسيسه وتديره بشكل حصري أو شبه حصري لغرض إدارة أو توفير مزايا التقاعد والمزايا الإضافية أو العرضية أو غيرها من المكافآت المماثلة لأشخاص ذاتيين والذي يتم تنظيمه على هذا الأساس من قبل تلك الدولة المتعاقدة أو أحد فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية؛ أو

(ii) الذي تم تأسيسه وتديره بشكل حصري أو شبه حصري لغرض استثمار أموال لصالح صناديق المعاشات الأخرى المعترف بها في تلك الدولة المتعاقدة.

إذا كان كيان أو نظام تم إنشاؤه بموجب قانون دولة متعاقدة يشكل صندوق معاشات تقاعدية معترف به بموجب البند (i) أو (ii) إذا تمت معاملته كشخص منفصل بموجب القوانين الضريبية في تلك الدولة المتعاقدة، فيجب اعتباره، لأغراض الاتفاقية، شخصاً منفصلاً يعامل على هذا النحو بموجب قوانين الضرائب لتلك الدولة المتعاقدة وكما تعامل جميع أصول ودخل الكيان أو النظام كأصول محتفظ بها ومدخلات محصل عليها من قبل هذا الشخص المنفصل وليس من قبل شخص آخر.

2- لتطبيق هذه الاتفاقية في أي وقت من طرف دولة متعاقدة، يكون لكل لفظ أو عبارة لم يتم تعريفه في الاتفاقية، المعنى الذي يمنحه إياه في ذلك الوقت تشريع تلك الدولة المتعاقدة المتعلق بالضرائب التي تطبق عليها الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك أو ما لم تتفق السلطات المختصة على معنى معاير تبعاً لأحكام المادة 25، ويرجع المعنى الممنوح لهذا اللفظ أو العبارة من طرف التشريع الضريبي لتلك الدولة المتعاقدة على أي معنى الذي تمنحه إياه الفروع الأخرى من تشريع تلك الدولة المتعاقدة.

المادة الرابعة

المقيم

1- لأغراض هذه الاتفاقية تعني عبارة "مقيم بدولة متعاقدة" أي شخص يخضع للضريبة في دولة متعاقدة وفقاً لتشريع هذه الدولة، بموجب سكنه أو إقامته أو مقره المركزي أو الرئيسي أو مكان تأسيسه أو مقر إدارته أو أي معيار آخر ذي طابع مشابه، وتشمل كذلك تلك الدولة المتعاقدة وكذلك جميع فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية، وكذلك صناديق المعاشات التقاعدية المعترف بها لتلك الدولة المتعاقدة. غير أن هذه العبارة

4- تطبق هذه الاتفاقية كذلك على أي ضرائب مماثلة أو مشابهة في جوهرها تستحدث بعد تاريخ التوقيع على الاتفاقية وتضاف إلى الضرائب الحالية أو تحل محلها. وتطلع السلطات المختصة في الدولتين المتعاقدتين بعضها البعض على التعديلات الهامة التي تدخلها على تشريعاتها الضريبية.

المادة الثالثة

تعريف عامة

1- لأغراض هذه الاتفاقية، ما لم يقتضي سياق النص خلاف ذلك:

أ) يعني لفظ "اليابان" عندما يستعمل بالمعنى الجغرافي جميع تراب اليابان، بما في ذلك بحرها الإقليمي الذي يخضع للقوانين المتعلقة بالضريبة اليابانية، والمنطقة ما وراء بحرها الإقليمي وتشمل امتداد البحر وأعمق الباطنية حيث تملك اليابان حقوقا سيادية طبقا للقانون الدولي والتي تخضع للقوانين المتعلقة بالضريبة اليابانية؛

ب) يعني لفظ "المغرب" المملكة المغربية، وعندما يستعمل بالمعنى الجغرافي يعني تراب المملكة المغربية وأي منطقة بحرية وراء المياه الإقليمية للمملكة المغربية والتي تم أو سيتم تحديدها، من قبل قوانين المملكة المغربية طبقا لاتفاقية الأمم المتحدة لقانون البحار، كمنطقة يمكن أن تمارس عليها المملكة المغربية حقوقها المتعلقة بامتداد البحر وأعمق الباطنية وكذلك بالموارد الطبيعية؛

ج) تعني عبارتا "دولة متعاقدة" و "الدولة المتعاقدة الأخرى" حسب سياق النص اليابان أو المغرب؛

د) يشمل لفظ "شخص" الشخص الذاتي والشركة وأي مجموعة أخرى من الأشخاص؛

هـ) يعني لفظ "شركة" أي شخص اعتباري أو أي كيان يعتبر شخصا اعتباريا لأغراض فرض الضريبة؛

و) تعني عبارتا "مقنولة دولة متعاقدة" و "مقنولة الدولة المتعاقدة الأخرى" على التوالي مقنولة يستغلها مقنوم بدولة متعاقدة ومقنولة يستغلها مقنوم بالدولة المتعاقدة الأخرى؛

ز) تعني عبارة "النقل الدولي" أي نقل بواسطة سفينة أو طائرة، ما عدا الحالة التي يتم فيها استغلال السفينة أو الطائرة فقط بين أماكن توجد في دولة متعاقدة ولا تكون المقنولة التي تقوم باستغلال السفينة أو الطائرة مقنولة لتلك الدولة المتعاقدة؛

ح) تعني عبارة "السلطة المختصة":

(i) فيما يخص اليابان: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛ و

(ii) فيما يخص المغرب: وزير المالية أو ممثله المرخص له بذلك؛

ط) يعني لفظ "مواطن" بالعلاقة مع دولة متعاقدة:

(i) أي شخص ذاتي يحمل جنسية تلك الدولة المتعاقدة؛ و

المادة الأولى**الأشخاص المعنيون**

- 1- تطبق هذه الاتفاقية على الأشخاص المقيمين بدولة متعاقدة أو بكلتا الدولتين المتعاقدتين.
- 2- لا تؤثر هذه الاتفاقية على فرض الضريبة من قبل دولة متعاقدة، على المقيمين فيها إلا فيما يتعلق بالامتيازات الممنوحة بموجب الفقرة 2 من المادة 9 والمادة 20 و 23 و 24 و 25 و 28.

المادة الثانية**الضرائب المعنية**

- 1- تطبق هذه الاتفاقية على الضرائب على الدخل المفروضة لحساب دولة متعاقدة أو فروعها السياسية أو سلطاتها المحلية بغض النظر عن الطريقة التي تفرض بها.
- 2- تعتبر ضرائب على الدخل جميع الضرائب المفروضة على الدخل الإجمالي أو على عناصر من الدخل، بما فيها الضرائب على الأرباح الناتجة عن نقل أي ملكية، والضرائب على المبالغ الإجمالية للأجور أو الرواتب المؤداة من قبل مقاولات، وكذا الضرائب على زيادة قيمة رأس المال.
- 3- إن الضرائب الحالية التي تطبق عليها هذه الاتفاقية هي:

(أ) فيما يخص اليابان:

- (i) الضريبة على الدخل؛
- (ii) الضريبة على الشركات؛
- (iii) الضريبة الخاصة على الدخل لإعادة الإعمار (special income tax for reconstruction)؛
- (iv) الضريبة المحلية على الشركات (the local corporation tax)؛ و
- (v) الضرائب المحلية على الساكنة (local inhabitant taxes)؛

(وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة اليابانية)؛ و

(ب) فيما يخص المغرب:

- (i) الضريبة على الدخل؛ و
 - (ii) الضريبة على الشركات؛
- (وال المشار إليها فيما بعد بالضريبة المغربية).

ظهير شريف رقم 1.21.10 صادر في 30 من ذي القعده 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاقية بين المملكة المغربية واليابان لتفادي الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ومنع التهرب والغش الضريبيين، الموقعة بالرباط في 8 يناير 2020.

الحمد لله وحده،

الطابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

علم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاقية بين المملكة المغربية واليابان لتفادي الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ومنع التهرب والغش الضريبيين، الموقعة بالرباط في 8 يناير 2020؛

وعلى القانون رقم 33.20 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.20.97 بتاريخ 16 من جمادى الأولى 1442 (31 ديسمبر 2020)؛

ونظر التبادل الإعلامي باستيفاء الإجراءات اللاحمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمرنا الشريف بما يلي :

نشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، الاتفاقية بين المملكة المغربية واليابان لتفادي الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ومنع التهرب والغش الضريبيين، الموقعة بالرباط في 8 يناير 2020.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعده 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

**اتفاقية بين المملكة المغربية واليابان
لتفادي الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل
ومنع التهرب والغش الضريبيين**

إن المملكة المغربية واليابان،

رغبة منها في تنمية وتعزيز علاقتها الاقتصادية وتوسيع تعاونها في ميدان الضرائب،

رغبة منها في إبرام اتفاقية لتفادي الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل، دون خلق فرص لعدم الخضوع للضريبة أو تخفيض الضريبة من خلال التهرب أو الغش الضريبيين (بما في ذلك إجراءات التربح من الاتفاقيات، الهدافه إلى الحصول على الامتيازات المنصوص عليها في هذه الاتفاقية، بطريقة غير مباشرة لمصلحة مقيمين في دولة ثالثة)،

اتفقنا على ما يلي:

٣٩
المادة
جهة الابداع

تودع هذه المعاهدة لدى رئيس مفوضية الاتحاد الإفريقي، والذي يقوم بإحالة نسخة موثق على صحتها من المعاهدة إلى حكومة كل دولة موقعة

٤٠
المادة
التسجيل

يقوم رئيس المفوضية عند دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ بتسجيل هذه المعاهدة لدى الأمين العام للأمم المتحدة وفقاً للمادة ١٠٢ من ميثاق الأمم المتحدة.

٤١
المادة
حجية النصوص

وضعت هذه المعاهدة في أربعة (٤) نصوص أصلية باللغات العربية والإنجليزية والفرنسية والبرتغالية، وكلها متساوية في الحجية.

وإثباتاً لذلك، قمنا نحن رؤساء الدول والحكومات أو ممثلو الدول الأعضاء في الاتحاد الإفريقي المعتمدون حسب الأصول بالتوقيع والختم على هذه المعاهدة في أربعة نصوص أصلية باللغات العربية والإنجليزية والفرنسية والبرتغالية، وهي متساوية جميعها في الحجية.

اعتمدت خلال القمة العادلة رقم ٣٢ المنعقدة في اديس ابابا- اثيوبيا

٢٠١٩ فبراير ١١

المادة ٣٦ التعديل والمراجعة

١. يمكن لأي طرف أن يقدم مقترنات لتعديل أو مراجعة هذه المعاهدة، ويتم اعتماد تلك المقترنات في اجتماع مؤتمر الدول الأطراف.
٢. يتم تقييم المقترنات بأي تعديل أو مراجعة على المعاهدة إلى رئيس المفوضية الذي يقوم بإحاله التعديل أو المراجعة إلى رئيس مجلس الإدارة في غضون ثلاثة (٣٠) يوماً من تاريخ تلقيها.
٣. يقوم مؤتمر الدول الأطراف، بناء على مشورة مجلس الإدارة، بفحص هذه المقترنات في غضون سنة واحدة من تاريخ تلقي هذه المقترنات.
٤. يتم اعتماد التعديل أو المراجعة من قبل مؤتمر الدول الأطراف بتوافق الآراء، أو إذا تعذر ذلك بأغلبية ثلثي الأصوات.
٥. يدخل التعديل أو المراجعة حيز النفاذ وفقاً للإجراءات المبينة في المادة ٣٨ من هذه المعاهدة.

المادة ٣٧ التوقيع والتصديق والانضمام

١. تكون هذه المعاهدة مفتوحة للدول الأعضاء في الاتحاد للتوقيع والتصديق أو الانضمام.
٢. يودع صك التصديق أو الانضمام إلى هذه المعاهدة لدى رئيس المفوضية الذي يقوم بإشعار الدول الأعضاء في الاتحاد بإيداع وثيقة التصديق أو الانضمام.

المادة ٣٨ دخول حيز النفاذ

١. تدخل هذه المعاهدة حيز النفاذ ثلاثة (٣٠) يوماً بعد إيداع صك التصديق والانضمام الخامس عشر (١٥).
٢. يبلغ رئيس المفوضية جميع الدول الأعضاء في الاتحاد بهذه نفاذ هذه المعاهدة.
٣. بالنسبة لأي دولة عضو في الاتحاد تنضم إلى هذه المعاهدة، تدخل المعاهدة حيز النفاذ بالنسبة لتلك الدولة في تاريخ إيداع صك انضمامها.

التحفظات
المادة ٣٣

١. يجوز لدولة طرف، عند التصديق على هذه المعاهدة أو الانضمام إليها أن تقدم بتحفظ كتابياً، فيما يتعلق بأي حكم من أحكام هذه المعاهدة؛
٢. لا يجوز أن تتنافي التحفظات مع أهداف وغاية هذه المعاهدة؛
٣. ما لم يتم النص على خلاف ذلك، يجوز سحب التحفظ في أي وقت.
٤. يجب تقديم سحب التحفظ كتابياً إلى رئيس المفوضية الذي يقوم بناء على ذلك بإخطار الدول الأطراف بسحب التحفظ.

المادة ٣٤
الانسحاب

١. يمكن لأي دولة طرف أن تنسحب من هذه المعاهدة عن طريق تقديم إخطار كتابي إلى الوديع في أي وقت بعد ثلاث سنوات من تاريخ دخول هذه المعاهدة حيز النفاذ.
٢. يصبح الإخطار بالانسحاب نافذاً بعد سنة واحدة من تسلم الوديع بالإخطار بالانسحاب، أو في تاريخ لاحق قد يحدده في الإخطار.
٣. لا يؤثر الانسحاب على أي من الالتزامات المترتبة على الدولة الطرف المنسحبة بموجب هذه المعاهدة، قبل دخول انسحابها حيز النفاذ.

المادة ٣٥
حل وكالة الأدوية الأفريقية

١. يمكن حل وكالة الأدوية الأفريقية باتفاق ثلثي الدول الأطراف في هذه المعاهدة في اجتماع مؤتمر الدول الأطراف، وبناء على اعتماد من قبل مؤتمر الاتحاد الأفريقي.
٢. يوجّه إشعار بما لا يقل عن ستة (٦) أشهر بشأن أي اجتماع لمؤتمر الدول الأطراف لغرض مناقشة حل وكالة الأدوية الأفريقية.
٣. في حال التوصل إلى اتفاق بشأن حل وكالة الأدوية الأفريقية، يقوم مؤتمر الدول الأطراف بتحديد طرائق تصفية أصول وكالة الأدوية الأفريقية.

ج) المجموعات الاقتصادية الإقليمية.

(د) أي وكالات أخرى تابعة للأمم المتحدة أو منظمات حكومية دولية أو منظمات غير حكومية أو غيرها من المؤسسات، بما في ذلك الوكالات المتخصصة غير المنصوص عليها تحديداً في هذه المعاهدة، والتي تعتبرها وكالة الأدوية الأفريقية ضرورية للمساعدة في تحقيق أهدافها.

الباب السادس
الأحكام الخاتمة

المادة ٣١
لغات العمل

لغات العمل في وكالة الأدوية الأفريقية هي لغات عمل الاتحاد الأفريقي، وهي العربية والإنجليزية والفرنسية والبرتغالية.

المادة ٣٢
تسوية المنازعات

١. تتم تسوية أي منازعة قد تنشأ بين الدول الأطراف بخصوص تفسير هذه المعاهدة وتطبيقها وتتنفيذها، بالتراصي بين الدول المتعنية، بما يشمل المفاوضات أو الوساطة أو المصالحة أو الوسائل السلمية الأخرى.

٢. في حالة الفشل في تسوية المنازعة، يجوز للأطراف أن تحيل، بالتراصي، المنازعة إلى:

أ) هيئة تحكيم تتكون من ثلاثة (٣) ممثليين يكونون تعينهم على النحو التالي:

١) على كل طرف من أطراف النزاع تعين ممثلاً واحداً (١)؛

٢) يختار الممك الثالث، الذي يكون رئيس محكمة التحكيم، بالاتفاق المشترك بين الممثليين الذين ترشحهم أطراف النزاع؛ و

٣) يكون قرار هيئة التحكيم ملزماً.

أو

ب) محكمة العدل الأفريقية وحقوق الإنسان والشعوب.

٤. ريثما يعتمد مؤتمر الدول الأطراف القواعد المالية لوكالة الأدوية الأفريقية، يتلزم المجلس بالقواعد والأنظمة المالية للاتحاد الأفريقي حسب الاقتضاء.

المادة ٢٧ النفقات

١. تكون نفقات الأمانة للأغراض الإدارية والتشغيلية والاستثمارية وفقاً لبرنامج العمل والميزانية والقواعد واللوائح المالية المعتمدين لوكالة الأدوية الأفريقية بالصيغة التي وافق عليها مجلس الإدارة واعتمدها مؤتمر الدول الأطراف.

٢. يتم إجراء تحقيق مالي في حسابات وكالة الأدوية الأفريقية من قبل مدقق حسابات مستقل يعينه المجلس.

الباب الخامس العلاقات مع الاتحاد الأفريقي والدول الأعضاء وبباقي المؤسسات الشريكية

المادة ٢٨ العلاقات مع الاتحاد الأفريقي

١. تحفظ وكالة الأدوية الأفريقية علاقة عمل وثيقة مع الاتحاد الأفريقي.
٢. ترفع وكالة الأدوية الأفريقية تقريرا سنويا مكتوبا بشأن أنشطتها إلى مؤتمر الاتحاد الأفريقي من خلال أمانة اللجنة الفنية المتخصصة المعنية والمجلس التنفيذي.

المادة ٢٩ العلاقات مع الدول

١. يمكن لوكالة الأدوية الأفريقية إقامة واستدامة تعاون فعلى مع الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي ومع الدول غير الأعضاء في الاتحاد الأفريقي.
٢. تعين الدول الأطراف جهات اتصال لتنسيق الأنشطة القطرية مع وكالة الأدوية الأفريقية.

المادة ٣٠ العلاقات مع المنظمات والمؤسسات الأخرى

١. تقيم وكالة الأدوية الأفريقية علاقة عمل وتعاون وثيقة مع كل من:
(أ) منظمة الصحة العالمية.
(ب) المراكز الأفريقية لمكافحة الأمراض والوقاية منها.

٧. يشترط في المدير العام أن يكون أحد مواطني الدول الأطراف؛
٨. يضطلع المدير العام بمسؤولية مراقبة مدونة قواعد سلوك موظفي وخبراء وكالة الأدوية الأفريقية؛
٩. خلال اضطلاعه بمهامه لا يطلب المدير العام أو يتلقى تعليمات من أي دولة أو سلطة أو فرد خارج وكالة الأدوية الأفريقية.

المادة ٢٥

الاعتراضات على الآراء العلمية

١. في حالة وجود شخص أو كيان يعتريض حسب الأصول على رأي علمي أو مشورة أو قرارات علمية صادرة عن وكالة الأدوية الأفريقية، يجوز لها تقديم اعتراضهم إلى المجلس؛
٢. يشكل المجلس فريقاً مستقلاً لبحث الاعتراض طبقاً للإجراءات،
٣. يقوم المجلس بوضع الإجراءات فيما يتعلق بالاعتراضات.

الباب الرابع

الأحكام المالية

المادة ٢٦

الموارد المالية

١. يقوم مؤتمر الدول الأطراف بما يلي:

 - (١) تحديد المساهمة السنوية المقدرة التي يجب أن تدفعها الدول الأطراف؛
 - (ب) اعتماد الميزانية السنوية لوكالة الأدوية الأفريقية؛
 - (ج) تحديد العقوبات المناسبة التي ستفرض على أي طرف يعجز عن سداد مساهماته في ميزانية وكالة الأدوية الأفريقية وفق نظام العقوبات كما تم اعتماده من المؤتمر.

٢. تضطلع وكالة الأدوية الأفريقية بمهمة استكشاف طرق لتعبئة الموارد.
٣. يمكن لوكالة الأدوية الأفريقية أيضاً تلقي المنح والتبرعات والعائدات لصالح أنشطتها من المنظمات الدولية والحكومات والقطاع الخاص والمؤسسات والكيانات الأخرى وفقاً للمبادئ التوجيهية التي حددها المجلس، شريطةً ألا يكون هناك أي تضارب في المصالح.

المادة ٢٣ أمانة وكالة الأدوية الأفريقية

- تكون أمانة وكالة الأدوية الأفريقية، التي توجد بالمقر، المسؤولة عن تنفيذ مقررات مؤتمر الدول الأطراف وأجهزة صنع السياسات للاتحاد الأفريقي ومجلس وكالة الأدوية الأفريقية؛
١. تقوم الأمانة بما يلي:
 - (أ) تنسيق تنفيذ الأنشطة وضمان الأداء الفعال لوكالة الأدوية الأفريقية في تحقيق أهدافها ومهامها؛
 - (ب) ضمان التنفيذ الفعال لمقررات المجلس ومؤتمر الدول الأطراف؛
 - (ج) تنسيق برامج وأنشطة جميع اللجان الفنية والمجلس؛
 - (د) إنشاء برامج تعزيز القدرات وتنسيق النظم القانونية لصالح الدول الأعضاء وضمان استدامتها؛
 - (ه) إعداد الخطة الإستراتيجية وبرامج العمل والميزانية والبيان المالي والتقرير السنوي عن أنشطة وكالة الأدوية الأفريقية لبحثها من قبل المجلس ومؤتمر الدول الأطراف والموافقة عليها؛
 - (و) الاضطلاع بأي مهام أخرى قد تُسند إليها من المجلس ومن مؤتمر الدول الأطراف وغيرها من هيئات الاتحاد الأفريقي ذات الصلة.

المادة ٤٤ المدير العام لوكالة الأدوية الأفريقية

١. يترأس المدير العام الأمانة ويكون مسؤولاً عن التسيير اليومي لوكالة الأدوية الأفريقية.
٢. يُعين المدير العام من قبل مؤتمر الدول الأطراف بناء على توصية مجلس الإدارة.
٣. يتولى المدير العام مهام الرئيس التنفيذي لوكالة الأدوية الأفريقية ويمثلها في جميع المسائل ويقدم تقريراً إلى المجلس ومؤتمر الدول الأطراف والاتحاد الأفريقي، حسب الاقتضاء؛
٤. يعين المدير العام لمدة أربع (٤) سنوات قابلة للتجديد مرّة واحدة؛ وفقاً للنحوين الإقليمي.
٥. يعين المدير العام موظفي الأمانة العامة وفقاً للهيكل والإجراءات المعتمدة من قبل مؤتمر الدول الأطراف؛
٦. يشترط في المدير العام الكفاءة والقدرة على القيادة والتزاهة والخبرة والتجربة المثبتة في مجال موضوع هذه المعاهدة أو المسائل ذات الصلة؛

المادة ٢٠**إنشاء اللجان الفنية لوكالة الأدوية الأفريقية**

- ١.** يُنشئ المجلس لجان فنية دائمة أو مخصصة لتقديم التوجيه الفني بشأن مجالات محددة من الخبرة التنظيمية.
- ٢.** قد تشمل المجالات التي يتم النظر فيها ولكنها لا تقتصر على: تقييم ملف العلاجات المتقدمة، والمستحضرات الأحيائية (بما في ذلك البدائل الحيوية واللقاحات)، والأدوية الخاصة بحالات الطوارئ، والمنتجات العلاجية البيئية، والتجارب السريرية على الأدوية واللقاحات، وتقييم موقع تصنيع المكونات الصيدلانية الفعالة والمنتجات الصيدلانية الجاهزة، ومختبرات مراقبة الجودة، ودراسات التوازن والتكافؤ الحيوي للدواء، وتحليل مخاطر مراقبة الأدوية، والأدوية التقليدية الأفريقية.

المادة ٢١**مهام اللجان الفنية**

- ١.** تكون اللجان الفنية مسؤولة عن تنفيذ التقييمات العلمية وإجراء المراجعات العلمية للملفات، بما في ذلك الجوانب المتعلقة بالجودة والطلبات المتعلقة بالتجارب السريرية، وتقييم مراقبة التصنيع، وتقييم الرأي العلمي لتسهيل سير عمل وكالة الأدوية الأفريقية.
- ٢.** تتضطلع اللجان الفنية بأي مهام أخرى قد تُسند إليها من قبل المجلس.

المادة ٢٢**تشكيلة اللجان الفنية**

- ١.** تكون اللجان الفنية من تسعه (٩) خبراء على الأكثر يتمتعون بمجموعة واسعة من الكفاءات والخبرات؛
- ٢.** يتم اختيار أعضاء اللجان الفنية من الهيئات الوطنية لتنظيم الأدوية للدول الأطراف كما يتم تعيينها من قبل المجلس، ويكون على أساس التوزيع الجغرافي؛
- ٣.** يمكن اختيار خبراء فنيين آخرين في المجالات ذات الصلة من داخل القارة وخارجها عند الاقتضاء؛
- ٤.** يترأس كل لجنة فنية رئيس ونائب رئيس وفقاً لما هو محدد في الاختصاصات التي اعتمدها المجلس؛
- ٥.** يخضع جميع أعضاء اللجان الفنية لقواعد السرية وإعلان المصالح وتضارب المصالح.

- ب) التوصية تعيين وإقالة مدير عام وكالة الأدوية الأفريقية إلى مؤتمر الدول الأطراف للاعتماد؛
- ج) تعيين مدقق الحسابات المستقل لوكالة الأدوية الأفريقية، وإقالته إذا لزم الأمر؛
- د) التوصية باللوائح التي تحدد شروط الخدمة لموظفي الأمانة.
- هـ) مساعدة الأمانة على تعبئة الموارد؛
- و) إنشاء لجان فنية لتقديم التوجيه الفني بشأن مهام وكالة الأدوية الأفريقية؛
- ز) وضع القواعد التي تحكم إصدار الأراء العلمية والتوجيهات إلى الدول الأطراف، بما في ذلك الموافقة العاجلة على المنتجات خلال حالات نقاشي الأمراض؛
- ح) الموافقة على التوصيات المقدمة من اللجان الفنية؛
- ط) إنشاء الكيانات التابعة أو المنسبة لأغراض الاضطلاع بمهام وكالة الأدوية الأفريقية حسبما تراه ضرورياً؛
- ي) الاضطلاع بأي مهام أخرى يحيطها إليها مؤتمر الدول الأطراف أو المكتب حسب التكليف الصادر عن مؤتمر الدول الأطراف؛

المادة ١٩

مدة العضوية في مجلس الإدارة

١. تدوم عضوية أعضاء المجلس، ما لم ينص على خلاف ذلك أدناه، ثلاثة (٣) سنوات غير قابلة للتجديد.
٢. تدوم عضوية أعضاء المجلس الذين يمثلون المجموعات الاقتصادية الإقليمية، ومنظمات الصحة الإقليمية سنتين (٢) غير قابلة للتجديد.
٣. يشغل مفهوم الشؤون الاجتماعية (والذي سيصبح المفهوم للصحة والشئون الإنسانية والتنمية الاجتماعية) مقعدا دائما.
٤. ينتخب المجلس بأغلبية بسيطة لمدة ثلاثة (3) سنوات غير قابلة للتجديد رئيس المجلس ونائبه من بين رؤساء السلطات الوطنية لتنظيم الأدوية، مع مراعاة مبدأ الاتحاد بشأن التناوب الإقليمي والمساواة بين الجنسين.

٣. يكون المستشار القانوني للاتحاد الأفريقي أو ممثله/ممثلتها عضوا في المجلس بحكم منصبه وبحضور اجتماعات المجلس لإداء المنشورة القانونية.
٤. يحدد مؤتمر الدول الأطراف أجور أعضاء المجلس.
٥. يتولى المدير العام لوكالة الأدوية الأفريقية مهام أمين المجلس.

المادة ١٧

اجتماعات مجلس الإدارة

١. يجتمع المجلس:

- أ) في دورة عادية مرة واحدة في السنة على الأقل؛
- ب) في دورة استثنائية بناء على طلب من رئيس المجلس أو من مكتب مؤتمر الدول الأطراف أو بالأغلبية البسيطة لأعضاء المجلس.
٢. يتمثل النصاب القانوني لاجتماعات المجلس في ثلثي أعضاء المجلس.
٣. تُتخذ قرارات المجلس بتوافق الأراء. وإذا تغدر ذلك، تكون بالأغلبية البسيطة لآصوات الأعضاء الحاضرين.
٤. في حالة عدم تمكن الأعضاء من الحضور شخصيا، ينوب عنهم ممثلون معتمدون رسميا وفقا لقواعد مجلس الإدارة.
٥. يبحث المجلس قواعد الإجراءات الخاصة به وكذلك تلك الخاصة بمجموعات العمل الفنية ويوصي بها إلى مؤتمر الدول الأطراف للاعتماد.
٦. يخضع جميع أعضاء المجلس لقواعد السرية والإعلان عن المصالح وتضارب المصالح.
٧. يجوز للمجلس عند الاقتضاء دعوة خبراء لحضور اجتماعاته.

المادة ١٨

مهام مجلس الإدارة

١. المجلس مسؤول عن توفير التوجيه الاستراتيجي، واتخاذ القرارات الفنية، والإرشاد ورصد أداء وكالة الأدوية الأفريقية.
٢. يضطلع المجلس بالمهام التالية:
- أ) الموافقة على الخطة الاستراتيجية وبرنامج العمل والميزانيات والأنشطة والتقارير المقدمة من المدير العام؛

- ٥) تقديم التوجيه الخاص بالسياسات إلى وكالة الأدوية الأفريقية؛
- و) التوصية باختيار موقع مقر وكالة الأدوية الأفريقية وفقاً لمعايير الاتحاد الأفريقي المعتمدة في ٢٠٠٥؛
- ز) الموافقة على المراكيز الإقليمية للتميز التنظيمي بناءً على توصية مجلس الإدارة الذي يقدم مثل هذه التوصية بعد التشاور مع هيئة المكتب؛
- ح) اعتماد خطة لتناول وتعاقب فترات أعضاء مجلس الإدارة، بشكل يضمن تنوع أعضاء المجلس ما بين أعضاء جدد وأعضاء قدامى؛
- ط) اعتماد نظامه الداخلي والنظام الداخلي لأي أجهزة فرعية؛
- ي) التوصية بأية تعديلات على هذه المعاهدة للنظر فيها من قبل مؤتمر رؤساء الدول والحكومات؛

المادة ١٥ إنشاء مجلس الإدارة

بموجب هذه المعاهدة، يتم إنشاء مجلس إدارة لوكالة الأدوية الأفريقية يعينه مؤتمر الدول الأطراف ويكون مسؤولاً أمامه.

المادة ١٦ تشكيل مجلس الإدارة

١. يتكون المجلس من تسعه (٩) أعضاء على النحو التالي:
- أ) خمسة (٥) رؤساء للكالات الوطنية لتنظيم الأدوية، بواقع رئيس واحد (١) من كل إقليم من الأقاليم المعترف بها من قبل الاتحاد الأفريقي.
- ب) ممثل (١) واحد عن المجموعات الاقتصادية الإقليمية مسؤول عن الشؤون التنظيمية تعينه المجموعات الاقتصادية الإقليمية على أساس التناوب.
- ج) ممثل واحد (١) عن منظمات الصحة الإقليمية، مسؤول عن الشؤون التنظيمية تعينه منظمات الصحة الإقليمية على أساس التناوب.
- د) ممثل واحد (١) عن المنظمات الإقليمية المسئولة عن أخلاقيات علم الأحياء، تعينه المجموعات الاقتصادية الإقليمية على أساس التناوب.
- هـ) مفوض الشؤون الاجتماعية بمفوضية الاتحاد الأفريقي.
٢. ينتخب المجلس رئيسه ونائب رئيسه من بين رؤساء الهيئات الوطنية لتنظيم الأدوية.

٢. يمثل الدول الأطراف وزراء الصحة أو ممثلوهم المفوضون حسب الأصول
٣. يقوم مؤتمر الدول الأطراف، بعد اجراء المشاورات الازمة، وعلى أساس التناوب والتوزيع الجغرافي، بانتخاب رئيس وأعضاء المكتب الآخرين، وهم ثلاثة (٣) نواب للرئيس ومقرر.
٤. يتولى أعضاء المكتب مناصبهم لمدة سنتين (٢).
٥. يجتمع المكتب مرة واحدة على الأقل كل عام.
٦. في حالة غياب الرئيس أو في حالة شغور المنصب، يعمل أحد نواب الرئيس أو المقرر، وفقاً لترتيب انتخابهم، كرئيس.
٧. يحق لمؤتمر الدول الأطراف دعوة المراقبين لحضور اجتماعاته، ولا يتمتع هؤلاء المراقبون بحق التصويت.

المادة ١٣ دورات مؤتمر الدول الأطراف

١. يجتمع مؤتمر الدول الأطراف مرة على الأقل كل سنتين في دورة عادية، وفي دورة استثنائية بطلب من الرئيس أو المكتب أو مجلس الإدارة أو ثلثي الدول الأطراف.
٢. يتمثل النصاب القانوني لمؤتمر الدول لأطراف في الأغلبية البسيطة للدول الأطراف في وكالة الأدوية الأفريقية.
٣. تتخذ قرارات مؤتمر الأطراف بتوافق الآراء، وإذا تعذر ذلك، تكون بأغلبية ثلثي الدول الأطراف.

المادة ١٤ مهام مؤتمر الدول الأطراف

يكون مؤتمر الدول الأطراف مسؤولاً عن المهام التالية:

- (أ) تحديد مقدار المساهمة السنوية والمساهمة الخاصة من قبل الدول الأطراف في ميزانية وكالة الأدوية الأفريقية؛
- (ب) تعين مجلس الإدارة وحله إذا توفر سبب وجيه؛
- (ج) اعتماد اللوائح التي تحدد صلاحيات المدير العام وواجباته وشروط خدمته؛
- (د) اعتماد هيكل الأمانة العامة ومبادئها التوجيهية الإدارية، فضلاً عن اعتماد القواعد واللوائح التنظيمية التي تحكم عملها؛

والحصانات على وكالة الأدوية الأفريقية وأعضائها وموظفيها الدوليين ومرافقها وممتلكاتها وأصولها.

المادة ٩ مقر وكالة الأدوية الأفريقية

١. يحدد مؤتمر الاتحاد الأفريقي مقر وكالة الأدوية الأفريقية.
٢. تبرم مفوضية الاتحاد الأفريقي اتفاق مقر مع حكومة البلد الذي سوف يستضيف مقر وكالة الأدوية الأفريقية بشأن توفير المباني والمرافق والخدمات والامتيازات والخدمات بغرض تمكين وكالة الأدوية الأفريقية من العمل بشكل فعال.

الباب الثالث الإدارة والإطار المؤسسي

المادة ١٠ أجهزة وكالة الأدوية الأفريقية

ت تكون وكالة الأدوية الأفريقية من الأجهزة التالية:

- (أ) مؤتمر الدول الأطراف؛
- (ب) مجلس الإدارة؛
- (ج) الأمانة؛
- (د) اللجان الفنية.

المادة ١١ إنشاء مؤتمر الدول الأطراف

بمقتضى هذه المعاهدة، يتم إنشاء مؤتمر الدول الأطراف بصفته الجهاز الأعلى لصنع السياسات لوكالة الأدوية الأفريقية. ويتمتع بسلطة الاضطلاع بالمهام المنصوص عليها في هذه المعاهدة وما غير ذلك مما هو ضروري لتحقيق أهداف هذه المعاهدة.

المادة ١٢ تشكيل مؤتمر الدول الأطراف

١. يتشكل مؤتمر الدول الأطراف من جميع الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي التي تصدق على هذه المعاهدة أو تنضم إليها.

س) تقييم واتخاذ القرارات فيما يتعلق بالمنتجات الطبية المختارة، بما في ذلك الجزيئات المعقدة، لمعالجة الأمراض/الأحوال ذات الأولوية التي يحددها الاتحاد الأفريقي ومنظمة الصحة العالمية؛

ع) تقديم المساعدة الفنية والموارد، حيثما أمكن، بشأن المسائل التنظيمية إلى الدول الأطراف التي تطلب المساعدة، وتجميع الخبرات والقدرات لتعزيز التواصل من أجل الاستخدام الأمثل للموارد المحدودة المتاحة،

ف) تنسيق الوصول إلى الخدمات المختبرية المتاحة لمراقبة الجودة والربط الشبكي بينها داخل إطار الهيئات التنظيمية الوطنية والإقليمية؛

ص) وتشجيع والدعوة للتصديق على القانون النموذجي للاتحاد الأفريقي بشأن تنظيم المنتجات الطبية في الدول الأطراف والمجموعات الاقتصادية الإقليمية من أجل تسهيل الإصلاحات التنظيمية والقانونية على المستويات القارية والإقليمية والوطنية؛

الباب الثاني الوضع القانوني لوكالة الأفريقية للأدوية وموظفيها

المادة ٧ الشخصية القانونية

١. تتمتع وكالة الأدوية الأفريقية بالشخصية القانونية الازمة لتحقيق أهدافها والاضطلاع بمهامها وفقاً لهذه المعاهدة.

٢. من أجل تحقيق أهدافها بشكل سلس، تتمتع وكالة الأدوية الأفريقية، على وجه الخصوص، بالأهلية القانونية فيما يخص:

أ) إبرام الاتفاقيات؛

ب) اقتناص الممتلكات المنقوله وغير المنقوله والتصرف فيها؛ و

ج) رفع الدعاوى القضائية والدفاع عنها؛

المادة ٨ الامتيازات والحسابات

تطبق كل الامتيازات والحسابات المنصوص عليها في الاتفاقية العامة بشأن امتيازات وحسابات منظمة الوحدة الأفريقية، والبروتوكول الإضافي المرفق بالاتفاقية العامة بشأن الامتيازات

- ٥) تعيين مراكز الامتياز التنظيمية الإقليمية وتشجيعها وتعزيزها وتنسيقها ورصدها بهدف تطوير القدرات للمهنيين في مجال تنظيم المنتجات الطبية؛
- و) تنسيق التفتيش على موقع تصنيع الأدوية، والتعاون عند الاقضاء وعلى أساس منتظم بشأن ذلك، بما يشمل الرقابة التنظيمية ومراقبة الجودة للمنتجات الطبية، كما تحددها الدول الأطراف أو وكالة الأدوية الأفريقية أو كليهما، وعمم التقارير على الدول الأطراف؛
- ز) تشجيع التعاون والشراكات والاعتراف بالمعابر التنظيمية، لدعم الهيكل الإقليمية والهيئات الوطنية لتنظيم الأدوية؛ والذي يأخذ في الاعتبار تعينة الموارد المالية والفنية لضمان استدامة وكالة الأدوية الأفريقية؛
- ح) عقد اجتماعات متعلقة بتنظيم المنتجات الطبية في أفريقيا، بالتعاون مع منظمة الصحة العالمية والمؤتمر الأفريقي لمنظمي الأدوية وغيرها من الهيئات؛
- ط) توفير وتعينة التوجيه التنظيمي والأراء العلمية وإطار عمل مشترك للإجراءات التنظيمية بشأن المنتجات الطبية، وكذلك بشأن القضايا ذات الأولوية والقضايا الطارئة والأولئك؛ في حالة وجود حالة طارئة تتعلق بالصحة العامة في القارة ذات آثار عابرة للحدود أو إقليمية، حيث يتطلب الأمر طرح المنتجات الطبية الجديدة للفحص والتجارب السريرية؛
- ي) دراسة ومناقشة وأو الإعراب عن توجيهه التنظيمي بشأن أي مسألة تنظيمية تدرج ضمن ولايتها، إما بناء على مبادرتها أو بناء على طلب الاتحاد الأفريقي أو المجموعات الاقتصادية الإقليمية أو الدول الأطراف؛
- ك) توفير التوجيه بشأن تنظيم المنتجات الطبية التقليدية؛
- ل) تقديم المشورة بشأن عملية تقديم الطلبات الخاصة بالترخيص لتسويق الأدوية ذات الأولوية التي تحددها الدول الأطراف أو للمنتجات المقترحة من قبل المختبرات الصيدلانية؛
- م) رصد سوق الأدوية من خلال جمع العينات في كل دولة طرف لضمان جودة أدوية مختارة، وتحليلها وتقديم النتائج إلى الدول الأطراف وغيرها من الأطراف ذات المصلحة والتي ستكون لها معلومات موثوقة عن نوعية الأدوية المتداولة في بلدانها، وستتخذ، عند الاقتضاء، التدابير المناسبة؛
- ن) وضع نظم لرصد وتقييم وتقدير شمولية الأطر التنظيمية الوطنية الخاصة بالمنتجات الطبية بهدف التوصية بالإجراءات التي من شأنها تحسين الكفاءة والفعالية؛

- أ. نشر المعلومات في الوقت المناسب، والتفاعل المفتوح وتبادل المعلومات دون عوائق بين وكالة الأدوية الأفريقية من جهة، والمجموعات الاقتصادية الإقليمية والدول الأعضاء من جهة أخرى.
- ب. وكالة الأدوية الأفريقية مسؤولة أمام الدول الأطراف في جميع عملياتها.
- ج. اتخاذ القرارات المستقلة، استناداً إلى الأدلة العلمية الحالية والأخلاقيات المهنية والنزاهة. وتحظى الأدلة التفصيلية لعملية اتخاذ القرارات بها ومبررات قراراتها بالاحترام التام.
٥. القيمة المضافة: يتعين على وكالة الأدوية الأفريقية، ضمن كل هدف أو غاية أو نشاط استراتيجي، أن توضح كيف توفر مبادرتها قيمة مضافة للأنشطة التنظيمية للدول الأطراف والشركاء الآخرين الخاصة بالمنتجات الطبية؛
٦. السرية: تلتزم وكالة الأدوية الأفريقية بمبادئ السرية في جميع عملياتها.
٧. الالتزام بالإدارة السليمة للجودة: تلتزم وكالة الأدوية الأفريقية في جميع وظائفها، بالمعايير الدولية الخاصة بإدارة الجودة وتهيئة الظروف للتحسين المستمر لممارساتها التنظيمية وممارسات الهيئات الوطنية لتنظيم الأدوية التابعة للدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي.

المادة ٦ المهام

تقوم وكالة الأدوية الأفريقية بالمهام التالية:

- (أ) تنسيق وتعزيز المبادرات الجارية لمواءمة تنظيم المنتجات الطبية وتعزيز كفاءات مفتشي ممارسات التصنيع الجيدة للقيام بذلك؛
- (ب) وتنسيق جمع وإدارة وحفظ وتبادل المعلومات بشأن جودة وسلامة جميع المنتجات الطبية، بما في ذلك المنتجات الطبية دون المستوى المعياري والمقلدة، وتعويضها على جميع الدول الأطراف وكذلك على الصعيد العالمي؛
- (ج) تنسيق المراجعات المشتركة للطلبات الخاصة بإجراء التجارب السريرية؛ وتوفير الدعم الفني لمراقبة جودة الأدوية، بناء على طلب الدول الأعضاء التي تفتقر إلى الهياكل اللازمة للقيام بذلك الاختبارات/المراقبة/الفحص؛
- (د) تعزيز اعتماد ومواءمة السياسات والمعايير التنظيمية للمنتجات الطبية، فضلاً عن المبادئ التوجيهية العلمية، وتنسيق الجهود الحالية للتنسيق التنظيمي في المجموعات الاقتصادية الإقليمية والمكاتب الصحية الإقليمية؛

"المنتج الطبي التقليدي": يعني أداة أو مادة مستخدمة في الممارسات الصحية التقليدية من أجل:

- (١) تشخيص مرض جسدي أو عقلي أو علاجه أو الوقاية منه؛ أو
- (٢) أي غرض شفائي أو علاجي، بما في ذلك صون أو استعادة الصحة البدنية أو العقلية أو الرفاه لدى البشر، دون أن يتضمن مادة أو دواء خطيراً أو مؤدياً إلى الإدمان.

"المعاهدة": تعني المعاهدة المنبثقة لوكالة الأدوية الأفريقية.

المادة ٣ إنشاء وكالة الأدوية الأفريقية

تشأ وکالة الأدوية الأفريقية بموجب هذه المعاهدة بصفتها وكالة متخصصة تابعة للاتحاد الأفريقي.

المادة ٤ أهداف وكالة الأدوية الأفريقية

يتمثل الهدف الرئيسي لوكالة الأدوية الأفريقية في تعزيز قدرة الدول الأطراف والمجموعات الاقتصادية الإقليمية على تنظيم المنتجات الطبية من أجل تحسين الوصول إلى منتجات طبية ذات نوعية جيدة وأمنة وفعالة عبر القارة.

المادة ٥ المبادئ التوجيهية



تتمثل المبادئ التوجيهية الخاصة بوكالة الأدوية الأفريقية فيما يلي:

١. **القيادة:** وكالة الأدوية الأفريقية مؤسسة توفر التوجيه الاستراتيجي وتشجع الممارسات الجيدة الخاصة بالصحة العامة في الدول الأطراف من خلال بناء القدرات وتشجيع التحسين المستمر للجودة في تنظيم المنتجات الطبية؟

٢. **المصداقية:** تتمثل أقوى أصول وكالة الأدوية الأفريقية في الثقة التي تبنيها مع المستفيدين وأصحاب المصلحة باعتبارها مؤسسة محترمة وقائمة على الأدلة. وسوف تقوم بدور مهم في مناصرة التواصيل الفعالة وتبادل المعلومات في جميع أنحاء القارة.

٣. **الملكية:** تعتبر وكالة الأدوية الأفريقية مؤسسة مملوكة لأفريقيا. تتمتع الأطراف بالملكية الأساسية لوكالة لضمان توفر الموارد المالية والبشرية والهيكل الأساسي والموارد الأخرى بشكل كاف لاداء مهامها.

٤. **الشفافية والمساءلة:** تعمل وكالة الأدوية الأفريقية وفقاً للمعايير الدولية المقبول بها عموماً ذات الصلة بالحكم الرشيد والشفافية والمساءلة، بما يشمل:

- (١) تشخيص الأمراض أو الوقاية منها أو مراقبتها أو علاجها أو التخفيف من وطأتها؛
- (٢) التعويض عن الإصابات وأو تشخيصها أو رصدها أو علاجها أو التخفيف من وطأتها؛
- (٣) فحص وتقسي وظائف الأعضاء أو عملية فسيولوجية في جسم الإنسان وأو استبدالها، أو تقويمها، أو دعمها؛
- (٤) الحفاظ على الحياة أو صيانتها؛
- (٥) التحكم في الحمل؛
- (٦) تعقيم الأجهزة الطبية؛ أو
- (٧) توفير المعلومات للأغراض الطبية أو التشخيصية عن طريق الفحص في المختبر للعينات المأخوذة من جسم الإنسان؛ و
- ب) الذي لا يحقق الغرض الأساسي منه في جسم الإنسان أو الحيوان أو عليهما عن طريق الوسائل الدوائية أو المناعية أو التكميلية الغذائية، وإن كان لمثل هذه الوسائل أن تساعد في وظيفته التي أعد من أجلها؛
- "المنتجات الطبية": تعني الأدوية واللقاحات والدم والمنتجات الدموية ووسائل التشخيص والأجهزة الطبية؛
- "الدواء": يعني أي مادة أو خليط من المواد المستعملة تستخدم، أو يفترض أنها مناسبة للاستخدام، أو تصنع أو تباع لغرض الاستخدام في- :
- أ) تشخيص الأمراض أو الحالات الجسدية أو العقلية غير الطبيعية عند البشر أو أمراضها، وعلاجها والتخفيف من وطأتها وتعديلها والوقاية منها؛ أو
- ب) استعادة أو تصحيح أو تعديل أي وظيفة جسدية أو نفسية أو عضوية في البشر، وتشمل أي دواء بيطري؛
- "الدول الأعضاء": تعني الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي؛
- "المنتجات الأخرى الخاضعة للتنظيم": تعني الأدوية التكميلية والمنتجات الطبية التقليدية ومستحضرات التجميل والمواد الغذائية التكميلية والمنتجات ذات الصلة؛
- "الأمانة": تعني أمانة وكالة الأدوية الأفريقية؛
- "الدولة الطرف": تعني الدولة العضو في الاتحاد الأفريقي التي صادقت على هذه المعاهدة أو انضمت إليها؛

"TWGs": تشير إلى فريق العمل الفني المكون من الخبراء والمشكل بموجب هذه المعاهدة؛
 "WHO": تشير إلى منظمة الصحة العالمية.

المادة ٢ التعريفات

في هذه المعاهدة، ما لم يتطلب السياق خلاف ذلك:

"الوكالة": تعني الوكالة التي أنشئت بموجب المادة ٣؛

"المؤتمر": تعني كلمة "المؤتمر" مؤتمر رؤساء دول وحكومات الاتحاد الأفريقي؛

"المنتجات الدموية": تعني أي مادة علاجية يتم تحضيرها من دم الإنسان لاستخدامها في علاج الأمراض أو الحالات الطبية الأخرى؛

"المجلس": يعني مجلس إدارة وكالة الأدوية الأفريقية؛

"المكتب": يعني هيئة مكتب مؤتمر الدول الأطراف؛

"المفوضية": تعني مفوضية الاتحاد الأفريقي؛

"الأدوية التكميلية": تعني أيًا من العلاجات الصحية التي تتجاوز نطاق الطب التقليدي ولكن يمكن استخدامها إلى جانبه لعلاج الأمراض والحالات الطبية الأخرى؛

"مؤتمر الدول الأطراف": يعني مؤتمر الدول الأطراف في هذه المعاهدة؛

"القانون التأسيسي": يعني القانون التأسيسي للاتحاد الأفريقي؛

"أدوات التشخيص": تعني دواءً أو جهازاً طبياً أو مادةً تستخدم لتحليل الأمراض أو الحالات الطبية الأخرى أو الكشف عنها؛

"المدير العام": يعني المدير العام لوكالة الأدوية الأفريقية؛

"المكمل الغذائي": يعني منتجًا مخصصاً ليؤخذ عن طريق الفم يحتوي على عنصر غذائي يهدف إلى إضافة المزيد من القيمة الغذائية إلى النظام الغذائي (بغية تكميله)؛

"جهاز طبي": يعني أي أداة، أو آلة، أو عدة، أو أداة، أو ماكينة، أو وسيلة، أو نسيج حي، أو كاشف أو معاير في المختبر، أو برمجيات، أو عتاد، أو غرض آخر مماثل أو ذو صلة :

أ) تقصد الشركة المصنعة أن يتم استخدامه، منفرداً أو مركباً، على البشر أو الحيوانات من أجل:

أن يمكن الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي من توفير الحماية بفاعلية وكفاءة للصحة العامة ضد المخاطر المرتبطة باستخدام الأدوية دون المستوى المعياري والمقلدة، مما يسهل عملية المصادقة السريعة على المنتجات التي تلبي الاحتياجات الصحية للسكان الأفريقيين، خاصة بالنسبة للأمراض التي تصيب أفريقيا بشكل غير مناسب.

اتفقنا على ما يلي:

باب الأول
وكالة الأدوية الأفريقية وأهدافها

المادة الأولى
المختصرات

“AU”: تشير إلى الاتحاد الأفريقي؛

“Africa CDC”: تشير إلى المراكز الأفريقية لمكافحة الأمراض والوقاية منها؛

“AMA”: تشير إلى وكالة الأدوية الأفريقية؛

“AMRC”: تشير إلى المؤتمر الأفريقي لمنظمي الأدوية؛

“AMRH”: تشير إلى المبادرة الأفريقية لمواءمة التنظيم الدوائي التابعة للاتحاد الأفريقي؛

“API”: تشير إلى المكونات الصيدلانية الفعالة؛

“GMP”: تشير إلى ممارسات التصنيع الجيدة؛

“NEPAD”: تشير إلى الشراكة الجديدة لتنمية أفريقيا؛

“NMRA”: تشير إلى الهيئات الوطنية لتنظيم الأدوية؛

“OAU”: تشير إلى منظمة الوحدة الأفريقية؛

“PMPA”: تشير إلى الخطة الأفريقية لصنع المنتجات الصيدلانية؛

“RECs”: تشير إلى المجموعات الاقتصادية الإقليمية المعترف بها من قبل الاتحاد الأفريقي؛

“RCOREs”: تشير إلى المراكز الإقليمية لامتحان التنظيمي؛

“RHOs”: تشير إلى منظمات الصحة الإقليمية؛

“TC”: تشير إلى اللجنة الفنية؛

الاقتصادية لدول غرب أفريقيا (إيكواس) في إطار تنفيذ مقرر مؤتمر الاتحاد رقم Assembly/AU/Dec.553(XXIV) بشأن انتشار مرض فيروس الإيبولا الصادر في يناير ٢٠١٥؛

وإذ نرحب في استخدام الموارد المؤسسية والعلمية والتنظيمية القارية لتحسين الوصول إلى أدوية آمنة وفعالة وذات نوعية جيدة؛ وإذ ندرك استحداث برنامج الموأمة التنظيمية للأدوية الأفريقية في عام ٢٠٠٩، تحت إدارة وتوجيه وكالة النيلاد بالتعاون مع المجموعات الاقتصادية الإقليمية والمنظمات الصحية الإقليمية، لتسهيل مواءمة المتطلبات والممارسات التنظيمية بين الهيئات التنظيمية الوطنية للأدوية التابعة للدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي لاستيفاء المعايير المقبولة دولياً، ولتوفير بيئة تنظيمية مواطنة للبحث والتطوير الصيدلاني والإنتاج المحلي والتاجرة عبر البلدان في القارة الأفريقية؛

وإذ نعرب عن تقديرنا لإطلاق برامج الموأمة التنظيمية للأدوية والتنفيذ اللاحق لها، ولتضافر الجهود والتعاون في جماعة شرق أفريقيا؛ وفي المجموعة الاقتصادية لدول غرب أفريقيا والاتحاد الاقتصادي والنقدي لغرب أفريقيا؛ ومجموعة تنمية الجنوب الأفريقي؛ وفيما بينها؛

وإذ نقر بالجهود الأخرى الجارية بشأن التعاون بين المجموعة الاقتصادية لدول وسط أفريقيا ومنظمة تنسيق مكافحة الأمراض المتوسطة في وسط أفريقيا في تنفيذ برنامج الموأمة التنظيمية للأدوية الأفريقية في إقليم وسط أفريقيا؛ والتعاون والتنسيق الإقليميين بين شمال وشرق أفريقيا تحت قيادة الهيئة الحكومية المشتركة للتنمية (إيجاد)؛

وإذ نحيط علما بالالتزام الذي قطعه وزراء الصحة الأفارقة خلال اجتماعهم الأول المنعقد في ١٧ أبريل ٢٠١٤ في لواندا، أنجولا، الذي نظمته مفوضية الاتحاد الأفريقي بالاشتراك مع منظمة الصحة العالمية، بمنح الأولوية للاستثمار في تعزيز القدرات التنظيمية؛ ومواصلة الجهود الرامية إلى تحقيق القارب والموأمة في مجال تنظيم المنتجات الطبية في المجموعات الاقتصادية الإقليمية؛ وتخصيص موارد كافية لإنشاء وكالة الأدوية الأفريقية، والاعتماد اللاحق لإنشاء فريق عمل وكالة الأدوية الأفريقية لقيادة هذه العملية؛

وإذ نذكر باعلان مؤتمر قمة يونيو ٢٠١٢ رقم Assembly/AU/Dec.2(XIX) بشأن تقرير لجنة عمل رؤساء الدول والحكومات لمبادرة رصد حالة الإيدز في أفريقيا، الذي قرر فيه المؤتمر أن تكون المبادرة الأفريقية لمواءمة التنظيم الدوائي بمثابة الأساس لإنشاء وكالة الأدوية الأفريقية؛

وإذ نذكر كذلك بمقرر مؤتمر الاتحاد الأفريقي Assembly/AU/Dec.589(XXVI) الصادر في يناير ٢٠١٦ بشأن الدورة الأولى للجنة الفنية المتخصصة للعدل والشؤون القانونية (الوثيقة رقم EX.CL/935(XXVIII)) الذي اعتمد المؤتمر بموجبه القانون النموذجي للاتحاد الأفريقي بشأن تنظيم المنتجات الطبية كأداة لتوجيه الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي في سن أو مراجعة القوانين الوطنية للأدوية، ودعوة الدول الأعضاء إلى التوقيع والتصديق على الصك القانوني المذكور، حيثما ينطبق ذلك، في أسرع وقت ممكن لتمكنه من الدخول حيز التنفيذ؛

واقتناعاً منا بأن الجهود الرامية إلى تنسيق مبادرة تعزيز ومواءمة الأطر التنظيمية تحت قيادة وكالة الأدوية الأفريقية سوف توفر تحسين المراقبة والتنظيم السيادي للمنتجات الطبية، الأمر الذي من شأنه

المعاهدة المؤسسة لوكالة الأدوية الأفريقية

نحن، الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي،

إذ نؤكد على أن المنتجات الطبية المضمونة الجودة والمأمونة والفعالة أمر أساسي لصحة وسلامة سكان إفريقيا؛

وإذ نعي أن الأطر التنظيمية الضعيفة قد تنتج عنها تداول منتجات طبية دون المستوى المعياري ومقلدة في العديد من الدول الأعضاء في الاتحاد الأفريقي؛

وإذ ندرك أن وجود منتجات دون المستوى المعياري ومقلدة يشكل خطراً على الصحة العامة وبؤدي المرضى ويقوض الثقة في أنظمة الرعاية الصحية؛

وإذ نذكر بمقرر الاتحاد الأفريقي {Assembly/AU/Dec.55(IV)} الصادر عن قمة أبوجا في يناير ٢٠٠٥ الذي يطلب من مفوضية الاتحاد الأفريقي وضع خطة AfricMed لصنع المنتجات الصيدلانية في إطار الشراكة الجديدة من أجل تنمية أفريقيا (نياد)، تهدف إلى تحسين وصول منتجات طبية وتقنيات صحية ذات نوعية جيدة وآمنة وفعالة إلى سكان أفريقيا.

وإذ نذكر كذلك بـالفقرة (٦) من المقرر {Assembly/AU/DEC-413(XVIII)} الصادر عن الدورة العادية الثامنة عشرة للجنة رؤساء الدول والحكومات لتوجيه النياد المنعقدة يومي ٣٠-٢٩ يناير ٢٠١٢، والتي أجازت برنامج المواجهة التنظيمية للأدوية الأفريقية (AMRH)، المنفذ من خلال المجموعات الإقليمية الاقتصادية؛

وإذ نقر بتطورات خارطة طريق الاتحاد الأفريقي للمسؤولية المشتركة والتضامن العالمي من أجل مكافحة فيروس نقص المناعة البشرية/الإيدز والسل والملاريا في أفريقيا {Assembly AU/Dec.442(XIX)}، الداعمة الثانية بشأن الوصول إلى الأدوية التي تهدف إلى تسريع وتعزيز المبادرات الإقليمية للمواجهة التنظيمية للأدوية ووضع الأساس لوكالة تنظيمية إفريقية موحدة؛

وإذ ندرك التحديات التي يفرضها عدم توافر الأدوية واللقاحات أثناء الطوارئ الصحية ذات الاهتمام الدولي، وعلى وجه الخصوص أثناء النقصان الأخير لمرض فيروس الإيبولا في أفريقيا وما رافقه من ندرة المنتجات الطبية المرشحة للتجارب السريرية؛

وإذ نقر بمساهمة المنتدى الأفريقي لتنظيم اللقاحات في سبيل تسهيل المصادقة على العلاجات واللقاحات المرشحة المتعلقة بمرض فيروس الإيبولا، والجهود التي بذلها الاتحاد الأفريقي والمجموعات الاقتصادية الإقليمية ومنظمات الصحة الإقليمية في سبيل تبني الموارد البشرية والمالية والمادية والخبرة القارية للتعامل مع نقصان مرض فيروس الإيبولا، وما تبعه من تشكيل لفرق العمل للخبراء الإقليميين لمراقبة التجارب السريرية في مجموعة شرق أفريقيا والمجموعة

ظهير شريف رقم 1.21.05 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر المعاهدة المؤسسة لوكالة الأدوية الأفريقية، المعتمدة بأديس أبابا (إثيوبيا) في 11 فبراير 2019

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسمـاه الله وأعزـ أمره أنتـا :

بناء على المعاهدة المؤسسة لـ وكالة الأدوية الأفريقية، المعتمدة بأديس أبابا (إثيوبيا) في 11 فبراير 2019 :

وعلى القانون رقم 09.20 الموافق بموجبه على المعاهدة المذكورة والـ صادر بـ تنفيذه الـ ظهيرـ الشـ ريفـ رقم 1.20.93
بتـارـيخـ 16ـ منـ جـمـادـيـ الـأـولـىـ 1442ـ (ـ31ـ دـيـسـمـبـرـ 2020ـ) :

وعلى محضر إيداع وثائق مصادقة المملكة المغربية على المعاهدة المذكورة، الموقع بأديس أبابا في 12 أبريل 2022، مع إبداء الإعلان التفسيري التالي :

«إن مصادقة المملكة المغربية على المعاهدة المؤسسة لـ وكالة الأدوية الأفريقية، لا يمكن أن يفهم أو يؤول، بأـيـ حالـ منـ الأـحوالـ، كـاعـتـرافـ منـ المـملـكةـ المـغـرـبـيـةـ بـفـعـلـ أـوـ وـاقـعـ أـوـ وـضـعـيـةـ أـوـ كـيـانـ غـيـرـ مـعـتـرـفـ بـهـ منـ قـبـلـ المـملـكةـ المـغـرـبـيـةـ منـ شـأنـهـ أـنـ يـمـسـ بـوـحدـتـهـ التـرـابـيـةـ وـالـوـطـنـيـةـ».

أصدرـناـ أـمـرـناـ الشـرـيفـ بـمـاـ يـليـ :

تنـشـرـ بـالـجـرـيـدـةـ الرـسـمـيـةـ، عـقـبـ ظـهـيرـناـ الشـرـيفـ هـذـاـ، المعـاهـدـةـ المؤـسـسـةـ لـ وكـالـةـ الأـدوـيـةـ الأـفـرـيقـيـةـ، المعـتمـدـةـ بـأـدـيـسـ أـبـابـاـ (ـإـثـيـوـبـيـاـ)ـ فيـ 11ـ فـبـارـيرـ 2019ـ.

وـحرـرـ بـتـارـيخـ 30ـ منـ ذـيـ القـعـدةـ 1443ـ (ـ30ـ يـونـيـوـ 2022ـ).

وـقـعـهـ بـالـعـطـفـ :

رئيسـ الحـكـومـةـ،

الـإـمـضـاءـ :ـ عـزـيزـ أـخـنـوشـ.

*

* * *

المادة 13

يمكن تطوير الطرق العملية والإطار المرجعي للمساعدة والتعاون التي تتم في إطار المجالات المنصوص عليها في هذا الاتفاق، من خلال اتفاقيات إضافية توقيعها الهيئات الوزارية لكل طرف، المخول لها قانوناً بذلك.

المادة 14

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ في آخر يوم من الشهر المولى لتاريخ التوصل بآخر إشعار، عبر القناة الدبلوماسية، من أحد الطرفين، بخصوص استكمال المساطر الداخلية المطلبة في كلا البلدين لدخوله حيز التنفيذ.

المادة 15

يبرم هذا الاتفاق لمدة غير محددة. ويظل ساري المفعول ما لم يتم إلغاؤه من قبل أحد الطرفين، عبر القناة الدبلوماسية. ويصبح هذا الإلغاء سارياً بعد ستة أشهر من تاريخ التوصل بالإشعار الخاص بذلك، ولا يؤثر إلغاء العمل به على تنفيذ الالتزامات التي يكون الطرفان قد تعهدوا بها إلى غاية إنجازها الفعلي، ما لم يتفق الطرفان على خلاف ذلك.

وإثباتاً لذلك وقع ممثلاً الدولتين، المخول لهما قانوناً بذلك من قبل حكومتهما، على هذا الاتفاق.

وحرر في الرباط، بتاريخ 13 فبراير 2019، في نظيرين أصليين باللغات العربية والإسبانية والفرنسية. وللنوصوص الثلاثة نفس الحجية.

عن
مملكة إسبانيا

فريناندو غراندي-مرلاكشا غوميث
وزير الداخلية

عن
المملكة المغربية

عبد الوافي لفتيت
وزير الداخلية

- 2- يضمن الطرفان حماية المعطيات المقدمة من كل تدخل أو تغيير أو نشر أو إتلاف غير مرخص به طبقا للتشريع الوطني لكل منهما.

كما يلتزم الطرفان بعدم تفويت المعطيات الشخصية المنصوص عليها في هذه المادة لأي طرف آخر غير هيئة الطرف الطالب. ويمكن تسليمها بشكل حصري للهيئات المنصوص عليها في المادة السادسة، إذا كان الطرف الطالب هو الذي تقدم بالطلب، شريطة ترخيص مسبق من هذا الأخير.

- 3- يمكن لكل طرف الاستشهاد، في أي وقت، بعدم احترام الطرف الطالب لمقتضيات هذه المادة كسبب للتعليق الفوري لتطبيق هذا الاتفاق، وعند الاقتضاء، لإنهاء العمل به مباشرة.

المادة 10

- 1- يمكن للطرفين إحداث لجنة مختلطة لتطوير ودراسة التعاون المنصوص عليه في هذا الاتفاق.
- 2- تكون اللجنة المختلطة من عدد لا يتجاوز ثلاثة أعضاء لكل بلد، يتم تعينهم من بين الخبراء في المجال المراد التعاون بشأنه.
- 3- يمكن للجنة المختلطة أن تجتمع في دورة عادية مرة كل سنة، وفي دورة استثنائية، بطلب من أحد الطرفين، في تاريخ ومكان ووفق جدول أعمال يتم تحديده عبر القنوات الدبلوماسية.
- 4- تعقد الاجتماعات بالتناوب بالمغرب وإسبانيا، مالم يكن هناك اتفاق خاص بين الطرفين. ويترأس أشغال هذه الاجتماعات رئيس بعثة الطرف الذي تقام فوق ترابه الاجتماعات المذكورة.
- 5- يتحمل الطرف المرسل مصاريف بعثته المشاركة، على أن يتکفل الطرف المضيف، حصريا، بالنفقات المرتبطة بتنظيم هذه الاجتماعات. ولا يمكن اعتماد هذه النفقات إلا بتوفير الإمكانيات في الميزانية السنوية العادية.

المادة 11

تم تسوية النزاعات التي قد تنتج عن تطبيق وتأويل هذا الاتفاق عن طريق المفاوضات بين الطرفين.

المادة 12

لا تمس مقتضيات هذا الاتفاق بتنفيذ مقتضيات اتفاقيات أخرى أو التزامات دولية ثنائية أو متعددة الأطراف تعهدت بها المملكة المغربية ومملكة إسبانيا.

المادة 7

1- يتم تبادل المعلومات وتقديم طلبات تنفيذ الأنشطة الواردة في هذا الاتفاق، كتابة، وبطريقة مباشرة لين الهيئات المختصة أو عبر ضباط الاتصال. ول بهذه الغاية، يخبر الطرفان بعضهما البعض بتعيين هؤلاء.

وفي الحالات المستعجلة، يمكن للهيئات المختصة، بهدف تفعيل مقتضيات هذا الاتفاق، الإذاء مسبقاً وبشكل شفاهي بالمعطيات المتعلقة بضباط الاتصال المعينين، على أن يتم تأكيد الإجراءات كتابة، مباشرة بعد ذلك.

2- تتم الاستجابة من قبل الهيئات المختصة للطلبات المتعلقة بتبادل المعلومات أو بالقيام بأنشطة ما المنصوص عليها في هذا الاتفاق، في أقرب الأجال الممكنة.

3- يتحمل الطرفطالب المصارييف المرتبطة بتنفيذ كل طلب أو نشاط. ويتم صرف هذه النفقات مع مراعاة الإمكانيات المتوفرة بالميزانية السنوية العادية واحترام التشريع الجاري به العمل. ويمكن للطرفين ان يقررا خلاف ذلك، باتفاق مشترك، حسب كل حالة على حدة.

المادة 8

1- يمكن لكل طرف أن يرفض، بشكل كلي أو جزئي، طلب مساعدة أو تقديم معلومات، أو أن يفرض شروطاً لذلك، إذا اعتبر أن تنفيذ الطلب سيشكل تهديداً لسيادته أو أمنه الوطني أو يتعارض مع المبادئ الأساسية لنظامه القانوني أو لأية مصالح حيوية أخرى.

2- يتم إخبار الطرفطالب بأسباب الرفض.

المادة 9

1- يتم تبادل المعلومات بين الطرفين بموجب هذا الاتفاق وفقاً للشروط التالية:

أ. لا يمكن للطرفطالب استعمال المعطيات إلا للأغراض وحسب الشروط المحددة من قبل الطرف المطلوب، مع مراعاة الأجل الذي يجب بعده إتلاف هذه المعطيات وفقاً لتشريعه الوطني.

ب. يمد الطرفطالب الطرف المطلوب، بطلب من هذا الأخير، بالمعلومات حول استعمال المعطيات المقدمة إليه وحول النتائج التي يتم التوصل إليها.

ج. إذا تأكد أن المعطيات المقدمة كانت غير دقيقة أو ناقصة، يخبر الطرف المطلوب الطرفطالب، فوراً بذلك.

د. يمسك كل طرف سجلاً يتضمن تقارير حول المعطيات المقدمة وكذا حول إتلافها.

المادة 3

لتحقيق أهداف التعاون، تقوم الهيئات المختصة للطرفين بـ:

- أ. إخبار بعضهما البعض بالتحقيقات الجنائية حول مختلف أشكال الجريمة المنظمة، بما في ذلك الإرهاب وعلاقاته وبنياته واحتفاله وطرقه؛
- ب. القيام بإجراءات منسقة والمساعدة المتبادلة بموجب اتفاقيات إضافية موقعة بين الأجهزة المختصة؛
- ج. تبادل المعلومات حول الطرق والأشكال الجديدة للجريمة الدولية؛
- د. تبادل نتائج تحليلات الطب الشرعي والتحقيقات الجنائية، وكذا تبادل المعلومات حول تقنيات الاتصال ووسائل مكافحة الجريمة الدولية؛
- هـ. عقد اجتماعات عمل، عند الضرورة، بهدف التحضير والمساعدة من أجل تنفيذ تدابير منسقة.

المادة 4

يتعاون الطرفان في مجالات هذا الاتفاق من خلال:

- أ. تبادل المعلومات حول الوضع العام للجريمة واتجاهاتها بكل دولة؛
- بـ. تبادل التجارب المرتبطة باستعمال التكنولوجيا في ارتكاب الجريمة وكذا طرق ووسائل التحقيق الجنائي وتبادل الكتب والمنشورات ونتائج الابحاث العلمية؛
- جـ. تبادل المعلومات في مجالات تخصص مصالح الحماية الجنائية وتلك المكلفة بالدفاع عن الأمن الوطني والنظام العام ومكافحة الجريمة؛
- دـ. المساعدة التقنية والعلمية وتبادل الخبرات والفرق التقنية المتخصصة؛
- هـ. تبادل التجارب والخبرات والاستشارات؛
- وـ. التعاون في مجال التكوين المهني.

المادة 5

لا يشمل هذا الاتفاق المسائل المتعلقة بالمساعدة القضائية في الميدان الجنائي وتسليم المجرمين.

المادة 6

إن الهيئات المختصة للتنفيذ العملي لهذا الاتفاق هي:

- بالنسبة للمملكة المغربية: وزارة الداخلية دون المساس باختصاصات وزارات أخرى.
- بالنسبة لمملكة إسبانيا: وزارة الداخلية دون المساس باختصاصات وزارات أخرى.

- يتعاون الطرفان في مجال مكافحة الجريمة خاصة:
- أ. الإرهاب، بما في ذلك التعاون والتمويل;
 - ب. المساس بحياة الأشخاص وسلامتهم الجسدية؛
 - ج. الاحتجاز التعسفي والاختطاف؛
 - د. الجرائم ضد الممتلكات؛
 - هـ. الاتجار غير المشروع في المخدرات والمؤثرات العقلية والمواد المكونة لها؛
 - وـ. الاتجار في البشر والبجرة غير الشرعية؛
 - زـ. الاستغلال الجنسي للأطفال، وإنتاج وتوزيع وحيازة مواد إباحية تتعلق بالأطفال؛
 - حـ. الابتزاز؛
 - طـ. السرقة والترويج والاتجار غير المشروع في الأسلحة والمتغيرات والمواد المشعة والمواد البيولوجية والنوية والمنتجات ذات الاستخدام المزدوج والمواد الخطيرة الأخرى؛
 - يـ. تبييض الأموال والصفقات المالية غير القانونية؛
 - كـ. جرائم الاقتصاد والمال؛
 - لـ. تزوير النقود؛
 - مـ. تزوير وتحريف وسائل الأداء والمستندات وتوزيعها واستعمالها؛
 - نـ. الجرائم ضد المأثورات الثقافية ذات القيمة التاريخية، والسرقة والاتجار غير المشروع في التحف الفنية والأشياء الأثرية؛
 - سـ. السرقة والاتجار غير المشروع في المركبات ذات المحرك والتزوير والاستخدام الاحتيالي لوثائق الخاصة بها؛
 - عـ. التزوير والاستعمال الاحتيالي لوثائق التعريف والسفر؛
 - فـ. الجرائم المترتبة على الأنظمة المعلوماتية؛
 - صـ. الجرائم ضد الموارد الطبيعية والبيئية؛
- يتعاون الطرفان أيضاً لمكافحة كل جريمة تستوجب الوقاية منها ورصدها والتحري بشأنها تعاون السلطات المختصة للدولتين.
- يمكن للطرفين، كذلك، وباتفاق مشترك، التعاون في أي مجال أمني آخر، شريطة أن يكون مطابقاً لمقتضيات هذا الاتفاق.

المادة 2

- يشمل التعاون بين الطرفين، في إطار مكافحة الجريمة المنصوص عليها في المادة الأولى، تبادل المعلومات والمساعدة في النشاط الميداني للتحقيق في المجالات التالية:
- أ. تحديد هوية الأشخاص المفقودين والبحث عنهم؛
 - بـ. التحقيق والبحث عن الأشخاص وشركائهم الذين ارتكبوا أو يشتبه في ارتكابهم لجرائم فوق تراب الطرف الذي يكون التحري من مسؤوليته؛
 - جـ. التعرف على الجثث والأشخاص موضوع اهتمام من قبل رجال الامن؛
 - دـ. البحث فوق تراب أحد الطرفين، بطلب من الطرف الآخر، عن الأدوات والوسائل الناتجة عن الفعل الإجرامي أو المستخدمة في ارتكابه؛
 - هـ. تمويل الأنشطة غير المشروعة.
- يتعاون الطرفان أيضاً بواسطة تبادل المعلومات والمساعدة والمعونة المتبادلة في المجالات التالية:
- أـ. تحويل المواد المشعة والمتجرة والسامة وكذا الأسلحة؛
 - بـ. القيام بالتزويذ المراقب للمواد المخدرة والمؤثرات العقلية.

اتفاق
بين المملكة المغربية ومملكة إسبانيا
بشأن التعاون في مجال
محاربة الجريمة

إن المملكة المغربية

و

مملكة إسبانيا.

المشار إليهما فيما بعد بـ"الطرفين"،

اعترافاً منهما بأهمية تطوير وتعزيز تعاونهما في مجال مكافحة كل أشكال الجريمة،

ورغبة منهما في المساهمة في تطوير علاقاتهما الثنائية، على أساس معاهدة الصداقة وحسن الجوار والتعاون بين المملكة المغربية ومملكة إسبانيا، الموقعة بالرياض، بتاريخ 4 يوليو 1991،

وأخذًا بعين الاعتبار كل الاتفاقيات الموقعة من قبل البلدين،

واستحضاراً منهما لمبادئ المساواة والمعاملة بالمثل والمساعدة المتبادلة،

اتفقنا على ما يلي:

المادة 1

1- يتعاون الطرفان، وفقاً لتشريعات كلتا الدولتين، ووفقاً لهذا الاتفاق، في مجال مكافحة الجريمة، وعلى وجه الخصوص الجريمة المنظمة بجميع أشكالها.

الملحق 1إجراءات الموافقة

للاستفادة من أحكام هذا الاتفاق، يتعين على منتجي كل من البلدين، قبل شهرين من التصوير، إرفاق طلباتهم للقبول في وضعية الإنتاج المشترك الموجهة لسلطاتهم المختصة، بملف يتضمن خاصة:

- وثيقة تتعلق بالتنازل عن حقوق المؤلف;
- السيناريو المفصل;
- عقد الإنتاج المشترك المبرم بين المنتجين المشتركين،
- كشف وبيان مفصلين للتمويل،
- لائحة بالعناصر التقنية والفنية؛
- خطة عمل العمل.

لا تمنع سلطات البلد الذي له أقل مساهمة مالية موافقتها إلا بعد توصلها برأي سلطات البلد الذي له أكبر مساهمة مالية.

ظهير شريف رقم 1.20.37 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق بشأن التعاون في مجال محاربة الجريمة، الموقع بالرباط في 13 فبراير 2019 بين المملكة المغربية ومملكة إسبانيا

الحمد لله وحده،

التابع الشفيف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشفيف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتنا :

بناء على الاتفاق بشأن التعاون في مجال محاربة الجريمة، الموقع بالرباط في 13 فبراير 2019 بين المملكة المغربية ومملكة إسبانيا :

وعلى القانون رقم 15.19 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور وال الصادر بتنفيذ الظهير الشفيف رقم 1.20.09 بتاريخ 11 من رجب 1441 (6 مارس 2020) :

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،
أصدرنا أمراً شفيفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشفيف هذا، الاتفاق بشأن التعاون في مجال محاربة الجريمة، الموقع بالرباط في 13 فبراير 2019 بين المملكة المغربية ومملكة إسبانيا.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعاطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

* *

المادة 16

يهدف الرفع من مستوى السينما في كلا البلدين. تخصص السلطات المختصة، عند الاقتضاء، دورات تدريبية وندوات وورشات من أجل تحسين مهارات المهنيين العاملين في مجال السينما والسمعي-البصري.

يتم تحديد شروط وطرق تنفيذ هذه الأنشطة، حسب كل حالة على حدة، باتفاق مشترك بين الطرفين.

المادة 17

يسعى كل من الطرفين إلى تشجيع ترويج الأعمال وكذا بها، وذلك عبر تنظيم " أسبوع السينما المغربية" في البرتغال و" أسبوع السينما البرتغالية" في المغرب، بصفة دورية وحسب تقويم يتم تحديده باتفاق مشترك، وذلك بمشاركة للأعمال وحضور فاعل للمهنيين. يتحمل البلد المرسل مصاريف النقل الدولي للمشاركين وشحن نسخ الأعمال. في حين يتحمل البلد المستقبل نفقات إقامة المشاركين في احترام لقانونه الوطني.

المادة 18

تم تسوية أي خلاف ناجم عن تأويل أو تطبيق أو تنفيذ هذا الاتفاق بالتفاوض بين الطرفين عبر الطرق الدبلوماسية.

المادة 19

يمكن تعديل هذا الاتفاق في أي وقت، كتابة، باتفاق مشترك بين الطرفين.

وتدخل التعديلات حيز التنفيذ طبقا للإجراءات المنصوص عليها في المادة 20 من هذا الاتفاق.

المادة 20

يدخل هذا الاتفاق وكذا ملحقه الذي يعتبر جزءا لا يتجزأ منه حيز التنفيذ ثلاثة (30) يوما بعد التوصل، كتابة وعبر الطرق الدبلوماسية، باخر إشعار يفيد باستكمال الإجراءات الضرورية بمقتضى القانون الوطني لكل طرف.

يرم الاتفاق لمدة سنتين اعتبارا من تاريخ دخوله حيز التنفيذ، ويتم تجديده تلقائيا ما لم يتم إنهاوه من قبل أي من الطرفين كتابة وعبر الطرق الدبلوماسية، وذلك قبل ثلاثة أشهر من تاريخ انتهاء العمل به.

لا يؤثر إنهاء العمل بهذا الاتفاق على استكمال أنشطة التعاون التي تمت مباشرتها أثناء مدة صلاحيته.

حرر بالرباط في 05 ديسمبر 2017 في نظيرتين أصلين باللغات العربية والبرتغالية والفرنسية، ولكل النصوص نفس الجهة. وفي حال الاختلاف في التأويل يرجح النص باللغة الفرنسية.

عن

حكومة الجمهورية البرتغالية

عن

حكومة المملكة المغربية

تيريزا ريايلو
كاتبة الدولة للشؤون الخارجية
والتعاون

محمد الأعرج
وزير الثقافة والاتصال

*
* * *

المادة 11

تنظر السلطات المختصة للبلدين بعناية للإيجاز بإنتاج مشترك لأعمال ذات جودة عالمية بين منتجي المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية ومنتجي البلدان التي يكون أحد الطرفين مرتبطاً معها باتفاقيات انتاج مشترك.

يتم دراسة شروط قبول مثل هذه الأعمال حسب كل حالة على حدة كما تم تحديدها في الملحق 1 الذي يشكل جزءاً لا يتجزأ من هذا الاتفاق.

المادة 12

مع مراعاة المقتضيات التشريعية والتنظيمية السارية، تمنع كل التسهيلات من أجل تنقل وإقامة العاملين الفنيين والتقنيين المساهمين في إنتاج أعمال منجزة في إطار هذا الاتفاق، وكذا من أجل الاستيراد والتصدير في كل بلد للمعدات الضرورية لإيجاز واستغلال وتصدير هذه الأعمال (أشرطة ومعدات تقنية وملابس وعناصر الديكور ومواد الدعاية إلخ).

2. مقتضيات عامة

المادة 13

تعمل السلطات المختصة لكلا البلدين على موافقة بعضها البعض بجميع المعلومات المتعلقة بمشاريع الإنتاج المشترك وتبادل الأعمال، كتفاصيل العلاقات القائمة بين البلدين في المجال السينمائي والإنتاج السمعي البصري المستقل، بصفة عامة.

المادة 14

في إطار هذا الاتفاق يتم إحداث لجنة مشتركة سينمائية وسمعية-بصرية تتكون من ممثلين عن كل بلد. وتتولى هذه اللجنة المشتركة مهمة النظر في شروط تطبيق هذا الاتفاق وإيجاد حلول للصعوبات المحتملة، وكذا دراسة التعديلات المرغوب فيها بغيره تطوير التعاون بين البلدين.
تجتمع هذه اللجنة عادة كل سنة بالتناوب، في المغرب والبرتغال، وذلك طوال مدة صلاحية هذا الاتفاق، كما يمكن أن تجتمع أيضاً في حالة إدخال تعديلات مهمة سواء على التشريعات أو الأنظمة المطبقة في المجال السينمائي أو الإنتاج السمعي البصري المستقل.

المادة 15

لا يؤثر إيهام العمل بهذا الاتفاق على تصفية إيرادات أعمال الإنتاج بشكل مشترك، بل تستمر وفقاً للشروط المتفق عليها سابقاً في المادة 7 أعلاه.

يتعين تصوير المشاهد الخارجية لأي عمل فوق التراب الوطني لأي من البلدين، إلا في حالة بروز ذلك السيناريو أو أي إكراهات أخرى للإنتاج أو الإنتاج المشترك متعدد الأطراف وبعد تفاصيل السلطات المختصة للبلدين.

المادة 7

توزيع الإيرادات بالتناسب مع مساهمة كل واحد من المنتجين المشتركين.

ويجب أن يشمل هذا التوزيع إما تقسيماً لإيرادات أو تقسيماً جغرافياً يتم فيه الأخذ بعين الاعتبار، حسب كل حالة على حدة، اختلاف الحجم المحتمل بين أسواق الطرفين، وإما الجمجم بين الصيغتين.

وتتم الموافقة على هذا التوزيع وفقاً للمساطر الخاصة بكل واحد من البلدين.

المادة 8

مبدئياً يتولى المنتج المشترك ذو المساهمة الأكبر تصدير أعمال الإنتاج المشترك، مالم توجد اتفاقية خاصة بين المنتجين المشتركين، يتولى المنتج المشترك العامل لنفس جنسية المخرج تصدير الأعمال التي تكون المساهمات فيها المنصوص عليها في المادة 5 أعلاه متساوية.

في حالة البلدان التي تطبق قيوداً عند الاستيراد يدرج العمل مع حصة البلد الذي يتمتع بأفضل إمكانيات للتصدير، وفي حال وجود صعوبات يدرج العمل مع حصة البلد الذي يكون المخرج أحد مواطنيه.

المادة 9

يتعين تقديم مقدمات الأفلام (الجينيريك) وأشرطة الدعاية ومواد الدعاية ومواد ترويج الأعمال المتجزة في إطار هذا الاتفاق بعبارة "إنتاج مشترك بين المغرب والبرتغال" أو "إنتاج مشترك بين البرتغال والمغرب".

ما لم يتم الاتفاق بشكل مشترك على مقتضيات مغایرة، يتولى تقديم أعمال المنتجة بشكل مشترك في الفعاليات والمهرجانات الدولية البلد الذي ينتهي إليه المنتج ذو المساهمة الأكبر أو، في حالة الأعمال التي تتساوى فيها المساهمات، البلد الذي يكون المخرج أحد مواطنيه.

لا يكون قبولاً مشروع إنتاج مشترك من طرف السلطات المختصة للبلدين ملزماً لأي منها فيما يتعلق بمنع رخصة استغلال الإنتاج المشترك المتجزء على هذا النحو.

المادة 10

يتفق الطرفان على البحث عن توازن عام سواء على المستوى الفني أو على مستوى استعمال الوسائل التقنية للبلدين.

- بالنسبة للمغرب: المركز السينمائي المغربي (CCM)؛
- بالنسبة للبرتغال: المعهد السينمائي والسمعي البصري (ICA, IP).

المادة 3

من أجل الاستفادة من وضعية الإنتاج المشترك، يجب على الأعمال السينمائية أن تكون منجزة من طرف مخرجين يتوفرون على تنظيم تقني ومالٍ جيد وعلى خبرة مهنية معترف بها من قبل السلطة الوطنية التي ينتمون إليها. ويمكن منح وضعية الإنتاج المشترك ل:

- الأعمال السينمائية بكل أشكالها ومدتها الزمنية؛
- الأعمال السمعية البصرية ذات الإنتاج المستقل وذات الطابع الخيالي والوثائقي أو أفلام التحرير، سواء منها الأعمال الوحدوية أو المسلسلات من حلقات، ولا تستفيد الأعمال ذات الصبغة الخيالية من نوع "المسلسلات التلفزيونية" «telenovela» من وضعية الإنتاج المشترك.

المادة 4

يتعين أن يشتمل كل عمل إنتاج مشترك على سالب الصورة الأصلي أو نسخة مماثلة أو متسالب أو متوجب أو نسخة محمولة على أي دعامة إلكترونية حاضرة أو مستقبلية.

يكون كل منتج مشترك مالكا لأحد عناصر السحب المشار إليها أعلاه وكذا لشريط صوتي دولي.

المادة 5

يمكن لنسبة حبص المنتجين المشتركين لكلا البلدين أن تترواح، حسب كل عمل، بين 20% و 80%. ويمكن أن تصل أدنى مساهمة، في الحالات الاستثنائية، إلى 10%， وذلك بموافقة السلطات المختصة لكلا البلدين.

ويتعين أن يشتمل كل عمل إنتاج مشترك على مساهمة فنية وتقنية فعلية من كلا الجانبيين. مبدئيا، تكون حصة المنتج المشترك ذي المساهمة الأقل من التقنيين والممثلين متناسبة مع استثماره.

المادة 6

يتعين أن تنجز أعمال الإنتاج المشترك من قبل مخرجين وتقنيين وفنانين يحملون الجنسية المغربية أو البرتغالية، أو يتوفرون على وضعية مقيم في المغرب أو البرتغال.

يمكن، استثناء، قبول مشاركة مترجمين أو تقنيين لا يحملون جنسية أي من البلدين أو لا يتوفرون على وضعية مقيم بال المغرب أو البرتغال. وذلك مراعاة للإكراهات القانونية أو لإكراهات الإنتاج بما فيها تلك المرتبطة باحترام البرتغال لقانون الاتحاد الأوروبي. خاصة في إطار مشاريع الإنتاج المشترك متعدد الأطراف.

اتفاق

حول الإنتاج السينمائي والسمعي البصري المشترك بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية

إن المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية، المشار إليهما فيما بعد بـ"الطرفين":

حرصاً مهماً على تطوير وتوسيع التعاون السينمائي بينهما، قررتا تعزيز وتسهيل الإخراج عبر الإنتاج المشترك للأعمال التي من شأنها أن تساهم، عبر مؤهلاتها الفنية والتقنية، في تطوير الصناعات المتعلقة بالإنتاج السينمائي والسمعي البصري بالبلدين والإسهام في تنمية مبادلاتهما الثقافية والتجارية:

ورغبة مهما في استئناف هذا التعاون بالعمل على تطويره عن طريق المبادرات والإنتاج المشترك للأعمال السينمائية والسمعية البصرية:

وإلتئاماً مهماً بكون هذا التعاون سيساهم في توطيد العلاقات بين البلدين.

اتفقنا على ما يلي:

أ- الإنتاج المشترك

المادة 1

لأغراض هذا الاتفاق، تعني كلمة "عمل" الأعمال السينمائية بكل مدها الزمنية وأشكالها والمحمولة على جميع الدعامات. وتعني أيضاً الأعمال الموجهة للنشر أو غيرها من أشكال الاستغلال التلفزي أو تلك التي تتم عن طريق خدمات سمعية بصرية أخرى، وفقاً لمقتضيات التشريعية والتنظيمية لكلا البلدين.

تعتبر الأعمال المخرجة بشكل مشترك والتي تتماشى مع أغراض هذا الاتفاق "أعمالاً وطنية" من قبل سلطات كلا البلدين.

وتتمتع هذه الأعمال بشكل مطلق بالامتيازات التي تترتب عنها طبقاً لمقتضيات السارية أو التي يمكن أن تصدر بكل من البلدين.

وتتحول هذه الامتيازات حصرياً للمنتج الذي يكون مواطناً للبلد المانح لها.

المادة 2

تحظى الأعمال ذات الإنتاج المشترك المخرجة وفقاً لهذا الاتفاق بمصادقة السلطات المختصة لكلا البلدين. وذلك بعد التشاور فيما بينها. وتمثل هذه السلطات المختصة في:

ظهير شريف رقم 1.18.92 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق حول الإنتاج السينمائي والسمعي البصري المشترك، الموقع بالرباط في 5 ديسمبر 2017 بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية

الحمد لله وحده،

الطابع الشريف - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولد)

يعلم من ظهيرنا الشريف هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على الاتفاق حول الإنتاج السينمائي والسمعي البصري المشترك، الموقع بالرباط في 5 ديسمبر 2017 بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية ؛

وعلى القانون رقم 10.18 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.18.77 بتاريخ 23 من ذي القعدة 1439 (6 أغسطس 2018) ؛

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريف هذا، الاتفاق حول الإنتاج السينمائي والسمعي البصري المشترك، الموقع بالرباط في 5 ديسمبر 2017 بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

**

المادة 10

يدخل هذا الاتفاق حيز التنفيذ ثلاثة (30) يوماً بعد إشعار الطرفين بعضهما البعض عبر القناة الدبلوماسية باستكمال الإجراءات المطلوبة طبقاً لتشريعاتهما الداخلية.

المادة 11

- يبقى هذا الاتفاق ساري المفعول لمدة ثلاثة (3) سنوات تجدد تلقائياً لفترات مماثلة.
- يمكن لأي من الطرفين إلغاء هذا الاتفاق بإشعار خطى عبر القناة الدبلوماسية سنة (6) أشهر على الأقل قبل نهاية الفترة الجارية.
- لا يؤثر إلغاء هذا الاتفاق على المشاريع أو البرامج السارية بموجب هذا الاتفاق والتي لم يتم استكمال تنفيذها بتاريخ سريان مفعول الاتفاق.

المادة 12

- يمكن تعليق تطبيق هذا الاتفاق مؤقتاً عند حدوث قوة قاهرة.
- يجب الإشعار، كتابياً عبر القناة الدبلوماسية، بتعليق تطبيق هذا الاتفاق وكذا استئناف تطبيقه بمجرد ظهور القوة القاهرة.
- لا يؤثر تعليق هذا الاتفاق على المشاريع أو البرامج الجارية بموجب الاتفاق والتي لم يتم استكمال تنفيذها.

المادة 13

يبادر الطرف الذي وقع الاتفاق في بلده، في أقرب وقت ممكن بعد دخول الاتفاق حيز التنفيذ، بتسجيله لدى سكرتارية الأمم المتحدة طبقاً للمادة 102 من ميثاق الأمم المتحدة.

ويتم إشعار الطرف الآخر بهذا الإجراء وبرقم التسجيل الذي منح للاتفاق.

حرر في لشبونة بتاريخ 20 أبريل 2015 في نظيرتين أصليين باللغات العربية والبرتغالية والفرنسية ولكل النصوص نفس الحجية.

وفي حالة اختلاف في التأويل، يرجح النص الفرنسي.

عن
الجمهورية البرتغالية

أنابيلا روبيكيس
وزيرة الإدارة الداخلية

عن
المملكة المغربية

الشرقي الضريبي
الوزير المنتدب لدى وزير الداخلية

المادة 4

لتنفيذ وتطبيق هذا الاتفاق، يعين الطرفان كهيآت مختصة :

- أ- عن الطرف المغربي : وزارة الداخلية بالمملكة المغربية،
- ب-عن الطرف البرتغالي : وزارة الإدارة الداخلية للجمهورية البرتغالية.

المادة 5

يمكن ترجمة تنفيذ التعاون عن طريق تبادل الموظفين أو بعثات الخبراء الأمنيين، وكذا عن طريق تبادل المواد اللوجستيك إذا تم الاتفاق بهذا الشأن بين الطرفين.

المادة 6

في حالة ما إذا كان دعم تقني أو لوجستي ضروري، يتفق الطرفان على أشكال تنفيذه.

المادة 7

- 1- ينشئ الطرفان لجنة مختلطة بهدف تعزيز التشاور حول موضوع هذا الاتفاق لضمان تنفيذ وتسويه الخلافات الناجمة عن تطبيقه.
- 2- تكون اللجنة المختلطة من ممثلين معينين قانونياً لذلك من طرف السلطات الحكومية المختصة لكلا الطرفين.
- 3- تجتمع اللجنة المختلطة فوق تراب كل طرف على الأقل مرة كل سنة أو كلما اقتضت الظروف ذلك.
- 4- يمكن للجنة المختلطة وضع تنظيم داخلي.

المادة 8

تم تسوية كل خلاف يتعلق بتأويل أو تطبيق هذه الاتفاق، لم يتوصلا بشأنه إلى تسوية على مستوى اللجنة المختلطة، بالتفاوض عبر القناة الدبلوماسية.

المادة 9

- 1- يمكن مراجعة هذا الاتفاق بطلب من أي طرف.
- 2- يدخل أي تعديل حيز التنفيذ وفقاً للمادة 10 من هذا الاتفاق.

اتفقنا على ما يلي:

المادة 1

يهدف هذا الاتفاق إلى تقوية التعاون والمبادلات التقنية في إطار الأمن الداخلي بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية طبقاً لتشريعاتهما الوطنية سارية المفعول والاتفاقيات الدولية الأخرى المطبقة.

المادة 2

يشمل التعاون التقني في مجال الأمن الداخلي :

- أ- الوقاية من الجريمة ومحاربتها؛
 - ب- تدبير التظاهرات الكبرى؛
 - ج- تدبير الحشود والأزمات وحالات الطوارئ؛
 - د- وضع استراتيجيات جماعية للتدخل؛
 - هـ- تبادل المعلومات بين المصالح المختلفة للأمن في الدولتين كما تم الاتفاق بشأنه بين الطرفين؛
 - و- شرطة القرب؛
 - ز- تدبير تدفق الهجرة ومحاربة الهجرة غير الشرعية والاتجار بالبشر؛
 - ن- إجراءات ونظم مراقبة الحدود؛
 - ح- وثائق الأمن وتزوير الوثائق؛
 - طـ- الوقاية المدنية والأمن ومنع المخاطر الكبرى؛
 - ي- الوقاية والسلامة الظرفية؛
 - نـ- التكوين؛
 - كـ-تحسين وتحديث إطار الأمن.
- 2- يشمل التبادل الأشكال المحددة من البرامج المشار إليها في المادة 3 من هذا الاتفاق.

المادة 3

- 1- يمكن دمج التعاون بموجب هذا الاتفاق في البرامج للتعاون التي يتم تحديد نطاقها وهدفها ومسؤولية تطبيقها في كل حالة من طرف الهياكل المختصة بإقرار المسؤولين الحكوميين المكلفين بالأمن الداخلي.
- 2- يمكن تحديد أشكال التعاون بموجب هذا الاتفاق باتفاقات خاصة أو بروتوكولات إضافية.

اتفاق تعاون
بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية
بشأن الأمن الداخلي

إن المملكة المغربية،

و

الجمهورية البرتغالية،

المشار إليهما فيما يلي بـ"الطرفين"؛

إذ تحذوها الرغبة في تقوية روابط الصداقة والأخوة بين الدولتين والشعبين؛

عزمها منها على تطوير وتعزيز علاقات التعاون اعتباراً للقرب الجغرافي لإفريقيا الشمالية من جنوب شرق أوروبا؛

عزمها منها على مواجهة بطريقة فعالة تفشي الظواهر الإجرامية في الجهة وبهدف تقوية أعمال الدعم المؤسسي لتعزيز تبادل الممارسات الجيدة والتعاون لتقوية نظام الأمن الداخلي؛

اعتباراً للآليات القانونية التي تنظم التعاون الثنائي بين الدولتين، وخاصة في إطار معاهدة الصداقة وحسن الجوار والتعاون بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية الموقعة بالرباط في 30 مايو 1994؛

وتؤسساً على مبدأ الاحترام المتبادل للاستقلال التام وسيادة وعدم التدخل في الشؤون الداخلية والمصالح المتبادلة،

ظهير شريف رقم 1.18.42 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاق التعاون بشأن الأمن الداخلي،
الموقع بلشبونة في 20 أبريل 2015 بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله ولـه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاق التعاون بشأن الأمن الداخلي، الموقع بلشبونة في 20 أبريل 2015 بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية؛

وعلى القانون رقم 31.17 الموافق بموجبه على الاتفاق المذكور والصادر بتنفيذه الظهير الشريف رقم 1.18.10 بتاريخ

28 من جمادى الأولى 1439 (15 فبراير 2018) :

ونظراً للتبادل الإعلامي واستيفاء الإجراءات اللاحقة لدخول الاتفاق المذكور حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراً شريفاً بما يلي :

ينشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، اتفاق التعاون بشأن الأمن الداخلي، الموقع بلشبونة في 20 أبريل 2015
بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

ووقعه بالعطف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

**

وإشهاداً على ما تقدم، قام المفوضان أدناه، والمخولان من قبل حكومتيهما، بالتوقيع على هذه الاتفاقية.

حررت هذه الاتفاقية وقعت في مدينة الدوحة بتاريخ ٥/٤/٢٠١٦ ميلادية، من نسختين أصليتين باللغة العربية، وكل منها ذات الحجية.

عن

حكومة دولة قطر

عن

حكومة المملكة المغربية

حسن بن لحدان الحسن المهدي
وزير العدل

المصطفى الرميد
وزير العدل والحقوق

مادة (٨٥)

يجوز للسلطات المركزية بكل الطرفين تقديم الطلبات الواردة من أحدهما والمرتبطة بمجالات هذه الاتفاقية نيابة عن مواطني الطرفين إلى الجهات القضائية المختصة بهما، وذلك من خلال الاستفادة من المساعدة القضائية طبقاً للشروط المعول بها في تشريعات كلاً من الطرفين.

مادة (٨٦)

تعفى الأوراق والمستندات التي تقدم إعمالاً لأحكام هذه الاتفاقية من أي إجراءات شكلية يستلزمها تشريع أي من الطرفين، على أن تكون مختومة بخاتم الجهة المختصة.

مادة (٨٧)

تسري القواعد المقررة في هذه الاتفاقية على تنفيذ الأحكام التي صدرت قبل أو بعد العمل بها.

مادة (٨٨)

يسوى أي خلاف قد ينشأ بين الطرفين عن تطبيق أو تفسير أحكام هذه الاتفاقية، وديا بالتشاور بينهما عبر القنوات الدبلوماسية.

مادة (٨٩)

يجوز تعديل أحكام هذه الاتفاقية أو أي نص من نصوصها باتفاق الطرفين كتابةً، وتدخل هذه التعديلات حيز النفاذ طبقاً لذات الإجراءات المنصوص عليها في المادة (٩٠) من هذه الاتفاقية.

مادة (٩٠)

تدخل هذه الاتفاقية حيز النفاذ بعد مرور مدة (٣٠) ثلثين يوماً من تلقى أحد الطرفين آخر إخطار يفيد بإتمام الإجراءات الدستورية أو القانونية المعول بها لدى كل من الطرفين عبر القنوات الدبلوماسية، وتظل سارية المفعول لمدة (٥) خمس سنوات، وتجدد تلقائياً لمدة أو لمدد أخرى مماثلة، ما لم يخطر أحد الطرفين الطرف الآخر كتابةً برغبته في إنهائها، وذلك بعدة لا تقل عن (٦) ستة أشهر على الأقل قبل تاريخ إنهائها أو انتهاء مدتها الأصلية.

مادة (٨٣)

يستفيد المحكوم عليه من العفو العام والخاص الصادر من دولة الإدانة، ويقتصر الحق في إصدار العفو الخاص على السلطة المختصة في دولة الإدانة.

ولا يستفيد من العفو العام الشامل الصادر في دولة التنفيذ، إلا بموافقة السلطة المختصة في دولة الإدانة.

ويقوم الطرف الصادر فيه العفو بإخطار الطرف الآخر بصورة منه، كما تقوم دولة الإدانة بإخطار دولة التنفيذ عند صدور قانون فيها أصلح للمحكوم عليه.

مادة (٨٤)

تحمل دولة التنفيذ المصاريف الناشئة عن إتمام النقل باستثناء المصاريف التي أنفقت في دولة الإدانة.

الوأبـد الصـاحـبـ

الـحـكـامـةـ

مادة (٨٤)

تتولى السلطة المركزية لدى كل طرف تقديم وتسليم الطلبات المتبادلة طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية عبر القنوات الدبلوماسية.

وتكون السلطات المركزية المختصة بتنفيذ هذه الاتفاقية هي:

١. عن حكومة دولة قطر (المجلس الأعلى للقضاء / النيابة العامة / وزارة العدل).
٢. عن حكومة المملكة الغربية (وزارة العدل و الحريات).

التوقيف، والحبس الاحتياطي التي قضتها المحكوم عليه في الجريمة الصادر بشأنها حكم الإدانة، وي الخاضع التنفيذ فيما عدا ذلك للشروط والقواعد والأنظمة المعمول بها في دولة التنفيذ.

ولا يجوز أن يترتب على تنفيذ حكم الإدانة في دولة التنفيذ أن يسوء مركز المحكوم عليه.

مادحة (٧٨)

يكون للحكم الصادر في دولة الإدانة نفس الآثار القانونية للأحكام الصادرة في دولة التنفيذ في المواد العقابية، ولا يجوز لدولة التنفيذ اتخاذ أي إجراء من إجراءات التحقيق ضد المحكوم عليه، أو محاكنته عن الجريمة الصادر بشأنها حكم الإدانة، والتي تم النقل بسببيها.

مادحة (٧٩)

تقوم دولة التنفيذ بإخطار دولة الإدانة فيما يتعلق بتنفيذ العقوبة في الحالات التالية:

١. إتمام تنفيذ العقوبة.
٢. إذا طلبت دولة الإدانة موافاتها ب்தقرير عن أي أمر يتعلق بتنفيذ العقوبة.
٣. هروب المحكوم عليه قبل استكمال تنفيذ العقوبة.

مادحة (٨٠)

يكون لدولة الإدانة الحق في استكمال تنفيذ الجزء المتبقى من العقوبة في حالة هروب المحكوم عليه في دولة التنفيذ، وتعذر ضبطه في إقليمهما.

مادحة (٨١)

تحتفظ دولة الإدانة وحدها بالفصل في أي طلب لإعادة النظر في الحكم الصادر بالإدانة.

مادة (٧٣)

يكون الطلب المقدم من دولة التنفيذ مصحوباً بالمستندات التالية:

١. شهادة تفيد أن المحكوم عليه يتمتع بجنسيتها وقت تقديم الطلب.
٢. نسخة من نصوص التشريعات التي تفيد أن الأفعال التي صدر حكم بالإدانة بشأنها تشكل جريمة جنائية في بلد التنفيذ، والعقوبات المقررة لها.
٣. بيان بكيفية تنفيذ حكم الإدانة موضوع الطلب.

مادة (٧٤)

يجوز لأي من الطرفين أن يطلب من الطرف الآخر المعلومات التكميلية الضرورية لإجابة الطلب، وله أن يحدد أجالاً لموافاته بهذه المعلومات يمكن إطالتها بناءً على طلب مسبب، وفي حالة عدم تقديم المعلومات التكميلية يصدر الطرف المطلوب منه قراره في شأن الطلب بناءً على المعلومات والمستندات التي أتيحت له.

مادة (٧٥)

تصدر القرارات المتعلقة بتنفيذ أحكام هذا الباب من السلطة المختصة في كل من الطرفين كل في ما يخصه، أو من الجهة المختصة وفقاً لأحكام التشريع الداخلي لكل من الطرفين.

مادة (٧٦)

توجه الطلبات والراسلات المتعلقة بتنفيذ أحكام هذا الباب بالطرق الدبلوماسية.

**القسم الثالث
تنفيذ الأحكام**

مادة (٧٧)

تقوم الجهة المختصة في دولة التنفيذ عند إتمام نقل المحكوم عليه باستكمال تنفيذ العقوبة المحكوم عليه بها مباشرة متقدمة في ذلك بباقي مدة العقوبة الواجب تنفيذها، على أن تخصم منها مدة

ماده (٦٩)

تسمح دولة الإدانة لدولة التنفيذ بالتحقق بواسطة أحد ممثليها من الإرادة الحقيقة للمحكوم عليه بشأن النقل.

ماده (٧٠)

تقوم الجهة المختصة في أي من الطرفين ببحث طلب النقل، واستيفائه للشروط، وإصدار قرار في شأن قبوله، أو رفضه في أقرب وقت مع肯، واحظار الطالب ودولته بالقرار. ويجري تنفيذ نقل المحكوم عليه في حالة الموافقة في أقرب وقت مع肯.

**القسم الثاني
الأدلة وأدلة**

ماده (٧١)

يقدم طلب النقل والردود المتعلقة به كتابةً، ويجب أن يتضمن الطلب ما يأتي:

١. معلومات دقيقة عن شخصية المحكوم عليه، وجنسيته، ومحل إقامته وموطنه.
٢. نسخة من حكم الإدانة الصادر ضد المحكوم عليه.
٣. إقرار من المحكوم عليه أو ممثله القانوني بموافقته على النقل وعلمه بالآثار المترتبة عليه.

ماده (٧٢)

يكون الطلب المقدم من دولة الإدانة مصحوباً بالمستندات التالية:

١. صورة رسمية عن الحكم الصادر بالإدانة مرفقاً بها ما يفيد صيرورته باتاً وواجب النفاذ.
٢. نسخة من نصوص التشريعات التي استند إليها حكم الإدانة.
٣. بيان بما تم تنفيذه من العقوبة المحكوم بها وكيفية تنفيذها والمدة التي قضتها المحكوم عليه في التوقيف، والحبس الاحتياطي، وجميع المعلومات الهامة المتعلقة بالتنفيذ.

٦. ألا تقل المدة المتبقية من العقوبة السالبة للحرية الواجبة التنفيذ عن (٠٦) ستة أشهر عند تقديم طلب النقل، ويجوز أن يوافق الطرفان على النقل عندما تكون المدة المتبقية من العقوبة الواجبة أقل من ذلك.
٧. أن يوافق المحكوم عليه على النقل، وفي حالة عدم قدرته على التعبير عن إرادته تصدر الموافقة من ممثله القانوني، أو زوجه، أو أحد أقاربه حتى الدرجة الرابعة، ويتم التعبير عن الإرادة وفقاً لقانون دولة الإدانة.

ماده (١٧)

يجوز لدولة الإدانة رفض طلب النقل في الحالات الآتية:

١. إذا كانت الأفعال التي صدر عنها حكم الإدانة محلًّا لإجراءات جنائية تباشرها الجهات القضائية في دولة التنفيذ.
٢. إذا لم يسدد المحكوم عليه الغرامات والتعويضات، وأي التزامات أخرى واجبة الأداء.
٣. إذا كان المحكوم عليه متمنعاً بجنسية دولة الإدانة وقت ارتكاب الفعل الصادر بشأنه حكم الإدانة.

ماده (١٨)

يخطر كل طرف الطرف الآخر كتابةً بأي حكم إدانة صادر ضد أحد مواطنيه ويكون من شأنه جواز النقل طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية.

وتحيط السلطات المختصة في دولة الإدانة أي مواطن للدولة الأخرى محكوم عليه بحكم بات وواجب التنفيذ بإمكانية نقله إلى الدولة التي يحمل جنسيتها لتنفيذ عقوبته فيما طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية.

ويتعين أن يبلغ المحكوم عليه كتابةً بكل قرار تصدره دولة الإدانة أو دولة التنفيذ بشأن طلب النقل.

- دولة الإدانة : الدولة الطرف التي أدين فيها الشخص المطلوب نقله منها.
- دولة التنفيذ: الدولة الطرف التي ينقل إليها المحكوم عليه لاستكمال تنفيذ العقوبة المضي بها عليه.
- المحكوم عليه: كل شخص محبوس صدر ضده حكم قضائي بات وواجب التنفيذ بالإدانة بعقوبة سالبة للحرية في إقليم أحد الطرفين، ما لم يكن قد وجه إليه اتهام آخر في جريمة لم يصدر في شأنها حكم بات.

ماده (١٥)

يقدم طلب النقل من دولة الإدانة أو من دولة التنفيذ للمحكوم عليه، أو ممثله القانوني، أو زوجه، أو أقاربه حتى الدرجة الرابعة أن يقدم طلباً بنقله إلى دولة التنفيذ.

ماده (٦٦)

يجب في نقل المحكوم عليه توفر الشروط التالية :

١. أن يكون المحكوم عليه متعملاً بجنسية دولة التنفيذ عند تقديم الطلب.
٢. أن يكون الفعل الصادر ب شأنه حكم الإدانة معاقباً عليه في قانون دولة التنفيذ بعقوبة سالبة للحرية.
٣. أن يكون حكم الإدانة باتاً وواجب النفاذ.
٤. لا يكون حكم الإدانة مؤسساً على وقائع انقضت الدعوى الجنائية ب شأنها في دولة التنفيذ، أو صدر عنها حكم بات تم تنفيذه في دولة التنفيذ، أو سقطت العقوبة بالتقادم.
٥. لا يكون حكم الإدانة صادراً ب شأن جريمة من جرائم الاتجار بالمخدرات، أو من الجرائم السياسية، أو غيرها من الجرائم التي من شأنها المساس بسيادة أي من الطرفين، أو أمنه، أو نظامه العام.

.٢ . إذا كان من المقرر هبوط الطائرة وجب على الطرف الطالب أن يقدم طلباً بالمرور، وفي حالة ما إذا كانت الدولة المطلوب منها الموافقة على المرور تطلب هي الأخرى بتسليمه، فلا يتم هذا المرور إلا بعد اتفاق الطرف الطالب وتلك الدولة بشأنه.

ماده (١٣)

يتحمل الطرف المطلوب منه جميع مصروفات الإجراءات التي تتم في إقليمه، ويتحمل الطرف الطالب مصروفات نقل ومرور الشخص خارج إقليم الطرف المطلوب منه.

كما يتحمل الطرف الطالب جميع مصروفات عودة الشخص المسلح إلى المكان الذي كان فيه وقت تسليمه إذا ثبت عدم مسؤوليته أو حكم ببراءته .

وإذا أصبح من الواضح أن تنفيذ الطلب يتطلب مصاريف غير اعتيادية، يتشاور الطرفان لتحديد الشروط والأحوال التي يمكن بموجبها تقديم المساعدة.

المادة الخامسة

نقل المحكوم عليه وعقوباته حالية المعرمة

القسم الأول

أحكام عامة

ماده (١٤)

يعتمد الطرفان بتبادل نقل المحكوم عليهم بغرض تنفيذ الأحكام الجنائية السالبة للحرية الصادرة من محاكم أحد الطرفين ضد أحد مواطني الطرف الآخر، وفقاً للقواعد والشروط المبينة في هذا الباب.

ماده (١٤)

في تطبيق أحكام هذا الباب يقصد بالعبارات التالية المعاني المبينة قرین كل منها ما لم يقتضي السياق خلاف ذلك:

مادحة (١٠)

مع عدم الإخلال بأحكام القوانين النافذة في الطرف المطلوب منه التسليم وبحقوق الغير حسن النية، يتم التحفظ على جميع ما يعثر عليه من أشياء تتعلق بالجريمة حين ضبط المطلوب تسليمه أو حبسه احتياطياً (توقيفه مؤقتاً)، أو في أي مرحلة لاحقة.

ويجوز تسليم ما تم التحفظ عليه إلى الطرف الطالب، ولو لم يتم التسليم بسبب الوفاة، أو الهروب، أو أي سبب آخر، مع الاحتفاظ بالحقوق المكتسبة للطرف المطلوب منه أو للغير على هذه الأشياء، وذلك مع عدم الإخلال بالقوانين النافذة في الطرف المطلوب منه، ويجب ردها إلى الطرف المطلوب منه على نفقة الطرف الطالب في أقرب أجل متى ثبتت هذه الحقوق، وذلك بعد الانتهاء من إجراءات الاتهام التي باشرها الطرف الطالب، ويجوز للطرف المطلوب منه الاحتفاظ مؤقتاً بالأشياء المضبوطة إذا رأى حاجته إليها في إجراءات جنائية أخرى، كما يجوز له عند إرسالها أن يحتفظ بالحق في استردادها لذات السبب مع التعهد بإعادتها بدوره عندما يتسعى له ذلك.

مادحة (١١)

يجوز لكل من الطرفين السماح بمرور الشخص المقرر تسليمه إلى أي منهما من دولة أخرى عبر أراضيها، شريطة ألا يكون من مواطني الطرفين، وذلك بناءً على طلب يوجه إليها، ويجب أن يكون الطلب مؤيداً بالوثائق الازمة لإثبات أن الأمر يتعلق بجريمة يمكن أن تؤدي إلى التسليم طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية.

وفي حالة استخدام الطرق الجوية لنقل الشخص المقرر تسليمه تتبع القواعد التالية:

١. إذا لم يكن من المقرر هبوط الطائرة يقوم الطرف الطالب بإخطار الدولة التي ستعبر الطائرة فضاءها بوجود الوثائق والأوراق المنصوص عليها في المادة (٥٠) من هذه الاتفاقية، وفي حالة الهبوط الاضطراري يجوز للطرف الطالب طبقاً لأحكام المواد (٥٦، ٥٧، ٥٨) من هذه الاتفاقية طلب القبض على الشخص المقرر تسليمه ريثما يوجه طلباً بالمرور وفقاً للشروط المنصوص عليها في الفقرة الأولى من هذه المادة إلى الدولة التي هبطت الطائرة في أراضيها.

مادحة (٥٥)

على الطرف طالب أن يقوم باستلام الشخص المطلوب تسليمه خلال (٣٠) ثلاثة أيام من تاريخ إرسال إنذار إليه بذلك، وإلا كان للطرف المطلوب منه حق إخلاء سبيله. وفي هذه الحالة لا يجوز طلب تسليمه مرة ثانية عن ذات الجريمة، إلا إذا قدم الطرف طالب عذرًا مقبولًا.

مادحة (٥٦)

لا تجوز محاكمة الشخص المطلوب تسليمه في الطرف طالب، ولا تنفذ عليه عقوبة إلا عن الجريمة التي طلب تسليمه من أجلها، والجرائم المرتبطة بها، على أنه إذا كان قد أتيحت له وسائل الخروج منإقليم الطرف الذي سلم له، ولم يستفد منها خلال (٣٠) الثلاثين يوماً التالية للإفراج عنه نهائياً، أو كان قد غادر الإقليم خلال تلك المدة ثم عاد إليه ثانية بمحض اختياره فتصبح محاكمته عن الجرائم الأخرى.

مادحة (٥٧)

لا يجوز للطرف طالب تسليم الشخص المسلم إليه إلى دولة ثالثة إلا بناءً على موافقة الطرف المطلوب منه، ومع ذلك يجوز تسليم الشخص إلى دولة ثالثة إذا كان قد أقام فيإقليم الطرف المسلم إليه، أو عاد إليه باختياره وفقاً للأحكام المنصوص عليها في المادة (٥٦) من هذه الاتفاقية.

مادحة (٥٨)

إذا وقع أثناء سير إجراءات الدعوى الجنائية وبعد تسليم الشخص المطلوب تسليمه تعديل في وصف الجريمة النسوية إليه فلا يجوز تتبعهولا محاكمته، إلا إذا كانت عناصر الجريمة حسب وصفها الجديد مما يسمح بالتسليم وفقاً للأحكام هذه الاتفاقية.

مادحة (٥٩)

تخصم مدة التوقيف المؤقت استناداً للمادة (٥٣) من هذه الاتفاقية، من أي عقوبة يحكم بها في الطرف طالب على الشخص المطلوب تسليمه.

ماده (٥٣)

إذا تعددت طلبات التسليم عن جريمة واحدة ف تكون الأولوية في التسليم للدولة التي أضرت الجريمة بمصالحها، ثم للدولة التي ارتكبت الجريمة على إقليمها، ثم للدولة التي ينتمي إليها الشخص المطلوب تسليمه بجنسيته.

وإذا اتحدت الظروف تفضل الدولة الأسبق في طلب التسليم، أما إذا كانت طلبات التسليم عن جرائم متعددة، فيكون الترجيح بينها حسب ظروف الجريمة وخطورتها.

ماده (٥٤)

١. يجوز في حالة الاستعجال، وبناءً على طلب السلطات المختصة لدى الطرف الطالب القبض على الشخص المطلوب حبسه احتياطياً (توقيعه مؤقتاً)، ريثما يصل طلب التسليم والوثائق والأوراق المبينة في المادة (٥٠) من هذه الاتفاقية، وللسلطة المختصة في الطرف المطلوب منه إذا لم تتسلم هذه الوثائق والأوراق خلال (٣٠) ثلاثة أيام من طلب التوقيف أن تأمر بالإفراج عن الشخص المطلوب تسليمه، ولا يحول قرار الإفراج دون توقيفه من جديد إذا ورد طلب التسليم مستوفياً الوثائق والأوراق سالفة البيان.

٢. للطرف المطلوب منه التسليم أن يطلب إيضاحات إضافية، وأن يحدد أجلاً للحصول على هذه الإيضاحات لا يتجاوز (٢٠) عشرون يوماً من تاريخ إشعاره بذلك بالطرق الدبلوماسية، ويمكن مد الآجل (١٥) خمسة عشرة يوماً أخرى بناءً على طلب الطرف الآخر، ويجوز للطرف الموجه إليه أن ينهي إجراءات التسليم إذا لم تصله الإيضاحات المطلوبة خلال الأجل المشار إليه، وأن يخل리 سبيل الشخص الموقوف.

ماده (٥٤)

يخطر الطرف المطلوب منه الطرف الطالب بالقرار الذي اتخذه في شأن طلب التسليم، ويتم الإخطار بالطرق الدبلوماسية، ويجب أن يكون القرار الصادر برفض طلب التسليم مسبباً، وفي حالة قبول طلب التسليم يحاط الطرف الطالب علمًا بمكان وזמן التسليم.

مادحة (٤٩)

إذا كان الشخص المطلوب تسليمه قيد التحقيق أو المحاكمة في الطرف المطلوب منه عن جريمة أخرى غير المطلوب تسليمه من أجلها فيؤجل النظر في طلب تسليميه حتى تنتهي محكمته، وتنفذ فيه العقوبة المحكوم بها.

ويمكن للطرف المطلوب منه أن يسلم الشخص المطلوب تسليمه مؤقتاً إلى الطرف الطالب حسب الشروط التي يتلقى عليها الطرفان.

مادحة (٥٠)

يقدم طلب التسليم كتابةً بالطرق الدبلوماسية، ويكون الطلب مصحوباً بالبيانات والمستندات التالية:

١. بيان مفصل عن هوية الشخص المطلوب تسليمه، وأوصافه، و الجنسية، وصورته الشخصية إن أمكن.
٢. أمر القبض على الشخص المطلوب تسليمه، أو أي وثيقة أخرى لها ذات القوة صادرة عن السلطات المختصة.
٣. زمان ومكان ارتكاب الأفعال المطلوب التسليم من أجلها، ووصفها القانوني، والنصوص القانونية المطبقة عليها، مع نسخة معتمدة من هذه النصوص، وبيان من سلطة التحقيق بالأدلة القائمة ضد الشخص المطلوب تسليمه.
٤. صورة رسمية عن الحكم الصادر ضد الشخص المطلوب تسليمه إذا كان قد حكم عليه حضورياً أو غيابياً.
٥. إذا تعلق الأمر بحكم غيابي فينبغي على الطرف الطالب أن يتعهد كتابة بإعادة المحاكمة الشخص المطلوب تسليمه المحاكمة حضورية.

مادحة (٥١)

تفصل السلطات المختصة لدى الطرفين في طلب التسليم وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية، وعند الاقتضاء وفقاً لأحكام القانون النافذ للطرف المطلوب منه وقت تقديم الطلب.

وإذا كان الفعل غير معاقب عليه في قوانين الطرف المطلوب منه، أو كانت العقوبة المقررة للجريمة في الطرف طالب لا نظير لها في قوانين الطرف المطلوب منه، فلا يكون التسليم واجباً، إلا إذا كان الشخص المطلوب تسلি�مه من مواطني الطرف طالب، أو من مواطني دولة أخرى تقرر العقوبة ذاتها.

وإذا تعددت الجرائم المطلوب التسليم من أجلها، فلا يجوز التسليم إلا بالنسبة للجرائم التي يتتوفر فيها الشرطان السابقان.

مادة (٤٨)

لا يجوز التسليم في أي من الحالات الآتية:

١. إذا كان الشخص المطلوب تسلি�مه من مواطني الطرف المطلوب منه، ويعتمد في تحديد جنسية الشخص المطلوب تسلি�مه بوقت ارتكاب الجريمة التي يطلب تسلি�مه من أجلها. وفي هذه الحالة يتولى الطرف المطلوب منه محاكمة هذا الشخص بناءً على طلب من الطرف الآخر مستفيداً بما يكون قد أجرأه الطرف طالب من تحقيقات.
٢. إذا كانت الجريمة معتبرة في نظر الطرف المطلوب منه جريمة سياسية، أو مرتبطة بجريمة سياسية، أو كان المطلوب تسلি�مه لاجئاً سياسياً وقت تقديم طلب التسليم.
٣. إذا كان الشخص المطلوب تسلি�مه قد سبقت محاكمة عن ذات الجريمة، وحكم ببراءته أو بإدانته بحكم بات طبقاً لقانون الدولة التي صدر فيها الحكم واستوفى عقوبته.
٤. إذا كانت الدعوى الجنائية أو العقوبة قد انقضت أو سقطت بمضي المدة أو بصدور عفو عنها وفقاً لقانون الطرف المطلوب منه، أو قانون الطرف طالب.
٥. إذا كان الشخص المطلوب تسلি�مه قيد التحقيق أو المحاكمة في الطرف المطلوب منه عن ذات الجريمة المطلوب تسلি�مه من أجلها.
٦. إذا كانت الجريمة المطلوب من أجلها التسليم قد ارتكبت في إقليم الطرف المطلوب منه.

وذلك بشرط أن تكون جميع الحقوق والضرائب المترتبة في حال الإرث قد دفعت أو جرى تأمينها طبقاً لأحكام القانون.

مادة (٤٤)

يعترف الطرفان بالقرارات الصادرة عن الجهات القضائية المختصة أو عن غيرها من الجهات المختصة بقضايا الترکات والإرث لدى الطرف الآخر، وتنفذها السلطات المختصة في الطرف الآخر وفقاً لتشريعها الداخلي، وفيما لا يتعارض مع نصوص النظام العام لدى الطرف المطلوب منه التنفيذ.

الماء والربيع تسليم المتهمين والمحموم عليهم

مادة (٤٥)

للجهات المختصة في كل من الطرفين موافاة الطرف الآخر، في حالة طلبه، بنسخة من الأحكام الجنائية التي حازت قوة الأمر القضي به، والصادرة في حق مواطني الطرف الآخر.

مادة (٤٦)

في حالة تحريك الدعوى الجنائية في أحد الطرفين يجوز للجهة المختصة بنظر الدعوى الحصول من الطرف الآخر عن طريق الجهة المختصة على صحيفة الحالة الجنائية الخاصة بالشخص الموجه إليه الاتهام إذا كان من مواطني هذا الطرف.

مادة (٤٧)

يكون التسليم واجباً إذا توافرت الشروط التالية :

١. أن تكون الجريمة المطلوب التسليم من أجلها قد ارتكبت في إقليم الطرف الطالب، أو أن تكون قد ارتكبت خارج إقليم أي من الطرفين، وكان الفعل معاقباً عليه لدى كل منها.
٢. أن تكون الجريمة جنائية أو جنحه معاقباً عليها بالحبس مدة (٠٢) سنتين على الأقل أو بعقوبة أشد منها، في قوانين كل من الطرفين، أو أن يكون المطلوب تسليمه عن هذه الجريمة محكماً عليه بالحبس مدة (٠٦) ستة أشهر على الأقل.

وتلتزم البعثة الدبلوماسية أو القنصلية فور علمها بالوفاة بإعلام الجهة المختصة بموضوعات الإرث في الدولة الطرف الذي فتحت فيه التركة بقصد حمايتها.

مادحة (٤٠)

إذا كانت تركة أحد مواطني الطرفين موجودة في إقليم الطرف الآخر، فإن الجهة المختصة بموضوع الترکات تتخذ بناءً على طلب ، أو من تلقاء نفسها جميع الإجراءات الازمة لحماية وإدارة التركة وفقاً للتشريعات المحلية لمكان فتح التركة.

مادحة (٤١)

في حالة وفاة أحد مواطني الطرفين خلال إقامة مؤقتة على أرض الطرف الآخر، فإن على هذا الأخير تسليم جميع المستندات والأموال والأشياء التي كانت بحوزة المتوفى إلى البعثة الدبلوماسية أو القنصلية للطرف الذي يعتبر المتوفى من مواطنيه، ويتم ذلك بموجب وثيقة رسمية وبدون أي إجراءات أخرى.

مادحة (٤٢)

إذا وجدت أموال منقوله للتركة في إقليمي الطرفين تسلم إلى الجهة المختصة، أو إلى البعثة الدبلوماسية، أو القنصلية للطرف الذي ينتهي إليه المتوفى، ويحتفظ الطرفان قبل تسليم الأموال المنقوله من التركة بمقتضى هذه المادة بالحق في المطالبة بالضرائب والحقوق الواجبة في حالات فتح التركة والإرث بموجب القوانين، والأنظمة النافذة لدى الطرفين.

مادحة (٤٣)

إذا كانت الأموال المنقوله العائدة للتركة، أو قيمة الأموال المنقوله وغير المنقوله التابعة للتركة بعد بيعها ستؤول إلى ورثة لهم محل إقامة أو سكن في إقليم الطرف الآخر، وكان لا يمكن تسليم التركة أو القيمة مباشرة إلى الورثة أو وكلائهم، فإنها تسلم إلى البعثة الدبلوماسية أو القنصلية للطرف الآخر،

٣. إذا كان المحكمون غير مختصين بنظر النزاع.
٤. إذا لم يتم تبليغ الخصوم على الوجه الصحيح.
٥. إذا كان في حكم المحكمين ما يخالف أحكام الدستور، أو التشريعات النافذة، أو النظام العام، أو الآداب العامة لدى الطرف المطلوب منه التنفيذ.

ويتعين على الجهة التي تطلب التنفيذ أن تقدم صورة معتمدة من الحكم مصحوبة بشهادة صادرة من الجهة القضائية تفيد اكتسابه للصيغة التنفيذية.

النهاية الثالثة متقدمة التراث

مادحة (٣٧)

يحق للبعثات الدبلوماسية أو القنصلية أو من يمثلها قانوناً، في قضايا الإرث ومنازعاته وبدون توكيل خاص، تمثيل مواطنها غير الموجودين في إقليم الطرف الآخر أمام المحاكم، وبباقي الجهات التابعة لهذا الطرف.

مادحة (٣٨)

إذا توفي أحد مواطني الطرفين في إقليم الطرف الآخر، تخطر السلطة المختصة مباشرة البعثة الدبلوماسية أو القنصلية لهذا الطرف، وتنقل إليها جميع المعلومات المتوفرة لديها المتعلقة بالورثة المفترضين. (عنوانهم أو مكان إقامتهم، ومكان فتح التركة الذي هو مكان وفاة المورث، ومفردات التركة، وما إذا كانت هناك وصية) وتخطر الطرف الآخر بأن المتوفى قد ترك أموالاً في دولة أخرى إذا كان لديها علم بذلك.

مادحة (٣٩)

عند ثبوت إحدى الجهات في الدولة الطرف الذي فتحت فيه التركة أثناه قضية إرثية من أن الوارث هو من مواطني الطرف الآخر فعليها إخبار البعثة الدبلوماسية أو القنصلية التابع لها بذلك.

وفي حالة وجود شك جدي حول صحة مستند، يتم التتحقق من ذلك بواسطة السلطات المركزية لكلا الطرفين.

ماده (٣٣)

تكون الأحكام أو القرارات الصادرة عن الجهة القضائية في أحد الطرفين المعترف بها في الطرف الآخر طبقاً لهذه الاتفاقية قابلة للتنفيذ في الطرف المطلوب منه وفقاً لإجراءات التنفيذ المقررة في تشريعيه.

وتتولى الجهة القضائية بالطرف المطلوب منه التنفيذ التتحقق من استيفاء الحكم أو القرار للشروط الواردة في هذا القسم، وذلك دون التعرض لموضوع الحكم أو القرار، ويجوز أن يكون التنفيذ جزئياً بحيث ينصب على شق أو آخر من الحكم أو القرار المتمسك به، إذا قبل طالب التنفيذ ذلك.

ماده (٣٤)

تكون العقود الرسمية المؤتقة من الجهة الصادرة عنها، والصلح القضائي في أي من الطرفين قابلاً للتنفيذ في الطرف الآخر بذات الشروط المطلوبة لتنفيذ الأحكام، أو القرارات القضائية فيه، وفي الحدود التي يسمح بها تشريع هذا الطرف.

ماده (٣٥)

يعترف الطرفان بأحكام المحكمين، وتنفذ في إقليم الطرف الآخر بالكيفية التي تنفذ بها الأحكام القضائية المنصوص عليها في هذا القسم مع مراعاة القواعد القانونية لدى الطرف المطلوب التنفيذ لديه، ولا يجوز للجهة القضائية لدى هذا الطرف أن تبحث في موضوع التحكيم.

ماده (٣٦)

لا يجوز أن يرفض أي من الطرفين تنفيذ حكم المحكمين إلا في الحالات التالية:

١. إذا كان قانون الطرف المطلوب منه تنفيذ حكم المحكمين لا يجيز حل النزاع عن طريق التحكيم.
٢. إذا كان حكم المحكمين صادراً تنفيذاً لشروط ولعقد تحكيم باطل، أو لم يصبح نهائياً.

٤. في حالات المسؤولية غير العقدية، إذا كان الفعل المستوجب للمسؤولية قد وقع في إقليم هذا الطرف.

٥. إذا كانت الدعوى تتعلق بنزاع خاص بعقار كائن في إقليم هذا الطرف.

٦. إذا قبل المدعى عليه صراحةً اختصاص محاكم هذا الطرف، أو اتخذ موطنًا مختاراً فيها لما يتعلّق بهذا النزاع، أو أبدى دفاعاً في الموضوع دون أن ينابع في اختصاصها.

٧. إذا كان للدائن بالنفقة موطن أو محل إقامة معتمد على أرض هذا الطرف.

٨. في قضايا الحضانة إذا كان محل إقامة الأسرة، أو آخر محل لإقامتها يقع في إقليم هذا الطرف.

وعند بحث الاختصاص الإقليمي لمحكمة الطرف الذي صدر فيه الحكم أو القرار، تتقيد الجهة القضائية بالطرف المطلوب منه بالواقع التي استندت إليها هذه المحكمة في تقرير اختصاصها، إلا إذا كان الحكم أو القرار قد صدر غيابياً حسب تشريع الطرف الصادر فيه.

ملحة (٣١)

على الخصم في الدعوى الذي يتمسّك بحكم أو قرار قضائي أن يقدم للجهة المختصة بالتنفيذ ما يلي:

١. صورة من الحكم أو القرار مستوفية للشروط الازمة ومصادق عليها من الجهات المختصة.

٢. أصل ورقة إعلان الحكم أو القرار أو صورة طبق الأصل مصادق عليها من الجهة مصدرته، أو أي محرر آخر يقوم مقام الإعلان ومصادق عليها حسبما ذكر.

٣. شهادة من الجهة المختصة بأن الحكم أو القرار قابل للتنفيذ.

٤. في حالة الحكم الغيابي صورة من الإعلان مصادقاً عليها بمقابلتها للأصل، أو أي مستند آخر من شأنه إثبات إعلان المدعى عليه إعلاناً صحيحاً بالدعوى الصادر فيها الحكم.

ملحة (٣٢)

تعفى الطلبات والمستندات المرسلة تطبيقاً لأحكام هذه الاتفاقية من أي تصديق أو أي إجراء مشابه.

أو قرار من جهة قضائية في الطرف المطلوب منه، وتتوافر فيه الشروط الازمة لتنفيذها لديه، أو صدر في شأنها حكم أو قرار في دولة ثالثة تتوافر فيه الشروط الازمة للاعتراف به في الطرف المطلوب منه، وكان قد صدر قبل الحكم أو القرار القضائي المطلوب الاعتراف به.

٥. إذا كان الحكم أو القرار حائزاً قوة الأمر المضي به، وقابلة للتنفيذ طبقاً لقانون الطرف الذي صدر فيه، ومع ذلك فإنه يعترف بالحكم أو القرار الصادر في مواد الأحوال الشخصية المتعلقة بأداء النفقة والرؤية (الزيارة)، متى كان قابلاً للتنفيذ في الطرف الذي صدر فيه.

مادة (٣٩)

لا تسري الأحكام الواردة في المادة (٢٨) من هذه الاتفاقية على ما يلي:

١. الأحكام والقرارات التي تصدر ضد حكومة الطرف المطلوب منه الاعتراف، أو التنفيذ، أو ضد أحد موظفيه عن أعمال قام بها أثناء الوظيفة، أو بسببها فقط.
٢. الأحكام والقرارات التي يتنافي الاعتراف بها أو تنفيذها مع المعاهدات والاتفاقيات الدولية المعمول بها لدى الطرف المطلوب منه التنفيذ.
٣. الإجراءات الوقتية والتحفظية والأحكام والقرارات الصادرة في قضايا الإفلاس والضرائب والرسوم.

مادة (٣٠)

تعتبر محاكم الطرف التي أصدرت الحكم أو القرار المطلوب الاعتراف به مختصة طبقاً لهذه الاتفاقية في الحالات التالية:

١. إذا كان موطن المدعى عليه أو محل إقامته المعتمد وقت رفع الدعوى في إقليم هذا الطرف.
٢. إذا كان للمدعى عليه في إقليم هذا الطرف وقت رفع الدعوى مؤسسة أو فرع توطن طبيعة تجارية أو صناعية أو غير ذلك، وكانت الدعوى قد أقيمت عليه من أجل نزاع يتعلق بنشاط هذه المؤسسة أو الفرع.
٣. إذا تعلق الأمر بعقد اتفق فيه طرفاه صراحةً على هذا الاختصاص، أو إذا كان الالتزام التعاقدى موضوع النزاع نفذ أو كان واجب التنفيذ كلياً أو جزئياً في إقليم هذا الطرف.

- .٢. إذا كان من شأن نقله إلى الطرف الطالب إطالة مدة حبسه.
- .٣. إذا كانت ثمة اعتبارات خاصة أو اعتبارات لا يمكن التغلب عليها تحول دون نقله إلى دولة الطرف الطالب.

القسم الرابع

الاعتراف بالأحكام والقرارات القضائية والعقود الرسمية والصلح القضائي وأحكام المحكمين وتنفيذها

ماده (٢٧)

يعترف كل من الطرفين بالأحكام الصادرة عن محاكم الطرف الآخر في المواد المدنية، والتجارية، والأحوال الشخصية الحائزه لقوة الأمر المقصي به، وينفذها لديه وفقاً للأحكام الواردة بهذا القسم، كما يعترف بالأحكام الصادرة عن المحاكم الجنائية فيما يتعلق بالتعويض عن الأضرار ورد الأموال، ويطبق ذلك أيضاً على كل حكم أو قرار أياً كانت تسميته يصدر عن إحدى الجهات القضائية في المواد المذكورة وفق تشريع الطرف الذي صدر الحكم عنه.

ماده (٢٨)

تكون الأحكام أو القرارات الصادرة عن الجهات القضائية لأحد الطرفين معترفاً بها في الطرف الآخر إذا استوفت الشروط الآتية:

١. أن يكون الحكم أو القرار صادراً عن جهة قضائية مختصة طبقاً لقواعد الاختصاص المقررة فيها، أو صادراً عن جهة قضائية تعتبر مختصة طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية.
٢. أن يكون الخصوم قد تم استدعاؤهم قانوناً وحضوروا، أو مثلوا تمثيلاً صحيحاً.
٣. ألا يتضمن الحكم أو القرار ما يخالف أحكام الدستور، أو التشريعات النافذة، أو النظام العام، أو الآداب العامة للطرف الذي يطلب تنفيذه فيه.
٤. ألا تكون هناك منازعة قضائية بين الخصوم أنفسهم في ذات الموضوع، ومبنيه على الواقع ذاتها في الطرف المطلوب منه الاعتراف متى كانت هذه المنازعة قد رفعت إليه أولاً، أو صدر فيها حكم،

ماده (٣٤)

كل شاهد أو خبير يعلن بالحضور لدى أحد الطرفين ويحضر بمحض اختياره لهذا الغرض أمام السلطات القضائية للطرف الطالب، يتمتع بحصانة تجنبه اتخاذ إجراءات جنائية ضده، أو القبض عليه، أو حبسه عن أفعاله، أو تنفيذاً لأحكام سابقة على دخوله بلد الطرف الطالب، ولا يجوز أن يتضمن الإعلان بالحضور أي تهديد باتخاذ الطرق الجبرية في حالة عدم الامتثال للإعلان.

وتزول هذه الحصانة عن الشاهد أو الخبير بعد انقضاء (١٥) خمسة عشر يوماً على تاريخ إبلاغه من قبل الجهة القضائية التي استدعته باستغاثتها عن وجوده، دون أن يغادر إقليمها، مع عدم وجود ما يحول دون ذلك لأسباب خارجة عن إرادته، أو إذا عاد إليه بعد أن غادره. ويعتبر على الجهة القضائية بالطرف الطالب التي أعلنت الشاهد أو الخبير بإبلاغه كتابةً بهذه الحصانة قبل إدلائه بشهادته لأول مرة.

ماده (٣٥)

للشاهد أو الخبير الحق في استرداد مصاريف السفر والإقامة من الطرف الطالب، كما يحق للخبير المطالبة بتعابه نظير الإدلة برأيه.

ويتضمن طلب الإعلان المبالغ التي تستحق للشاهد أو للخبير، ويجوز بناءً على طلبه أن يدفع الطرف الطالب مقدماً هذه المبالغ.

ماده (٣٦)

يلتزم الطرف المطلوب منه نقل الشخص المحبوس الذي يتم إعلانه وفقاً لأحكام هذه الاتفاقية لسماع شهادته، أو أقواله، أو رأيه أمام السلطات القضائية للطرف الطالب بوصفه شاهداً أو خبيراً بشرط موافقة هذا الشخص سلفاً على ذلك، ويلتزم الطرف الطالب بابقاءه محبوساً وإعادته في أقرب وقت أو في الأجل الذي يحدده الطرف المطلوب منه، وذلك مع مراعاة أحكام المادة (٢٤) من هذه الاتفاقية.

ويجوز للطرف المطلوب منه أن يرفض نقل الشخص المحبوس المشار إليه في هذه المادة في الأحوال التالية:

١. إذا كان وجوده ضرورياً في دولة الطرف المطلوب منه بسبب إجراءات جنائية يجري اتخاذها.

وعند عدم تنفيذ الإنابة القضائية كلياً أو جزئياً تخطر الجهة القضائية المختصة الطالبة فوراً بأسباب ذلك.

مادة (٢٠)

يستدعي الأشخاص المطلوب سماع شهاداتهم، وتسمع أقوالهم بالطرق القانونية المتبعة لدى الجهة المطلوب أداء الشهادة أمامها.

مادة (٢١)

يكون للإجراءات التي تتم بطريق الإنابة القضائية طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية ذات الأثر القانوني، الذي يكون لها فيما لو تمت أمام السلطة المختصة لدى الطرف الآخر.

مادة (٢٢)

يجوز للطرفين في مجال حقوق حضانة الأطفال ورؤيتهم (زيارة) ونفقاتهم عن طريق الإنابة القضائية، أو بواسطة سلطتيهما المركزية، ووفقاً لقوانينها الوطنية القيام بما يلي:

١. تقديم معلومات كافية عن مكان إقامة الأطفال المنقولين إلى إقليمها بسبب الحضانة، وأوضاعهم المادية والمعنوية.
٢. اتخاذ التدابير اللازمة للتسليم الإرادي للأطفال، وإيجاد حلول لمشاكلهم.
٣. اتخاذ التدابير اللازمة لتنظيم وتسهيل ممارسة حق الرؤية(الزيارة) والحضانة.

مادة (٢٣)

لا يرتب تنفيذ الإنابة القضائية استيفاء أي مصاريف أو رسوم فيما عدا أتعاب الخبراء غير الحكوميين، ونفقات الشهود، التي يلتزم الطرف الطالب بادئها، ويجب أن يرفق بملف الإنابة القضائية بياناً بهذه الأتعاب أو النفقات.

مادحة (١٦)

يكون تنفيذ الإنابة القضائية، على وجه الاستعجال، بواسطة الجهة القضائية المطلوب منها طبقاً لتشريعها الوطني فيما يتصل بالشكل الواجب اتباعه، والإجراءات الجائز اتخاذها، وإذا كانت الجهة المطلوب منها غير مختصة تحيل الإنابة القضائية إلى الجهة المختصة.

ويجوز بناءً على طلب صريح من الجهة القضائية الطالبة أن تقوم الجهة المطلوب منها بتنفيذ الإنابة القضائية وفقاً لشكل خاص يتفق وتشريع دولتها.

مادحة (١٧)

تخطر الجهة القضائية الطالبة بزمان ومكان تنفيذ الإنابة القضائية حتى يتمكن الأشخاص المعنيون أو ممثلوهم عند الاقتضاء من الحضور.

مادحة (١٨)

إذا اعتبرت الجهة القضائية المختصة للطرف المطلوب منه أن موضوع الطلب يخرج عن نطاق هذه الاتفاقية، فعليها أن تخطر فوراً الجهة القضائية الطالبة بأوجه اعترافها على الطلب.

مادحة (١٩)

لا يجوز للطرف المطلوب منه رفض تنفيذ الإنابة القضائية إلا في إحدى الحالات التالية:

١. إذا كان تنفيذها لا يدخل في اختصاص سلطاته القضائية، وكان لا يملك حق إحالتها إلى الجهة المختصة في ذات الطرف.
٢. إذا كان من شأن تنفيذها المساس بالسيادة الوطنية لهذا الطرف، أو أمنه، أو النظام العام أو الآداب العامة فيه، أو غير ذلك من مصالحه الأساسية، أو مخالفة لتشريعاته النافذة.
٣. إذا كانت تتعلق بجريمة سياسية، أو جريمة مرتبطة بجريمة سياسية.

ملحة (١٤)

باستثناء طلبات الإنابة القضائية في المواد الجنائية، يجوز لكل من الطرفين أن ينفذ مباشرةً ودون إكراه بواسطة ممثله الدبلوماسي أو القنصلي الطلبات الخاصة بمواطنيه، وخاصة المطلوب فيها سماع أقوالهم، أو فحصها بواسطة خبراء، أو تقديم مستندات، أو دراستها.

ملحة (١٥)

يتضمن طلب الإنابة القضائية البيانات التالية :

١. الجهة القضائية الصادر عنها، وإن أمكن، الجهة المطلوب منها ممهورة بخاتم وتوقيع الجهة الطالبة.
٢. جميع البيانات الشخصية للأشخاص وممثليهم عند الاقتضاء وعنائهم.
٣. موجز عن موضوع ووائق الدعوى.
٤. الأعمال أو الإجراءات القضائية المراد إنجازها.

وفي القضايا الجنائية يتضمن طلب الإنابة القضائية، فضلاً عما تقدم، الوصف القانوني للجريمة المركبة، والنصوص القانونية المطبقة.

وعند الاقتضاء تتضمن طلبات الإنابة القضائية ما يلي :

- أ- أسماء وعنوانين الأشخاص المطلوب سماع أقوالهم.
- ب- الأسئلة المطلوب طرحها عليهم أو الواقع المراد أخذ أقوالهم في شأنها.
- ت- المستندات أو الأشياء المطلوب دراستها وفحصها.

ويتضمن طلب الإنابة القضائية أي بيانات، أو معلومات أخرى تساعد الجهة القضائية بالطرف المطلوب منه تنفيذه.

٣. الإسم الكامل لكل من المطلوب إعلانهم، أو تبليغهم، ومهنة كل منهم، وصفته وعنوانه، وجنسيته، ومحل إقامته، وإسم ولقب وعنوان ممثله عند الاقتناء.
٤. نوع الوثيقة أو الورقة المطلوب إعلانها أو تبليغها.
٥. موضع الطلب وسببه وكل بيان يمكن توضيحه بهذا الخصوص، وفي القضايا الجنائية يذكر الوصف القانوني للجريمة المرتكبة وإسم ولقب مكان وتاريخ ميلاد المطلوب تبليغه، وإسم ولقب والديه.

مادة (١١)

لا يجوز للطرف المطلوب منه الإعلان أو التبليغ أن يرفض إجراءه إلا إذا رأى أن من شأن تنفيذه المساس بسيادته الوطنية، أو بالنظام العام، أو الآداب العامة فيه، وفي حالة رفض التنفيذ يقوم الطرف المطلوب منه ذلك بإخطار الطرف طالب بهذا الأمر مع بيان أسباب الرفض.

مادة (١٢)

تعفى إخطارات وإعلانات الوثائق والأوراق القضائية وغير القضائية في الطرف المطلوب منه الإخطار أو الإعلان من أي رسوم أو مصروفات.

القسم الثالث

الإذادات القضائية وحضور المحمود والغيراء

مادة (١٣)

للجهة القضائية في أي من الطرفين أن تطلب من الجهة القضائية في الطرف الآخر أن تباشر الإجراءات القضائية الازمة، والمتعلقة بدعوى قائمة أمامها في قضية مدنية، أو تجارية، أو أحوال شخصية، أو جنائية.

وترسل طلبات الإنابة القضائية مباشرة من السلطة المختصة في الطرف طالب إلى السلطة المختصة في الطرف المطلوب منه بواسطة السلطة المركزية، وتعاد هذه الطلبات بذات الطريقة.

المادة الثانية

إعلان الوثائق والأوراق القضائية وغير القضائية وتبليغها

مادحة (٧)

ترسل طلبات إعلان أو تبليغ الوثائق والأوراق القضائية وغير القضائية في المواد المدنية، والتجارية، والأحوال الشخصية، والجنائية، من السلطة المختصة لدى الطرف طالب إلى الجهة المختصة لدى الطرف المطلوب منه تنفيذ الإعلان، أو التبليغ بواسطة السلطة المركزية، وتعاد هذه الطلبات بذات الطريقة.

ويكون تنفيذ الإعلان أو التبليغ طبقاً للإجراءات المعول بها في تشريع الطرف المطلوب منه.

مادحة (٨)

لا تحول أحكام المادة (٧) من هذه الاتفاقية، دون قيام أي من الطرفين من غير إكراه بإعلان المحررات القضائية مباشرةً إلى مواطنه عن طريق ممثله الدبلوماسيين، أو القنصليين، أو من يقوم مقامهم.

مادحة (٩)

يجوز إجراء الإعلان أو التبليغ وفقاً لشكل خاص بناءً على طلب صريح من الطرف طالب، بشرط ألا يتعارض هذا الشكل مع تشريع الطرف المطلوب منه، ويعتبر الإعلان أو التبليغ الحاصل في أي من الطرفين طبقاً لأحكام هذه الاتفاقية كأنه قد تم في الطرف الآخر.

مادحة (١٠)

يجب أن تتضمن الوثائق والأوراق القضائية وغير القضائية المطلوب إعلانها أو تبليغها البيانات التالية:

١. الجهة التي صدرت عنها الوثيقة أو الورقة، وخاتمتها، وتوقيعها.
٢. الإسم الكامل، وجنسية، وعنوان طالب الإعلان أو التبليغ.

مادحة (٣)

١. يمتع مواطنا كل من الطرفين داخل إقليم الطرف الآخر بحق اللجوء للجهات القضائية المختصة للدفاع عن حقوقهم، ومصالحهم، وحمايتها بنفس الشروط والحماية القانونية المقررة لمواطنيه.
٢. لا يجوز أن يطلب من مواطني أي من الطرفين عند مباشرتهم هذا الحق تقديم أي كفالات، أو ضمان تحت أي تسمية لكونهم من مواطني الطرف الآخر، أو لعدم وجود موطن أو محل إقامة معتمد لهم على إقليم هذا الطرف.
٣. تطبق أحكام البنددين (١) و(٢) من هذه المادة، على جميع الأشخاص الاعتبارية المنشأة أو المرخص لها وفقاً للقانون في إقليم أحد الطرفين، والذي يوجد فيه مركزها الرئيسي، أو الفرع الذي يباشر نشاطاً رئيسياً، بشرط أن يكون تأسيسها والغرض منها لا يخالف القانون، أو النظام العام، أو الآداب العامة لدى هذا الطرف.

وتحددأهلية التقاضي لهذه الأشخاص الاعتبارية طبقاً لتشريع الطرف الذي يوجد المركز الرئيس فيه، أو الفرع الذي يباشر نشاطاً رئيسياً فيه.

مادحة (٤)

يمتع مواطنا كل من الطرفين بحق الحصول على المساعدة القضائية بنفس الشروط المقررة لمواطني الطرف الآخر.

مادحة (٥)

تقدم طلبات المساعدة القضائية مصحوبة بالمستندات المؤيدة لها بإحدى الطرق الآتية:

١. مباشرة إلى السلطة المختصة للبت فيها في الدولة المطلوب منها إذا كان الطالب يقيم فيها.
٢. بواسطة السلطة المركزية المبينة في المادة (٨٤) من هذه الاتفاقية.
٣. بالطرق الدبلوماسية والقنصلية إذا كان الطالب يقيم في إقليم دولة ثالثة.

وللجهة المقدم إليها الطلب أن تحصل على أي بيان أو مستندات تكميلية لاستيفاء شروط الطلب.

ويفصل في هذه الطلبات على وجه الاستعجال.

مادحة (٦)

لا تتضمن الجهة القضائية المختصة من الطرفطالب أي رسوم أو مصاريف عن إرسال طلبات المساعدة القضائية، أو تلقيها، أو البت فيها.

قد اتفقنا على ما يلي :

الوأب الأول

تبادل المعلومات والخبرات وتحميم الزوايا

مادة (١)

١. يتبادل الطرفان، وبصفة منتظمة، المطبوعات والنشرات والبحوث والمجلات القانونية والأدوات التشريعية النافذة، والمجموعات التي تنشر فيها الأحكام والاجتهادات القضائية، كما يتبادلان المعلومات المتعلقة بأساليب ممارسة العمل القانوني والقضائي في كلا البلدين.
٢. يشجع الطرفان عقد المؤتمرات والندوات والحلقات المتصلة بالقانون والقضاء، وزيارات الوفود القانونية والقضائية، وتبادل خبرات القضاة والقانونيين بقصد متابعة التطور التشريعي والقضائي في كل منهما، وتبادل أفضل الخبرات في هذا الشأن.
٣. يشجع الطرفان إنشاء القدرات المؤسسية للعدالة، وتحديث وتعزيز حسن الإدارة القضائية.
٤. يشجع الطرفان تنظيم زيارات تدريبية للعاملين في المجالين القانوني والقضائي في كل منهما.
٥. يتبادل الطرفان الرأي بقصد التشاور وتنسيق مواقفهما في المؤتمرات والاتفاقيات الدولية المعروضة في الإطار الدولي، المتعلقة بالمجالين القانوني والقضائي.

الوأب الثاني

التعاون القضائي

القسم الأول

حق اللجوء الجماعي القضائي والمساعدة القضائية

مادة (٢)

يعتمد الطرفان بالتعاون القضائي المتبادل بين الجهات القضائية في كل منهما في المواد المدنية، والتجارية، والأحوال الشخصية، والجنائية، ويشمل التعاون إجراءات التقاضي أمام المحاكم وفقاً للأحكام الواردة في هذه الاتفاقية.

اتفاقية

التعاون القانوني والقضائي

بين

حكومة المملكة المغربية

و

حكومة دولة قطر

إن حكومة المملكة المغربية،

و

حكومة دولة قطر،

وال المشار إليهما فيما بعد بـ "الطرفان" ،

انطلاقاً من العلاقات القوية التي تجمع بين البلدين وشعبهما الشقيقين،

ورغبةً منها في توثيق عرى التعاون بينهما، في المجالين القانوني والقضائي،

واحتراماً لسيادتهما الإقليمية وتشريعاتهما الوطنية،

وحرصاً منها على مصالحهما المشتركة،

ظهير شريف رقم 1.18.38 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاقية التعاون القانوني والقضائي،
الموقعة بالدوحة في 5 أبريل 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر

الحمد لله وحده،

التابع الشريفي - بداخله :

(محمد بن الحسن بن محمد بن يوسف الله وليه)

يعلم من ظهيرنا الشريفي هذا، أسماء الله وأعز أمره أنتا :

بناء على اتفاقية التعاون القانوني والقضائي، الموقعة بالدوحة في 5 أبريل 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة

قطر :

وعلى القانون رقم 43.16 الموافق بموجبه على الاتفاقية المذكورة والصادر بتنفيذ الظهير الشريف رقم 1.18.05 بتاريخ 28 من جمادى الأولى 1439 (15 فبراير 2018) :

ونظراً لتبادل الإعلام باستيفاء الإجراءات الالزمة لدخول الاتفاقية المذكورة حيز التنفيذ،

أصدرنا أمراًينا الشريفي بما يلي :

تنشر بالجريدة الرسمية، عقب ظهيرنا الشريفي هذا، اتفاقية التعاون القانوني والقضائي، الموقعة بالدوحة في 5 أبريل 2016
بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر.

وحرر بتاريخ 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022).

وقعه بالعطاف :

رئيس الحكومة،

الإمضاء : عزيز أخنوش.

*

**

صفحة

اتفاق تعديل اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية تركيا.

ظهير شريف رقم 1.21.53 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022)

بنشر اتفاق تعديل اتفاقية التبادل الحر بين المملكة المغربية وجمهورية

300

تركيا، الموقع بالرباط في 24 أغسطس 2020.....

النظام الأساسي للبنك الآسيوي للاستثمار في البنية التحتية.

ظهير شريف رقم 1.21.55 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022)

بنشر النظام الأساسي للبنك الآسيوي للاستثمار في البنية التحتية،

309

الموقع ببكين في 29 يونيو 2015.....

صفحة

المملكة المغربية واليابان :

- اتفاقية لتفادي الازدواج الضريبي في ميدان الضرائب على الدخل ومنع التهرب والغش الضريبيين.

ظهير شريف رقم 1.21.10 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022)

بنشر الاتفاقية بين المملكة المغربية واليابان لتفادي الازدواج الضريبي

في ميدان الضرائب على الدخل ومنع التهرب والغش الضريبيين، الموقعة

بالرباط في 8 يناير 2020.....

- اتفاق حول تشجيع وحماية الاستثمار.

ظهير شريف رقم 1.21.11 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022)

بنشر الاتفاق بين المملكة المغربية واليابان حول تشجيع وحماية

الاستثمار، الموقع بالرباط في 8 يناير 2020.....

المملكة المغربية

لِحَرِيقِ الْسَّمِعَةِ

نُشُرَةُ الْاِتِّفَاقِيَّاتِ الدُّولِيَّةِ

ثمن النسخة : 20 درهما

طلب الاشتراك من المطبعة الرسمية الرباط - شالة الهاتف : 0537.76.50.25 - 0537.76.50.24 0537.76.54.13 الحساب رقم : 310 810 1014029004423101 33 المفتوح بالخزينة الإقليمية بالرباط في إسم المحاسب المكلف بمداخيل المطبعة الرسمية	تعريفة الاشتراك			بيان النشرات	
	في الخارج	في المغرب			
		سنة	ستة أشهر		
فيما يخص النشرات الموجهة إلى الخارج عن الطريق العادي أو عن طريق الجو أو البريد الدولي السريع، تضاف إلى مبالغ التعريفة المنصوص عليها يمنته مصاريف الإرسال كما هي محددة في النظام البريدي الجاري به العمل.	400 درهم 200 درهم 200 درهم 300 درهم 300 درهم	250 درهما 150 درهما 150 درهما 250 درهما 250 درهما	النشرة العامة نشرة الترجمة الرسمية نشرة الاتفاقيات الدولية نشرة الإعلانات القانونية والقضائية والإدارية نشرة الإعلانات المتعلقة بالتحفظ العقاري	

تدرج في هذه النشرة نصوص الاتفاقيات الدولية الموضوعة باللغة العربية أو بلغة أجنبية عندما تقضي هذه الاتفاقيات بأن النصوص المذكورة يعتمد عليها أو وحدها أو عليها وعلى النص العربي معها

صفحة

- اتفاق حول الإنتاج السينمائي والسمعي البصري المشترك.

ظاهير شريف رقم 1.18.92 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق حول الإنتاج السينمائي والسمعي البصري المشترك، الموقع بالرباط في 5 ديسمبر 2017 بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية.

217

اتفاق بشأن التعاون في مجال محاربة الجريمة بين المملكة المغربية ومملكة إسبانيا.

ظاهير شريف رقم 1.20.37 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر الاتفاق بشأن التعاون في مجال محاربة الجريمة، الموقع بالرباط في 13 فبراير 2019 بين المملكة المغربية ومملكة إسبانيا.

223

المعاهدة المؤسسة لوكالة الأدوية الأفريقية.

ظاهير شريف رقم 1.21.05 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر المعاهدة المؤسسة لوكالة الأدوية الأفريقية، المعتمدة بأديس أبابا (إثيوبيا) في 11 فبراير 2019.

230

فهرست

صفحة

اتفاقية التعاون القانوني والقضائي بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر.

ظاهير شريف رقم 1.18.38 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاقية التعاون القانوني والقضائي، الموقعة بالدوحة في 5 أبريل 2016 بين حكومة المملكة المغربية وحكومة دولة قطر.

الملكة المغربية والجمهورية البرتغالية :

- اتفاق التعاون بشأن الأمن الداخلي.

ظاهير شريف رقم 1.18.42 صادر في 30 من ذي القعدة 1443 (30 يونيو 2022) بنشر اتفاق التعاون بشأن الأمن الداخلي، الموقع بلشبونة في 20 أبريل 2015 بين المملكة المغربية والجمهورية البرتغالية.